

CONGRÈS INTERNATIONAL

DES

RÉFORMES DOUANIÈRES

REUNI A BRUXELLES.

22, 23, 24 et 25 septembre 1856.

BRUXELLES.

IMPRIMERIE DE M. WEISSENBRUCH.

Rue du Marché 8.

—
1857



1890. 1. 1. 1. 1.

CONGRÈS INTERNATIONAL

DES

RÉFORMES DOUANIÈRES.

CONGRÈS INTERNATIONAL
DES
RÉFORMES DOUANIÈRES

RÉUNI A BRUXELLES.

22, 23, 24 et 25 septembre 1856.

BRUXELLES.

IMPRIMERIE DE M. WEISSENBRUCH.

Rue du Nord, 7.

1857

Bayerische
Staatsbibliothek
München

PRÉFACE.

L'importance du *Congrès des réformes douanières*, son succès, les heureux résultats qu'il est appelé à produire, le grand nombre de faits qu'il a mis en lumière, nous font croire qu'on lira avec intérêt quelques mots d'explication sur le point de départ de cette manifestation, et sur les différentes phases de son développement.

Le mouvement économique, brillamment inauguré en Belgique en 1846, sous la forte et énergique impulsion de M. Charles de Brouckere, ancien ministre et représentant de Bruxelles, après avoir jeté un grand éclat à la réunion du Congrès de 1847, qui réunit près de deux cents adhérents, fut enrayé dans sa marche par les événements révolutionnaires des années suivantes. Il se maintint seulement dans quelques chaires, créées avec le concours des autorités communales, dans quelques cours libres, enfin dans les discussions que soulevaient au sein des Chambres de commerce et du Parlement les tentatives répétées du gouvernement belge pour simplifier la législation douanière et réduire les droits d'importation. Quant à l'association qui avait convoqué le Congrès, elle s'était dissoute.

»

Telle était la situation en Belgique, lorsqu'au commencement de l'hiver 1855, la fondation d'une Société d'économie politique vint donner un centre d'action aux forces éparées des partisans de la liberté commerciale. On était à la veille d'une révision du Tarif des douanes, et dès la première réunion de la Société nouvellement formée, une proposition fut déposée par M. Corr-Vander-Maeren, ancien membre du Comité de 1846, pour qu'un Comité, composé de cinq membres fût chargé de recueillir, chez les industriels et les commerçants des diverses localités du pays, tous les renseignements propres à éclairer l'opinion publique sur la réforme projetée par le gouvernement.

Cette idée, favorablement accueillie au sein de la Société d'économie politique, ne rencontra pas une moins vive approbation chez les négociants et les industriels auxquels elle fut communiquée. Ils jugèrent même qu'il fallait étendre le projet en transformant le Comité en une Association agissant sur tous les points du pays. Cette Association devrait compléter, dans un sens plus immédiatement pratique, l'action théorique de la Société mère. Celle-ci donna son approbation à ces modifications, et après un certain nombre de réunions préparatoires, l'Association fit paraître, au commencement de décembre 1855, son manifeste et ses Statuts, que nous reproduisons :

MANIFESTE DE L'ASSOCIATION BELGE

POUR LA RÉFORME DOUANIÈRE.

En présence de la révision annoncée du tarif des douanes et des luttes d'opinion que ce projet menaçait de soulever, des négociants et des industriels, voulant combattre des notions fausses, préjudiciables aux intérêts publics et éviter que des erreurs involontaires ne se glissent dans les modifications de notre législation douanière, — devenues indispensables, — ont pensé qu'il im-

portait de recueillir sur la question tous les renseignements propres à éclairer le pays et ses représentants.

Des Comités ont été constitués dans ce but à Bruxelles, à Verviers et à Mons. D'autres sont en voie de formation. Les membres du Comité de Bruxelles, d'accord avec leurs coopérateurs des provinces, soumettent aujourd'hui au public le programme de l'œuvre qu'il s'agit d'entreprendre.

S'inspirant des données réunies par l'étude de la science économique et de l'expérience des faits acquis, notamment en Angleterre, où depuis l'introduction des réformes de sir Robert Peel l'activité de l'agriculture, de la navigation et de l'industrie, loin de décliner, n'a fait que grandir dans les proportions de force et d'énergie les plus imprévues. Pénétée aussi de ce sentiment que l'industrie belge, disposant d'excellentes matières premières, de capitaux abondants, d'ouvriers habiles et intelligents, peut puiser ses éléments de succès ailleurs que dans un système de prohibition onéreux au développement de la production nationale et au bien-être de l'universalité des consommateurs. L'Association a pris pour principe de son œuvre la transformation progressive du tarif actuel et de son labyrinthe de dispositions, en un tarif simple et purement fiscal.

Toutefois, dans l'application de ce principe, but suprême et final de ses efforts, l'Association ne perdra pas de vue que la pensée-mère qui a présidé à sa formation est la nécessité de sauvegarder tous les intérêts légitimes, tant ceux du producteur que du consommateur. Dans l'enquête publique à ouvrir, il sera donc tenu compte de la situation des diverses industries, des besoins factuels qu'un vicieux système économique leur a créés, des inconvénients enfin que de trop brusques modifications dans leurs conditions d'existence pourraient entraîner pour quelques-unes d'entre elles. L'Association s'appliquera surtout à rechercher combien les dispositions prohibitives du tarif sont nuisibles à ceux-là mêmes qui les considèrent comme la première et la plus indispensable garantie de leur prospérité.

La réforme parlementaire est depuis longtemps à l'ordre du jour des délibérations parlementaires, mais les bonnes intentions du gouvernement et des chambres sont restées stériles. Beaucoup d'intérêts qui vivent des abus, redoutent qu'on y porte la lumière.

Leurs réclamation, formulées parfois avec la passion des mauvaises causes et s'appuyant sur des affirmations qu'aucune enquête ne contrôle, ont, jusqu'à ce jour, arrêté la réalisation de mesures, dont les pouvoirs de l'État ont reconnu l'incontestable nécessité. L'Association, en éclairant par ses recherches tous les problèmes que soulève la réforme, établira ce qu'il y a de fondé dans ces oppositions et fera justice des obstacles purement spécieux. Elle préparera donc l'action du gouvernement et, loin de la contrarier, elle aura l'incontestable mérite de lui servir d'appui et de soutien par la libre coopération de tous les intérêts consultés.

L'Association ne se fait pas illusion sur l'étendue et les difficultés de sa tâche. C'est pour y mieux faire face qu'elle a cru nécessaire de recourir à une organisation puissante, laquelle, couvrant tout le pays de ses ramifications, fût repré-

sentée dans chaque grand centre industriel par un Comité local chargé de diriger l'enquête et de grouper les informations qu'elle aura fournies. Quelles que soient d'ailleurs ces difficultés, l'Association est soutenue par la pensée qu'elle prend l'initiative d'une œuvre utile au pays, laquelle, en augmentant le travail des populations, apportera un remède puissant à la crise actuelle et en préviendra le retour dans l'avenir.

Elle espère obtenir le concours patriotique de tous les hommes qui ont à cœur la prospérité nationale et elle compte même rallier à ses travaux les adversaires de ses principes, s'ils ont la loyauté de ne pas vouloir éterniser, sans examen, un impôt qu'ils prélèvent indirectement et à leur profit personnel sur l'immense majorité de leurs concitoyens.

STATUTS DE L'ASSOCIATION.

Art. 1^{er}. Il est formé une Association belge pour la réforme douanière.

Art. 2. La réforme a pour but la réduction successive des droits d'importation et la levée des prohibitions à la sortie, de manière à arriver par une marche prudente et sage à la transformation du tarif, tel qu'il existe aujourd'hui, en un tarif purement fiscal.

Art. 3. A cet effet, l'Association, par une enquête publique s'adressant au producteur comme au consommateur, recueillera le plus de renseignements possible sur toutes les questions se rattachant à la réforme, les publiera et en tirera comme conclusion un projet de stipulations nouvelles, conformes à l'intérêt général.

L'Association s'efforcera surtout de faciliter la tâche du gouvernement en lui apportant le concours de ses lumières, en examinant et en discutant tous les projets qu'il pourrait présenter pour améliorer la législation douanière dans ses dispositions et dans son mode d'application.

Art. 4. L'Association se compose de membres effectifs et de membres adhérents.

Art. 5. Les membres effectifs paient une cotisation de 12 francs par an.

Art. 6. L'Association est représentée par des Comités locaux établis dans les provinces.

Les bureaux des Comités locaux ou leurs délégués, se réunissant deux fois par an à Bruxelles, y formeront le Comité central de l'Association.

Les bureaux arrêteront les rapports des Comités locaux entre eux.

Art. 7. Une assemblée générale de tous les membres de l'Association a lieu de droit chaque année, à Bruxelles, le 24 septembre.

Le Comité central pourra convoquer tous les membres de l'Association, chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

Art. 8. Le Comité central rendra compte à l'assemblée générale annuelle du résultat de ses travaux.

Art. 9. L'Association se mettra en rapport avec la Société belge d'Économie politique et s'assurera son concours.

Règlement d'ordre du comité de Bruxelles.

Art. 1^{er}. Le Comité de Bruxelles est composé de vingt-cinq membres. Il reste en fonctions pendant toute la durée de l'Association. En cas de décès ou de démission d'un membre, le Comité pourvoit à son remplacement.

Art. 2. Les travaux du Comité sont dirigés par un bureau composé de :

Un président, un vice-président, un trésorier, un archiviste et un secrétaire.

Le Comité pourra adjoindre ultérieurement à son bureau un second vice-président et un second secrétaire.

Art. 3. Le Comité rendra compte aux membres de l'Association du résultat de ses travaux et de l'emploi des fonds mis à sa disposition (1).

Le Comité provisoire, auteur de ce manifeste et de ces statuts, après avoir rendu compte de sa mission dans une assemblée publique, tenue le 20 janvier 1856, céda la place à un Comité définitif et l'Association organisée sur de larges bases se mit immédiatement à l'œuvre.

Le comité définitif ouvrit son enquête par des assemblées publiques tenues successivement dans les principales villes du pays : à Bruxelles d'abord, puis à Verviers, à Liège, à Charleroi, à Huy, et bientôt grâce au dévouement sympathique de la presse et aux ressources pécuniaires recueillies chez les adhérents de l'Association, celle-ci put répandre à cinquante mille exemplaires le compte rendu de chacun de ses meetings, où des industriels et des com-

(1) Le Comité provisoire qui signa ces divers documents était composé de MM. J. Becquet, négociant en fer ; — *Gustave Becquet*, id. ; — *Barbier-Hanssens*, fabricant de papiers et de bonneteries ; — *Custers*, négociant en drogues ; — *Corr-Vander-Maeren*, négociant en métaux ; — *Cauwreur*, homme de lettres ; — *d'Hauegard*, négociant en manufactures ; — *Dercine-Idstein*, id. ; — *Dereine et Guisgard*, id. ; — *Goetvreck*, négociant en bois ; — *Keutter*, négociant en draps ; — *Kissing, fils*, négociant en bonneteries ; — *Kuhstoks-Desleshouder*, négociant en manufactures ; — *A. Lorisont*, négociant en tapis ; — *E. Lorisont*, id. ; — *Ad. Lehardy de Beaulieu*, ingénieur ; — *Maux-Poncellet*, négociant ; — *Nayer-Hartogs*, fabricant de maroquineries ; — *G. de Moënari*, publiciste, professeur d'Économie politique au Musée royal de l'Industrie ; — *Pastur*, négociant en draps ; — *H. Vandembroeck*, négociant en métaux ; — *H. Thomée*, négociant en manufactures.

merçants, faisant violence à leurs habitudes modestes, abordèrent la tribune, et devinrent orateurs pour dévoiler l'effet désastreux des restrictions douanières (1).

Le 15 mars, le Comité de Bruxelles, pour mieux préciser encore qu'il ne l'avait fait jusqu'alors le but de ses efforts et rassurer les intérêts timorés adressa, d'accord avec ses collaborateurs des provinces, la lettre suivante à toutes les Chambres de commerce du pays :

A Messieurs les présidents et membres de la Chambre de commerce de....

Le Comité de l'Association belge pour la réforme douanière, dans sa séance du 21 février 1856, a chargé son bureau de transmettre à toutes les Chambres de commerce du pays, la résolution prise dans la grande assemblée publique du 17 du même mois (2).

En conséquence, Messieurs, nous avons l'honneur de vous adresser, jointe à la présente lettre, cette résolution accompagnée de la brochure qui contient le compte-rendu de l'assemblée précitée, et d'autres documents dont l'ensemble vous permettra d'apprécier l'esprit et les tendances de notre institution.

Bien que le but de notre Association ressorte clairement de la résolution que nous sommes chargés de vous communiquer, nous croyons cependant utile d'ajouter à celle-ci quelques mots d'explication sur la marche que nous nous proposons de suivre.

Vous lirez dans notre manifeste « que l'Association a pris pour principe de son œuvre, la transformation progressive du tarif actuel et de son labyrinthe de dispositions, en un tarif simple, purement fiscal, partant plus productif pour le trésor. »

Nous comprenons, Messieurs, que ce but suprême et final de nos efforts, ne doit être atteint qu'avec une sage lenteur et de manière à sauvegarder, autant que possible, tous les intérêts engagés.

Sous l'empire de ces idées, nous demandons dès maintenant, à titre de régime transitoire et comme un premier jalon sur la route à parcourir :

1^o La libre entrée des matières premières brutes ;

2^o Un droit *ad valorem* qui ne dépassera jamais 10 pour cent sur les produits fabriqués. Toutefois certaines industries qui sont protégées actuellement par des droits prohibitifs pourront, à titre provisoire et très-exceptionnellement, jouir d'une protection plus élevée, à fixer ultérieurement.

(1) Voir aux annexes page 353, quelle est en ce moment la composition des différents Comités de l'Association.

(2) Voir ces résolutions aux annexes n^o 12 page 354.

3^e Le classement des articles imposés par grandes catégories, de manière à réduire le tarif aux formes les plus simples.

La protection est un privilège exorbitant et injuste accordé à quelques-uns, au détriment des consommateurs et du trésor public. Les industries auxquelles elle a été octroyée ne l'ont obtenu qu'à la condition de progresser et d'arriver dans un temps donné, à vivre de leur vie naturelle.

Des droits protecteurs ne peuvent donc être maintenus que provisoirement et à condition de subir des réductions annuelles et successives, de manière à rentrer après un laps de temps déterminé d'avance, dans les limites du maximum de 10 pour cent. Aussi les droits de plus de 10 pour cent, accordés par privilège spécial, formeront-ils au tarif un chapitre de dispositions transitoires.

Ces résultats obtenus et l'expérience ayant consacré l'excellence de nos vues, nous ferons de nouveaux progrès vers la réalisation parfaite de notre programme. Les producteurs eux-mêmes seront alors les premiers à considérer ces droits de 10 pour cent comme encore trop élevés, et à proposer leur réduction aux proportions d'un simple droit fiscal.

Comme l'expression *matières premières* peut être diversement interprétée, permettez-nous, Messieurs, quelques mots d'explication à ce sujet. L'exposé de motifs du projet de révision douanière proposé à la Chambre, en janvier 1854, s'exprime ainsi : « Si en principe toutes les marchandises peuvent être l'objet d'une taxe d'entrée au profit de l'État, il est des exceptions que commande l'intérêt public. »

Parmi ces exceptions, surtout dans un pays industriel comme le nôtre, nous plaçons en première ligne :

1^o Les denrées alimentaires ;

2^o Les bouilles ;

3^o Les fontes (fer en gueuses).

Nous pensons qu'il faut affranchir immédiatement de tout droit d'entrée, de sortie et de transit, ces trois grandes matières premières.

Quant aux articles fabriqués, qui peuvent être l'objet d'une taxe à l'entrée, nous nous réservons d'en établir la tarification et le classement par grandes catégories, après les avoir soumis à une étude sérieuse, à faire de commun accord avec vous, Messieurs, et avec tous les intéressés.

Nous sollicitons votre avis sur les projets que nous venons d'avoir l'honneur de vous exposer et nous sommes heureux de pouvoir saisir cette occasion, Messieurs, de faire un appel à vos lumières et à votre patriotisme, pour nous guider dans la tâche difficile que nous avons entreprise.

Tout en cherchant à éclairer ainsi le pays, l'Association se préoccupait d'étendre son action au dehors. L'Association voulait montrer à la Belgique d'abord, à l'Europe ensuite, les réformes accomplies dans chaque pays en particu-

lier, et à défaut d'une nouvelle exposition universelle comme celle de Londres ou de Paris (dont il avait été question à Bruxelles), elle voulait mettre sous les yeux du monde les véritables conclusions pratiques de ces entreprises gigantesques, réservées aux grandes capitales, à savoir : que le sol, le climat, les habitudes, les mœurs assument à tous les peuples des supériorités diverses, et qu'il faut féconder le travail de chaque nation en laissant aux aptitudes naturelles le libre épanouissement et la franchise de leurs allures, au lieu de les contrarier par une assistance artificielle qui se transforme fatalement en entraves.

Un Congrès européen, pareil à celui de 1847, mais plus pratique, pouvait seul poser les assises d'une étude aussi importante. Dès le 17 février, M. Ad. Lehardy de Beaulieu, membre du Comité de Bruxelles et secrétaire du Congrès des Économistes de 1847, en fit la motion à la Société d'Économie politique, sa proposition fut renvoyée à l'Association et celle-ci, l'adoptant par acclamation, chargea une Commission spéciale, prise dans son sein, de convoquer à Bruxelles un *Congrès international pour les réformes douanières*.

Cette Commission composée de MM. Corr-Vander-Maeren, Couvreur, de Molinari, Jottrand fils, Ad. Lehardy de Beaulieu et H. Reyntiens reçut sa mission dans la première quinzaine d'avril, et le 20 du même mois, le président de la Société d'économie politique put annoncer à cette assemblée que l'idée accueillie par elle allait recevoir un commencement d'exécution.

En effet, la Commission fit paraître le 23 avril la lettre circulaire ci-après :

« Le Congrès des Économistes réuni à Bruxelles, les 16, 17 et 18 septembre 1847, a voté les résolutions suivantes :

« Le Congrès économique, après avoir examiné et discuté les effets généraux de la liberté du commerce ainsi que toutes les questions spéciales qui s'y rattachent, est d'avis que cette liberté est un besoin de la société humaine et qu'elle aura pour résultat :

« 1^o De resserrer l'union des peuples qui, loin de devenir tributaires les uns des autres, se prêteront un mutuel appui ;

« 2^o D'étendre la production et de mettre l'industrie à l'abri des secousses violentes qui sont inévitables sur les marchés restreints par la prohibition.

« 3^o D'améliorer le sort des travailleurs, en demandant moins de peine en échange de plus de jouissances.

« 4^o De détruire une cause constante de démolition.

Ces propositions ne comprennent que des idées théoriques ; aussi l'assemblée, avant de se séparer, décida-t-elle la réunion d'un second Congrès, qui, d'après le désir exprimé par divers membres, s'occuperait spécialement des moyens de faire passer la théorie dans la pratique des faits.

C'est ce vote ou plutôt ce vœu que le comité central de l'Association belge pour la réforme douanière, vient mettre à exécution, en convoquant pour les 22, 23 et 24 septembre prochain, à Bruxelles, un Congrès international auquel il convie les hommes pratiques et de science de tous les pays, qui, dans l'industrie, le commerce ou les administrations publiques, s'occupent des importantes questions soulevées par les relations commerciales des nations entre elles.

Des circonstances toutes particulières donnent à ce Congrès un caractère d'utilité et d'opportunité qu'il n'aurait probablement plus à une époque postérieure. En effet, l'exposition universelle des produits fabriqués à l'usage des classes les plus nombreuses de la société, organisée avec le concours du gouvernement belge, non-seulement attirera à Bruxelles un grand nombre d'hommes spéciaux de tous les pays, versés dans les sciences économiques, commerciales ou industrielles, mais elle permettra au Congrès d'établir, par des comparaisons et des faits précis, la vérité et l'utilité des résolutions qu'il sera appelé à prendre.

D'un autre côté, des hommes considérables du pays, patrons et encouragés par le gouvernement, ont déjà convoqué, pour le 15 septembre prochain et jours suivants, un Congrès qui aura à délibérer sur un sujet d'une nature toute spéciale, la *Bienfaisance publique*.

Parmi les questions soumises à cette dernière réunion, il en est qui portent sur la liberté du commerce des denrées alimentaires ; il est probable que quelques-uns des membres désireront en suivre les développements pratiques dans le Congrès qui s'occupera plus spécialement de ces questions.

Le but du Congrès international des réformes douanières, est donc de continuer l'œuvre commencée en 1847, et d'aborder, cette fois, les moyens de faire passer la théorie dans la pratique.

On ne prétendra pas que l'on y a mis trop de précipitation. Neuf années, presque le tiers de la vie d'une génération, se sont écoulées depuis le dernier Congrès. Les principes économiques qui étaient alors contestés, combattus même avec passion, par des hommes d'État à courtes vues et par un public

prévenu et imbu de préjugés, sont aujourd'hui acceptés presque par tout le monde, et les plus arriérés se bornent simplement à contester l'opportunité de leur application.

D'autres faits, également graves, ont changé la situation économique des peuples. Les chemins de fer, qui étaient encore presque dans l'enfance en 1847, se sont multipliés partout depuis dix ans et ont ouvert entre les pays les plus éloignés des communications faciles et journalières; les télégraphes électriques, à peine connus alors, traversent aujourd'hui non-seulement les continents, mais même les détroits et bientôt l'Océan Atlantique lui-même.

Deux Expositions universelles des produits de l'industrie du monde entier, ont permis aux industriels, aux économistes, aux hommes d'Etat de tous les pays, d'apprécier les forces respectives de chacun.

Enfin, le Crédit s'est développé et embrasse un champ d'entreprises et d'affaires auxquelles nos parents immédiats n'eussent pas même osé rêver.

Il s'agit aujourd'hui de vérifier les faits accomplis, de constater les progrès réalisés, de rassembler et de coordonner les éléments nouveaux de science produits par le travail chez toutes les nations, d'ouvrir, en un mot, une enquête internationale pour en tirer, au profit de tous, des conclusions positives.

Il devra résulter de cette enquête, faite comme nous venons de le dire, une connaissance approfondie des conditions économiques du travail de chaque peuple, des causes du progrès chez les uns, du malaise, de l'atonie, de la décadence chez les autres. Nous la rendrons aussi complète que possible, et tous les négociants, tous les industriels, toutes les nations, tous les gouvernements, tous les économistes y trouveront des enseignements précieux pour la science économique et commerciale comme pour l'administration des intérêts généraux des peuples. Ce sera le complément des expositions universelles de 1854 et 1855.

Pour porter tous ses fruits, le *Congrès international des réformes douanières*, destiné, comme l'indique son titre, à trouver les moyens de faciliter les transactions commerciales entre les peuples, se tiendra en dehors de toute influence extérieure, soit des gouvernements, soit des écoles, soit des partis. Son but est d'arriver à des résultats sérieux, utiles à tous. Ce sont des bonnes pratiques, positifs, éclairés, à quelque branche de l'activité humaine qu'ils appartiennent, qui sont appelés à venir mettre en commun leurs idées, leur connaissance des faits, tous les fruits de leur expérience.

Nul doute que de ce faisceau de connaissances jailliront des lumières dont l'humanité en général, chaque peuple et chaque travailleur en particulier, tireront des avantages incalculables.

Pour arriver à ces résultats désirables, nous convions tous les hommes de bonne volonté à nous aider, en apportant de leur pays tous les documents, tels que lois, règlements et tarifs de douane, d'impôts, et taxes de toutes sortes; tableaux de frais de transport, de prix des matières premières et de la main-d'œuvre, en un mot, tout ce qui peut servir à rendre l'enquête sérieuse et complète.

En adressant ces documents d'avance au secrétariat de notre association, ou en les analysant de manière à les rendre plus simples et plus rapidement

saisissables, on finilitera considérablement l'œuvre de la réunion, qui, limitée à trois séances, aura besoin de faire de son temps l'emploi le plus méthodique possible.

Nous croyons rendre également ce but plus simple et plus facile à atteindre pour tous, en précisant d'avance les questions soumises au Congrès,

SAVOIR :

« 1^o *Quels sont les obstacles artificiels ou naturels qui s'opposent à l'extension des relations commerciales de la Nation que vous représentez ?* »

Chaque membre du Congrès est prié d'apporter en résumé la réponse à cette question pour ce qui concerne, soit son pays tout entier, soit son industrie ou son commerce particulier, soit aussi les faits généraux qui seraient à sa connaissance.

On est aussi prié de donner, s'il en existe, les raisons qui pourraient militer pour le maintien perpétuel ou temporaire des restrictions douanières ou autres, dans certains pays.

« 2^o *Quels sont les moyens pratiques proposés ou à proposer, dans chaque pays, pour détruire ou diminuer les obstacles qui s'opposent à l'extension des relations commerciales avec l'étranger ?* »

Chaque membre du Congrès est prié de donner sur cette question les documents qu'il pourra réunir ou le résumé de ses idées ou opinions particulières.

Chacune de ces deux questions sera traitée dans l'ordre où elles sont posées.

Le bureau rédigera, après chaque séance, les projets de résolutions qui ressortiront de la discussion ou des faits publiés, et les soumettra à l'assemblée, pour ensuite les adopter ou les rejeter selon le jugement de celle-ci,

Le Congrès s'abstiendra de traiter aucune autre question que celles indiquées ci-dessus.

Nous vous invitons donc, Monsieur, à vouloir bien vous rendre à notre appel et à contribuer, par vos lumières et votre expérience, à faire produire à cette assemblée les résultats utiles que nous avons essayé d'indiquer.

Un grand nombre d'adhésions survenues en réponse à cette circulaire ayant assuré le succès du Congrès, la Commission d'organisation, arrêta en juillet le règlement d'ordre des séances et de la discussion, voici cette pièce :

RÈGLEMENT DES SÉANCES DU CONGRÈS.

Des membres.

ARTICLE PREMIER. Le Congrès se compose de membres *délégés* et de membres *adhérents*.

Sont membres *délégés*, les personnes qui se présentent munies d'une commission ou d'une délégation soit d'un corps politique ou administratif constitué, soit d'une corporation ou société régulièrement établie.

Sont membres *adhérents* les personnes qui se présentent en leur nom personnel et qui souscrivent ou adhèrent par écrit au présent règlement.

Les membres *délégés*, comme les membres *adhérents*, doivent apposer leur signature au livre du Congrès qui sera déposé au secrétariat et pendant les séances dans la salle des réceptions. Ils recevront une carte qui leur servira d'introduction partout où les membres du Congrès seront invités.

Des communications et des correspondances.

Art. 2. Toutes les communications ayant rapport au Congrès, tous les mémoires, impressions, volumes ou correspondances adressés soit au Congrès, soit à la Commission d'organisation devront être envoyés, franc de port, au secrétariat de l'*Association belge pour la réforme douanière*, 48, rue de l'Évêque, à Bruxelles, qui tiendra note de la date de la réception dans un registre à ce destiné.

Aucune communication ne sera soumise au Congrès qu'après avoir été examinée par une commission instituée *ad hoc*.

But et moyens de réalisation.

Art. 3. Le but du Congrès étant de réunir et de discuter tous les faits, qui ont rapport au commerce international et d'en tirer des conclusions pratiques à l'avantage de la race humaine en général et de chaque peuple en particulier, toutes les opinions pourront être librement et pleinement exprimées, tant dans les séances des Comités, que dans les séances générales et publiques du Congrès.

Toute proposition, résolution ou amendement présenté au Congrès devra être appuyé par au moins cinq membres et sera envoyé à celui des Comités aux travaux desquels il se rapporte plus particulièrement. En cas de doute le bureau décidera.

Organisation du congrès.

ART. 4. Le Congrès est divisé en trois Comités principaux, qui se partagent le travail comme suit :

I. Comité de législation ;

II. Comité de statistique divisé en trois sous-comités :

1° Agriculture ;

2° Industrie ;

3° Commerce.

III. Comité de propositions.

Chaque membre du Congrès est prié de s'inscrire dans celui de ces Comités où il croira pouvoir rendre le plus de services.

Fonctions et séances des comités.

ART. 5. Les Membres présents à Bruxelles se réuniront en Comité général préparatoire, la veille de l'ouverture du Congrès. Cette réunion aura lieu rue de l'Écuyer.

Le Comité d'organisation soumettra, dans cette séance, les propositions qu'il croira les plus propres à assurer la réussite de l'œuvre.

Les Comités se réuniront chaque jour à partir du 22 septembre à neuf heures du matin dans les locaux qui leur seront désignés. Ils nommeront leurs présidents, leurs secrétaires et leurs rapporteurs.

Les présidents des Comités font de droit partie du bureau principal du Congrès.

Les rapports se feront en résumé afin de ne pas absorber le temps des séances publiques.

Les fonctions des Comités se partagent comme suit :

Le premier Comité recevra et examinera tous les documents, toutes les propositions, tous les mémoires qui auront rapport à la législation commerciale intérieure ou internationale de chaque peuple.

Il signalera les faits qui se rapportent à ces législations, les anomalies, les contradictions, les conséquences favorables ou défavorables qui en découlent, les modifications qu'il serait utile d'y introduire, etc.

Le deuxième Comité rassemblera, dans ses trois sections ou sous-comités, tous les faits et documents, statistiques ou autres, qui concernent les trois grandes branches de l'activité humaine : agriculture, industrie, commerce ; d'une part, les charges auxquelles le travail agricole ou industriel est soumis, les frais de production en général, les questions de crédit et de transport qui s'y rattachent, les entraves fiscales ou autres qui arrêtent l'essor de la production ou les faveurs qui l'accélèrent ; d'une autre part, la statistique du commerce international, les prix des produits dans les différents pays, les frais de transport, les droits, péages, contributions ou exactions, auxquels le commerce est

assujéti, etc., de manière à pouvoir présenter dans un rapport général, le tableau des conditions diverses auxquelles s'opèrent les échanges entre tous les membres de la famille humaine.

Enfin le troisième Comité recevra les propositions diverses qui seront adressées au Congrès, il les examinera et les renverra, s'il y a lieu, aux Comités spéciaux.

Il rédigera les résolutions à soumettre au Congrès, il classera et examinera les propositions émanant des membres isolément. Il ne sera tenu de présenter au bureau pour être soumis à l'Assemblée que les propositions appuyées au moins par cinq membres.

Toute proposition, résolution ou amendement qui ne se rapporterait pas aux deux *questions générales* sur lesquelles le Congrès est appelé à délibérer, sera écarté par le Comité.

Il pourra néanmoins soumettre au Congrès, pour être prises en considération, celles de ces propositions qui présenteraient un caractère d'intérêt ou d'utilité générale rentrant dans le but principal du Congrès.

Assemblées générales et publiques.

Art. 6. Les séances générales et publiques se tiendront dans la grande salle gothique de l'Hôtel de Ville, à Bruxelles. Elles s'ouvriront les 22, 23 et 24 septembre 1856, à une heure précise de l'après-midi de chacun de ces jours. Elles seront terminées à cinq heures.

Le bureau pourra fixer une ou deux séances du soir.

La police de ces séances se fera conformément aux règlements des assemblées délibérantes du pays.

Les discours pourront être prononcés dans toutes les langues ; les orateurs seront priés de donner par écrit le texte ou tout au moins le résumé de leurs discours, s'il arrive qu'on ne puisse les sténographier.

Bureau.

Art. 7. Le bureau sera composé d'un président, de vingt-quatre vice-présidents dont au moins un de chacune des nations représentées et de huit secrétaires y compris les secrétaires des Comités.

Commission de rédaction et de publication.

Art. 8. Le bureau désignera un Comité spécial de sept membres chargés de tout ce qui a rapport aux publications du Congrès.

Finances.

Art. 9. Un Comité des finances composé de sept membres appartenant aux principales nations représentées au Congrès, sera nommé dans la séance préparatoire du 21 septembre et commencera ses fonctions immédiatement.

Ce Comité avisera aux voies et moyens pour subvenir aux frais du Congrès et pour lui faire produire des résultats pratiques.

Dispositions générales.

ART. 10. Toutes les propositions que les divers Comités croiront devoir faire dans les limites tracées pour le présent Congrès, seront soumises à l'Assemblée générale et votées en séance publique. Les propositions qui sortiraient du cadre du programme de la présente réunion, seront renvoyées à une Assemblée suivante dont le lieu et l'époque de convocation seront fixés par le Congrès.

Presque tous les journaux en Europe annoncèrent la convocation du Congrès, avec les commentaires les plus bienveillants.

Les gouvernements, saisis de la question par les soins de la Commission d'organisation, se montrèrent disposés à accorder leur appui à une entreprise qui devait servir à un aussi haut degré les intérêts de toutes les nations. Plusieurs firent connaître leur intention d'envoyer des délégués à l'Assemblée projetée, pour être mis au courant de ses travaux.

Un grand nombre de Chambres de commerce de la Belgique et de l'étranger, de corporations et d'institutions diverses manifestèrent des résolutions analogues, et dès le commencement de septembre on put prévoir que le nombre des membres du Congrès, dépasserait le chiffre de six cents (1).

Jamais réunion aussi imposante, soit par le nombre, soit par la qualité des adhérents, n'avait eu lieu pour revendiquer la liberté des communications entre les peuples.

Avec les adhésions, les documents offerts au Congrès affluaient de toute part et une souscription ouverte pour subvenir aux frais de l'œuvre se couvrit de signatures (2).

(1) Voir la page 359, aux annexes pour la statistique du Congrès.

(2) Cette souscription a produit au-delà de 9.500 francs. Nous publions

La Commission d'organisation, craignant de ne pouvoir faire face au grand nombre d'exigences nouvelles créées par le succès inespéré de son œuvre, absorbée en outre par les soins d'une correspondance très-active, résolut d'appeler à son aide un certain nombre de sous-Commissions, composées de membres du futur Congrès et du Comité de l'Association à Bruxelles.

Cinq sous-Commissions furent créées de la sorte; elles furent chargées :

1° De l'organisation matérielle du Congrès et du banquet qui devait le suivre;

2° De la réception des membres étrangers et de leur inscription sur les registres du Congrès;

3° Du dépouillement des documents et des correspondances;

4° De la publicité des débats du Congrès (1);

5° De la direction des discussions et des travaux du Congrès.

Cette dernière Commission se composa de la Commission d'organisation primitive, à laquelle furent invités à se joindre, MM. le comte Arrivabene, président de la Société d'Économie politique, Becquet, membre du Comité central de l'Association; Campan, ancien secrétaire de la Chambre de

page 353 la note de l'emploi de cette somme. Le chiffre de la cotisation avait été laissé libre. Une participation de 25 francs donnait le droit de recevoir, outre le compte-rendu du Congrès, une médaille commémorative aux effigies de Turgot et de Sir Robert Peel, et d'assister au banquet de clôture de la réunion.

(1) Ces sous-Commissions étaient composées : La première, de MM. Aug. Jones, président; Custer, de Molinari, Lorisot et G. Jottrand, membres; La seconde, de tous les membres du Comité de l'Association, se succédant par heure de service; La troisième, de MM. Deheselle, Eug. de Molinari, Reyntiens et Jottrand; La quatrième, de MM. Corr-Vander-Maeren, Couvreur et Gustave de Molinari.

commerce de Bordeaux ; Deheselle, membre du Comité central de l'Association ; Eug. de Molinari, publiciste ; Pascal Duprat, ancien représentant du peuple, directeur de la *Libre Recherche* ; Fortamps, ancien membre du Congrès de 1847 ; Joseph Garnier, délégué de la Société des Économistes de Paris ; Hertz, négociant à Hambourg ; Ed. Perrot, membre de la Commission centrale de statistique, et Quijano, membre de la Société des Économistes de Paris.

Après des débats prolongés, cette Commission arrêta l'ordre du jour des assemblées générales du Congrès (Voir page 8) et se mit d'accord en principe sur le rôle qu'auraient à remplir les Comités de législation, de statistique et de propositions, créés par le Règlement. La même Commission, fixa également l'ordre des toasts à prononcer au banquet de clôture.

Le congrès s'ouvrit le 22 septembre. Le compte-rendu de ses débats, auquel cette préface sert d'introduction, nous dispense d'entrer dans aucun détail sur la marche de cette imposante réunion. Nous nous bornons à mentionner son œuvre finale.

Après avoir proclamé, sur la proposition de M. Joseph Garnier l'un de ses vice-présidents, la justice et l'utilité des réformes douanières, dans l'intérêt général des nations, dans l'intérêt spécial des classes ouvrières, dans l'intérêt des industries protégées elles-mêmes, et enfin dans l'intérêt des finances de tous les États, le Congrès décida que son œuvre serait continuée après la dispersion de ses membres et lorsque chacun d'eux serait rentré dans ses foyers.

Sur la proposition de M. Corr-Vander-Maeren, une *Association internationale pour les réformes douanières* fut instituée, avec la mission de provoquer dans tous les pays la

réforme progressive des tarifs et de propager par tous les moyens légaux, la vulgarisation des principes qui forment la base de la liberté commerciale.

Le siège du bureau central de cette association fut établi à Bruxelles. Des membres du Congrès reçurent dans la même séance la mission de constituer des comités en Angleterre, en Allemagne, en Espagne, dans les États Sardes, en France et en Hollande (1).

Cette création est le résultat pratique du congrès.

La réunion en corps de tous les défenseurs de la liberté du commerce, la centralisation de leurs forces pour le succès d'une cause dont le progrès les intéresse tous, quelque soit le point du globe qu'ils habitent et quelque soit le lieu où le progrès s'accomplit, a couronné dignement ces quatre jours d'études et de discussions sérieuses.

Désormais les défenseurs des monopoles et des privilèges, trouveront en face d'eux non plus des consommateurs isolés et sans force, mais une société active, puissante et résolue. Soutenue par la conviction de son bon droit, par la certitude du bien qui doit résulter de ses travaux, *l'Association internationale pour les réformes douanières* luttera avec énergie contre les intérêts égoïstes, qui s'opposent au progrès de la liberté des transactions commerciales, et avec l'aide du temps, son allié naturel, elle aura raison de ses adversaires qui sont ceux du bon sens, de la vérité et de la justice

(1) Voir page 183 du présent volume, les statuts de l'Association, et aux pages xix et xx la composition du Comité central et les noms des délégués pour les divers pays.

•

ASSOCIATION INTERNATIONALE

POUR LES RÉFORMES DOUANIÈRES.

COMITÉ CENTRAL DE BRUXELLES.

- Président.* CORR-VANDER MAEREN, ancien juge au tribunal de commerce de Bruxelles, président de l'Association belge pour les réformes douanières.
- Vice-Président.* C.-A. CAMPAN, vice-président du Congrès, ancien secrétaire de la Chambre de commerce de Bordeaux.
- Trésorier.* BARBIER-HANSENS, fabricant, vice-président de l'Association belge pour les réformes douanières.
- Membres.* F. FORTAMPS, ancien industriel, juge au tribunal de commerce de Bruxelles.
LUCIEN MASSON, secrétaire de la Chambre de commerce de Verviers.
GUSTAVE DE MOLINARI, professeur au Musée royal de l'Industrie belge.
- Secrétaires.* AD. LEHARDY DE BEAULIEU, ingénieur, ancien secrétaire du Congrès des économistes de 1847.
A. COUVREUR, secrétaire de l'Association belge pour les réformes douanières.
-

**MEMBRES CHARGÉS DE CONSTITUER DES COMITÉS CORRESPONDANTS
DANS LES DIVERS PAYS.**

<i>Angleterre.</i>	RICHARD COBDEN, membre du Parlement.
<i>Allemagne du Nord.</i>	N.-D. WICHMANN, industriel, de la maison Reese et Wichmann, de Hambourg.
<i>Allemagne Centrale.</i>	REINHART, consul de Belgique à Francfort-sur- le-Mein.
<i>Espagne.</i>	MON, ancien ministre des finances à Madrid.
<i>États Sardes.</i>	ANTONIO SCIALOJA, ancien ministre du commerce à Naples, conseiller du cadastre à Turin.
<i>France.</i>	JEAN DOLLFUS, industriel, président de la Cham- bre de commerce à Mulhouse.
<i>Suisse française.</i>	VIRIDET, à Genève.

CONGRÈS INTERNATIONAL

DES

RÉFORMES DOUANIÈRES.

(2^e SESSION.)

Séance du lundi 22 septembre 1856.

Les membres du Congrès, au nombre de trois à quatre cents, se réunissent vers une heure, dans la grande salle Gothique de l'Hôtel de Ville, mise à la disposition du *Comité central de l'Association belge pour la réforme douanière* par l'administration communale de la ville de Bruxelles.

Cette belle et vaste enceinte a reçu pour cette circonstance des arrangements exceptionnels. Le fond du vaisseau est réservé au public, les membres du Congrès en occupent le milieu. A l'autre extrémité, sur une estrade élevée, sont disposés une grande table demi circulaire, couverte de drap vert, et trente sièges destinés aux membres du bureau. Une tribune recouverte de velours rouge à crêpines d'or, s'élève à la droite de l'estrade; en face la petite salle Gothique a été transformée en tribunes spéciales, où prennent place une foule de dames en élégantes toilettes.

Des drapeaux aux couleurs de toutes les nations ornent la salle. Le buste du Roi se dresse derrière le fauteuil de la présidence.

MM. Corr-Vander-Maeren, président; de Molinari, archiviste; Auguste Couvreur et Gust. Jottrand fils, secrétaires; Reyntiens, membre du *Comité central de l'Association belge pour la réforme douanière*, composent le bureau provisoire.

A une heure et un quart, M. Corr-Vander-Maeren déclare la séance ouverte et prononce le discours suivant :

M. CORR-VANDER-MAEREN, *négociant*, président du Comité central de l'Association belge pour la réforme douanière :

Messieurs, le Comité belge pour la réforme douanière a maintenant rempli sa tâche, et lorsque nous jetons les yeux sur cette assemblée d'hommes éminents à tant de titres, venus de tant de pays différents pour discuter des questions qui intéressent l'humanité tout entière, nous ne pouvons dissimuler un sentiment d'orgueil.

Nous sommes heureux et fiers du résultat de nos efforts ; soyez les bienvenus, messieurs, dans notre libre et heureuse Belgique et acceptez l'expression de notre vive reconnaissance pour l'empressement avec lequel vous avez répondu à notre appel.

Permettez-nous, avant de quitter cette place, de vous dire en quelques mots notre pensée sur le but que nous espérons atteindre par les travaux auxquels vous allez vous livrer.

Le Congrès des économistes, dont nous poursuivons l'œuvre se réunit dans cette même enceinte le 16 septembre 1847, et après trois jours de délibérations, cette assemblée arrêta les résolutions suivantes :

« Le Congrès économique, après avoir examiné et discuté les effets généraux de la liberté du commerce, ainsi que toutes les questions qui s'y rattachent, est d'avis que cette liberté est un besoin de la société humaine et qu'elle aura pour résultat :

« 1^o De resserrer l'union des peuples qui, loin de devenir tributaires les uns des autres, se prêteront un mutuel appui ;

« 2^o D'étendre la production et de mettre l'industrie à l'abri des secousses violentes qui sont inévitables sur les marchés restreints par la prohibition.

« 3^o D'améliorer le sort des travailleurs, en demandant moins de peine en échange de plus de jouissances.

« 4^o De détruire une cause constante de démoralisation. »

Les circonstances politiques de 1848 nous ont empêchés de poursuivre nos travaux ; mais si nous avons dû, pendant un certain temps, suspendre notre propagande, de puissants auxiliaires sont venus à notre aide : la force de la vapeur, cet instrument civilisateur, a multiplié de toutes parts ses merveilleuses applications ; le télégraphe électrique, à peine utilisé lors de notre première réunion, est venu se mettre au service de la pensée ; enfin la puissance du capital, décuplée

par des combinaisons nouvelles, et deux expositions des produits de l'industrie du monde entier, ont donné au travail sous toutes ses formes une impulsion prodigieuse. Mais le développement extraordinaire de la production, en absorbant les matières premières, en a élevé les prix, de là une hausse constante qui s'est étendue également aux denrées alimentaires; ce dernier phénomène a provoqué partout l'abolition des droits iniques de douanes qui renchérisaient le prix du pain, et une tendance marquée à faire disparaître les droits encore existants sur les matières premières.

Les gouvernements, mieux placés en général que les peuples pour apprécier les faits, se sont efforcés d'appliquer les principes de la liberté commerciale autant que les circonstances le leur permettaient.

En Angleterre la réforme douanière est un fait qui est en voie de s'accomplir, sur lequel personne ne songe plus à revenir; des tentatives, il est vrai, ont eu lieu dans ce but, mais elles ont toujours échoué, et aujourd'hui toute opposition a cessé.

La Sardaigne a opéré une révision complète de son tarif en 1849.

La Hollande, cette vieille terre de la liberté, a, comme l'Angleterre, aboli ces lois de navigation qui n'étaient à l'origine qu'une machine de guerre.

La France, qui a été jusqu'ici la citadelle de la protection, a suivi le mouvement général; malgré des résistances opiniâtres, les tarifs ont subi de profondes modifications; les crises produites par la hausse des prix y ont amené la suspension des droits sur les céréales, et des réductions notables sur quelques matières premières. Enfin le gouvernement français vient de formuler un projet de loi destiné à effacer de ses tarifs le mot de prohibition.

La Russie, la Suède, la Norvège, les États Romains, le royaume de Naples, l'Espagne ont tous introduit des modifications libérales dans leurs législations douanières.

En Espagne, les événements récents sont venus interrompre la discussion d'un projet de réforme.

En Portugal, une commission a été nommée pour préparer une révision des tarifs.

En Allemagne, plusieurs États du Zollverein réclament l'élargissement de cette zone de libre échange dans laquelle nous voudrions voir entrer tous les peuples.

En Belgique, de nombreuses améliorations ont été apportées à la législation douanière, les taxes sur l'entrée des denrées alimentaires ont

été supprimées, les droits différentiels auxquels étaient assujetties les marchandises importées sous pavillon étranger ont été suspendus ou supprimés, à très-peu d'exceptions près; divers ministères qui se sont succédé depuis 1847, ont préparé des projets plus ou moins complets destinés à réviser notre législation douanière; malheureusement, ici comme ailleurs, des intéressés coalisés ont abusé de l'ignorance et des préjugés populaires pour résister aux bonnes intentions du pouvoir.

Tel est, messieurs, l'aperçu très-sommaire des faits qui se sont produits pendant les années qui séparent le Congrès des réformes douanières de 1856, du Congrès des économistes de 1847.

Nous avons pensé que le temps était venu de réaliser les vœux formulés par cette assemblée, ou du moins de faire un mouvement vers leur réalisation, car en présence des systèmes financiers en vigueur dans les divers pays, nous croyons que le Congrès doit se borner quant à présent, à rechercher les moyens de réduire progressivement les droits protecteurs, de manière à rendre le tarif purement fiscal et par conséquent plus productif qu'il ne l'est aujourd'hui; c'est ainsi que nous procédons dans notre pays. Les questions de principes sont résolues, les vérités sur lesquelles s'appuient les promoteurs de réformes douanières ne sont plus contestées, du moins en Belgique. Ce qu'on conteste encore, c'est le mode et l'époque de leur application. Répondre à ces objections, examiner quelle est leur valeur, en tenir compte s'il y a lieu, telle sera la tâche de cette assemblée.

Nous avons cru arriver à la solution des divers problèmes qui nous occupent en vous posant les deux questions suivantes :

« *Première question.* Quels sont les obstacles artificiels ou naturels qui s'opposent à l'extension des relations internationales de la nation que vous représentez ? »

« *Deuxième question.* Quels sont les moyens pratiques proposés ou à proposer dans chaque pays pour détruire ou diminuer les obstacles qui s'y opposent à l'extension des relations commerciales avec l'étranger ? »

Par la première question, nous vous demandons de faire connaître l'étendue du mal; la seconde question est destinée à provoquer les remèdes que ce mal réclame.

L'enquête publique, à laquelle nous nous livrons en Belgique, a révélé des faits affligeants, résultant, non-seulement des obstacles que l'élévation des codes de droits opposent à l'extension des échanges, mais encore et surtout des complications inouïes, des formalités

inutilement vexatoires, dont fourmillent les lois et règlements qui régissent les relations internationales; aux douanes, aux octrois communaux, avec leurs exigences barbares et leurs visites personnelles, viennent se joindre la diversité des poids et mesures et des monnaies, et les passeports qui, dans leurs conditions actuelles, en portant atteinte à la liberté individuelle, sont encore un moyen fiscal pour frapper l'homme lui-même d'un droit d'entrée et de sortie dans les diverses frontières des États européens. (*Bravos.*)

Des manx aussi enracinés et aussi nombreux exigent des remèdes immédiats; nous avons la profonde conviction que la discussion qui va s'ouvrir dans cette assemblée où la plupart des nations civilisées se trouvent dignement représentées, nous fournira des moyens pratiques pour poursuivre dans tous les pays la réalisation progressive de ces principes de justice, de prospérité et de paix qui forment la base de la liberté commerciale. (*Applaudissements prolongés.*)

Messieurs, vous savez que nous avons à nommer vingt-quatre vice-présidents appartenant à divers pays. Nous avons invité hier les représentants de chaque pays réunis en assemblée provisoire à l'*Hôtel de Suède* à indiquer leurs vice-présidents. Si vous voulez bien le permettre, il va vous être donné lecture des noms qui ont été désignés.

Quant à la présidence, je suis heureux de vous annoncer que M. de Brouckere, bourgmestre de Bruxelles, a bien voulu l'accepter. (*Applaudissements.*) C'est la tradition du Congrès de 1847, que M. de Brouckere a si dignement présidé. (*Nouvelles acclamations.*)

M. COUVREUR, *homme de lettres*, secrétaire du Comité central de l'Association, dépose sur le bureau la liste des membres délégués ou adhérents au Congrès (*voir aux Annexes*), puis il donne lecture des noms des vice-présidents pour les divers pays et des secrétaires. Ce sont :

Allemagne.

MM. le docteur *Ernst Engel*, chef du bureau de statistique et délégué du royaume de Saxe;

Schubert, conseiller intime, professeur à l'université de Kœnigsberg.

Angleterre.

MM. *Benj. Oliveira*, membre du Parlement, président du comité pour la réduction des droits sur les vins;

Henry W. Wickham, membre du Parlement, délégué de la chambre de commerce de Bradford;

Henry G. Bohn, éditeur à Londres;

Thomas Winkworth, membre et délégué du conseil de la Société des arts, des manufactures et du commerce à Londres.

Europe septentrionale.

MM. *David*, conseiller d'État, chef de bureau de statistique du royaume de Danemarck;

Le comte *Cieszkowski*, ancien député du duché de Posen à la Diète de Prusse.

Espagne.

M. *Cotmeiro*, docteur en droit, professeur à l'université de Madrid, délégué du ministère des finances à Madrid.

France.

MM. *Wolowski*, membre de l'Institut;

Jos. Garnier, professeur à l'école impériale des ponts et chaussées, secrétaire de la Société d'économie politique;

Campan, ancien secrétaire de la chambre de commerce de Bordeaux ⁽¹⁾.

Italie.

M. *Scialoja*, ancien ministre du commerce à Naples, conseiller du cadastre à Turin, délégué du gouvernement sarde.

(1) Une quatrième vice-présidence pour la France avait été offerte à M. Berteaut, secrétaire et délégué de la chambre de commerce de Marseille. M. Berteaut par un sentiment de modestie, a cru devoir refuser les fonctions honorifiques qui lui étaient offertes.

Pays-Bas.

MM. *Ackersdyk*, professeur à l'université d'Utrecht;

Koenen, membre du conseil provincial de la Hollande septentrionale et du conseil communal de la ville d'Amsterdam, délégué de l'Association pour le développement de l'industrie néerlandaise;

Reepmaker, avocat, secrétaire de la Chambre de commerce de Rotterdam.

Suisse.

M. *Peyer-Irnhoff*, négociant à Schaffhouse, délégué du département fédéral du commerce et des péages.

Belgique.

MM. le comte *Arrivabene*, président de la Société belge d'Économie politique;

Corr-Vander-Maeren, président du Comité central de l'Association belge pour la réforme douanière;

Masson, président du Comité de l'Association à Verviers, secrétaire de la chambre de Commerce de cette ville;

Bortier, propriétaire, membre du conseil d'administration et délégué de la Société centrale d'agriculture de Belgique;

Agie, président de la Chambre de commerce d'Anvers;

Lesoinne, membre de la Chambre des Représentants;

Cogels, membre du Sénat.

Voici les noms des secrétaires :

MM. *Auguste Couvreur*, homme de lettres, secrétaire du Comité central de l'Association belge pour la réforme douanière;

Gust. Jottrand fils, avocat, secrétaire du Comité central de l'Association belge pour la réforme douanière;

De Cocquiel, professeur à l'Institut de commerce à Anvers, secrétaire de la Société belge d'Économie politique;

Reyntiens, publiciste, membre du Comité central de l'Association belge pour la réforme douanière;

V. Modeste, publiciste, membre et délégué de la Société d'Économie politique de Paris.

M. CORR-VANDER-MAEREN. Messieurs, si vous agréiez ces noms, je prie MM. les membres du bureau de bien vouloir prendre place.

Messieurs les membres du bureau définitif prennent place. La présence de M. de Brouckere au fauteuil est accueillie par de vifs applaudissements.

M. DE BROUCKERE (au fauteuil). Messieurs, je neme dissimule pas que le fauteuil aurait pu être occupé beaucoup plus dignement; et cependant je n'ai pas hésité à y monter, parce que je considère votre résolution comme un hommage que vous rendez au Congrès économique de 1847.

Alors, en effet, nous faisons de la théorie. Aujourd'hui nous entrons dans le domaine des faits. Alors nous discussions, nous arrêtons des principes; aujourd'hui nous allons chercher à les appliquer;

Messieurs, je ne vous parlerai pas de mon insuffisance. La tâche du président d'une assemblée qui compte autant d'hommes éminents, d'une assemblée dont tous les membres nourrissent le même espoir, poursuivent le même but, ne doit pas être difficile. Aussi je crois que je ferai à la fois acte d'homme d'affaires et acte de bon goût en me bornant à réclamer votre bienveillance, et en vous remerciant de l'honneur que vous avez bien voulu me faire. (*Applaudissements*).

Je déclare le Congrès définitivement constitué et je lui propose de débiter par voter des remerciements au comité d'organisation, dont les efforts ont été couronnés de tant de succès. (*Nouveaux applaudissements*.)

Ces remerciements seront insérés au procès-verbal.

Voici, messieurs, l'ordre du jour :

1° L'exposé des réformes opérées dans les divers pays pendant les dix dernières années. — Mouvement de l'opinion publique. — Résultats obtenus.

2° Examen des obstacles qui s'opposent dans les divers pays à l'extension des relations commerciales internationales. Maux provenant de ces obstacles.

3° Examen des moyens proposés ou à proposer pour détruire ou diminuer les obstacles qui s'opposent à la réforme douanière.

Examen du meilleur moyen d'opérer cette réforme.

Résolutions soumises au Congrès.

4° Examen des objections (plus particulièrement nouvelles, s'il y en a) faites à la réforme douanière et tirées : a. du principe de justice; b. des principes économiques; c. de l'intérêt des nations; d. de l'intérêt

des classes ouvrières; e. de l'intérêt des industries protégées; f. de l'intérêt du fisc.

La discussion est ouverte sur le premier point : « Exposé des réformes opérées dans les divers pays pendant les dix dernières années. Mouvement de l'opinion publique. Résultats obtenus. »

M. ELINK STERK, *membre des États provinciaux de la Hollande méridionale*, délégué de l'Association néerlandaise pour le développement de l'industrie :

Messieurs, aucun pays ne s'intéresse davantage aux questions de la liberté commerciale que la Hollande, ma bonne patrie; il faut donc bien qu'elles m'intéressent aussi, moi, comme un des plus anciens et des plus persévérants champions de la bonne cause. C'est assez dire, messieurs, que le plaisir que j'éprouve d'assister à votre respectable assemblée se trouve singulièrement rehaussé par la satisfaction de pouvoir vous attester que la Hollande est en très-bonne route, et que déjà nous sommes arrivés à un tel degré de progrès, comparativement à la plupart des autres nations, que sous ce rapport il nous reste beaucoup à réclamer, mais fort peu à confesser.

Au temps où la Néerlande formait un seul royaume avec la Belgique, le système soi-disant de protection prédominait. Nos provinces septentrionales en ont beaucoup souffert. Ce fut surtout dans cette période-là que nous avons vu dépérir plusieurs bonnes branches de commerce et d'industrie manufacturière. Mais, après cela, peu à peu le régime libéral a regagné du terrain chez nous, en sorte que notre législation, à cet égard, peut soutenir actuellement la comparaison avec tout ce qui s'est vu accomplir de plus éclairé en d'autres pays. Je puis ajouter que ce qui a été fait se trouve amplement justifié jusqu'ici par une prospérité toujours croissante. Les preuves officielles, messieurs, vous en sont fournies dans différents documents et imprimés déposés au bureau.

Après maintes réformes préparatoires, le régime des droits de bascule sur l'importation des grains se vit aboli tout de bon en 1847. Depuis lors surtout notre système libéral a pris un élan extraordinaire et les richesses nationales se sont accrues. Actuellement chez nous tous les droits sont modérés, très-modérés même, et il ne nous reste qu'un seul objet prohibé à l'entrée, savoir le hareng encaqué, ce qui est une tache qui ne déparera pas longtemps le tarif néerlandais, puisque notre gouvernement s'est déjà mis en mesure d'en proclamer la suppression avant peu.

Or, ce n'est pas seulement dans la modération des chiffres du tarif qu'une tendance très-libérale se fait reconnaître chez nous; mais en poursuivant l'examen, on s'aperçoit qu'à plusieurs égards notre libéralité est portée jusqu'à ses dernières limites.

Je dois citer, sous ce rapport, l'abolition entière de tous droits de transit, la liberté complète accordée à la plupart des exportations et la suppression de la majeure partie des droits imposés à la navigation fluviale, conjointement avec les autres grandes réformes introduites en 1850 et 1851, dans le système de navigation, par lesquelles on a renoncé à peu près à tout avantage exceptionnel attaché au pavillon néerlandais. Sont à citer également la modération des rétributions perçues pour l'entretien des phares et fanaux (loi du 13 août 1849); la diminution du montant et la suppression des distinctions antérieures du droit de pilotage (loi du 7 février 1852), et d'autres mesures analogues, couronnées en dernier lieu par une abolition complète de tout droit de tonnage, qui est entrée en vigueur depuis le commencement de l'année courante.

Comme enfin la plupart des mesures de soulagement et d'affranchissement susmentionnées profitent au commerce et à la navigation étrangère autant qu'à ceux du pays, il en ressort à l'évidence que notre sphère d'activité progressive a déjà dépassé de bien loin les bornes étroites de l'égoïsme politique. Il en ressort de même, que nous avons quelque droit de prétendre à y voir répondre par une libéralité également loyale de la part des peuples environnants. J'espère ardemment, pour le bien de tous, que cela se fera, et j'ose croire que, en attendant, ce n'est pas trop présumer si je dis que la Néerlande commerciale et administrative de nos jours, est en droit de se glorifier de ce qui a été fait. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. Chaque fois qu'un orateur sera entendu pour rendre compte de ce qui concerne son pays, les membres qui auront des observations à faire pourront prendre immédiatement la parole.

M. MATHYSSENS, *négociant*, membre et délégué de la chambre de commerce d'Anvers :

L'honorable préopinant vient de faire, dans des termes très-éloquents, l'exposé des réformes accomplies en Hollande. Je regrette de ne pouvoir être complètement d'accord avec lui sur la portée de ces réformes.

La Hollande, il est vrai, a dégrevé le transit et aboli les droits de tonnage; elle a fait d'autres réformes plus importantes encore. Mais

il s'en faut de beaucoup que le système néerlandais soit aujourd'hui libéral.

Je démontrerai, messieurs, qu'en Hollande, pour ce qui concerne le commerce maritime de long cours, la liberté est l'exception et la protection la règle.

En effet, la Néerlande a proclamé la liberté du transit, dégrevé la navigation intérieure, diminué les droits sur les fabricats étrangers, aboli le droit différentiel de pavillon et de provenance.

Voilà, je crois, le résumé de sa réforme, telle que vient de l'indiquer l'honorable préopinant, et cette réforme serait complète si elle était réelle.

Mais brisons cette surface brillante et allons au fond des choses.

Nous n'hésitons pas à convenir que, forcée par l'initiative de la Belgique, la Hollande s'est exécutée pour le transit, en renonçant à son vieux système d'entraves et de péages; elle a diminué le droit de pilotage, aboli le droit de tonnage, dégrevé en un mot sa navigation sur le Rhin, et nous sommes heureux de la féliciter de ces mesures, car nous sommes certains qu'elles doivent nous devenir profitables en stimulant à la fois et notre commerce et notre gouvernement. La concurrence seule provoque au progrès, et en définitive elle est ainsi avantageuse à tout le monde.

Mais ce qui prouve, messieurs, que la Hollande n'a pas ici sacrifié aux principes, c'est qu'elle entrave systématiquement la création de voies nouvelles de transit, lorsque l'établissement de ces voies aurait pour conséquence de faciliter le transit entre l'Allemagne et le port d'Anvers.

Jetons les yeux sur la carte, messieurs, et voyons quel est le chemin le plus court d'Anvers à Dusseldorf. C'est le trajet à travers le Limbourg néerlandais par Ruremonde. La concession d'une ligne dans cette direction a été demandée à diverses reprises, et chaque fois elle a été obstinément refusée.

Une autre voie s'offre encore à travers le Brabant septentrional. Une ligne d'Anvers à Venloo, par Eindhoven, se reliant à celle de Venloo vers Dusseldorf, a été tout récemment projetée; la concession en a été demandée par une compagnie puissante et le refus le plus formel a été opposé à sa demande, et cela au moment même où la Hollande vient de concéder un railway de Flessingue à Venloo.

L'existence d'un système d'exclusion est donc incontestable, et nos voisins n'hésitent pas à répudier les principes du libre échange, lors-

qu'ils craignent que l'application en pourrait favoriser la concurrence belge.

Cette politique paraîtra sans doute au congrès d'autant plus en opposition avec les principes de la liberté commerciale, que la Hollande est peut être en ce moment le seul pays d'Europe qui ait encore recours au système à demi barbare des barrières.

Quant à la Belgique, elle est d'autant plus en droit de protester contre une pareille politique, que pour sa part elle a adopté des principes diamétralement opposés.

Ainsi, alors qu'elle a établi pour les marchandises transportées par chemin de fer à l'intérieur du royaume un tarif de 50 centimes par tonne-lieue, elle a réduit ce taux à 30 centimes pour les marchandises destinées à l'exportation, ou transitées soit d'un entrepôt belge vers l'étranger, soit d'un pays étranger vers un autre, et tout récemment elle a concédé, au détriment de la ligne de l'État, le raccordement de la ligne française du Nord à celle de Namur à Liège, qui raccourcit considérablement le trajet du Havre à Cologne.

Entre la Hollande et la Belgique, messieurs, il y a donc, en matière de liberté de transit, toute la différence de l'apparence à la réalité.

Une seconde réforme accomplie par la Hollande a encore moins d'importance au point de vue des principes; j'entends parler du dégrèvement des fabricats étrangers.

Ici il était facile de se montrer libéral, car personne n'ignore que la Hollande n'est pas un pays industriel et par conséquent, qu'en dégrevant les fabricats, elle n'a fait qu'alléger des charges qui pesaient uniquement sur les consommateurs.

Mais la grande réforme, la réforme au nom de laquelle la Néerlandaise a surtout demandé son admission dans les rangs des pays libéraux, c'est celle des lois de navigation.

En effet, messieurs, à première vue, il n'y a rien de plus largement libéral que la nouvelle législation de nos voisins; après un examen, même superficiel, on demeure convaincu qu'il n'y a rien de plus restrictif.

Rappelons d'abord qu'une quinzaine d'articles tout au plus alimentent la navigation de long cours. Ce sont le café, le coton, les cuirs, les épiceries, l'étain, les grains, la laine, les potasses et perlasse, le riz, les rotins, le sucre, le tabac, les teintures, parmi lesquelles surtout l'indigo et le thé.

Il faut distraire d'abord de ces articles :

1° Ceux pour lesquels nous serons toujours tributaires des États-Unis et dont le pavillon américain, avant comme après la réforme, a toujours eu en Hollande le quasi-monopole : le coton, les potasses et perlasse et le tabac;

2° Les grains qui jusqu'ici ne nous arrivent qu'exceptionnellement d'Amérique;

3° Les laines, dont le commerce, en ce qui concerne les provenances transatlantiques, est dans les mains de l'Angleterre;

4° Les cuirs que, même avant la réforme, la Hollande n'importait guère directement. Restent donc le café, les épiceries, l'étain, le riz, les rotins, le sucre, l'indigo et le thé.

Or, tous ces articles sont produits à Java dans des conditions telles, qu'ils défient toute concurrence étrangère, et il n'est dès lors pas étonnant qu'ils alimentent presque exclusivement la consommation néerlandaise.

C'est donc aussi sur l'importation de ces articles que la réforme, pour être réelle, devrait permettre la concurrence de la marine et du commerce étrangers.

Voyons ce qui a lieu et prenons pour base l'année 1854, la dernière des statistiques publiées.

Pour ne pas trop fatiguer votre attention, messieurs, je ne citerai que des chiffres globaux, me réservant de faire publier les sommes détaillées.

En 1854 donc, il a été importé dans les Pays-Bas en café, cannelle, épiceries, indigo, étain, riz, rotins, sucre et thé, pour une somme totale de 95,526,000 fl.

Sur cette somme, 80,647,000 fl. ont été fournis par les pays hors d'Europe, et dans ce chiffre Java et Surinam figurent pour 92 p. c. Dans les importations de Java et de Surinam, les pavillons étrangers ont participé comme suit :

Café pour 1/4 p. c., cannelle pour 1 1/2, indigo pour 1, épiceries pour 15, étain pour 1/2, riz pour 10 1/2, rotins pour 7, sucre pour 3 p. c., thé pour néant.

Les résultats de 1853 sont à peu de chose près les mêmes que ceux de 1854, et dans l'une et l'autre année, il n'a pas été exporté des Pays-Bas vers Java, sous pavillon étranger, pour un centime de marchandises fabriquées.

N'est-il pas étrange, messieurs, de voir un système libéral avoir de

pareilles conséquences, de voir la liberté nominale transformée en exclusion réelle? Pour qu'un pareil fait se produise, il faut qu'en dehors de la législation générale, il existe, sous des formes particulières, des mesures prohibitives dont l'influence est puissante, infaillible.

Ces mesures, messieurs, elles existent en réalité, et déjà en 1850 je les ai signalées en détail, dans un travail qui avait pour but de provoquer une première réforme de notre tarif.

Qu'il me soit permis de les résumer ici.

Vous savez tous qu'il existe en Hollande une association puissante connue sous le nom de *Handels-Maatschappij* ou société de commerce. La création de cette société date de 1824.

Dans l'exposé des motifs de la loi qui créa la société, le Roi Guillaume I^{er} constate que l'état de toutes les branches du haut commerce, de la marine, des constructions navales, des manufactures et fabriques, avait été très-languissant jusqu'à cette époque et qu'ils n'avaient obtenu ni l'extension ni la puissance qu'avait permis de prévoir le rétablissement de la paix et des relations amicales avec tous les peuples. Aux vices de cet état des choses, le gouvernement ne trouva d'autre remède que la création d'une société à laquelle, en retour du monopole du commerce de Java, il était imposé, en faveur de l'industrie et de la marine nationale, des obligations telles, qu'elles excédaient de beaucoup, comme mesure de protection, tout ce que pouvait donner le système différentiel le plus radical.

Ces obligations, messieurs, se trouvaient résumées dans les art. 10, 11 et 75 de l'acte de concession, ainsi conçus :

« ART. 10. La société fera immédiatement et de préférence usage de *fabricats nationaux*, à moins que les marchandises nécessaires ne puissent être fournies par les fabriques et manufactures néerlandaises.

« ART. 11. Pour le transport de marchandises, soit pour compte propre, soit pour compte de tiers, *elle devra exclusivement faire usage de navires néerlandais*, et de préférence de navires construits dans ce pays.

« ART. 75. La direction encouragera autant que possible la construction de navires d'une même capacité, *en donnant aux armateurs l'assurance qu'ils seront affrétés pour la société à un taux convenable, pour quelques voyages successifs.* »

Ainsi, et je l'ai déjà fait observer en 1850, la protection du pavillon

national et l'exclusion du pavillon étranger étaient pour la société d'obligation rigoureuse, et l'acte de concession imposait ainsi, plus que ne peut le faire un rigide système de droits différentiels, le principe de la protection artificielle du pavillon.

Ceux de mes concitoyens qui étaient dans des affaires à cette époque, se rappelleront en quelle large mesure la société a répondu à ce qu'on réclamait d'elle.

Les taux des frais établis à l'origine étaient tellement exorbitants, qu'il suffisait de deux voyages accomplis aux Indes pour rembourser à l'armateur toute la valeur du navire et de l'armement.

Pour vous en donner une idée, messieurs, il suffira de dire que le taux du fret était, pour le café, de 335 fr. par tonneau de 1,000 kilog.

A la même époque, un navire anglais allant de Calcutta à Londres, distance égale ou à peu près à celle de Batavia à Rotterdam, n'obtenait que liv. st. 4-10, soit une différence en moins de 220 francs par tonneau, et pourtant la marine britannique jouissait alors d'un droit différentiel prohibitif. Ainsi un navire néerlandais de 1,000 tonneaux recevait, à chacun de ses voyages, l'énorme prime de 220,000 francs de plus que le fret de protection accordé à la marine anglaise.

Mais ce n'est pas tout, messieurs, le système colonial même concentrait, dans les mains du gouvernement, les principaux produits de Java, et comme si l'on avait craint qu'une portion quelconque des profits de ce commerce n'échappât encore à la nation, on établit encore des droits de sortie différentiels sur les produits exportés vers d'autres ports que ceux de la mère patrie, et des droits d'entrée doubles sur les fabricats étrangers.

Les résultats d'un pareil système, messieurs, sont faciles à saisir.

Pour cela, il suffit de comparer l'état languissant du commerce et de la marine en Hollande, signalé par le Roi Guillaume en 1824, à son état actuel de prospérité et de splendeur.

La disproportion est trop évidente pour qu'il soit nécessaire de la faire ressortir par des détails statistiques.

Eh bien, messieurs, ce système est encore en vigueur aujourd'hui.

Certes, aujourd'hui que le but est atteint, qu'une puissante marine existe, on ne paye plus les frets énormes de 1825 à 1834; cependant les prix de transport pour les bâtiments néerlandais sont encore considérablement plus élevés que les frets payés, pour les mêmes voyages, à la marine étrangère; et l'obligation imposée à la société de se servir exclusivement de navires nationaux a été maintenue dans toute sa rigueur.

Le gouvernement a adouci un peu le monopole qu'il exerce sur la production.

Dans le contrat nouveau qu'il a conclu, en 1853, avec la société de commerce, il s'est réservé, il est vrai, le droit de faire vendre à Java les produits autres que le café, le sucre, l'indigo et les épiceries; mais ces quatre articles entrent pour 75 p. c. dans la valeur totale de la production.

Il s'est réservé encore jusqu'en 1860 le droit de disposer à Java d'un maximum de 200,000 piculs de café et de 150,000 piculs de sucre; mais ces chiffres ne représentent pour le café que le quart et pour le sucre que le sixième des quantités exportées pour compte du gouvernement.

Maintenant, messieurs, en présence d'un pareil système, je demanderai quel bénéfice la marine et le commerce étrangers peuvent recueillir des réformes accomplies en Hollande?

Si les navires étrangers veulent s'offrir à la Société de commerce, on leur oppose le contrat avec le gouvernement.

S'ils veulent charger des produits libres en destination d'un pays étranger, ils sont astreints au paiement des droits différentiels de sortie; s'ils veulent charger ces produits pour un des ports de la Néerlande, ils se trouvent en concurrence avec des bâtiments qui ont déjà recueilli un premier bénéfice dans des affrètements privilégiés et dans les transports vers les colonies.

Je ne comprends pas, messieurs, comment l'honorable préopinant a pu avancer qu'un pareil système est libéral.

Sur un des principaux articles de la production, le café, le droit de sortie était de 2 fl., plus 5 p. c. par picul de 60 kil., c'est-à-dire que sur une cargaison de 1,000 tonneaux, il s'élevait à près de 75,000 fr. ou 3,000 l. st.

Aujourd'hui que le droit différentiel de sortie sur le café est réduit à 6 p. c. sur la valeur, la surcharge dépasse encore 50,000 fr.

Ainsi, si un négociant belge, par exemple, fait charger directement à Java pour Anvers, il payera 55,000 fr. de plus que s'il fait diriger son navire sur Rotterdam. Or, pour faire transporter la cargaison de Rotterdam à Anvers par allèges, il n'aura à déboursier pour tous frais que 5,000 fr., soit une différence de 50,000 fr. en faveur du négociant belge qui fait rompre charge à Rotterdam.

N'est-ce pas là la négation la plus complète du système du libre échange?

C'est donc bien par la protection qu'a été créée la marine, aujourd'hui

d'hui si prospère, de la Hollande. Mais il est vrai qu'à cette grande prospérité il y a un léger correctif : elle a coûté des sommes fabuleuses au pays.

Comme une proposition sera probablement faite au Congrès pour arriver à faire modifier un état de choses si contraire aux vrais principes de la liberté commerciale, je bornerai là, pour le moment, ma réponse à l'exposé de l'honorable préopinant, me réservant d'y revenir dans le cours de la discussion à l'occasion de cette proposition.

M. REEFMAKER, *avocat et secrétaire de la chambre de commerce de Rotterdam* :

Messieurs, il y a peut-être quelque témérité à répondre immédiatement à l'honorable préopinant. Il a tout l'avantage pour lui. Je ne suis pas habitué à parler en français. Et puis, l'honorable orateur a préparé habilement ses attaques, il a groupé ses chiffres et travaillé son discours. Mais lorsqu'on a la conviction profonde que des faits qui nous intéressent intimement et où il y va de la bonne réputation de notre pays, ont été, dans les meilleures intentions du monde, je veux bien en convenir, singulièrement exagérés, il vaut mieux répondre immédiatement

M. Sterk a présenté le bon côté de notre législation douanière; il s'est borné là, je crois que nous devons remercier l'honorable **M. Matthyssens** d'avoir exposé l'autre côté. Une discussion franche et impartiale est ce qu'il y a de mieux. (*Applaudissements.*) Dans une telle discussion il ne faut pas seulement parler du bon côté des faits, il faut aussi convenir de ses torts. Aussi je vous dirai que nous autres Hollandais nous étions convenus de dire le bien, de ne pas cacher le mal et de signaler nous mêmes notre système colonial comme méritant de *grandes réformes*, qui ont pour elles, dans notre pays, un parti puissant.

Il y a à peine six mois, messieurs, que **M. le Ministre** de nos colonies a consulté les chambres de commerce sur le point de savoir s'il n'était pas temps de réformer la législation de Java, et la chambre de commerce de Rotterdam, dont j'ai l'honneur d'être secrétaire, a répondu : Certainement, oui, il faut changer ces droits différentiels, il faut les abaisser peu à peu, pour que les pays étrangers puissent entrer en concurrence avec nous, et cela surtout pour éveiller nos fabricants qui sont encore très-arriérés.

Nos observations n'ont pas encore eu de résultat. La législation coloniale ne se modifie pas en trois ou quatre mois. Il faut correspondre

avec Java et cela ne va pas vite. Mais je vous signale ce fait pour vous faire connaître ce qu'on pense à Rotterdam de la législation coloniale.

On a dit : Il y a à Java des droits différentiels qui font une nécessité de diriger les produits de cette île vers la Hollande.

Voici ce qui en est :

La majeure partie des produits coloniaux de Java sont la propriété du gouvernement. Ce n'est plus ici une question de douanes. Le gouvernement, comme tout propriétaire, préfère faire venir le produit de ses terres en quelque sorte, à Amsterdam et à Rotterdam et le faire vendre dans ces villes.

Pour le reste de la production, pour la production des planteurs, pour la production privée à Java, il y a un droit différentiel en vue de la direction sur Rotterdam et Amsterdam. Mais qu'est-ce que ce droit ?

C'était d'abord 2 florins pour le café et le sucre qui sont les deux grands produits. On a réduit ce droit à 6 p. c. Ainsi, si vous dirigez vos sucres sur Rotterdam ou Amsterdam, vous ne payez pas de droits de sortie à Java. Si vous les dirigez sur Anvers, vous payez 6 p. c. C'est toute la protection. Je ne dis pas que ce soit bien, mais il ne faut pas exagérer.

Si vous venez à Rotterdam, vous y verrez tous les jours des navires anglais, américains, qui, depuis 1850, apportent des produits qui peuvent arriver à Rotterdam sous quelque pavillon que ce soit. Avant 1850, cette faveur était réservée au pavillon hollandais. Tous les pavillons ont été assimilés.

Pour le système colonial, on n'est pas allé si loin. Mais sur ce point aussi il y a eu exagération. Les pavillons qui nous font concurrence sont les pavillons anglais, américain, hambourgeois et quelques autres, qui sont assimilés au pavillon national pour la navigation entre les colonies et la métropole. Il ne reste plus que les pavillons de France, de Belgique et d'Espagne qui ne sont pas assimilés au pavillon national, parce que ces pays ont chez eux des droits différentiels, parce qu'ils n'ont pas rempli la condition de réciprocité exigée pour obtenir l'assimilation au pavillon national.

Parlerons-nous de la *Maatschappij*. Je ne la défendrai pas. Mais gardons-nous d'exagérer sur ce point. Il n'y avait ni marine hollandaise, ni marine belge quand la *Maatschappij* fut créée en 1824. Par suite de l'opinion alors généralement accréditée sur l'utilité d'une marine marchande et sur les moyens à employer pour en créer une, on accorda des primes pour la construction des navires, et on fixa le fret à un taux

très-élevé. Mais ce temps est passé. Il y a 25 ans que la dernière prime pour la construction de navires a été payée. Il y a plus de 16 ans que les privilèges de la *Maatschappij* ont été notablement réduits. Demandez à un armateur s'il affrète ses navires à la *Maatschappij*, il vous répondra : Oui, si j'y trouve du profit. On affrète les navires à la *Maatschappij* comme au commerce particulier.

Par suite des besoins du trésor, les États-Généraux ont pressé tous les ans le gouvernement de diminuer le fret qui était énorme, et qui a eu pour résultat la création d'une marine marchande. Aujourd'hui, l'on paye de 100 à 110 fl. par last de deux tonneaux. Le fret par navire anglais est de 5 l. st. par tonne.

Ainsi, messieurs, il y a quelque chose à faire dans nos colonies, et le gouvernement comme la nation en est pénétré. On a déjà fait quelque chose, vous l'avez vu ; on a assimilé le pavillon étranger au pavillon hollandais. On ne peut tout faire à la fois, mais cela viendra peu à peu.

Quant aux chemins de fer, je ne suis pas au fait des concessions qui auraient été demandées ou refusées, selon l'orateur qui l'affirme, mais j'enoncerai encore, et je finirai par là, j'enoncerai un fait qui vous prouvera comment on a réellement changé notre législation de navigation, en 1850, dans un esprit vraiment libéral.

Nous avions un système différentiel pour les thés de Chine. Ceux de Java c'est bien peu de chose ; mais pour les thés de Chine, on payait 15 florins quand ils étaient importés par navires hollandais directement de Chine, et le double, le triple s'ils venaient des entrepôts de l'Europe ou par navires étrangers.

En 1850, on a hésité pour les thés importés par navires américains et anglais. Mais enfin on a changé le système et tous les thés ont été admis aux mêmes droits, quels que fussent la provenance et le pavillon. Les résultats ont été ce qu'on avait prévu généralement. Il vient aujourd'hui à Rotterdam trois ou quatre cargaisons de thés chaque année, et à Amsterdam peut-être davantage. Ce sont là de bons chargements, de beaux frets. Ils viennent toujours par navires américains ou anglais. Ceux-là en profitent ; mais le pavillon belge est assimilé au pavillon hollandais, il peut importer au même droit que lui. Messieurs, si ce n'est pas là une mesure libérale et qui a fait à nos armateurs un tort heureusement compensé par les autres avantages de ce système, je n'y conçois plus rien. (*Marques d'approbation.*)

Messieurs, je finis par un mot. La législation hollandaise n'est pas encore un modèle, mais je dis, avec une profonde conviction, qu'elle est en bon chemin de le devenir. (*Applaudissements.*)

M. MATTHYSSENS. Un mot...

M. LE PRÉSIDENT. Nous ne pouvons permettre dans le Congrès un duel entre les orateurs pour et contre la Hollande. C'est une question sur laquelle on reviendra.

M. MATTHYSSENS. C'est précisément ce que je voulais dire, M. le président. J'allais dire que j'étais aux ordres du Congrès, mais que j'aurais occasion de reprendre la parole dans le cours de la discussion.

M. STERK. Je constate que je n'ai pas pu répondre aux objections qui m'ont été faites. Je prie le bureau de vouloir bien en prendre note. C'est un droit que je me réserve dans la suite de la discussion.

M. WINKWORTH, membre et délégué du conseil de la Société des arts, des manufactures et du commerce à Londres :

Messieurs, avant de vous entretenir de la question qui fait le sujet de cette séance, permettez-moi quelques mots d'explication.

Comme vous le savez, je suis l'un des délégués de la Société des arts, des manufactures et du commerce de Londres au Congrès de Bruxelles.

Un de mes collègues, M. Twinning, à qui nous devons l'idée première des expositions et musées d'économie domestique et sanitaire, a représenté cette société au Congrès de bienfaisance : c'était sa spécialité.

Il était convenu que M. le colonel Sykes et moi devions la représenter à ce Congrès; malheureusement, les occupations nombreuses que donne à M. Sykes la position de *chairman* de la compagnie des Indes orientales l'empêchent de se trouver ici. C'est pourquoi je suis le seul représentant officiel de la société. A ce titre, j'ai fait un rapport de mes vues sur le sujet de ce Congrès, les démontrant par des faits de statistique. Le tout a été traduit en français; mais la difficulté que j'éprouve à parler cette langue me force de vous demander la permission de prendre pour interprète mon ami, M. Gustave Jottrand, qui voudra bien lire mon rapport.

M. JOTTRAND fils, secrétaire du Congrès, lit le rapport suivant de M. Winkworth :

« Il y a plus d'un siècle que la société que j'ai l'honneur de représenter fut fondée « pour l'encouragement des arts, de l'industrie et du commerce » ces trois éléments inséparables dont la prospérité fait la richesse matérielle, morale et intellectuelle des nations. C'est à attein-

dre ce but que cette association vénérable a consacré avec un zèle intelligent les fonds qui lui ont été confiés.

Le succès ne lui a pas fait défaut; il serait même difficile d'en dire ici toute l'étendue; qu'il me suffise de rappeler, que ce fut dans le sein de cette société que prit naissance la glorieuse idée de l'exposition universelle de 1851.

Cette entreprise patronée et exécutée par notre illustre président le prince Albert, assisté des habiles efforts des hommes les plus éminents et les plus experts du jour, dans les diverses branches de l'industrie, fut couronnée, on le sait, du succès le plus éclatant. D'elle est née à son tour l'exposition universelle de Paris, où l'utile et le luxe viennent de se trouver réunis pour la première fois, dans les mille produits de l'habileté industrielle des pays étrangers que les Français ne connaissaient pour ainsi dire jusqu'alors que par ouï-dire.

Mais ces deux grands concours ne furent en quelque sorte que les pionniers, les avant-coureurs du Congrès actuel; car après s'être rapprochés si intimement dans leurs productions, dans les fruits de leur habileté, il était naturel que les nations cherchassent à s'expliquer les causes qui avaient fait si longtemps leur mutuelle ignorance, et qu'elles se demandassent si le moment n'était pas enfin venu de renverser toutes les barrières, en ouvrant, de toutes parts des débouchés à l'industrie du monde entier.

Car tel est, je n'en doute pas, le but de cette assemblée. C'est, du moins, parce qu'elle est profondément imbue de cette conviction, que *la Société des arts, de l'industrie et du commerce* a saisi, avec un si vif enlèvement, cette occasion favorable de se montrer fidèle à ses obligations et à ses antécédents, en venant prendre part à vos délibérations. Un second mobile de notre détermination; a été l'affiliation de votre honorable président, mon digne ami M. Corr-Vander-Maeren, à notre société, avec laquelle il n'a jamais cessé de se trouver en rapport, depuis sa nomination.

Mais avant d'aller plus loin, il est nécessaire de vous dire, que je suis ici, seul et personnellement responsable de toutes les opinions qu'il pourra m'arriver d'émettre : la société que j'ai l'honneur de représenter ayant pour mission de favoriser la vulgarisation des idées d'autrui, sans les adopter comme siennes, sauf, toutefois, pour des cas tout à fait exceptionnels dans lesquels on aurait tort de faire rentrer la présente manifestation.

L'économie du monde est ainsi faite, que tous les pays sont tributaires les uns des autres, pour ce que chacun d'eux produit avec le plus

de facilité, ou à l'exclusion des autres. Or, tout système consistant à élever artificiellement le prix d'un objet, offert en échange contre un autre objet qui n'a que son prix naturel, et à favoriser ainsi exclusivement le producteur du premier de ces objets; est non-seulement vicieux en principe, mais encore funeste dans son application. Faire ressortir toute l'importance qu'il y a à ne pas sacrifier de la sorte une partie du genre humain, et je crois la plus nombreuse, à l'autre partie et cela contrairement à toute justice, le grand nombre pâtissant au profit de quelques privilégiés; faire connaître, en même temps, le remède à opposer à ce mal; tels sont les objets importants que nous sommes appelés à discuter.

Je vais donc, sans plus tarder, considérer la première question qui nous est posée; sans m'en tenir toutefois au sens strict de ses termes, et en traitant d'une branche spéciale de commerce, celle des soieries. (Je choisis cet article comme m'étant le plus familier).

Ce commerce, d'ailleurs, mieux peut-être que toute autre branche de l'industrie de mon pays, offre un exemple frappant des effets divers du monopole et de la liberté; de la liberté complète, en ce qui regarde la matière première. Il est nécessaire ensuite que je vous fasse juger de l'état actuel de la question libre échangiste et de l'avenir qui lui est réservé, tant en Angleterre qu'ailleurs, d'après les documents que je possède. Enfin, je m'arrêterai aussi un moment à démontrer toute l'importance qu'il faut attacher aux efforts faits de toutes parts, pour assurer l'adoption de cette liberté commerciale, si essentielle à la prospérité sociale et morale des peuples.

Délégué en 1851, par mes co-jurés pour faire un rapport sur l'état du commerce des soieries à cette époque; honoré des mêmes fonctions en 1855, de la part de notre gouvernement, il va sans dire que j'ai dû réunir tous les renseignements ayant quelque rapport avec mon sujet. Or, le résultat de ce travail a été la démonstration la plus saisissante des maux causés par les restrictions fiscales, et des avantages que procure le libre échange.

Quoique la matière première de la fabrication des soieries provienne de l'étranger, tout comme le coton, le travail en est devenu tellement étendu qu'on peut affirmer, sans crainte de se tromper, qu'il n'est pas d'année où on n'emploie en Angleterre plusieurs millions de livres sterling, tant pour l'achat des machines que pour le paiement de la main d'œuvre. Déjà, dès 1585, nous voyons les fabriques de soieries établies en Angleterre, s'augmenter par l'effet de l'arrivée de quelques négociants et artisans venus d'Anvers à Londres. Après la

révocation de l'édit de Nantes, c'est-à-dire un siècle plus tard, un si grand nombre de tisserands vinrent se réfugier, à leur tour, en Angleterre, que cette industrie y poussa bientôt de profondes racines. Néanmoins, elle était encore loin d'être ce qu'on appelle une *industrie nationale*, titre auquel elle a depuis acquis des droits.

En 1697, les décrets parlementaires concernant cette industrie atteignirent leur plus haut point de vexation; nos ports furent impitoyablement fermés à toute soierie de provenance étrangère, et cette mesure inique se continua, presque sans interruption jusqu'à l'année 1826. La quantité de soie brute et torse employée pendant ce long intervalle de prohibition, atteste le calme désolant du travail durant cette ère protectionniste. La consommation des années 1765, 1766 et 1767 se montait à 715,000 liv.; celle des années 1785, 1786 et 1787, à 891,000 liv.; celle des années 1801 et suivantes jusqu'à 1812, à 1 million 110,000 liv.; celle des années 1815, 1816 et 1817, à 1,388,000 liv.; enfin celle des années 1821, 1822 et 1823 à 2,325,000 liv.

Enfin un jour plus radieux sembla se lever sur ce négoce; des principes plus larges commencèrent à jeter leurs racines dans les esprits, et le Parlement anglais, fatigué en quelque sorte de ces résultats décourageants, revint un peu sur ses rigueurs dans la mémorable année 1826; mais cela ne se fit pas sans une violente opposition de la part de la majorité des fabricants. Quoiqu'il en soit, les soieries étrangères purent pénétrer dans notre patrie moyennant un droit d'entrée de 30 p. c. *ad valorem*. Mais ce droit offrait un tel appât à la contrebande que de 1827 à 1843, des 6,332,132 liv. de soieries importées, il n'y en eût que 3,170,112 liv., ou à peu près la moitié qui payât les droits.

Pour obvier à cet inconvénient, autant du moins que faire se pouvait, sans la libre entrée complète, ce droit de 30 p. c. fut réduit en 1845 à 15 p. c. *ad valorem* ou 5 schellings par livre au choix de la douane et tout commerce illicite cessa pour autant qu'il pouvait cesser.

L'histoire de la soie brute et torse offre en Grande-Bretagne les mêmes vicissitudes avec les mêmes résultats. Il va sans dire que, lorsqu'en 1826, les soieries étrangères purent être importées moyennant 30 p. c. de droit *ad valorem*, l'impulsion donnée à cet article s'étendit tant à la soie torse qu'à la matière première brute. Aussi voit-on cette année-là le chiffre de l'importation antérieure la plus considérable, c'est-à-dire le chiffre de 2,400,000 livres de poids, s'élever tout à coup en 1828, à 4,300,000 livres. A la vérité, ce chiffre ne se main-

tient pas toujours à ce niveau, mais cela ne fut dû qu'à quelques raisons tout accidentelles qu'il serait trop long de détailler ici. Mais lorsque en 1845 le droit de 30 p. c. fut réduit à 15 p. c. *ad valorem* et le droit sur les soies grèges et torses totalement aboli, les tordeurs de soie qui, jusque-là, avaient été incapables de s'ouvrir des débouchés à l'étranger, se virent immédiatement assaillis de commandes. Le chiffre de l'exportation qui, en 1848, ne dépassait guère 45,693 livres s'augmenta, comme par enchantement en 1854, au chiffre considérable de 205,186 livres, prouvant ainsi tout l'avantage que ne saurait manquer de retirer à son tour la soie ouvrée, si elle pouvait jouir d'un régime de liberté également large. On doit donc regretter amèrement que ce droit de 15 p. c. *ad valorem* continue à opprimer les fabricants anglais.

Toutefois, malgré cette entrave funeste, et les droits énormes qu'elles rencontrent à l'étranger, l'exportation des soieries anglaises, y compris la soie torse, n'est pas restée stationnaire ; en 1830 elle représentait une valeur de 1,255,941 liv. sterl., cinq ans plus tard elle atteignait un chiffre de 1,534,856 liv. sterl. Quant aux importations, elles subirent la même progression. Comme mes chiffres statistiques proviennent presque tous, de sources officielles, ils offrent un résumé authentique, donnant durant une période de trois siècles environ, les avantages et les désavantages de la prohibition absolue ou partielle, et des droits de moins en moins élevés qui ont affecté les fabricants de soieries en Angleterre, et les effets d'une liberté radicale quant aux soies grèges et torses. Jusqu'à quel point les faits offrent-ils des matériaux pour le jugement à porter sur l'application d'un système analogue dans les autres pays. Voilà ce qu'il reste à décider.

Les quatre pays de l'Europe où cette industrie se trouve surtout cultivée sont la France, l'Autriche, la Prusse et la Suisse. Voyons d'abord la France. L'importance de ce commerce peut s'y apprécier par la valeur de la production annuelle, qui, m'assure-t-on ne s'élève pas à moins de 375 millions. Les exportations de l'année 1851, d'après l'évaluation de mon ami M. Arlès-Dufour, dont l'autorité ne saurait être assez respectée, et dont l'absence, due à une indisposition, ne saurait être assez vivement déplorée ; ces exportations, dis-je, se montaient à un chiffre de 210 millions, mais elles sont malheureusement descendues depuis (nous citons toujours la même autorité), au chiffre de 187,000,000 fr., tandis qu'en Angleterre dans le même laps de temps, elles n'ont fait que s'augmenter de 34,500,000 fr. à 37,500,000 fr.

On doit toujours s'attendre à des événements anormaux partout où

les manufactures sont dans une position exceptionnelle; et l'on ne peut guère douter que si les droits perçus aujourd'hui en France sur les soieries étrangères se trouvaient abolis, un avantage général n'en fût le résultat. Les indigènes de chaque pays se fourniraient au plus bas prix de ce que les manufactures de ces pays produiraient de meilleur et l'antagonisme des fabricants cesserait.

Je suis charmé d'avoir encore à citer en cette occasion M. Arlès-Dufour, qui, sans prétendre connaître tous les effets qui résulteraient pour la France de l'abolition du droit d'entrée nominal de 10 ou de 12 pour cent *ad valorem* (qui s'élève en réalité à 33 p. c.), et de l'adoption du libre échange, dans cette matière, croit néanmoins pouvoir affirmer :

« qu'un pareil état de choses ne peut qu'être profitable aux deux pays.
« L'Angleterre cesserait de copier servilement les riches soieries de
« fantaisie, pour se consacrer entièrement à la production des soies
« de qualités inférieures, tandis que la France, au contraire, se
« consacrerait avec un redoublement d'ardeur, à la production des
« premières. »

Mon honorable ami eût pu ajouter que sous les efforts réunis des industriels des deux nations, chacun dans la sphère de leur *spécialité individuelle*, une telle impulsion eût été imprimée au commerce des soieries, que nulle autre circonstance n'eût pu la produire.

Il n'y a pas trois ans qu'en Autriche l'on rencontrait encore des mesures bien autrement funestes : jusqu'à cette époque, le commerce n'avait fait qu'y languir sous la pression mortelle de la prohibition. Depuis les soies étrangères y sont admises avec un droit de 5 sch. 3 d. par livre anglaise; en voici le résultat :

Sous le régime de la prohibition, en 1851, les importations — et il va sans dire qu'elles n'étaient pas toutes licites, — s'élevaient à 176,384 livres; en 1856, ces importations augmentèrent de 46,190 livres, et les exportations se montèrent à 863,000, offrant ainsi un des exemples les plus curieux qu'on puisse voir des bénéfices résultant d'un libre échange *relatif*. Je dis *relatif*, car le droit encore perçu s'y élève à 15 p. c. *ad valorem*.

En Prusse, des faits analogues portent davantage encore tous les jours les esprits vers des vues plus saines; dans ce pays, le droit sur la soie et la soie mélangée est d'environ 4 sch. par livre sur la première de ces matières, et de 2 sch. sur l'autre, c'est-à-dire de 7 1/2 à 12 1/2 p. c. *ad valorem*.

Voici quels sont les résultats encourageants qu'on ne pouvait manquer d'en retirer.

La quantité de soie écruë, torse et teinte importée en 1850, était de 1,669,737 livres; et en 1853, de 2,181,186 livres la quantité de soieries pures ou mélangées (en 1850) de 573,079 liv., et en 1853, de 608,359 liv.; les exportations de ces derniers produits offrent, de leur côté, une augmentation d'environ 100 p. c., n'étant, en 1850, que de 1,312,306 livres, et en 1853, de 2,443,345 livr. Le recensement de l'année 1854 offre un progrès tout aussi rapide.

Quant au dernier de ces quatre pays, c'est-à-dire la Suisse, bien que je ne possède pas de chiffres à cet égard, je sais cependant que le commerce des soieries y est devenu une des branches les plus importantes de l'activité nationale. Par suite de prix de revient très-bas, sur l'origine desquels je ne m'étendrai pas, les soieries de ce pays trouvent dans le monde des marchés étendus en dépit de tous les tarifs restrictifs. Le droit d'entrée sur les soieries importées y est de 15 p. c. *ad valorem*.

Je pense qu'on peut légitimement conclure de ces diverses données que j'ai cru nécessaire de puiser dans mon rapport à notre *Bureau du commerce*, que le premier obstacle au commerce international, cette chose si essentielle au bien du monde civilisé tout entier, ce premier obstacle, dis-je, est, pour le négoce dont je parle, la rigueur plus ou moins grande des droits fiscaux, soit appliqués comme sources de revenus pour l'État, soit appliqués comme mesures de protection en faveur de l'industrie nationale. Il serait peut-être présomptueux de ma part, de demander la réduction ou même, selon le cas, l'entière abolition de ces tarifs. Je me servirai donc de l'opinion de mes co-jurés à l'exposition de Paris, co-jurés pris dans chacun des pays que je viens de nommer. Je vous ai déjà donné l'extrait d'une lettre du président de cette catégorie et secrétaire de la commission impériale, M. Arlès-Dufour, appuyant de tout son poids la mesure que je provoque. Voici ce qu'un autre co-juré m'écrivit, c'est M. Hornbostel, de Vienne.

« Aussi longtemps que la prohibition des soies étrangères fut en vigueur, ce que produisaient nos métiers se bornait à quelques articles de luxe ou de fantaisie et ne pouvant se répandre au loin, « notre force s'épuisait dans la variété des fabricats, sans atteindre « nulle part la perfection. Mais depuis trois ans, c'est-à-dire depuis « l'ouverture de nos frontières, notre goût s'est élevé et nos fabricants « se consacrent à la production des articles qui sont le plus en rapport « avec leurs forces et leurs aptitudes et le résultat en a été, ce qu'il ne « pouvait qu'être, un résultat des plus heureux, comme l'atteste le « tableau ci-joint. » Ce tableau je viens de vous le citer. M. Diergardt

de Viersen, en Prusse, m'a montré verbalement les mêmes résultats dans son pays, il m'a remis des documents statistiques que je vous ai également communiqués. Mon collègue de Suisse, M. Rattier, m'a dit de son côté : « s'il n'y avait plus de droits ; si, en un mot, nous « jouissions, des bienfaits du libre échange, ma patrie se trouverait « dans la meilleure condition de prospérité imaginable. »

Mais ceci me conduit au second point que je me proposais de traiter et que j'appellerai volontiers la question générale.

Un des plus anciens préjugés opposés à la science de l'économie politique, a toujours été que la richesse consistait surtout, sinon exclusivement, dans l'or et l'argent. C'est de là que sont nées toutes ces lois défendant l'exportation de ces métaux, lois si anciennes que Cicéron en révèle même l'existence chez les Romains : tant l'erreur est vieille dans le monde. Le système commercial de l'Europe reposait presque exclusivement sur ce préjugé ; et l'importance d'un négoce ne s'évaluait pas d'après le degré d'aisance qu'il procurait, mais uniquement d'après la quantité de métal précieux qu'il apportait au pays. Cette doctrine a régné longtemps, elle existe encore de nos jours. L'opinion contraire que l'or et l'argent ne sont que des biens ordinaires ; et, comme tels, sujets aux lois qui régissent tous les biens, cette opinion est de date toute moderne et conduit naturellement à la doctrine du libre échange, comme le moyen le plus sûr de rendre le bien-être aussi universel que possible.

Une fois ce principe reconnu dans la pratique, toutes les restrictions commerciales tous les tarifs hostiles cesseraient sur le champ ; et tandis que les peuples s'adonneraient à leurs industries naturelles seules, le commerce deviendrait un instrument de richesse et un lien de paix dans l'univers.

L'Angleterre est le pays qui a donné le plus d'essor au système du libre échange ; et les résultats en ont été si réellement avantageux, que les autres nations ne peuvent manquer de suivre son exemple.

La jalousie et l'envie peuvent aveugler sur bien des choses ; mais on ne reste pas longtemps aveugle à l'aspect d'une prospérité matérielle sans cesse croissante et due évidemment à la seule abolition des restrictions absurdes, et aux facilités données aux échanges qui concourent d'une façon si sûre à la richesse tant individuelle que générale. — Les résultats obtenus par mon pays, m'ont été communiqués par M. Bowring, du bureau de commerce, et les documents qui les reproduisent m'ont été remis en mains par le chef de ce département, lord Stanley d'Alderley.

La comparaison de ces deux systèmes, les droits élevés et la libre entrée, embrasse une période de 10 ans, à savoir de 1842 à 1853.

« La valeur officielle des importations, montant en 1842 à 65,200,000 liv. st., s'est élevée en 1853 à 125,000,000 liv. st., ou au double environ.

« La valeur réelle des exportations s'est élevée dans le même intervalle de la somme de 47,300,000 liv. st. à la somme de 98,700,000 liv. st. ou à plus du double.

« Le tonnage des navires anglais entrés ou sortis avec des marchandises, en 1842, était de 5,415,824 tonneaux. En 1853, il était de 9,064,705 tonnes.

« Le tonnage des navires étrangers dans la même situation a augmenté dans le même laps de temps de 1,930,983 à 6,316,456 tonnes.

« Le total général, donc, s'est élevé de 7,316,804 tonnes à 15,381,161 tonnes, c'est-à-dire bien au delà du double.

« Le revenu produit par ce mouvement commercial, s'élevait en 1842 à 33,542,791 liv. st. Depuis cette époque jusqu'en 1853, divers droits d'accises et de douanes furent abolis ou réduits, pour la somme énorme de 10,600,000 liv. st. (sans compter l'abolition de l'impôt sur les blés); ainsi donc, le produit des droits maintenus en 1853 ne devait être que de 25,000,000 de liv. st. environ. Or, il n'a pas été de moins de 36,240,458 liv. st. Qu'on juge de combien il a été plus grand qu'en 1842, malgré les énormes réductions que nous venons d'indiquer.

« La dette nationale qui se montait en 1842 à 791,250,440 liv., a diminué, en 1853, à 771,335,801 liv.

« En 1843, notre passif surpassait l'actif de 3,979,534 liv. En 1853, au contraire, l'actif surpassait le passif de 3,255,505 liv. Le passif n'avait été que de 220,670 liv. de plus qu'en 1843, mais l'actif avait été de 7,464,714 de plus que dans cette même année.

« Le tonnage des navires construits en 1842 était de 129,929 tonneaux, dont 13,716 tonneaux pour les vapeurs. En 1853 il en a été construits pour 203,171 tonneaux, dont 48,215 tonneaux étaient des vapeurs.

L'actif de la banque d'Angleterre, à la fin de 1842, se montait à 9,063,000 liv. st. à la fin de 1853 au double de ce total ou à 18,232,000 liv. Son capital s'est augmenté dans le même intervalle de 30,890,000 à 44,864,000 liv. »

J'ai déjà eu le plaisir de soumettre à M. le président les effets de cet immense développement du commerce de la nation sur le bien-être général, tels que nous les montrent l'accroissement des dépôts des

caisses d'épargne, l'augmentation des salaires de l'ouvrier et partant la diminution de la misère et des crimes, l'accroissement de la production, la hausse du prix des terres, l'accroissement dans l'industrie de la soie et de la laine; tous faits clairement résumés dans des documents remis au Congrès.

Mais quoique l'Angleterre, comme nous venons de le démontrer, ait surtout tiré profit de cet affranchissement du vieux *système commercial*, il est digne de remarque que c'est la France qui a été la première à rechercher et à trouver les défauts de ce système.

Ce fut Quesnay qui commença, sous le règne de Louis XV, cette lutte civilisatrice; il ne tarda pas à voir d'autres économistes se joindre à lui. Leur but fut surtout de défendre les intérêts de l'agriculture : ils oublièrent quelque peu les autres travaux de l'homme; mais en élaborant leur système particulier, ils démontrèrent toute la folie contenue dans la théorie mercantile en vigueur et devinrent ainsi, peut-être à leur insu, les pionniers de la science moderne de l'économie politique.

Quoique attaché à l'agriculture, Quesnay loin de songer jamais à réclamer des protections en sa faveur, ne cessa de combattre pour ce grand principe économique que *l'intérêt des masses n'est jamais mieux sauvegardé que par une liberté entière*.

Nous lisons dans une de ses maximes fondamentales : « Qu'on maintienne l'entière liberté du commerce; car la politique commerciale intérieure la plus sûre, la plus exacte et la plus profitable à la nation et à l'État, consiste dans la pleine liberté de la concurrence. » (Physiocratie, première partie, page 119.)

Le grand ouvrage d'Adam Smith sur la *richesse des nations* ne fut écrit que bien des années après l'apparition de ce passage remarquable et l'on ne peut douter qu'il n'ait plus d'une fois, dans son travail, tiré profit des idées de son prédécesseur français. (Voyez *De la richesse des nations*, livre 4, chap. IX.)

Après un commentaire assez long sur les ouvrages de ce dernier, il affirme cependant que son système, malgré toutes ses imperfections, est peut-être celui qui se rapproche encore le plus de la vérité, considérée au point de vue de l'économie politique; et qu'il est, par conséquent digne d'être médité par tout homme qui désire étudier avec attention, les principes de cette science si importante.

Le triomphe de ce système n'est plus qu'une question de temps, L'objet de ce Congrès est, comme je l'ai dit; d'accélérer ce moment heureux qui doit arriver nécessairement, et d'éviter ainsi les maux

qu'entraîne toujours tout retard. La mine d'or est là sous nos pieds; elle n'est plus recouverte que d'une faible couche de préjugés; plus tôt nous aurons enlevé cette couche et saisi le trésor, mieux en sera-t-il pour chacun de nous!

L'instruction si répandue en Belgique, la position géographique du pays et la liberté constitutionnelle, dont il jouit sous le gouvernement paternel d'un digne monarque, si bien fait pour la comprendre et l'apprécier, en font le pays le plus propre à l'initiative d'un pareil mouvement. L'on peut voir avec quel ordre, quel zèle et quelle intelligence elle en a saisi l'occasion. En conséquence, je m'empresse, au nom de la société que je représente, de vous remercier, messieurs, vous par qui nous avons été appelés à prendre part aux travaux de ce Congrès, et de vous exprimer la conviction où je suis que, le moment venu, de nos discussions et de nos révélations statistiques résultera infailliblement l'adoption universelle des principes que nous défendons, et conséquemment, une ère d'un bonheur universel plus grand même que tout ce que nous pourrions imaginer ou décrire.

(Cette communication a été souvent interrompue par les plus vifs applaudissements.)

M. HARTWIG HERZ *négociant et publiciste à Hambourg* ;

Messieurs, j'ai déposé sur le bureau un mémoire sur la situation du commerce et de l'industrie à Hambourg et je vous en donnerai un petit sommaire. Comme je dois vous parler d'une chose qui existe chez nous en fait et que vous recherchez encore en théorie, je crois qu'il y aura quelque chose à apprendre de la situation bien différente du commerce et de l'industrie à Hambourg. Pour le commerce le principe de liberté est reconnu depuis longtemps, mais pour l'industrie et le travail, le principe contraire est encore dans nos lois et dans nos mœurs. Quelle en est la conséquence? Le commerce est très-florissant, comme je vais le démontrer, mais le travail languit.

Chez nous, messieurs, il n'y a que des droits de douanes de $1/2$ p. c. à l'importation et de $1/8$ p. c. à l'exportation; vous le voyez, ce sont des droits purement fiscaux. Le commerce de transit est libre, exempt de tout droit. En outre, il y a beaucoup d'articles qui sont aussi exempts de tout droit à l'importation et à l'exportation. Grâce à cette liberté, messieurs, il se fait un très-grand commerce à Hambourg.

Notre ville est un petit État souverain de l'Allemagne; elle ne compte, avec les campagnes environnantes, que 200,000 habitants environ. Cependant le commerce de Hambourg est, je crois, plus grand

que celui de la Belgique; l'année dernière le mouvement commercial avec l'étranger, importation, exportation et transit, a été d'environ deux milliards de francs.

Depuis six années il a augmenté d'environ 53 p. c.; dans l'année 1850, il était d'environ 1,300 millions de francs et, comme je l'ai dit, il était l'année dernière de deux milliards de francs. De ces deux milliards de francs, il n'y avait qu'un tiers environ qui payait des droits; le reste se composant de transit et du commerce d'articles exempts de tout droit, ne paye absolument rien. Cependant le fisc de la ville recevait, pour droits d'entrée et de sortie, environ deux millions de francs. Mais dans quelque temps une loi sera présentée à la convention de nos bourgeois (car les lois se font à Hambourg par le sénat, qui a l'initiative, et avec l'assentiment des bourgeois-propriétaires), une loi sera présentée à la convention des bourgeois, à l'effet d'abolir ce huitième pour cent de droits de sortie; notre chambre de commerce a demandé l'entière abolition de tout droit de douane (*applaudissements*), et j'espère que dans peu d'années notre commerce sera libre de toute entrave douanière.

Quant à la perception des droits de douane, il ne donne ordinairement lieu à aucune visite. Au milieu de notre ville se trouve un chef de bureau de douane; quand vous avez des marchandises à importer ou à exporter, vous envoyez à ce bureau votre déclaration et vous payez les droits de douane. Alors vos marchandises sortent de la ville ou entrent dans le port sans qu'on les visite. Lorsqu'on suppose de la fraude, il y a, il est vrai, visite de la douane, mais les fraudes sont bien rares chez nous, parce que chacun doit faire sa déclaration sous son serment de bourgeois et l'on tient beaucoup à faire des déclarations sincères. (*Applaudissements.*)

Je puis encore vous parler des abus qui existent chez nous quant à la liberté du commerce. Car, comme je vous l'ai dit, ce n'est pas par principe que la liberté du commerce existe chez nous; c'est par la force des faits. Hambourg est un petit État. Eh bien! ce petit État doit vivre de son commerce. Il n'a pas de marché intérieur pour engager les étrangers à faire le commerce, à faire des échanges avec nous. Que pouvons-nous faire? Leur offrir des avantages, et ces avantages, on ne peut les leur offrir qu'avec la liberté.

Au nombre des abus, je vous citerai encore la manière dont on fait chez nous les déclarations de transit. La loi ne permet en aucun cas de déclarer une marchandise comme transitant, alors même qu'elle est importée et réexportée pour les contrées étrangères.

C'est un abus.

Il est un autre abus chez nous. Il y a des grades de bourgeois; il y a de petits bourgeois et de grands bourgeois. (*Hilarité.*) On peut devenir grand bourgeois quand on le veut, en payant une somme à l'État. C'est encore un grand abus.

Or, les petits bourgeois ne peuvent avoir un compte ouvert à la banque de Hambourg, ni déclarer des marchandises en transit. Si un petit bourgeois reçoit des marchandises pour le compte d'un étranger, pour les réexporter, il doit payer les droits d'entrée et les droits de sortie, ce que son voisin, qui est grand bourgeois ne fait pas.

On demandera, m'a-t-on dit, dans une prochaine réunion des bourgeois, l'abolition de cet abus, et l'on fera très-bien. (*Applaudissements.*)

Le commerce a encore à se plaindre chez nous de quelques autres abus. Ainsi il doit payer un droit d'amirauté ou de pilotage. Chaque capitaine qui prend un pilote pour son navire, lorsqu'il arrive à l'embouchure de l'Elbe, doit payer ce droit. Mais il doit aussi payer ce droit s'il ne prend pas de pilote. (*On rit.*)

Chaque navire entrant doit aussi payer un droit de quarantaine même s'il vient d'un lieu où il n'y a pas d'épidémie.

Ces deux abus datent, au reste, du *xvi^e* siècle, et si l'on peut leur pardonner leur origine, on ne peut pardonner qu'on soit resté trois siècles sans les abolir.

En 1816 cependant, c'est-à-dire dans ce siècle, on a établi un droit de porte. Chaque voiture, chargée de légumes ou de marchandises, qui entre dans notre ville, doit payer 20 ou 40 c.; c'est un abus.

En 1842, lors de l'incendie de Hambourg, on avait besoin d'argent. Quant on a besoin d'argent, on fait quelquefois des sottises. (*On rit.*) Aux petits navires qui ne payaient pas de droits de port, il a été imposé un droit de passage des écluses dans le milieu de la ville. C'est une très-grande gêne pour les marchés, pour le petit commerce. Les recettes qu'en tire l'État sont très minimes, et ne valent pas du tout la gêne que souffre pour cela le petit commerce. J'espère que ce droit sera aboli.

Tous les capitaines de navire qui arrivent à Hambourg doivent payer des émoluments au maître et à un autre officier du port. Ces émoluments ne sont pas bien fixés. On paye quelquefois plus, quelquefois moins.

Les consuls étrangers qui résident dans notre ville sont exempts de plusieurs contributions que doivent payer tous les citoyens qui font le commerce dans notre ville, ou qui l'habitent. Ils se font cependant

payer différents émoluments par des navires de leur nation. Ce n'est pas un abus de nos citoyens, c'est un abus des étrangers.

Mais à présent je dois parler d'un grand abus international. La plus grande partie de Hambourg est située sur l'Elbe qui nous lie à la mer. Il y a, non loin de Hambourg, une ville du Hanovre, Stade. Là, on demande un droit de passage, qui coûte annuellement au commerce de Hambourg, ou plutôt au commerce de tout le monde, une somme de 800,000 fr. Et que fait le Hanovre pour exiger ce droit de passage? Rien du tout. Le Hanovre a là un navire avec quelques canons, et quand on passe à Stade, on doit prendre l'engagement de payer, à Hambourg, le droit de passage imposé.

La police et l'entretien du fleuve ont été, en 1628, mis par l'empereur d'Allemagne à la charge de Hambourg, qui pourvoit à ces frais dans son propre intérêt. Donc si quelqu'un avait un droit de passage à percevoir, ce serait Hambourg. Il ne le demande pas, car il n'en profiterait pas. Mais le Hanovre, qui ne fait rien, demande un droit; c'est un abus.

Le chemin de fer qui conduit de Berlin à Hambourg, parce qu'il est parallèle à l'Elbe, doit aussi payer des droits. (*On rit.*)

Vous le voyez, messieurs, je vous ai fait un exposé de tous les abus qu'il y a encore à Hambourg pour notre commerce international. Cependant il faut proclamer tout haut que nous avons la liberté du commerce. Mais pour le travail, c'est tout autre chose. Pourriez-vous croire que, dans une ville où l'on proclame bien haut la liberté du commerce, il existe encore des corporations d'artisans avec tous les privilèges du moyen âge? Outre ces corporations, il y a des maisons privilégiées pour les métiers de brasseur et de boulanger; dans toutes les autres maisons, ces métiers sont interdits. C'est là un grand abus pour le commerce, car il en éprouve des entraves, et la vie renchérit à Hambourg, ainsi que le travail.

Je parlerai aussi d'un autre abus qui rentre mieux encore dans le programme du Congrès; c'est l'octroi. Les droits de douane sont très-minimes, mais les droits d'octroi sur les vivres consommés dans la ville, sur le pain, la viande, le beurre et enfin tous les objets nécessaires à l'existence, sont très-élevés. On en a demandé plusieurs fois l'abolition; on l'a demandée, dans ces dernières années, de deux côtés bien différents : d'une part, dans l'intérêt des classes les plus imposées, et de l'autre dans l'intérêt du commerce.

On a dit que les droits d'octroi, quoiqu'on les rendit quand on réexportait les vivres, étaient une entrave pour le commerce. Il y a encore

une ligne intérieure qui entrave le commerce et toute personne vivant à Hambourg. Autrefois Hambourg était une forteresse, on fermait ses portes à l'entrée de la nuit; aujourd'hui ce n'est plus du tout une forteresse et cependant on ferme les portes tout de même (*nouveaux rires*) et cela seulement pour demander un droit de passage.

Ce droit, on l'a abaissé de 40 centimes à 20 centimes, et, malgré les craintes, le fisc n'y a rien perdu, car le mouvement de nuit a doublé. J'espère que bientôt on ne fera plus rien payer du tout et alors le fisc y gagnera encore plus, car on sera plus riche à Hambourg, on lui payera des impôts plus élevés et plus directs. En effet, toute chose qui entrave la richesse est aussi un dommage pour le fisc. (*Très-bien !*)

Je crois, messieurs, vous avoir fait un exposé très-exact, tant des choses louables que des choses blâmables qui existent chez nous. J'espère que ce qu'il y a de louable sera étendu à tout le monde et que ce qu'il y a de blâmable sera aboli pour tout le monde aussi. (*Applaudissements.*)

M. CHERBULIEZ, professeur à l'Institut fédéral polytechnique à Zurich, délégué de la confédération suisse :

Messieurs, je représente un bien petit pays, moins petit cependant que celui au nom duquel vous venez d'entendre un exposé si intéressant et parfois si plaisant. Ce pays possède depuis des siècles cette indépendance politique pour laquelle la contrée où nous sommes réunis a soutenu tant de luttes glorieuses. Dans le cours de cette longue carrière de liberté, la Suisse a commis bien des fautes, mais jamais elle n'a commis la faute de se couper à elle-même les ailes de la liberté (*applaudissements*), de renoncer à l'avantage si grand et si naturel, de se pourvoir des choses nécessaires à la vie, partout où elle trouve à le faire dans les conditions les plus convenables.

Je sais, messieurs, qu'à cet éloge on répondra que la Suisse était trop petite pour s'entourer d'un cordon. Cette réponse a été faite par tous les auteurs protectionnistes et notamment par Listz qui l'a introduite dans le monde à l'usage du système protecteur, pour lequel l'expérience de la liberté du commerce en Suisse a toujours été une pierre d'achoppement. Eh bien, messieurs, la Suisse, quoiqu'elle soit petite, possède cependant des climats si différents, grâce à son sol extrêmement accidenté, que c'est peut-être l'État de l'Europe qui parviendrait le plus facilement à se suffire à lui-même, si jamais il lui plaisait d'entrer dans cet absurde système.

Et ne croyez pas, messieurs, que des velléités de protectionisme ne

se soient jamais manifestées en Suisse. Au contraire, elles ont surgi à différentes époques et il n'a pas fallu moins qu'une perception très-claire de l'intérêt national pour que la nation résistât à ces tentatives. En 1834, notamment, il fut nommé une commission au sein de la Diète pour examiner la question, cette commission se partagea en majorité et en minorité; la majorité fut pour la liberté du commerce, mais une forte minorité se prononça pour la protection. Même aujourd'hui, messieurs, il existe une société puissante qui s'appelle : « Société pour l'encouragement de l'industrie nationale, » et qui a arboré le drapeau du protectionisme. Ainsi, messieurs, la fidélité de la Suisse à la cause du libre échange a eu des luttes à soutenir, elle en aura encore et j'espère qu'elle en sortira toujours victorieuse, mais je suis loin d'oser le garantir.

Cependant, messieurs, il y a des droits; tous ceux qui ont visité la Suisse ont vu cet appareil qui nous est, à nous économistes, désagréable, parce qu'il est le symbole d'entraves mises à un principe que nous regardons comme vrai.

Ces douanes existent, messieurs, c'est vrai, mais elles sont exclusivement fiscales. Elles n'ont pas la moindre trace de caractère protectionnel.

C'est parce qu'elles sont fiscales, messieurs, qu'elles ne sont pas protectionnelles. Car les deux caractères ne peuvent pas se concilier. Pour qu'un impôt, pour qu'un droit d'entrée soit fiscal, il ne faut pas qu'il soit protecteur; car s'il est protecteur, il ne rapporte rien. Pour qu'il soit protecteur, il ne faut pas qu'il soit fiscal; car s'il est fiscal, c'est parce qu'il laisse entrer la marchandise étrangère, qu'un droit protecteur empêche d'entrer. Il y a donc là contradiction. (*Très-bien.*)

Je pose ces faits pour que, ayant reconnu que la Suisse a des douanes et que ces douanes sont exclusivement et essentiellement fiscales, il reste bien établi dans vos esprits que la législation douanière de la Suisse est entièrement étrangère au système protecteur.

Je dirai quelques mots de l'origine de ce système. Ce système provient en grande partie de la nature de notre pays et aussi de la nature de nos institutions. Notre pays est extrêmement accidenté; il est arrosé par de très-nombreuses rivières. Il en résulte que les routes, que les chemins que doit employer le commerce, sont d'une construction coûteuse et surtout d'un entretien difficile.

D'un autre côté, les petits États sur lesquels reposent cette construction ont toujours été pauvres. Plusieurs n'ont pas, ne connaissent pas même les impôts directs. Chez quelques-uns il n'en a été introduit que

depuis peu d'années. Chez beaucoup les impôts sont composés exclusivement de droits représentant une certaine prestation. Mais les impôts proprement dits, on ne les connaît pas partout.

Dès lors, vous comprenez que ces petits États, lorsqu'ils font des routes et qu'ils sont chargés de les entretenir, sont obligés d'en faire payer l'usage à ceux qui s'en servent, c'est-à-dire au commerce.

De là, la nécessité d'accorder aux cantons des droits de péages, de pontonnage, de barrières et autres, toujours corrélatifs de prestations, dans l'intérêt du commerce, corrélatifs de routes, créées ou entretenues. Jamais les péages n'ont été autorisés qu'avec ce caractère-là. Pour s'en assurer, les concessions étaient toujours soumises au gouvernement fédéral. C'était un des principaux attributs de la Diète fédérale dans notre ancien régime. Il fallait que le gouvernement fédéral, après examen, eût accordé un péage, pour qu'il pût être perçu.

D'un autre côté, la Confédération établie depuis 1815, formant un gouvernement régulier, avait des besoins, il y avait des dépenses d'administration à faire, et il lui était impossible de penser à établir pour elle sur les citoyens un impôt direct. Cette idée n'est pas même venue au gouvernement américain. où les États sont attachés les uns aux autres par un lien bien plus fort.

La Diète ne pouvait y songer; elle se contenta pour ses frais d'administration d'établir un petit droit qui était purement nominal; car ce droit était, par quintal, de 14 cent. sur les produits bruts, et de 29 cent. sur les produits fabriqués. C'est avec cela que, jusqu'en 1848, le gouvernement fédéral a supporté les frais d'administration. Ce droit, tout à fait insignifiant, imposé dans l'intérêt général, ne pouvait soulever aucune objection. Mais le système de péage et de pontonnage qui entravait le commerce en Suisse devait, comme vous le pensez bien, amener des abus et provoquer tôt ou tard des plaintes de la part du commerce. Ces droits se multiplièrent à mesure que le développement de la civilisation faisant naître de nouveaux besoins, rendait nécessaire la création de routes nouvelles. C'est ainsi que l'on demandait sans cesse l'établissement de nouveaux péages. Le gouvernement fédéral, en présence d'un grand nombre de demandes de cette nature, craignant de se montrer partial, les accueillait pour la plupart.

Il en est résulté un système d'entraves qui a provoqué des plaintes unanimes, et a fait naître l'idée de supprimer les droits dans l'intérieur de la Suisse et d'établir seulement des droits dans les cantons frontières. Mais ce système rencontrait, dans la pratique, certaines difficultés qui en retardèrent l'application. Les prix augmentèrent tellement

par les frais de péage que le centre de la Suisse se vit matériellement privé des relations de commerce avec l'étranger, et privé par suite des avantages que devait lui rapporter la liberté du commerce. Les prix étaient tellement accrus par les péages, que les marchandises ne pouvaient plus arriver dans le centre de la Suisse.

Il y a longtemps que les hommes d'État et les financiers s'étaient sérieusement occupés de porter remède à cet état de choses.

La révolution de 1848, en permettant à la Suisse de se centraliser, a amené la solution de cette grave question. Le gouvernement fédéral a osé faire ce qu'on n'avait pas fait précédemment. Il a fait, dans un but purement fiscal ce que le Zollverein avait fait dans un but de protection. Il a supprimé les entraves intérieures, et a établi les droits à la frontière. Il a dit : Désormais les marchandises circuleront librement en Suisse. Mais il fallait maintenir les routes du commerce et pour cela indemniser les divers cantons qui n'avaient pas assez de ressources pour pourvoir à de tels besoins.

Il fut donc nécessaire d'établir les droits à la frontière à un taux assez élevé pour que chaque canton pût pourvoir à l'entretien de ses ponts, de ses routes et autres voies de communication.

Voilà, messieurs, toute l'histoire du régime actuel. Il fallait que ce droit fût assez considérable pour fournir à la confédération de quoi subvenir aux dépenses plus grandes, nécessitées par sa nouvelle constitution.

C'est là l'origine du tarif actuel de la Suisse. Vous voyez qu'il a été uniquement amené par la nécessité d'entretenir dans l'intérieur des voies de communication. Je conviens avec vous que du jour où l'on pourra user de l'impôt direct et de ressources différentes, ce sera une très-bonne chose que de supprimer cette allocation. C'est un but vers lequel nous tendons et auquel nous désirons arriver.

Il est évident que le droit fiscal mis à la frontière est imposé par une nécessité absolue, et il est, je le répète, le corrélatif de dépenses qui, partout ailleurs, sont à la charge des contribuables ou du commerce sous une autre forme. Quel impôt, en effet, ne retombe pas sur la production sous une forme déguisée ? Ce sont toujours ceux qui produisent la richesse qui finissent par payer les impôts directs ou indirects. Toujours on arrive à grever la production. Chez vous l'entretien des routes est imposé à la production sous de certaines formes : impôt foncier, patentes, etc. Chez nous, c'est sous la forme que je viens de vous dire, mais c'est l'unique impôt qui grève le commerce. Les marchandises étrangères une fois entrées, le droit acquitté, n'ont plus aucune charge

à supporter; elles circulent librement et se vendent au prix de production augmenté des frais.

Messieurs, voilà la justification de ce que je disais que le droit de douane en Suisse est purement et uniquement fiscal. Maintenant je voudrais vous montrer par des chiffres combien le droit est minime.

Les différentes marchandises se divisent en neuf classes. Eh bien, le droit sur aucune de ces classes ne s'élève au-dessus de 15 fr. par quintal. C'est là le taux le plus élevé, celui de la neuvième classe, et encore dès la huitième retombe-t-il de moitié. Pour la première, il n'est que de 15 c.; pour la seconde, de 30 c., etc.; ce n'est qu'à la quatrième qu'il commence à s'élever. Ce droit devait rapporter une somme de 2,772,300 fr.

Voilà, messieurs, la somme que cet impôt devait rapporter et qu'il rapportait antérieurement. Il fallait ensuite y ajouter 300,000 fr. pour la confédération, ce qui faisait en tout une somme de 3,072,300 fr. On a établi de nouveaux droits de manière à obtenir 3,200,000 fr., somme strictement nécessaire pour payer la libération du commerce de toutes les entraves intérieures.

Le produit de ces droits ne s'est pas élevé au delà des prévisions; elles ont été remplies et nous avons la preuve évidente que ce système n'a pas été onéreux au commerce, qu'il lui a été, au contraire, infiniment plus favorable que l'ancien état de choses : c'est que les importations n'ont pas cessé d'augmenter, et d'augmenter d'une somme considérable; une année 80,000 quintaux, une autre année 70,000; il n'y a que l'année 1855 où l'augmentation a été moins forte; depuis 1849 les importations n'ont pas cessé de s'accroître.

Je dis, messieurs, que ce système n'est pas protecteur; d'abord, à cause de la modicité des droits, modicité telle, qu'aucune industrie étrangère n'est dans l'impossibilité de venir faire concurrence à nos produits. Il n'y a pas d'exemple d'une marchandise étrangère, propre à satisfaire aux besoins de la nation, qui ne soit pas venue sur nos marchés.

Je ne connais pas d'exemple non plus qu'une industrie du pays ait été appelée, en vertu de cet état de choses, à fournir à des besoins qu'elle n'était pas naturellement appelée à satisfaire. Si les produits suisses sont quelquefois préférés aux produits étrangers, c'est uniquement lorsqu'ils sont meilleurs; mais ce n'est jamais en vertu du droit fiscal établi sur les produits de l'industrie étrangère.

Mais voici la plus forte preuve de ce que j'avance : Si le système était protecteur, je ne dis pas dans ses résultats, mais dans l'intention de ses

auteurs, certainement il serait appliqué de manière à protéger surtout les industries essentiellement nationales, les industries qui produisent le plus dans le pays. Ces industries sont l'industrie cotonnière, soit la filature, soit le tissage des toiles de coton, des toiles imprimées, etc. Une deuxième, c'est l'industrie linière; une troisième, c'est la soie; une quatrième, c'est la paille, et enfin une cinquième, c'est la bijouterie et l'horlogerie.

Voilà, messieurs, les cinq principales industries; elles forment à elles seules probablement beaucoup plus de la moitié de tout ce que produit l'industrie suisse.

Eh bien, messieurs, quels sont les droits qui sont prélevés sur les produits similaires de ces cinq industries, lorsqu'ils viennent de l'étranger? Voici ces droits : sur les cotonnades des droits de 7 à 15 fr., suivant la qualité, par quintal de 50 kilog. Cela fait 2 p. e. de la valeur.

Voilà le droit le plus élevé qui protège l'industrie cotonnière suisse contre la concurrence de l'étranger : 2 p. e.

Sur les produits de l'industrie linière, ce droit n'équivaut qu'à 1 1/2 p. e. de la valeur.

Sur les produits de l'industrie de soieries, si importante dans notre pays, le droit est de 15 fr. par quintal. Il n'équivaut qu'à 1/2 p. e. de la valeur.

Vous avez probablement à l'esprit les chiffres qui représentent les droits prélevés par d'autres États, par des États mêmes qui font profession d'adhérer pleinement à la liberté du commerce, par exemple par l'Angleterre. Ces chiffres s'élèvent à 10 et 11 p. e. de la valeur. Eh bien, cette industrie si importante chez nous, qui fait vivre des populations entières dans certains cantons, nous la protégeons par un droit de 1/2 p. e. de la valeur. (*Applaudissements*).

Pour la paille tressée, le droit est aussi de 7 à 15 fr., et équivaut à un droit de 1/4 p. e. de la valeur.

Enfin, quant à l'horlogerie et la bijouterie qui ont enrichi Neuchâtel Genève, une partie du Jura, savez-vous ce que nous demandons aux produits similaires de l'industrie étrangère? 15 fr. par quintal, ce qui équivaut à 1/10 p. e., c'est-à-dire à 1 pour mille de la valeur. (*Nouveaux applaudissements*.)

Je erois, messieurs, que je ne puis rien vous dire de plus pour vous prouver que ces droits ne sont rien moins que protecteurs, qu'ils ne peuvent être protecteurs dans leurs résultats, et qu'ils ne l'ont pas été dans l'esprit et dans les intentions de ceux qui les ont établis.

Le système a été modifié en 1851, mais c'est à tort qu'on a regardé

ces modifications comme ayant été provoquées dans un intérêt protecteur. Cette objection a été faite par des gens qui n'avaient pas lu les deux tarifs, qui ne s'étaient pas donné la peine de les comparer. Si l'on est revenu sur le système de 1834, c'est parce que la Suisse, dans l'intervalle, avait changé son système monétaire. Il fallait reprendre le système douanier depuis le commencement jusqu'à la fin, pour en changer les données, pour l'adapter au système monétaire. On a profité de cette occasion pour introduire quelques modifications, mais nullement dans un sens protecteur. Le nouveau système consiste à imposer à des droits minimes les produits les plus nécessaires et à élever les droits à mesure que les nécessités diminuent, de manière à frapper des droits les plus forts les produits de luxe.

Voilà quel est le système de notre tarif, système auquel on s'est conformé plus encore dans les modifications de 1830, système qu'on s'efforcera toujours d'appliquer.

Il est triste, après avoir exposé ces faits, d'avoir à reconnaître qu'il n'a obtenu aucune espèce de succès et n'a produit aucune espèce de sympathie en Europe, depuis que les questions de la liberté commerciale sont à l'ordre du jour. La Suisse s'est condamnée à un rôle de victime. Elle a ouvert ses frontières aux produits de l'industrie de tous les pays étrangers sans faire aucune différence entre eux.

Les gouvernements étrangers ont répondu par des prohibitions absolues, à ces avances d'une petite nation qui ne pouvait jamais porter un coup mortel à leur industrie. On a laissé la Suisse dans son isolement. Personne ne lui a tendu la main. Savez-vous ce qu'elle aurait dû faire pour qu'on lui tendît la main ? Elle aurait dû menacer, elle aurait dû dire : Mais vous ne savez donc pas que la Suisse est un débouché très-important pour vous ? Nous en avons la clef ; nous allons fermer ce débouché. Si la Suisse avait dit cela, elle aurait obtenu ce qu'elle voulait. Mais elle a bien fait de ne pas le dire. (*Applaudissements.*) D'abord, parce qu'on ne peut pas, dans ce système, punir les autres sans se punir soi-même. (*Applaudissements.*) Ensuite, parce que quand on entre dans cette voie, l'on ne sait ni où l'on s'arrêtera, ni comment on pourra en sortir. Si, en termes de représailles, on avait protégé deux ou trois industries, il y en a vingt qui auraient demandé le même avantage. Nous avons vu dans quelles difficultés les autres États se sont jetés pour avoir adopté le système protecteur, et nous nous sommes gardés de l'adopter, même à titre de représailles.

S'il arrivait que la Suisse entrât dans cette voie, la responsabilité en retomberait, non pas sur elle, mais sur les gouvernements étrangers

ou plutôt sur nos adversaires; car les gouvernements étrangers ont intérêt à ce que le droit de douane perde son caractère protecteur et prenne un caractère fiscal puisqu'il doit aussi augmenter leurs ressources, tandis que nos adversaires, qui trouvent leur compte au maintien du système protecteur, propagent les préjugés et les erreurs sur lesquels il s'appuie.

Le seul avantage qu'ait la Suisse, c'est qu'arrivée au but que les autres poursuivent, à mesure que la liberté commerciale fera des progrès, elle en profitera sans aucun embarras. Ne lui enviez pas cet avantage. C'est une récompense qui lui est bien due pour les services qu'elle a rendus à la science, pour le bon exemple qu'elle a donné, en jouant ce rôle de victime auquel elle s'est condamnée depuis un demi-siècle. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. M. Peyer-im-Hof, délégué du gouvernement suisse, était inscrit, mais il trouve que M. Cherbuliez a rendu un compte si complet en ce qui concerne la Suisse, qu'il renonce à la parole.

M. FIGUEROA ancien député aux Cortès, professeur à l'université de Madrid, délégué du ministère *del fomento* (du progrès) en Espagne :

Messieurs, le gouvernement espagnol, par la délégation faite par le ministre des finances à M. Colmeiro et par le ministre *del fomento* à M. Rodriguez et à celui qui a l'honneur de vous parler, a voulu témoigner la haute considération avec laquelle il a vu l'invitation qui lui a été adressée par l'Association belge pour la réforme douanière. Certes, nous ne sommes pas venus pour poser des conclusions au nom de notre gouvernement, et cela se conçoit facilement quand l'importance des questions soumises à votre délibération vient de l'importance des obstacles à vaincre, et qu'il est impossible de déterminer uniformément la manière de les vaincre dans chaque pays. Avec cette réserve, les membres du Congrès comprendront parfaitement, et sans plus amples explications, que nos opinions personnelles n'engagent pas l'État représenté par nous, bien que cette marque de haute confiance nous impose des devoirs que nous tâchons de remplir.

Nous regardons comme vidée et victorieusement vidée, la question du libre échange; si on la posait ici, les mêmes arguments pour et contre seraient reproduits; l'éloquence des orateurs pourrait nous faire trouver agréable la discussion, mais la philosophie de la question parcourrait le même orbite qui lui est assignée dans l'espace où naviguent les idées. Mais puisque nous n'avons pas eu l'honneur de faire partie du Congrès

de 1847, nous adhérons hautement et franchement aux résolutions prises alors.

Or, en abordant les questions soumises à votre délibération, suivant la méthode indiquée par l'ordre du jour de l'association, nous allons condenser dans quelques mots le tableau qui nous est demandé.

Le système douanier de l'Espagne n'existait pas avant ce siècle; chaque province en avait un, et quoique en 1826 un tarif général ait été publié, il n'était pas possible de se rendre compte des surcharges particulières qu'on avait à supporter dans chaque douane. Il y avait encore les trois provinces basques et la Navarre qui étaient financièrement séparées de l'Espagne comme des pays étrangers. On ne devait pas s'attendre à voir des facilités données au commerce extérieur quand, jusqu'au changement politique de 1834, il n'y avait pas de libre échange des produits d'une province à l'autre. En 1844 arriva le tour du commerce extérieur et on imprima au moins de l'uniformité dans la taxation des articles à introduire, et le montant de la taxe arrêtée permit aux commerçants de savoir à quoi s'en tenir.

Certes, ce tarif n'était pas un modèle de brièveté dans l'énumération des articles imposables; la taxation y était énorme, la prohibition fourmillait à chaque page et cette ordonnance douanière était une loi draconienne fondée sur la méfiance contre le commerce et contre les employés; cependant son uniformité fut salutaire, les droits à l'exportation furent supprimés presque en totalité et le pays Basque et la Navarre, regardés comme étrangers, pour leurs relations commerciales avec les autres provinces de la péninsule, entrèrent dans l'association nationale commencée en 1834.

L'intérêt financier de l'État, d'accord avec les intérêts du commerce ranimé après la guerre civile, conduisit à un adoucissement du tarif en 1849 et à une modification de l'ordonnance douanière, dont les étreintes suffoquaient le mouvement commercial. Le tarif plus réduit dans son dictionnaire d'articles prohibés et imposables, plus modéré dans sa taxation, dépouillé d'un 6 p. c. additionnel qu'on payait sous titre de consommation, fût nonobstant rédigé dans un esprit contraire au libre échange; il considère la douane et comme une machine à percevoir l'impôt sous une certaine forme, et comme moyen de protection aux industriels, et il ne résout pas même les deux questions posées dès 1841 relativement aux céréales et aux manufactures de coton.

Malgré ces défauts essentiels, le tarif de 1849, actuellement en vigueur presque dans sa totalité, montre la tendance des esprits et prouve par ses résultats l'excellence de la doctrine de la liberté commerciale

de laquelle il s'approche bien plus que celui de 1841. Les quelques chiffres que je vais citer viendront à l'appui de cette vérité.

Avant 1841, la moyenne du produit que le gouvernement espagnol retirait de la douane était de 18,000,000 de fr. Après la réforme de cette année jusqu'en 1849, la moyenne s'éleva à 28,700,000 francs, et dès 1849, il a marché dans la progression suivante :

1849.	33,000,000 francs.
1850.	43,500,000 —
1851.	42,000,000 —
1852.	45,000,000 —
1853.	42,000,000 —
1854 (1).	39,500,000 —
Total.	245,000,000 —
Moyenne.	41,000,000 —

Les renseignements sur 1855 donnent près de 45 millions. Il faut observer, pour donner à ces chiffres toute leur valeur, qu'à l'époque où l'Espagne conservait presque toutes ses immenses possessions coloniales, le produit des douanes péninsulaires n'excéda jamais 47,900,000 francs, somme obtenue en 1792. Alors ce produit représentait tout ce que rendaient les domaines américains, les mines d'argent, le monopole, la conquête; aujourd'hui, messieurs, presque la même somme est perçue sur le produit du travail. (*Applaudissements*).

On pourrait demander si ces renseignements qui ont rapport à l'intérêt financier sont également favorables à l'intérêt commercial. Les données statistiques nous font défaut pour les époques antérieures à 1841, mais nous pouvons exposer avec conviction les chiffres qui ont rapport aux résultats obtenus par la réforme de 1843.

L'année 1846 a été la plus marquante et la plus dégagée d'influence de tout genre dans le système du tarif de 1841. Les valeurs officielles étaient trop fortes, et les îles Canaries n'avaient pas encore obtenu les franchises qui ravivent aujourd'hui leur commerce. Eh bien! dans cette année 1846 l'importation fut de 155,800,000 fr.

L'exportation de 138,000,000

Total 293,800,000

(1) 1854 fut une année de révolution et de choléra.

Maintenant, examinons les chiffres de parfaite homogénéité de valeurs et conditions publiés dans les cadres des douanes espagnoles.

		IMPORTATION.	EXPORTATION.	TOTAL.
1849,	fr.	154,000,000	125,000,000	279,000,000
1850,		175,500,000	128,000,000	303,500,000
1851,		180,500,000	130,000,000	310,500,000
1852,		197,500,000	148,500,000	346,000,000
1853,		192,500,000	219,500,000	412,000,000
1854,		213,500,000	255,500,000	469,000,000
Moyenne,	fr.	185,500,000	167,500,000	353,000,000

Ces résultats ne sont pas de nature à nous éblouir et à nous endormir de nouveau dans le profond sommeil dans lequel vécurent les générations antérieures de l'Espagne, mais pour la question posée, pour l'enquête internationale qui doit produire des conclusions au profit de tous, nous croyons que ces faits et ces chiffres constatent un progrès réel et une démonstration qui doit vous être aussi agréable à entendre qu'il nous est à nous agréable de vous la faire. (*Bravos.*)

Les choses ne sont pas restées dans la situation où elles étaient en 1849. On a révisé en partie le tarif, quoique avec quelque hésitation et ayant égard seulement à l'intérêt financier. En 1851, le ministre des finances modifia quelques articles dans un esprit contraire à la liberté, sans obtenir pour le trésor le profit qu'il s'était promis. En 1853 on supprima 250 articles qui produisaient des sommes tout à fait insignifiantes au trésor et qui partant entravaient inutilement le commerce. En 1854 on a créé un conseil pour la révision du tarif, où domine l'idée du libre échange.

Le projet présenté par ce conseil au ministre des finances, propose la réduction sur les articles les plus importants du tarif et l'abolition de toute prohibition sur les cotonnades pour une époque très-prochaine. La prohibition des fers, des houilles et des céréales étrangers a encore des défenseurs décidés; mais la tendance est manifeste et énergique pour arriver à la péréquation internationale.

S'il subsiste encore des droits différentiels sur les marchandises, pour le tonnage, droits de ports et de phares (qui déjà sont très-nombreux sur nos côtes) on a établi dès 1849 la réciprocité avec toutes les nations et elle donne déjà d'abondants résultats.

Je vous ai, messieurs, dans cette rapide esquisse, signalé les points saillants de l'histoire des vicissitudes de notre système douanier et les résultats vrais, satisfaisants et très-peu connus généralement. Ils nous permettent d'attendre avec confiance les faits de l'avenir pour porter l'évidence jusqu'aux esprits les plus craintifs. Quant au montant des chiffres invoqués, ne croyez pas, messieurs, que nous lui donnions une importance exagérée ; mais si vous faites attention à la situation de l'Espagne pendant les quarante dernières années, aux malheurs, aux guerres, à tous les fléaux qui ont sévi sur notre patrie, vous trouverez que le précis historique de nos réformes douanières, toutes restreintes qu'elles sont, et les conséquences acquises cependant, sont la preuve la plus éclatante du principe fécond de la liberté des échanges. (*Applaudissements prolongés.*)

M. AGIE, président et délégué de la Chambre de commerce d'Anvers :

Messieurs, la Chambre de commerce d'Anvers a été, dans ce pays, une des premières à répondre à l'invitation qui lui avait été faite d'envoyer des députés à ce Congrès, parce qu'elle a une foi entière dans l'influence de la discussion publique, sincère, approfondie, des principes et des faits qui doivent servir de base à la politique commerciale des nations.

La Belgique, messieurs, où est née l'idée première de cette grande assemblée, et qui, pour le début, a cru pouvoir la convoquer dans sa capitale, la Belgique a été souvent accusée, sinon d'être hostile aux idées de liberté commerciale, du moins de ne pas réaliser ces idées dans la mesure de ses forces. Cette accusation, formulée contre notre pays en général, l'a été plus spécialement contre la chambre de commerce d'Anvers.

Vous nous pardonnerez donc, messieurs, de saisir l'occasion, qui se présente naturellement aujourd'hui, de détruire cette erreur en donnant sur nos principes et nos actes des explications succinctes et complètes.

Après les événements de 1830, les relations de la Belgique avec les pays d'outre-mer avaient reçu une atteinte profonde.

Lié jusque-là au sort de la Néerlande, notre pays avait pris sa part d'une prospérité due au système protecteur inauguré par le Roi Guillaume I^{er} pour le commerce avec les colonies.

Ce système, auquel notre commerce et notre marine avaient été redevables de leur développement, rendent les relations avec les colo-

nies libres moins indispensables, l'île de Java produisant une grande partie des denrées nécessaires à notre consommation.

La disparition instantanée de nos relations avec les Indes néerlandaises devait faire disparaître aussi une activité à laquelle seule elles donnaient l'impulsion.

Ainsi dépouillés de notre principal commerce, menacés de voir retomber notre pays dans l'état d'apathie où il était demeuré depuis le traité de Munster jusqu'à la constitution du royaume des Pays-Bas, quel parti avions-nous à prendre?

Fallait-il se résigner, réduire de nouveau le port d'Anvers à l'état de succursale des principaux entrepôts de l'Europe?

Fallait-il refaire, d'après une autre formule, le système de protection sous lequel notre port et l'industrie nationale venaient, en moins de dix ans, de se développer d'une manière si merveilleuse?

Devait-on copier les actes de Cromwell, encore en vigueur en Angleterre, faire appel à une protection absolue, inscrire la prohibition à chaque page du tarif, afin de nous créer ainsi une marine nationale et des relations directes avec les pays de production?

Il ne manquait pas alors de bons esprits qui répondaient par l'affirmative à ces dernières questions, et à l'appui de leur opinion, ils invoquaient la brillante expérience de l'Angleterre, la puissance acquise, à l'aide de ce système, à son commerce et à son industrie.

A cette époque, les idées de liberté commerciale n'avaient pas encore fait de bien grands progrès; la Belgique était entourée de peuples qui opposaient de puissantes barrières à son industrie.

L'Angleterre, la France, les Pays-Bas, favorisaient exclusivement le pavillon national, et n'admettaient aucune nation étrangère au partage du commerce avec leurs colonies.

Il fallait donc, pour notre industrie, se contenter des ressources du marché national, ou bien chercher dans les colonies libres des débouchés non privilégiés, qui pussent remplacer ceux que nous avions perdus.

Mais pouvait-on raisonnablement espérer qu'une industrie née d'hier, largement protégée jusqu'alors, ayant d'ailleurs borné ses opérations à des marchés très-restreints où elle dominait sans rivale, grâce à la protection du tarif, se serait transformée du jour au lendemain? Pouvait-on espérer que cette industrie, changeant brusquement d'allures et d'habitudes, chercherait et trouverait, sans aide aucune, de nouveaux marchés dans des contrées où ses produits étaient inconnus? Pouvait-on exiger d'elle que, renonçant tout d'un coup et sans

transition à la protection sur le marché intérieur, elle se mesurât corps à corps avec des athlètes vigoureux jouissant chez eux d'énormes privilèges, et pouvant par cela même, s'imposer des sacrifices sur les marchés libres pour y écraser leurs concurrents? C'eût été, on en conviendra, une lutte impossible.

Notre commerce, dépossédé de ses relations avec Java pouvait-il se faire une part dans le trafic avec les colonies libres, alors que les produits de ces colonies, monopolisés sur certains grands marchés de l'Europe, continueraient à être importés de ces entrepôts en Belgique sans aucune espèce de surtaxe, et cela en présence des surtaxes frappées sur ceux de ces produits que nous aurions pu exporter de nos ports vers les entrepôts?

Evidemment, non, messieurs, quels qu'eussent été notre courage et notre ardeur, nous ne pouvions nous faire illusion à ce point-là.

Pour encourager notre commerce et notre industrie à entrer dans cette voie nouvelle, il fallait autre chose que l'application d'un système absolu de liberté que nous eussions été seuls, d'ailleurs, à pratiquer sur le continent.

Et cependant, si graves que fussent nos difficultés, si engageante que fût l'expérience faite en Angleterre, la Belgique ne fit pas fausse route, et faisant preuve, disons-le, de cette sagesse qui l'avait guidée dans sa Constitution politique, elle ne demanda à la protection pour son commerce que les armes indispensables pour repousser la protection. Son tarif, il importe de le constater, fut défensif et non pas agressif.

A des barrières infranchissables, elle se contenta d'opposer des barrières artificielles, car elle ne demandait pas mieux que de les voir renverser à l'aide de traités de commerce ou de concessions réciproques.

Telle a été, messieurs, l'unique origine des droits différentiels, que notre chanbre n'a pas appuyés, et que la législature n'a pas votés comme un système devant régir fatalement la Belgique; mais bien, comme un moyen essentiellement transitoire de protéger son commerce et son industrie.

Cette protection a-t-elle été, en certains cas, exagérée, s'est-elle prolongée outre mesure?

Ici, il importe d'établir une distinction entre le commerce et l'industrie.

S'il est vrai que certaines de nos industries ont joui, à leur propre détriment, de grandes faveurs que, depuis longtemps, il eût fallu diminuer progressivement; d'autres, mieux constituées, il faut bien le

dire, se sont plus promptement aguerries à la lutte, et ont courageusement défié la concurrence étrangère; mais en somme, nulle part dans notre tarif, nous n'avons trouvé inscrites ces prohibitions nombreuses qui ont existé si longtemps et existent encore dans d'autres pays.

Est-ce à dire que notre tarif ne doive pas subir d'immédiates, d'utiles et d'importantes réformes? Nullement.

Nous croyons le moment venu d'opérer sous ce rapport une prompte révision.

On l'a dit bien souvent, et nous en avons fait l'expérience : la protection exagérée et trop prolongée endort l'industrie; loin d'être un stimulant, elle est un obstacle au progrès, et au lieu de faire pousser à l'arbre des branches vigoureuses et fécondes, elle l'épuise et en tarit la sève.

Mais il faut en cette matière procéder avec prudence, agir avec circonspection. — On l'a dit avant nous et avec raison, de même qu'il faut préparer peu à peu les estomacs débiles à une nourriture forte et succulente, il faut lentement habituer nos industries au régime d'une concurrence salubre. C'est ainsi seulement que l'on parviendra à réaliser dans l'outillage et dans les conditions du travail une transformation qui peut seule produire la force et la prospérité.

Mais en ce qui concerne le commerce, messieurs, les faveurs ont-elles été exagérées ou trop prolongées?

Nous n'hésitons pas à répondre négativement, et nous appuyons notre opinion sur les faits.

Après notre constitution politique, nous avons trois moyens de nous créer une marine et des relations.

Nous pouvions, à l'exemple de l'Angleterre, de la Hollande et de la France, prohiber ou fortement surtaxer les pavillons étrangers.

Nous pouvions favoriser exclusivement les importations directes des pays de production, frapper d'un droit additionnel considérable les importations des entrepôts d'Europe.

Nous pouvions enfin, pour l'entrepôt d'Anvers, entraver, comme la Hollande, le transit direct à travers notre territoire.

Et cependant, messieurs, à cette époque, où le système protecteur régnait en souverain, ce n'est à aucun de ces moyens extrêmes que nous avons eu recours.

Nous avons ouvert largement notre territoire au transit, et nous n'avons pas seulement donné à l'Allemagne une voie libre vers la mer, nous l'avons également fait participer à tous les avantages de la navigation des eaux intérieures de la Hollande que nous assuraient nos

traités avec cette puissance : avantages que ne lui garantissait pas au même degré la convention de Mayence si longtemps tenue en échec et finalement conclue en 1831.

Si plus tard les péages sur les eaux intérieures ont été abolis, si d'autres avantages marquants ont été accordés à la navigation en vue de favoriser le transit, c'est que notre système libéral est venu forcer la main à la Hollande et l'obliger à se départir de son vieux système d'entraves et d'exclusion.

Et ici nous pouvons invoquer le témoignage du gouvernement néerlandais lui-même.

En effet, dans l'exposé des motifs de la loi sur l'abolition des péages M. le ministre Van Bosse disait :

« L'extension qui, dans des pays voisins, a été donnée aux chemins de fer, et spécialement les efforts faits par la Belgique pour s'emparer du commerce du transit, imposent au gouvernement le devoir de supprimer tous les frais inutiles qui pèsent chez nous sur les transports par fleuves et rivières, sous peine de voir le commerce de transit désertier les parages de la Néerlande pour aller se fixer ailleurs. »

La Belgique revendique donc à bon droit l'initiative de l'affranchissement du transit sur le continent, et notre chambre de commerce, messieurs, est fière d'avoir provoqué cette grande et libérale mesure. Vous pardonneriez sans doute cette revendication d'un titre à ceux qui, trop souvent, ont été accusés à tort d'être hostiles à la liberté.

En ce qui concerne les faveurs accordées au pavillon national et aux importations directes, la chambre de commerce d'Anvers s'est de tout temps prononcée en faveur d'une protection modérée.

« Le but du système protecteur de la marine nationale, disait elle en 1842, doit être non de l'investir du monopole de l'approvisionnement de notre propre marché, mais de lui ménager les moyens d'y soutenir avantageusement la concurrence du pavillon étranger. »

La surtaxe sur les importations des entrepôts d'Europe fut demandée dans le but de créer un marché en Belgique, d'y attirer les arrivages de long cours et de favoriser, par ces relations directes, l'exportation de nos produits.

Et encore notre chambre émit-elle le vœu que ces faveurs fussent concentrées sur un petit nombre d'articles importants.

La protection proposée pour le pavillon ne s'élevait que de 10 à 20 fr. par tonneau, chiffre trop faible pour exciter le moindre ombrage, mais

aussi notoirement insuffisant pour donner un grand élan aux constructions navales.

La surtaxe pour les provenances des entrepôts d'Europe variait de 20 à 40 fr. par tonneau.

Tel a été ce système, messieurs, qui a fourni le texte de tant de récriminations, et qui, ébréché dès le début, n'en a pas moins, à notre avis, rendu de grands services à la Belgique.

Plusieurs traités de commerce, que seul il a rendus possibles, sont venus assurer des débouchés importants à notre industrie, dans la période de transition, comprise en 1844 et 1850, époque de réformes plus ou moins générales.

Mais à partir de cette époque, les profondes modifications, introduites en Angleterre au régime douanier, exigeaient aussi une réforme complète en Belgique. Les traités de commerce semblaient avoir fait leur temps.

De toutes parts, on songea à simplifier les tarifs, à leur imprimer une tendance plus libérale, à procéder par voie de mesure générale et non plus à créer des régimes exceptionnels.

La Belgique est-elle demeurée étrangère à ce mouvement, notre chambre de commerce, notamment, s'est-elle prononcée pour le maintien de la faible protection accordée au pavillon national?

Nullement, à peine le signal des réformes fut-il donné, qu'allant au-devant des concessions, elle demanda l'assimilation immédiate, complète de la marine étrangère.

Mais elle insista avec raison sur le maintien du droit différentiel de provenance, aussi longtemps que les peuples voisins auraient maintenu leur régime restrictif.

Or, la France d'une part, et la Néerlande de l'autre, la première ouvertement, la seconde d'une manière indirecte, réservaient leur commerce exclusivement à leurs nationaux.

La jeune Belgique devait-elle se montrer plus libérale que ces vieilles nations, et s'offrir seule en holocauste à des principes que nul jusqu'aujourd'hui, n'a osé ou voulu appliquer dans toutes leurs conséquences?

Telle était, messieurs, et telle est encore aujourd'hui la question à résoudre.

La chambre de commerce d'Anvers y a répondu par un *Mémoire* adressé au gouvernement en février 1855, et dans lequel elle a résumé son opinion de la manière suivante :

« Quant aux droits différentiels en eux-mêmes, la chambre ne les a
« jamais considérés que comme moyen et non comme but, que comme
« élément de négociation et non comme dernier mot d'un système
« commercial : aussi le gouvernement nous trouvera-t-il tous disposés
« à les effacer de notre législation, sitôt que ce moyen ou cet élément
« n'aura plus de raison d'être. Nous sommes prêts à soumettre le com-
« merce et la marine belge à la concurrence la plus large, à porter la
« liberté jusque dans ses dernières limites, mais c'est à la seule con-
« dition d'une juste et complète réciprocité.

« Nous ne pouvions nous livrer sans défense au commerce étranger,
« qui refusait de nous accorder des avantages équivalents à ceux que
« nous aurions décrétés à son égard ; nous voulons que chacun puisse
« trouver chez nous la liberté et que ceux qui rencontrent encore des
« obstacles ou des difficultés dans leurs rapports commerciaux avec la
« Belgique, en fassent retomber la responsabilité sur les lois de leur
« pays et non pas sur les nôtres ; nous voulons, en un mot, que chaque
« peuple soit aussi libre chez nous, qu'il nous permettra de l'être chez
« lui. »

La chambre déclarait ainsi qu'elle croyait le commerce belge prêt à supporter toutes les conséquences de la concurrence la plus illimitée, pourvu que cette concurrence s'établît sur un terrain de juste et équitable réciprocité.

Elle fit observer qu'aucun des pays qui, en matière d'échanges, professaient des principes libéraux, n'avait jusqu'ici appliqué ces principes dans toute leur intégrité ; que tous, au contraire, soit ouvertement, soit d'une manière détournée, avaient maintenu des droits protecteurs, soit en faveur de leur commerce avec leurs colonies, soit en faveur des branches les plus faibles de leur industrie.

Que, notamment l'Angleterre, conservait des droits élevés sur certains fabricats et sur les bois ; qu'elle jouissait en outre, dans plusieurs de ses colonies, d'avantages donaniers pour l'importation des métaux et des manufactures de la mère patrie, et dans d'autres pour l'exportation de certains produits coloniaux ; qu'en Hollande, le système de liberté n'était au fond qu'illusoire ; que le grand commerce de ce pays n'était alimenté que par les relations avec Java, relations dont un système habilement combiné lui assure le monopole.

Qu'ainsi non-seulement elle conserve à Java des droits de sortie élevés sur les grands produits de l'île, exportés vers d'autres ports que ceux de la mère patrie, et des droits d'entrée doubles sur les fabricats

étrangers ; mais qu'encore elle impose à la Société de commerce, agent du gouvernement et seul acheteur privilégié, l'obligation de n'affréter que des navires nationaux.

La Chambre de commerce a fait ressortir encore que ce système, combiné avec la pleine et entière liberté de nos ports, aurait pour conséquence de transformer ceux-ci en simples succursales des entrepôts de la Néerlande, où nous aurions été obligés d'aller nous approvisionner des produits de Java, qui aujourd'hui déjà entrent pour une forte part dans notre consommation, et qui en prendraient une bien plus grande si le droit exceptionnel de sortie à Java, n'était compensé par un droit équivalent sur les importations des entrepôts néerlandais.

Le gouvernement et la législature belge n'ont point partagé cet avis, ils ont cru que la Belgique pouvait donner le signal de la suppression de toute entrave dans les relations commerciales, dans la conviction que cette initiative aurait pour résultat de provoquer des réformes libérales dans d'autres pays.

Ils ont pensé que pour amener ces réformes, il lui suffisait de la faculté, inscrite dans la loi, de retirer les avantages généraux aux nations qui nous refuseraient une équitable réciprocité.

La Chambre de commerce désire que, sous ce rapport, l'espoir du gouvernement et de la législature belges ne soit pas déçu, car elle ne se dissimule point que le système de représailles est sujet à de nombreux et graves inconvénients.

Quoi qu'il en soit, le système adopté en Belgique peut, au point de vue commercial, se résumer en un seul mot : tous les ports d'Europe sont déclarés ports belges.

Anvers ne jouit d'aucun privilège qui ne soit rendu commun à Londres, au Havre ou à Rotterdam.

C'est là, sans contredit, le seul et unique essai radical qui jusqu'ici ait été fait du système du libre échange, et il est, nous paraît-il, du devoir du Congrès de venir en aide à la Belgique dans cette tentative généreuse, nous dirons même presque téméraire.

Pour cela il est un moyen efficace, c'est d'inviter les nations qui se proclament libérales à renoncer aux faveurs directes ou indirectes par lesquelles elles s'assurent une supériorité facile sur leurs concurrents.

En conséquence, nous avons l'honneur de proposer au Congrès la résolution suivante :

Sont déclarés être en opposition avec les principes du libre échange :

1° Toute restriction apportée à la vente des produits du sol dans les colonies;

2° Tout droit différentiel de sortie perçu sur ces produits, soit en raison du pavillon, soit en raison de la destination;

3° Toute surtaxe établie dans les colonies sur les fabricats d'Europe, en raison de leur origine ou de leur mode d'importation;

4° Toute préférence de pavillon imposée aux agents des gouvernements pour les transports des denrées manufacturées.

La chambre de commerce d'Anvers, dont nous avons l'honneur d'être l'organe, ne doute pas, messieurs, que l'adhésion unanime du Congrès ne soit acquise à cette proposition dont le caractère d'équité est incontestable, dont la portée pratique est évidente et dont la réalisation ferait époque dans l'histoire du progrès.

M. LE PRÉSIDENT. Messieurs, il y a encore inscrits : un orateur pour le Piémont, deux pour la France, deux pour l'Angleterre et deux pour la Belgique; nous les entendrons demain, mais je les prierai d'être aussi brefs que possible, afin que tout le temps du Congrès ne soit pas absorbé par des rapports et que nous puissions arriver aux discussions utiles.

Maintenant, en vertu du règlement, nous avons à nommer trois comités, un *comité de législation*, un *comité de statistique* et un *comité de propositions*. Ils devront se réunir à neuf heures du matin. Pour abrégér leur organisation, je vous propose de nommer pour président du premier, M. Campan, ancien secrétaire de la chambre de commerce de Bordeaux; pour président du second, M. Schubert, professeur à l'université de Königsberg, et enfin pour président du troisième, M. Matthyssens, membre de la chambre de commerce d'Anvers.

Outre la proposition que vous venez d'entendre, le troisième comité aura à s'occuper des propositions suivantes :

1° Proposition de M. Corr-Vander-Maeren : « Le Congrès, avant de se séparer constituera une *association internationale pour les réformes douanières*. Cette association aura pour but, en réunissant les forces éparses de tous les pays, de provoquer la réforme progressive des tarifs protecteurs et de propager par tous les moyens légaux, dans chaque pays, l'étude des principes qui forment la base de la liberté commerciale, en un mot de continuer l'œuvre du Congrès. (*Vives marques d'approbation.*)

2° Proposition de M. Grutzmacher, négociant à Stettin, qui demande

au Congrès de décréter un prix pour l'inventeur de la navigation aérienne comme le moyen le plus pratique de supprimer les douanes.

3^e Proposition de M. Cipri, de Naples, pour l'institution d'une commission composée de délégués des huit principales nations du monde, déclarée en permanence à Bruxelles pour un terme de cinq années, jusqu'à la réunion d'un nouveau Congrès. Ouverture d'une souscription à cet effet par les soins de la commission d'organisation du Congrès actuel.

4^e Proposition de MM. Borrego, Quijano, Guerrero, de Madrid, Auguste Visschers et Fortamps de Bruxelles, pour que le Congrès prête son appui moral au projet d'une union douanière entre l'Espagne et le Portugal.

La séance est levée à 4 heures trois quarts, et celle de demain renvoyée à une heure précise.

DEUXIÈME SÉANCE.

Mardi, 23 septembre 1856.

La séance est ouverte à une heure par la lecture et l'approbation du procès-verbal de la séance précédente.

M. COUVREUR, secrétaire du Congrès :

Messieurs, le nombre des lettres adressées au Congrès est si considérable, qu'il m'est impossible non-seulement de les lire, mais même de les énumérer toutes. Je les déposerai sur le bureau, pour qu'elles soient ajoutées au compte-rendu de nos travaux (*voir aux Annexes*).

Entre autres pièces qui méritent une attention toute particulière, je crois devoir vous donner communication dès à présent, de l'extrait suivant d'une lettre de M. le ministre des finances des Pays-Bas :

- « Le but que l'Association belge s'est proposé intéresse au plus haut degré, le gouvernement néerlandais.
- « Celui-ci ne peut qu'applaudir à tout ce qui servira à développer les relations commerciales des nations et à resserrer de cette manière l'union des peuples. Il apprécie hautement les efforts de l'Association belge pour atteindre ce but.
- « Aussi je m'empresse de satisfaire autant que possible au vœu du Comité central en lui offrant les documents statistiques dont dispose le gouvernement des Pays-Bas.
- « Si le gouvernement néerlandais ne croit pas devoir désigner au Congrès international de Bruxelles, à cause du caractère spécial de celui-ci, des mandataires officiels, il n'en voit pas moins avec plaisir que des hommes pratiques et de science des Pays-Bas ont le projet

« d'assister à l'assemblée projetée, espérant que les efforts de l'Association belge seront couronnés par des résultats utiles pour les intérêts commerciaux et industriels des nations. » (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. Cette lettre sera insérée textuellement au compte-rendu de la séance et mention en sera faite au procès-verbal. (*Applaudissements.*)

M. COUVREUR, secrétaire. Voici encore, choisie parmi les communications des diverses légations accréditées en Belgique, une lettre de **M. le chargé d'affaires de Turquie**, puis une adresse de l'Association commerciale de Manchester, des lettres des chambres de commerce de Belgique, de France, d'Angleterre et des Pays-Bas, des lettres du marquis Ridolfi de l'Académie des Georgofili de Toscane, de **M. le duc d'Harcourt**, ancien président de l'Association pour la liberté des échanges en France, de **M. Michel Chevalier**, conseiller d'État et président du conseil général de l'Herault, enfin deux autres lettres l'une de **M. Dan. Salomons**, lord-maire de Londres, l'autre de **M. Richard Cobden**. A défaut du reste, permettez-moi de vous donner lecture de ces deux dernières communications :

Lettre de M. DAN. SALOMONS, lord-maire de Londres.

Londres, le 17 septembre 1855.

CHER MONSIEUR,

« Mes fonctions officielles m'empêcheront, à mon grand regret d'assister au Congrès pour la liberté commerciale, qui doit se réunir dans votre ville la semaine prochaine.

« Votre Congrès international s'occupant à la fois des relations sociales et des discussions d'intérêt matériel, est appelé à exercer une influence importante sur les futurs intérêts de l'humanité.

« C'est un grand bienfait pour le monde, lorsque des hommes de savoir, venus de contrées diverses, se rencontrent dans une amicale entrevue, pour examiner et discuter des questions auxquelles se rattachent le bien-être de leurs semblables dans toutes les parties du monde civilisé. Personne n'oserait mettre en doute que l'établissement de relations commerciales libres et sans restrictions, entre les nations de

la terre, ne soit un moyen d'augmenter les sources de bonheur de l'humanité.

« Chaque pays pouvant produire et vendre à meilleur marché, les objets qui sont le mieux appropriés à son climat ou à sa position naturelle, et le Tout-Puissant ayant doué ses créatures de goûts et de sentiments divers, commandés par les circonstances dans lesquelles elles sont placées, il en résulte que le véritable moyen de rendre service à l'humanité est de développer les rapports entre les nations, en partant de ce principe, que chaque pays exporte ce qu'il peut produire le mieux et au meilleur marché, sans être entravé par des tarifs de douane aux droits trop élevés et anti-libéraux.

« L'expérience de ces quelques dernières années, fournit une leçon pratique sur les avantages que les gouvernements peuvent assurer à leurs peuples par l'abolition des prohibitions et par la diminution de ces droits exorbitants, qui, en faisant hausser le prix des choses, ne sont un bénéfice que pour quelques-uns et causent un dommage sensible à la grande masse des consommateurs dans tous les pays.

« Vous et vos collègues, Monsieur, êtes de véritables bienfaiteurs de l'humanité. Vous vous efforcez de démontrer que la communion vaut mieux que l'exclusion et que les libres relations commerciales sont bien plus avantageuses que la prohibition douanière. J'ai trop grande confiance dans la bienveillance mutuelle des nations, pour ne pas chercher à encourager ce sentiment par tous les moyens qui sont en ma puissance. Je regrette de ne pouvoir être avec vous pour prendre une part personnelle dans les discussions qui vont s'ouvrir, mais je ne vous en suis pas moins reconnaissant de votre obligeante invitation. Veuillez m'excuser si je vous écris dans ma langue maternelle, mais si j'écrivais le français aussi bien que vous l'anglais, je vous aurais répondu dans le premier de ces idiomes. »

Je suis etc.

DANIEL SALOMONS,

A. M. CORR-VANDER-MAEREN, *Président du Comité d'organisation du Congrès.*

Lettre de M. RICHARD COBDEN, membre du parlement.

Midhurst, le 17 septembre 1836.

« CHER MONSIEUR,

« Je m'afflige de ne pouvoir accepter votre invitation au Congrès qui va se réunir à Bruxelles dans l'intérêt du libre échange; mais soyez assuré que mes plus cordiales sympathies sont acquises à votre manifestation. Plusieurs députations anglaises y assisteront, je l'espère; mais lors même que ce côté du détroit ne vous enverrait pas autant d'adhérents que vous avez droit d'en attendre, ne l'attribuez pas, je vous prie, à notre indifférence pour le progrès des principes du libre échange, rendez-en bien plutôt responsable la confiance que nous avons dans la toute puissance de l'exemple que nous donnons au monde, et la conviction où nous sommes qu'il suffira, sans le secours d'aucune autre propagande, à entraîner les autres nations dans les voies de notre politique commerciale. Il faut convenir d'ailleurs que l'unanimité qui règne ici sur la question que vous allez discuter, n'est pas favorable à la production de cet enthousiasme militant qui demande pour naître les excitations de la lutte.

« Dix ans d'expérience ont opéré une telle révolution dans l'opinion publique en Angleterre que je doute qu'il s'y trouve un seul homme souhaitant de voir revivre le régime économique de 1843. Et, en vérité, s'il me fallait dire aujourd'hui quels sont nos plus zélés partisans du libre échange, je serais enclin à les aller chercher parmi les hommes qui en étaient naguère les adversaires les plus résolus; car c'est aux intérêts protégés eux-mêmes que le stimulant de la concurrence a procuré le plus de bénéfices. Ce n'est pas une exagération de dire que l'agriculture, durant les dix dernières années, a fait de plus grands pas dans la voie du progrès que dans le demi-siècle qui les a précédées; et jamais elle n'a envisagé l'avenir avec autant de confiance qu'elle le faisait aujourd'hui, où toute législation protectrice étant abolie, sa prospérité ne repose plus que sur les ressources que peuvent lui procurer la science, l'habileté et les capitaux. Nos armateurs aussi qui, pendant deux siècles, avaient été instruits à croire que les lois de Cromwell sur la navigation, étaient aussi nécessaires à leur existence que le compas l'est au pilote, ont depuis l'abrogation de ce code

introduit des améliorations à la fois morales et matérielles dans notre commerce maritime, avec une énergie et un courage dont la nation peut à bon droit être fière.

« Vous avez bien voulu me dire que, si les résultats produits par notre liberté commerciale étaient exposés par moi au sein de votre Congrès, cela pourrait produire un salutaire effet. Pardonnez-moi de penser qu'un petit nombre de chiffres parlera peut-être avec une éloquence à laquelle je ne pourrais ajouter aucune force additionnelle. Je ne vous soumettrai que la seule liste de nos exportations pendant les dix dernières années qui ont commencé avec 1846, alors que le gouvernement de sir Robert Peel abolit la loi sur les grains et détrôna l'ancienne superstition du protectionisme :

1846.	57,700,000 liv. st.
1847.	58,800,000
1848.	52,800,000
1849.	63,000,000
1850.	71,300,000
1851.	74,400,000
1852.	78,000,000
1853.	98,800,000
1854.	97,000,000
1855.	95,500,000
1856 (7 mois).	64,000,000 (<i>Sensation.</i>)

« Vous trouverez que le tableau ci-dessus indique un progrès annuel croissant, interrompu seulement par la révolution de 1848 et la guerre de 1854-1855. Mais remarquez la reprise énergique de l'année actuelle, année de paix, dans les sept premiers mois de laquelle nos exportations ont atteint 64 millions sterling, ce qui donne pour l'année entière une somme de 110 millions, presque le double du montant des exportations en 1846. Nul autre exemple d'un aussi rapide accroissement du commerce extérieur ne pourrait être cité dans les annales du monde. Je prévois que cette année nos exportations excéderont celles de la France, de l'Autriche, de la Russie et de l'Espagne; et ce sont là cependant les quatre plus grandes nations de l'Europe, comptant, prises ensemble, une population quadruple de la notre. Ces exportations seront probablement aussi le double de celles des États-Unis, où les drapeaux qui distinguent les partis semblent porter toute

espèce de devise excepté celle de la liberté commerciale. (*Mouvement.*)

On m'a souvent objecté, à l'étranger, que l'extension des principes du libre échange n'aboutirait qu'à favoriser indûment l'Angleterre. Mais cette jalouse ambition qu'on suppose à l'Angleterre, ne devrait-elle pas être excitée bien plutôt par la gigantesque prépondérance de richesse et de pouvoir qu'elle s'assurerait en pratiquant seule la politique du libre échange ?

« Je sais que les philanthropes assemblés à Bruxelles, ne s'en tenant pas à cette preuve de notre prospérité matérielle, étendront leurs investigations au domaine de la statistique morale et s'enquerront des progrès de l'éducation, des crimes, du paupérisme, etc. Laissez-moi vous faire remarquer d'abord que le libre échange n'est pas responsable du mauvais usage qu'on peut faire des richesses qu'il répand sur une nation. — A dire vrai, nous n'avons pas fait de notre prospérité le meilleur usage possible. — Nous avons dépensé près de 100 millions en ajoutant une guerre de plus à la liste dressée par Sidney Smith des « guerres folles, justes et nécessaires ; » et je crains bien que nous ne dépensions plus en préparatifs de guerre que nous n'avons jamais dépensé à aucune période de paix antérieure. L'on ne saurait nier non plus que jamais, depuis que je puis juger des choses, nous n'avons, en tant que nation, donné aussi peu d'attention que nous le faisons actuellement aux réformes intérieures. Nous ne devons donc pas être surpris si l'amélioration de nos populations n'a pas marché du même pas que l'accroissement de notre richesse matérielle. Mais cela tend seulement à prouver que les fruits *moraux* de nos principes ne peuvent être recueillis par une nation seule. Ce ne sera que lorsque le libre échange sera devenu le code international du monde civilisé, que ses plus nobles bienfaits seront réalisés dans le plus pur esprit de tolérance et de justice qui caractérisera les rapports des nations. Et comment cette perfection si chère au cœur de tout vrai libre échangiste, pourra-t-elle être atteinte ?

« J'ai eu, il y a peu d'années, l'occasion d'étudier la situation où se trouvait la cause du libre échange dans presque tous les États de l'Europe, et j'ai vu qu'elle était absolument dans une situation semblable à celle où elle se trouvait en Angleterre avant l'agitation de la *Ligue*. Partout, comme chez nous, il y avait dans la controverse trois partis intéressés : le pouvoir exécutif, les protectionnistes et le public ; et partout aussi, comme chez nous, les monopolistes, en se disant les représentants des intérêts du public, étaient parvenus à s'assurer la prépondérance dans les conseils du gouvernement. Ces véritables so-

plismes « protéger l'industrie nationale, se rendre indépendant des étrangers, » etc., qu'il a fallu sept années de lutte logique pour faire taire ici, je les ai trouvés toujours florissants et en possession d'une autorité incontestée dans tous les États du continent. Mais partout le pouvoir exécutif me parut avoir la conscience que ses intérêts étaient identiques avec ceux du peuple entier, et que le système protectionniste était incompatible avec la prospérité du revenu public. Je confesse que ma principale espérance repose sur la pauvreté des gouvernements du continent. Le continuel accroissement de leurs établissements militaires les contraindra à aborder la réforme de leurs tarifs, comme le seul moyen de mettre leurs peuples en état de supporter le constant accroissement des dépenses publiques. Il y a à peine une contrée en Europe, dont les revenus ne puissent être largement augmentés en abolissant les prohibitions et en modifiant les droits protecteurs inscrits dans ses tarifs. Dans cette voie, un Peel ou un Huskisson accroîtrait, en France, en Russie, en Espagne, les revenus annuels de plusieurs millions, et donnerait une expansion indéfinie à l'industrie et à la richesse du peuple.

« Je ne prendrai plus que la liberté d'ajouter que, si j'étais présent à votre réunion, et qu'on me demandât mon opinion sur le chemin le plus court pour atteindre le but que vous avez en vue, je vous répondrais en montrant aux nations qui vous environnent les résultats du libre échange en Belgique même. J'ai suivi avec un grand intérêt la marche de l'Association belge, qui me rappelle malgré moi notre propre agitation. — Les discours de vos négociants et de vos manufacturiers, avec leurs arguments pratiques et leurs exemples domestiques, ne manqueront pas d'enrôler la masse du peuple dans vos rangs. La persévérance seule vous est nécessaire pour vous assurer le succès. — La prospérité qui en sera la conséquence pour votre agriculture, pour vos manufactures, et spécialement pour celles de vos industries protégées qui ne s'élèvent pas contre vous, vous fournira un plus puissant argument en faveur du libre échange pour convertir les grandes nations dont vous êtes entourés que tous les raisonnements des économistes.

« Ne croyez pas, toutefois, que je veuille rabaisser l'importance de votre Congrès. C'est une noble idée que celle qui vous a portés à ouvrir votre magnifique Hôtel-de-Ville à des hôtes de toutes les parties du monde et de montrer votre foi dans l'universalité de la vérité des principes du libre échange, par l'offre de prouver qu'ils s'adaptent à toutes les circonstances de lieu et aux besoins de toutes les races d'hommes. Ac-

ceptez de nouveau mes vœux du cœur pour le succès de votre manifestation. (*Applaudissements prolongés.*)

« Je suis très-sincèrement tout à vous.

« RICH. COBLEN. »

A M. CORR-VANDER-MAEREN, *Président de l'Association belge pour la réforme douanière.*

M. WOŁOWSKI, *membre de l'Institut*, remplace M. de Brouckere au fauteuil.

M. SCIALOJA, *ancien ministre du commerce à Naples, professeur honoraire à l'Université de Turin*, délégué du ministère des finances du royaume de Piémont :

Messieurs, je ne suis pas accoutumé à m'exprimer en français, et je n'aurais pas osé le faire en cette circonstance solennelle et devant vous, si je n'étais persuadé que les gens de mérite sont toujours les plus indulgents.

J'entre en matière.

En 1830, le gouvernement sarde publia un tarif général des droits de douane.

Ce tarif était établi sur les principes de la protection de l'industrie et du travail national. On y trouvait aussi des droits fiscaux très-élevés. Le sucre, par exemple, payait 80 fr. de droits sur 100 kil.

Les droits protecteurs étaient de 30, 40, 60, 80 pour cent ; et il y en avait même de 100, de 120 et de 130 pour cent de la valeur des marchandises taxées.

La fonte, par exemple, payait 60 fr. les 100 kil. ;

Le coton tordu de 1 à 2 fr. le kil. ;

Les étoffes de coton de 4 à 5.50 le kil. ;

Celles de laine et de soie jusqu'à 30 fr. le kil. ;

Les vins étaient taxés de 24 à 60 fr. l'hect. ; le blé à 9 fr. l'hect.

L'exportation de quelques matières était prohibée, entre autres celle de la soie grège et des cocons.

Depuis l'année 1833 jusqu'à 1849, ce tarif avait subi plusieurs réductions ; il avait commencé à prendre des allures libérales. Mais au fond il était resté protectionniste.

Les résultats qu'on avait obtenus de ces réductions étaient favorables aux principes de la liberté. Mais le gouvernement absolu osait à peine tenter des expériences partielles et timides.

Il était réservé au gouvernement constitutionnel, et malgré les immenses difficultés qu'il eut à traverser, d'entrer hardiment dans la voie de la liberté économique, comme il venait de le faire dans celle de la liberté politique. Il avait tenté de reconquérir les droits à jamais impérissables de l'indépendance de la patrie; mais il avait échoué; et dans le moment même qu'il venait d'essuyer de terribles mais glorieux revers, il employait cette énergie que les institutions libérales seules peuvent donner aux peuples à l'accomplissement des réformes d'un très-grand intérêt. (*Applaudissements.*)

Je me bornerai à rappeler la réforme douanière, qui rentre plus spécialement dans le cadre de nos travaux.

C'est en 1851 que cette réforme a commencé moyennant la conclusion de quelques traités de commerce, dont un des premiers fut conclu avec la Belgique, et je suis heureux de constater pour la première fois devant un auditoire qui peut se dire européen, et dans la capitale même de la Belgique, les résultats des réformes dont ces traités ont été l'occasion.

Par l'effet de ces traités et ensuite d'une loi générale proposée par le gouvernement et adoptée par les Chambres en 1851, aussi bien que par d'autres lois postérieures, les droits de douanes ont été considérablement réduits. Plusieurs matières premières ont été exemptées de toute espèce de droits à l'importation. L'exportation de la soie grège a été déclarée libre. Les droits sur les produits étrangers établis en faveur des manufactures du pays, ont été réduits de 40, de 50 et quelques-uns même de 60 pour cent. Les autres droits, les droits fiscaux, subirent le même sort.

Vous trouverez les chiffres des principales réductions dans un Mémoire que j'ai écrit sur la matière, et que j'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Congrès.

Je rappellerai quelques-uns de ces chiffres, et je montrerai en peu de mots quels ont été les effets les plus saillants que les réformes douanières de la Sardaigne ont produit sur les recettes du trésor public, sur les industries du pays et sur la condition des classes ouvrières. Vous ne serez pas étonnés, Messieurs, en apprenant que ces résultats sont la preuve la plus évidente de l'utilité des réformes qui les ont amenés.

RECETTES.

Le produit des douanes, en 1854, a été de 13,507,000 fr.; en 1853 il avait été de 16,349,000 fr., soit pour les deux années 29,856,000 fr., auxquels il faut ajouter 2,555,000 fr., qui représentent l'impôt sur le blé, qui a été supprimé en 1854. L'abolition d'un impôt ne peut pas donner d'autre résultat pour le trésor que la perte entière du montant de sa valeur.

32,411,000 fr., voilà donc quel aurait été le produit des recettes en 1853 et 1854, deux années de disette, de crise financière et de guerre. Il s'est accru ensuite, et l'on peut présumer qu'il s'élèvera à 16 millions pour l'année courante.

Eh bien, Messieurs, en 1846 et 1847, deux années qui, quant à la cherté, ont de l'analogie avec 1853 et 1854, le produit des douanes en Piémont avait été de 32,348,000 fr.

Les recettes n'ont donc pas diminué par les réductions considérables et hardies du tarif sarde. Sans l'abolition de tout impôt sur le blé, elles seraient même augmentées d'une centaine de mille francs en trois ans, et elles continuent à augmenter.

RÉSULTATS QUANT AUX PRODUCTEURS ET AUX INDUSTRIES EXISTANT
A L'INTÉRIEUR.

Une des industries les moins favorisées par les conditions locales chez nous est l'industrie de la laine.

Nous achetons à l'étranger la matière première et notre marché intérieur est trop restreint. Nous ne pouvons pas jouir des grandes économies occasionnées par la *division* du travail, appliquée aux travaux nécessaires pour la fabrication des tissus de laines. En 1836, les droits sur les laines filées furent réduits de moitié et les étoffes furent taxées à un droit de 2 et 3 francs le kil. au lieu de l'impôt énorme qui existait et qui s'élevait jusqu'à 60 p. c. de la valeur des draps les plus ordinaires. Malgré l'existence des obstacles que je viens de signaler l'importation de la laine de 1850 à 1854 est augmentée. L'industrie du tissage des étoffes de laines n'a pas souffert des réformes de 1850; et ses progrès ont été faibles pour des raisons étrangères aux réformes douanières.

Coton. — En 1854, les droits sur les cotons en laine, les cotons filés et les tissus ont été abaissés de 40, de 50 et même de 60 p. c. Mal-

gré cela, ou pour mieux dire à cause de cela, l'industrie indigène dans ces quatre dernières années a employé le double de la quantité de matière première qu'elle employait en 1850, avant la réforme du tarif. Cela n'a pas empêché que la quantité d'étoffes de cotons importée fût en augmentation continuelle, et que de 600,000 kil. qu'elle était en 1850, elle s'élevât à 1,173,000 kil. en 1854. La filature du coton étendue par le perfectionnement des procédés amena l'accroissement du tissage.

Soie. — Voilà, Messieurs, la grande industrie du pays.

Pour protéger la filature, le moulinage et le tissage de la soie, le gouvernement avait autrefois prohibé l'exportation de la soie grège. Ensuite on avait substitué à cette prohibition un impôt protecteur à la sortie des soies. En 1851 cet impôt fut réduit à peu de chose. En 1852 il fut supprimé.

Quels ont été les effets de cette abolition de toute espèce de protection pour ces trois branches de l'industrie de la soie ?

La filature et le moulinage ont fait des progrès étonnants.

Nous importons des soies de la Lombardie et des autres États italiens, des soies de la Syrie et de la Chine, pour les filer et pour les tordre, et en 1854 nous avons exporté 732,008 kil. de soie moulinée.

Jusqu'à 1850 nous en exportions (quantité moyenne de 1843 à 1850) 436,000 kil.

En même temps l'exportation des soies grèges a triplé. De 49,500 k. elle a monté à 167,000 en 1854.

Quant au tissage il n'a pas fait de progrès. Cela prouve qu'il ne pouvait pas en faire. Nous sommes trop près de Lyon. Notre marché ne peut pas nous offrir les moyens de lui faire concurrence. Laissons donc tisser nos soies aux Lyonnais. Si la liberté en quelques années a fait tripler les autres branches de l'industrie de la soie, il faut se contenter de ces avantages réels, plutôt que de les immoler aux progrès chimériques d'une industrie qui, pendant bien des années, a été inutilement protégée. Le progrès possible d'une branche d'industrie vaut mieux que le progrès peu probable d'une autre.

Papier. — La fabrication du papier jouissait d'une protection considérable. En 1835, le papier payait 50 francs par 100 kil., et il payait déjà 60 p. c. moins qu'en 1830. Les traités réduisirent ce droit à 30 fr., et le Parlement, dans sa dernière session, vient de l'abaisser à 10 fr., à partir du 1^{er} janvier 1857. (*Bravos.*)

Les résultats de cette réforme ont été très-remarquables.

La quantité de papier que nous importons de l'étranger est restée

presque stationnaire; elle s'élève à peine à 67,000 kil. Nos papeteries nationales suffisent au besoin intérieur, qui, depuis l'heureuse inauguration du gouvernement constitutionnel et des libertés qui l'accompagnent, ont peut-être décuplé la consommation du papier.

L'industrie en grand prend la place de la petite industrie; mais on doit cet effet à l'introduction de la machine de *Fourdrinier* plutôt qu'à l'abaissement du tarif.

Fer. — En Piémont comme en France l'industrie du fer a été autrefois l'objet d'une protection opiniâtre, mais elle n'a jamais pu y prendre racine.

Cette industrie doit ses plus grands progrès à l'application du combustible minéral au traitement du minerai; mais en Piémont le combustible minéral et le combustible végétal lui manquent également. L'un et l'autre sont trop chers et trop rares. De sorte qu'à l'exception de quelques usines bien placées; les autres n'ont aucune chance de prospérité. Protéger l'industrie du fer en Piémont c'est presque vouloir l'impossible. Cette protection lui a été successivement retirée depuis 1850. Elle en a souffert; Messieurs, mais les autres industries ont gagné dix fois plus qu'elle n'a perdu. Du reste, elle n'avait pas beaucoup à perdre. Si un jour l'on découvre des mines de charbon, ce qui n'est pas improbable, l'industrie du fer en Piémont renaîtra; et elle n'aura besoin d'aucune espèce de protection pour faire valoir les mines de Traverselle dans le val d'Aosta, et de Saint-Georges en Savoie qui contiennent de très-riches filons et des couches très-épaisses de minerai.

Le fer est le pain des industries, et le pain à bon marché est la première condition d'existence et de prospérité. (*Bravos.*) L'impôt sur le fer est un impôt général et inégal sur toutes les industries: en le réclamant, les protectionnistes sont presque en contradiction avec eux-mêmes, ce qui arrive souvent à tous ceux qui professent une opinion erronée. (*Applaudissements.*)

La quantité moyenne de fonte en gueuse et ouvrée importée de 1845 à 1850 était de 263,000 kilog., en 1854 elle s'est élevée à presque 30,000,000.

Cette augmentation est due principalement à la construction de chemins de fer. Mais les chemins de fer ne sont-ils pas l'activité et la vie de l'industrie et du commerce?

L'importation du fer est, en masse, dix-huit fois plus grande aujourd'hui en Piémont qu'elle n'était en 1830. D'ailleurs l'importation des fers de seconde fabrication et des outils et instruments adaptés aux arts mécaniques est devenue quatre fois plus grande.

Vins et céréales. — Quelques mots sur l'agriculture. Les vins étaient énormément protégés. Les droits protecteurs sur certaines qualités de vin s'élevaient jusqu'à 122 pour cent de leur valeur. En 1850, ces droits furent abaissés à 10 francs, pour les vins ayant la valeur inférieure à 20 francs, et à 14 francs pour le vin de qualité supérieure. Le droit monstrueux de 9 francs sur chaque hectolitre de blé, avait été réduit à fr. 3-50; et en 1850, à 2 francs. Mais en 1853 le gouvernement abaissait à 10 sous cet impôt sur le pain. Le Parlement, tout en approuvant la mesure prise par le gouvernement, décréta l'abolition absolue de toute espèce d'impôt et de taxes sur le blé. La disette nous valut cette belle réforme faite par les majorités des deux Chambres, dans lesquelles la propriété foncière est largement représentée. (*Applaudissements*).

Ces réformes n'ont produit pour l'agriculture aucun des mauvais effets, ni pour la propriété foncière aucun des bouleversements que les protectionnistes prédisaient.

D'ailleurs, l'abolition du droit d'exportation sur la soie, a occasionné beaucoup d'améliorations dans la culture des mûriers et dans l'art d'élever les vers à soie, la liberté des échanges en général et la suppression de tout droit de sortie sur les bêtes ovines, ont créé un commerce nouveau d'exportation pour certaines provinces, entre autres pour celle de Saluce. Cette exportation fera augmenter et améliorer la culture des prairies, et la production de la viande y gagnera de son côté.

Navigation. — Enfin, Messieurs, les droits différentiels établis pour protéger le pavillon national, ont été abolis, et notre marine marchande, loin d'en souffrir, est devenue plus nombreuse et plus active.

Je pourrais rappeler d'autres résultats de moindre importance. Mais je ne veux pas abuser de la permission qu'on m'a donné de parler.

Permettez seulement, que je vous entretienne encore cinq minutes, pour vous signaler quelques effets des réformes du tarif sarde sur la condition des classes ouvrières.

Tout le monde sait que la quantité moyenne de la consommation du blé et des autres céréales, monte ordinairement à 3 hectolitres pour chaque individu.

La population des États sardes étant à peu près de 5,000,000 : il s'en suit que la consommation annuelle des céréales est d'environ 15,000,000 d'hectolitres, dont un million est importé de l'étranger.

Si on avait laissé subsister plus longtemps le droit d'entrée de 2 fr. sur chaque hectolitre, les finances auraient encaissé deux millions de fr. chaque année : mais les consommateurs en auraient payé trente, ou à peu près; car les 2 francs payés sur l'hectolitre de blé étranger, devaient

naturellement amener une augmentation à peu près égale du prix courant des blés produits à l'intérieur. Réduisons ces deux francs d'augmentation, à un franc et demi : il y aura toujours vingt-deux à vingt-quatre millions de gagnés pour les consommateurs. (*Applaudissements.*)

Chaque famille ouvrière de cinq personnes épargne donc une trentaine de francs par an sur sa nourriture.

Ajoutez d'ailleurs que l'ouvrier peut trouver d'autres aliments à meilleur prix depuis 1831. Le stokfisch, par exemple, et la morue sur lesquels les droits d'entrée ont été abaissés. Les progrès de l'industrie du coton, et la réduction des droits contribuent à le fournir de vêtements à bas prix. La réforme des droits sur le fer lui fournit les outils à meilleur marché. C'est un bon moyen, Messieurs, pour améliorer le sort des ouvriers et augmenter la valeur réelle des salaires sans faire du socialisme d'en haut, ni du socialisme d'en bas. (*Applaudissements.*)

A ce propos, Messieurs, je vous signale un autre fait.

Les droits fiscaux sur le sucre ont été réduits en Piémont de 45 et 33 fr. à 25, 18 et 16 fr.

Ces réductions ont amené un accroissement très-considérable de la consommation du sucre. Elle était de 7,500,000 kil. et en 1854 elle a monté à 18,700,000.

Il faut espérer qu'une réduction plus sensible encore, et que des conditions plus favorables que celles des années qui viennent de s'écouler, feront successivement croître la consommation d'une matière qui marque les progrès économiques et les progrès moraux des populations. Les Anglais consomment l'énorme quantité de 36 livres de sucre par tête.

Messieurs, j'ai fini. Mais avant de conclure, je vais appeler votre attention sur un fait d'une autre nature.

Le gouvernement et la législature des États sardes ont fort bien compris que la *liberté* du commerce et de l'industrie pour devenir une *réalité* pratique, ne doit pas se borner aux réformes douanières; elle a besoin aussi d'autres réformes et des institutions qui contribuent à accroître le *savoir* et le *pouvoir*, sans lesquels il n'y a pas de liberté possible. (*Applaudissements.*)

L'instruction technique, l'organisation du crédit, la construction de chemins de fer, l'amélioration de nos ports, la destruction des abus qui existent encore dans l'île de Sardaigne, l'amélioration des moyens de circulation et la colonisation de l'île; voilà les objets principaux dont le gouvernement et l'association privée se sont occupés et s'occupent encore dans ce moment. Bien des choses ont été déjà faites; mais il reste

encore beaucoup à faire, beaucoup à tenter. Le pays a commencé à goûter les fruits de la liberté; il est libéral et persévérant, son gouvernement est éclairé, son roi est un soldat loyal et un prince honnête homme. (*Applaudissements prolongés.*)

Sous tous ces rapports le Piémont a beaucoup d'analogie avec la Belgique, qui d'ailleurs a l'avantage d'être sonainée en fait de liberté. Nous avons encore beaucoup à apprendre et bien des choses à faire; mais on marche, Messieurs, et on ne s'arrêtera pas à moitié chemin. (*Applaudissements.*)

Messieurs, les réformes douanières et les autres réformes subsidiaires qui viennent de s'accomplir en Piémont, forment une expérience solennelle; et quoiqu'elle soit bien petite et bien faible en comparaison de la grande expérience faite par l'Angleterre, elle est encore plus convaincante que cette dernière.

En effet, Messieurs, lors des grandes réformes qui ont rendu immortel le nom de Robert Peel, les protectionnistes disaient que la perfide Albion n'avait qu'à y gagner : car elle voulait écraser par la concurrence les industries similaires des autres nations, en inondant de marchandises à bas prix les marchés étrangers.

Cette intention perfide ne pouvait pas être imputée au Piémont, qui ne pouvait ni écraser ni inonder aucun autre pays, à moins que ce ne fût la principauté de Monaco. (*Bravos, hilarité.*) Il était trop petit; et ses industries étaient encore trop restreintes et trop peu avancées pour pouvoir lui attribuer des arrières pensées.

Eh bien, Messieurs, ces industries au lieu de périr ont grandi, et le travail national au lieu d'y perdre a tout gagné. Aujourd'hui, en Piémont, ce sont les industriels qui réclament souvent eux-mêmes de nouvelles réductions du tarif. Cela s'est vu pour la papeterie. (*Sensation.*)

Et pourtant cette expérience a été faite au milieu de difficultés et de contrariétés de toute nature.

Depuis 1851, les vendanges ont été presque nulles, la récolte du blé a été deux fois de suite bien faible et dans les autres années bien médiocre, le commerce a été bouleversé par la crise des céréales et la crise financière de l'Europe; tous les intérêts ont été froissés par ces crises, par la guerre et par les ravages du choléra dans plusieurs provinces de l'État. Le besoin des finances occasionné principalement par les dépenses et les rançons de guerre après 1849, nécessitait de nouveaux impôts.

Comme vous le voyez, Messieurs, il semble que le destin dans cette circonstance a tout fait pour donner un démenti aux prévisions des

libres-échangistes en Piémont. Le protectionniste le plus acharné et le plus habile n'aurait pas su faire mieux que lui. Mais le destin, lui aussi, est impuissant contre les effets inévitables de la liberté. Lorsque les temps sont calmes, la liberté est plus féconde en résultats utiles, on ne peut en douter : mais c'est un préjugé de croire que dans les moments difficiles, elle ne vaut plus rien. (*Applaudissements prolongés.*)

Fidèle aux principes du libre-échange et pleine de confiance dans leur vérité et dans leur utilité, la législature des États sardes en 1854, année de disette, a proclamé définitivement la liberté du commerce des blés à l'importation comme à l'exportation, et les populations du royaume loin d'être affamées, n'ont été que mieux approvisionnées et ont acheté leur pain à meilleur marché. (*Applaudissements.*)

Voilà des preuves péremptoires en faveur de la liberté du commerce.

Messieurs, je viens de parler comme délégué du ministère des finances sardes, et vous venez d'entendre un exposé par trop incomplet et très-aride de quelques réformes douanières et des effets qui s'en sont suivis en Piémont.

Mais le Piémont n'est qu'une province de la péninsule italienne. Je voudrais bien, en ma qualité d'Italien, pouvoir vous donner des renseignements exacts sur les conditions des autres provinces ; mais je ne le peux pas. La situation exceptionnelle dans laquelle se trouvent ces différents membres de notre *alma parens*, de notre mère chérie, l'Italie (*applaudissements*), rend assez difficile de se procurer de semblables renseignements. J'en ai quelques-uns très-imparfaits sur Naples.

Un ancien ministre des finances, après l'époque de 1820, Medici, avait déployé le drapeau de la protection, dans un pays qui en fait de commerce avait été plutôt libéral. Il voulait y faire surgir des industries ; mais bien des années s'écoulèrent avant que des industries de quelque importance s'implantassent dans le royaume.

En 1845-1846 le tarif protecteur fut sensiblement réduit. On eut à garder des ménagements ; mais l'abaissement opéré suffit à produire des résultats dignes d'attention.

Les importations qui, suivant l'évaluation officielle, avaient été, en 1846, de 18,306,212 ducats, avaient monté, en 1851, à 19,073,366, et l'exportation de 14,340,087 s'était élevée à 16,033,913.

Les produits des douanes se sont augmentés et augmentent chaque année. On dit qu'en 1855 il a été de 6,075,516 ducats, c'est-à-dire d'environ 27 millions de francs et que depuis quelques années il est augmenté d'un million et demi de ducats.

Aujourd'hui, dans la partie continentale du royaume, on compte :

37 fabriques de cuirs et de peaux; 30 id. de draps et autres tissus de laine forte; 15 id. de tissus de laine mélangée de coton; 8 id. de tissus de soie; 8 id. de tissus de coton et fil; 6 id. de fil, soie et coton; 3 id. de chapeaux de paille.

Cette note ne comprend que les grandes fabriques, qui par leur importance ont obtenu du gouvernement la permission d'attacher des plombs à leur nom, aux produits de leurs manufactures, afin qu'ils puissent circuler dans tout le royaume sans être confondus avec les produits des manufactures étrangères.

La plupart de ces industries sont placées dans les environs de la capitale ou dans les provinces de la Terre de Labour et de Salerne. Cette concentration trop grande de l'industrie dans le voisinage d'une capitale de 500 mille habitants et l'état d'abandon des autres provinces sont une des raisons pour lesquelles Naples jouit d'une apparence de prospérité bien plus grande que la réalité. La fertilité naturelle des terres et la situation géographique du pays, pourrait le rendre propre à fournir les matières premières de presque toutes ses manufactures et d'en exporter quelques-unes.

L'agriculture et le pâturage sont très-arriérés. Le défaut de bonnes routes, et d'autres moyens de communication, l'absence de chemins de fer de quelque importance, et de ports sur les côtes des provinces les plus productives, contribuent à concentrer sur quelques points seulement l'emploi des capitaux.

Dans ces provinces on trouve à peine de l'argent à 10 et à 12 pour cent sur hypothèque. Une des plus mauvaises parmi les lois d'expropriations forcées existantes est celle de Naples : elle a été publiée en 1828. Cette loi contribue beaucoup à détourner les capitaux de l'agriculture. Ils préfèrent les employer en rentes de la dette publique. Voilà, Messieurs, la principale explication de ce phénomène singulier du haut prix des rentes napolitaines.

Dans ces dernières années, le gouvernement napolitain a prohibé l'exportation des blés; il les a grevés d'impôts à l'exportation. Il a pris aussi des mesures pour la fabrication de la monnaie très-peu conformes aux principes de la liberté. Mais je sortirais de mon sujet si je voulais les examiner.

Je me borne à dire que dans ce beau pays la nature a tout fait pour le rendre heureux. Vous savez autant que moi ce qui lui manque pour atteindre le but auquel la nature l'a destiné. (*Applaudissements.*)

Quant à la Toscane, mon honorable ami M. le comte Arrivabene vous donnera quelques renseignements.

Le commerce et l'industrie des États du Pape n'ont pas grande importance. Je ne saurais point vous en donner des détails.

Pour le Lombardo-Vénitien, le tarif en vigueur est le tarif autrichien..... Messieurs, permettez que je m'arrête.

Plaise à Dieu qu'une voix plus éloquente que la mienne veuille faire entendre à une des prochaines réunions du Congrès l'exposé du tarif unique de l'Association des douanes italiennes, de cette Association qui représentera le côté économique et financier de la fédération des États.

(Les plus vives acclamations éclatent dans l'assemblée et accompagnent l'orateur pendant qu'il regagne sa place au bureau.)

M. LE COMTE ARRIVABENE, *président de la Société belge d'Économie politique*:

Messieurs, la Société de Georgofili de Florence, dont j'ai l'honneur d'être membre correspondant, a envoyé au Congrès un Mémoire en italien sur les conditions économiques de la Toscane. M. le comte Louis Ridolfi, secrétaire de la Société des Georgofili, m'a prié de vous présenter un extrait de ce travail. Je ne l'ai eu en main que hier. Il est très-étendu; je n'ai eu que le temps de le parcourir rapidement. Il me serait donc impossible de vous en rendre compte d'une manière convenable. Cependant pour le peu que j'en ai pu voir, il m'a paru offrir un grand intérêt, quoique à cause du manque absolu de publications statistiques dans le grand-duché de Toscane, les auteurs du Mémoire n'aient pas été à même de répondre catégoriquement aux questions posées par le comité organisateur du Congrès. La Toscane, Messieurs, est une terre d'ancienne liberté commerciale. Elle a devancé tous les pays dans cette féconde carrière. Plusieurs d'entre vous se rappellent, sans doute, comme la Toscane fut dignement représentée au Congrès économique de 1847 par deux jeunes comtes Ridolfi qui suivaient alors, et suivent encore avec persévérance les traces de leur digne et noble père.

Je pense donc, Messieurs, que le Congrès rendrait à la Toscane un hommage qu'elle mérite, en décrétant la traduction et l'insertion en entier, dans le compte-rendu des travaux du Congrès, du mémoire que la Société des Georgofili de Florence lui a adressé.

M. LE PRÉSIDENT rappelle aux orateurs que le temps de l'Assemblée

est compté et que le nombre des personnes inscrites pour prendre la parole est très-considérable. Il les engage à restreindre leurs discours dans les plus étroites limites.

M. JOSEPH GARNIER, professeur à l'École Impériale des Ponts-et-Chaussées, secrétaire et délégué de la Société d'économie politique de Paris :

Messieurs, je n'ai que très-peu de mots à dire : nous sommes quatre orateurs pour la France et nous nous sommes entendus pour que les quatre n'en fissent qu'un. Je me bornerai à quelques renseignements sur une partie de notre premier sujet. Je veux présenter en quelques mots le résumé rétrospectif de ce qui a été fait ou plutôt, hélas ! de ce qui n'a pas été fait dans notre pays, et vous dire en quelques mots quelles sont nos espérances. Ensuite notre savant collègue, M. Wolowski voudra bien achever ce que j'aurai commencé.

En 1846, Messieurs, la question de la liberté commerciale était vivement agitée en France comme en Belgique, à la suite des grandes réformes opérées en Angleterre. Cette agitation en France produisit quelques efforts législatifs : un projet de loi fut présenté à la chambre des députés ; ce projet de loi, très-insignifiant en lui-même, mais très-important pour l'époque, ce projet de loi n'aboutit pas, à cause des événements de 1848. Lorsque la révolution prit une direction régulière, nous crûmes que la question de la liberté commerciale avait fait un pas ; mais nous fûmes singulièrement désillusionnés : un jour nous présentâmes au gouvernement provisoire une demande pour la libre importation des substances alimentaires, qui devait être très-favorable aux classes ouvrières ; la question était si peu comprise qu'un membre, assurément très-bien intentionné du gouvernement provisoire, nous dit que c'était là un très-bel idéal, mais que la réalisation en était encore extrêmement éloignée. L'explication de cet état de choses se trouvait à côté de nous : la salle était encombrée de diverses délégations, parmi lesquelles il y avait, par exemple, des blanchisseuses qui demandaient une augmentation de salaire (au gouvernement !) Il y avait encore des marchands de fruits de saison, qui demandaient une amélioration de leur sort. Au milieu de ce gâchis il n'est pas étonnant que le gouvernement n'ait pas compris la différence qu'il y avait entre de pareilles demandes et la nôtre. (*Applaudissements.*)

La veille de la révolution, le maréchal Bugeaud avait pu dire à la tribune, sans être vivement combattu, qu'il *aimerait mieux une invasion de Cosaques qu'une invasion de bœufs étrangers* ; eh bien, messieurs, quand un homme de bons sens, peut dire de pareilles choses

devant l'assemblée des représentants de la nation, on a la mesure de l'opinion publique dans un pays.

Vous vous rappelez, messieurs, le Congrès de 1847, et vous avez vu ici des hommes extrêmement importants par leur science, dont quelques-uns, hélas ! ont disparu ; eh bien, c'étaient des hommes courageux ; car il y avait au Congrès pénitentiaire tenu à la même époque, quelques membres de nos Chambres qui n'ont pas osé entrer dans cette enceinte pour prendre part aux travaux du Congrès des économistes.

Après les événements de 1848, les vérités économiques se trouvèrent noyées dans cette multitude de questions qui agitaient l'opinion publique. L'Assemblée constituante était débordée par ses travaux.

En 1850 un jeune député, un député courageux d'un pays protectionniste, M. Sainte-Beuve, que nous avons perdu depuis, fit une proposition à l'Assemblée, une proposition assez radicale ; il savait qu'elle n'était pas pratique, mais il voulait forcer l'assemblée à étudier la question. La discussion fut étouffée lorsque M. Thiers eut prononcé un de ses plus habiles discours, mais un discours plein de sophismes et de préjugés. (*Applaudissements.*) Ce discours a eu cependant un grand résultat : il a provoqué beaucoup de lettres de chambres de commerce, beaucoup d'articles de journaux, d'écrits de publicistes, et notamment un magnifique ouvrage de M. Michel Chevalier. Le discours de M. Thiers n'eut-il produit que ces œuvres, ce serait déjà fort heureux.

Arrive le gouvernement nouveau. Il a cherché à donner une vive impulsion aux industries. Les besoins des classes nécessiteuses, qui étaient pressurées par la disette, exigèrent que l'on suspendît la loi des céréales et en même temps que l'on permit la libre importation des bestiaux étrangers. C'était un immense pas, qu'on n'avait pas osé faire en 1846. En 1846 et en 1847 il y avait eu aussi une disette et on avait suspendu alors l'échelle mobile, qui empêchait l'entrée des blés, mais on n'avait pas osé suspendre les droits sur le bétail étranger. Eh bien ! en 1853 nous avons obtenu la libre entrée du bétail. Nous avons également obtenu quelques améliorations du tarif en ce qui concerne les fers, les aciers, les laines, les navires et les parties de navires. Il y eut ensuite quelques réformes infinitésimales, quelques réformes à dose homœopathique qu'il serait fastidieux de vous rappeler.

Un nouveau problème vient d'être posé par le gouvernement, c'est

la suppression des prohibitions. Or, ce n'est pas peu de chose; il y a 52 prohibitions dans notre tarif. Il y a 52 gros articles de matières premières qui sont prohibées; il y a 52 industries en France, qui ne peuvent pas s'alimenter de matières premières, qui ne peuvent pas même faire venir les modèles qu'elles voudraient imiter. C'est un véritable mur de la Chine. Je le répète, si un industriel veut avoir un produit, un tissu quelconque, pour le faire dans son pays, il ne le peut pas, et si par hasard il les fait entrer par cette contrebande dont on parlait tantôt dans un de vos comités, le commissaire de police peut s'introduire partout où l'on suppose que se trouve le produit étranger, peut faire des visites domiciliaires avec la dernière rigueur. Assurément cela ne peut être toléré longtemps dans un pays civilisé, et nous espérons que le corps législatif, bien que n'étant pas libre échangiste, supprimera les prohibitions.

Je vous ai dit tout à l'heure quelques mots sur l'opinion en 1846. Je crois que l'opinion de 1856 est plus favorable à la réforme. En 1846, dans beaucoup de journaux, dans beaucoup de papiers devant parler à l'opinion publique, la question était pour ainsi dire vendue et beaucoup de journaux ne cachaient pas cette situation. Quand on se présentait avec une réponse, on vous répondait : La question est engagée.

Or, en 1856, il faut le dire, il n'en est pas de même. La presse en général est favorable à la liberté commerciale, les uns la demandent complète, les autres ne la veulent que dans une certaine limite; mais sauf un journal très-important et un autre beaucoup moins, les autres sont libre échangistes ou du moins progressistes dans la question.

Quant à l'opinion publique, elle a été en partie transformée par les expériences de l'Angleterre.

Et d'abord l'agriculture croyait avoir les mêmes intérêts que l'industrie manufacturière. Elle s'est aperçu peu à peu qu'elle jouait le rôle de Raton dans la fable, que c'était elle qui tirait les marrons du feu. Elle s'est aperçue, quand elle a pu exporter, que c'était une excellente chose que de pouvoir vendre ses produits. Elle s'est aperçue ensuite par l'exposition de 1855, qu'il existait une foule d'instruments, une foule de produits dont elle avait besoin pour se perfectionner. Et quand elle s'est présentée à la frontière pour avoir ces instruments, pour avoir ces produits, la douane lui a tenu le langage ordinaire. Alors l'agriculture a ouvert les yeux et elle a compris que la liberté lui serait favorable. C'est assurément une grossière manière de se convaincre, mais c'est celle qui réussit le mieux.

Il faut ajouter que les journaux qui parlent au nom de l'agriculture, se sont convertis par des raisons plus élevées et que la plupart des représentants de la presse agricole en France soutiennent la liberté, et plusieurs d'entre eux avec beaucoup de talent. Nous avons dans cette enceinte des organes de cette presse agricole.

L'opinion publique tout entière se transforme. Elle se transforme, grâce à la raison que je viens de donner quant à l'agriculture, grâce aussi aux résultats qui se sont produits en Angleterre. Tous les jours nous entendons d'une façon ou d'autre énumérer les merveilles qui ont été apportées à cette tribune. Peu à peu, par suite de ces différents rapports, l'opinion publique se modifie. Il ne faut donc pas désespérer de la France. La France, comme on le disait en ouvrant ce Congrès, est encore la citadelle de la prohibition et de la protection. Jadis nous disions que c'était l'Autriche; aujourd'hui, en présence des progrès qui se sont accomplis autour de nous, nous devons avouer que c'est en partie de la France qu'on peut tenir ce langage. Mais, je le répète, il ne faut désespérer de rien. En France on dort quelquefois un peu longtemps, mais on s'éveille et l'on fait tôt ou tard de grands progrès en avant. (*Applaudissements.*)

(M. de Brouckere remonte au fauteuil.)

M. WOLOWSKI, membre de l'Institut de France :

Messieurs, je recommandais tout à l'heure la brièveté aux membres du Congrès. Je dois prêcher d'exemple et être aussi bref que possible. D'ailleurs, mon honorable collègue et ami, M. Garnier, a facilité ma tâche en me laissant peu de chose à ajouter. Envoyés des divers pays, nous devons récapituler les progrès accomplis depuis dix années dans la voie de la liberté commerciale. Ces progrès ont été considérables partout, et la France elle-même, bien qu'il lui reste énormément à faire, a déjà fait des pas considérables en avant. Il est vrai qu'elle venait de plus loin que les autres; elle a donc dû se mettre en marche et, sans arriver encore au but, elle a dû marcher longtemps.

Si ces pas ont été faits, nous ne devons pas l'oublier, ces progrès ont été dus aux hommes éminents qui ont porté si haut en France le drapeau de la liberté commerciale.

Permettez-moi, bien que je n'aie que peu de mots à dire, d'en consacrer quelques-uns au souvenir de ces hommes trop tôt disparus.

Je commencerai par Bastiat, qui a prouvé avec l'éloquence de l'âme, que les véritables intérêts économiques rallient tous les peuples au

lieu de les diviser et que la loi de la production est l'harmonie et non pas l'antagonisme des intérêts. (*Applaudissements.*)

Il en est un autre, c'était pour moi un ami et un frère; il ne m'est pas permis de le louer, mais il me suffira de le nommer, c'était Léon Faucher. (*Applaudissements.*)

Blanqui dont vous vous rappelez la parole vive, spirituelle, pittoresque, et que l'on a souvent attaqué comme se créant des chimères, comme voulant à toute force seulement le triomphe des théories pour le triomphe des théories, comme faisant de l'art pour l'art, Blanqui s'était peint tout entier dans ces simples paroles qu'il disait un jour dans sa chaire du Conservatoire : « Lorsque je viens dans une ville de fabrique et que je vois les malheureux ouvriers, pauvres, déguenillés, dont les larmes recouvrent les brillantes étoffes qu'ils produisent, je me sens une dette envers tous ces braves gens, et je suis pressé de la payer; » et cette dette, il croyait la payer en défendant les principes de la liberté commerciale. Car il était fortement convaincu que la liberté commerciale était un des moyens les plus efficaces pour l'amélioration du sort de tous. (*Très-bien.*)

M. Anisson Duperron s'est fait entendre ici. Il a plus que tout autre peut-être contribué à prouver l'absurdité du système de l'échelle mobile et sa parole retrouvait toute la force, toute la vigueur de la jeunesse, alors qu'il parlait de ces questions qui occupaient sa pensée depuis de si longues années.

A côté de ce vétéran de la science, je nommerai un jeune homme brillant d'espérances, qui avait à peine débuté dans la carrière, et qui déjà s'était signalé par ses écrits, Fonteyraud, mort âgé à peine de 27 ans. A cet âge, il a laissé un nom.

Telles sont les pertes que nous avons faites durant ces dix années. Et si nous devons relever les progrès accomplis, durant cette période, dans la révision des tarifs, nous ne devons pas oublier quels sont les hommes qui y ont le plus contribué. Ils ne sont plus; mais leur enseignement vit encore, et nos progrès dans l'avenir seront dus à leurs efforts qui ont peut-être brisé leur vie, car le travail et la méditation abrégent l'existence pour faire vivre dans la postérité. (*Applaudissements.*)

Je disais tout à l'heure que la cause de la liberté commerciale avait fait de grands progrès en France, et, pour ma part, ce qui m'a donné le plus d'espoir, c'est de voir qu'elle fait ces progrès par la main de ses adversaires. Ce n'est aucun de ceux qui ont défendu les droits de la liberté commerciale qui se trouvent au pouvoir, et cependant le pouvoir est constamment poussé dans la voie de la liberté commerciale; et mal-

gré la tactique si habilement organisée par les partisans de la prohibition, il est en train de réaliser la suppression de la prohibition. Une fois la prohibition effacée, la muraille de Chine est abattue. Il ne s'agit plus que de questions de tarif qu'on discute, la prohibition, on ne discute pas avec elle.

Il y a un fait considérable, et le plus important de tous, que mon honorable ami, M. Garnier, a déjà signalé. Le résultat le plus grand de la tactique habile des prohibitionnistes était de rallier, de grouper tous les intérêts de la production sous le même drapeau, de faire croire à tous ceux qui concourent à la création de la richesse nationale qu'ils étaient tous intéressés au maintien de nos tarifs. Les agriculteurs surtout étaient en quelque sorte la base de cet édifice. On leur avait fait accroire que l'agriculture française serait perdue le jour où l'on permettrait l'introduction en France des produits de l'agriculture étrangère. L'expérience a prouvé. Des circonstances graves ont forcé à lever d'une manière temporaire, mais qui, nous l'espérons bien, deviendra définitive, les droits élevés, prohibitifs, établis sur la plupart des denrées alimentaires. Et si nous pouvons faire valoir auprès de nos adversaires qu'il n'en est pas résulté une baisse, qu'ils ne nous l'objectent pas à nous-mêmes pour faire condamner nos doctrines; car ce n'est pas par l'abaissement des prix que le libre échange entre les divers pays doit procurer de grands avantages aux diverses nations. C'est par la multiplication des produits à consommer; c'est par l'amélioration des conditions dans lesquelles on produit, que l'on améliore la situation du consommateur et du producteur. C'est là le grand résultat de la liberté commerciale. Elle profite à tous, et ne menace personne. (*Applaudissements.*)

Le poète a dit :

On ne vaincra jamais les Romains que dans Rome.

Je crois que l'on ne vaincra jamais les partisans du tarif, qu'en étudiant les résultats dans ces immenses *in-folio* que nous distribue chaque année l'administration des douanes, et qui contiennent les chiffres des importations et des exportations. C'est une étude aride; je m'y livrerai d'une manière très-rapide.

Voici quels ont été pour la France les chiffres des importations et des exportations pour l'année 1855.

	IMPORTATIONS.		EXPORTATIONS.	
	VALEUR OFFICIELLE.	VALEUR ACTUELLE.	VALEUR OFFICIELLE.	VALEUR ACTUELLE.
Commerce gé- néral. . . .	1,952,000,000	2,160,000,000	2,027,000,000	2,167,000,000
Commerce spé- cial.	1,566,000,000	1,594,000,000	1,442,000,000	1,558,000,000

Telles sont les quantités considérables sur lesquelles roule aujourd'hui le commerce français.

Mais, nous dira-t-on, que demandez-vous? Vous vous plaignez des entraves apportées aux échanges, alors que nous comptons, par milliards, nos rapports avec les pays étrangers!

Messieurs, analysons les chiffres; voyons se dont se composent, pour la presque totalité, ces importations et ces exportations; cela fera mieux apprécier leur caractère véritable.

Nous avons eu pour 1835, en importation au commerce spécial, le seul dont je m'occuperai désormais, 1,320 millions en valeurs actuelles, 925 millions en valeurs officielles, qui représentent des matières premières, nécessaires à l'industrie. Nous avons en objets de consommation naturelle pour 486 millions en valeurs actuelles, 358 millions en valeurs officielles, et seulement pour 75 millions de produits fabriqués.

Ce chiffre est significatif. Il nous montre d'où vient l'opposition et où se place l'intérêt général du pays. 75 millions d'importation pour un commerce qui roule sur des milliards, on l'avouera, c'est peu, et c'est la fabrique qui s'oppose à ce que ce chiffre puisse s'accroître davantage.

L'agriculture, au contraire, voit arriver par centaines de millions les produits du dehors pour être consommés directement ou servir de matières premières.

Et, d'ailleurs, c'est une considération que vous me permettrez d'indiquer seulement, l'agriculture se rattache à la liberté commerciale par la constitution même du sol, car si le principe de la propriété est un

principe sacré dans toutes les nations civilisées, si ce principe, qui entraîne avec lui la rente, peut défier toutes les attaques et tous les sophismes, c'est qu'il repose sur la base de la justice, et cette base, disons-le, ne serait pas entière si la liberté de l'importation n'était pas proclamée. (*Approbaton.*)

C'est la liberté d'importation qui fait que la rente payée au sol représente toujours un service rendu, incorporé dans le sol et qu'elle le représente dans la limite du service rendu.

Si, au contraire, la libre importation du dehors ne vient pas réagir sur les prix, ce n'est plus seulement le service rendu qu'on paye, on paye au delà, et par conséquent il est impossible que la justice soit respectée. (*Nouvelles marques d'approbaton.*)

Voyons maintenant quels sont les principaux articles qui composent cette masse d'importations dont je vous entretenais tout à l'heure.

La France a reçu, en 1853, 122 millions de céréales, 37 millions de bestiaux. Certes, ces objets ont été extrêmement utiles au pays. Soies : 176 millions, coton et laine : 68 millions ; sucre des colonies françaises : 62 millions, tabac en feuilles : 27 millions, houille crue : 89 millions. Sur ce dernier article l'augmentation a été considérable. Or, la houille, vous le savez, c'est le pain de l'industrie ; cela prouve que le travail s'est développé dans des proportions notables.

Passons aux exportations. Ici, nous avons le revers de la médaille.

En productions naturelles nous avons exporté pour 477 millions de valeurs actuelles qui, en valeurs officielles, ne représentent que 277 millions.

Vous savez combien les circonstances survenues en 1855 ont accru les prix des produits naturels et particulièrement des produits agricoles.

En objets manufacturés nous avons, au contraire, exporté pour un milliard 80 millions de valeurs actuelles. C'est un chiffre qui me rassure complètement sur l'avenir de la liberté commerciale, car enfin si notre manufacture, alors qu'elle a tant de difficultés à vaincre pour arriver sur des marchés étrangers, a cependant vendu pour au delà d'un milliard de produits fabriqués, c'est qu'elle peut soutenir la lutte avec les produits étrangers. La division du travail entre les peuples n'entraînerait la suppression d'aucune industrie, car dans chaque catégorie de produits, les espèces sont diverses et s'échangent les unes contre les autres.

Ce n'est ni l'industrie du coton, ni l'industrie de la laine qui peuvent redouter l'importation étrangère. Il y aura certains produits du dehors

qui entreront, mais ce sera un avantage pour le pays qui touchera le droit fiscal et qui pourra consommer davantage.

Prenons maintenant les produits manufacturés. Nous avons exporté pour 358 millions de tissus de soie, et je le dirai en passant, dans l'exposé si remarquable de M. Winkworth il s'est glissé une erreur. Pour faire ressortir les avantages que l'Angleterre avait réalisés, il a dit que notre commerce d'exportation avait diminué. Cela est inexact.

En 1854, nous avons exporté pour 318 millions de soie, 74 millions de coton, 159 millions de laine et 87 millions d'ameublements, etc.

Nous avons exporté en 1855 pour 358 millions de soieries (valeurs actuelles); ce chiffre n'était que de 311 millions en 1854. Si nous arrêtons notre attention sur ces *valeurs officielles*, dont la fixité permet une comparaison plus précise du recensement accompli, nous voyons que le chiffre de l'exportation de chacune des cinq dernières années est de 237 millions, tandis que pour 1855, il s'élève à 307 millions.

L'augmentation de la production et de l'exportation des soieries anglaises n'a donc pas nui à la production et à l'exportation françaises. C'est que la consommation s'accroît avec la facilité et la productivité du travail; elle n'est pas une *constante*, mais une *variable*; au lieu de s'en disputer les parts exigües, tous les peuples peuvent à la fois profiter de l'accroissement qu'elle reçoit. On ne saurait trop le répéter : là se rencontre la clé du problème. De la liberté des échanges dépend en grande partie l'*effet utile* du travail, et quand cet *effet utile* s'accroît, les facultés de chacun augmentent, l'aisance grandit et un marché plus large absorbe une plus forte masse de produits. (*Vive approbation.*)

La France a exporté en même temps pour 29 millions de soies non travaillées, 26 millions en valeur officielle, qui ne s'élève qu'à 12 millions comme moyenne quinquennale. J'insiste sur ces chiffres; ils montrent que les pays qui produisent le plus n'ont ni intérêt ni avantage à frapper de mesures prohibitives ou de droits élevés à la sortie la matière première. Elle vient d'un côté, elle s'en va de l'autre, elle entre et sort suivant les besoins flexibles du marché, et ce libre passage équilibre les prix, sans donner d'avantage artificiel à personne et en maintenant le niveau de l'équité. (*Très-bien! très-bien!*)

Reprenons cette aride mais instructive nomenclature de l'exportation française.

Nous avons envoyé au dehors en 1855 (valeurs actuelles) pour 74 millions de tissus de coton et 159 millions de tissus de laine, 87 millions de tableterie, mercerie, etc., 167 millions de vins, 41 millions

d'eaux-de-vie, 45 millions de linge et d'habillements, 50 millions d'ouvrages en métaux, 25 millions de poteries, verres et cristaux, 31 millions de papier et applications. Ces chiffres ne dénotent pas une industrie peu vivace. Nous avons même exporté en fils de coton pour 6 millions. Les fils de coton vivent cependant chez nous sous l'empire de la prohibition; il n'y a que les numéros les plus élevés qui soient admis en France.

Messieurs, j'ai déjà trop longtemps occupé votre attention. Cependant, comme ces comptes rendus de l'administration des douanes sont propres à faire étudier la question avec quelque avantage pratique, je ne terminerai pas cet exposé sans dire un mot d'un document nouveau, extrêmement instructif, qui se trouve joint à notre dernier tableau du commerce de 1855.

Vous vous souvenez, messieurs, que l'année 1855 a été l'année de l'Exposition universelle. Notre administration des douanes, qui est dirigée avec une très-grande intelligence et qui relève tous les résultats commerciaux avec un soin auquel tout le monde s'empresse de rendre hommage, a eu la bonne pensée de relever très-soigneusement, non pas sous le rapport des progrès industriels, des progrès de la fabrication en elle-même, mais sous le rapport du chiffre de l'introduction et de la vente, le mouvement de l'Exposition universelle.

Lorsque l'Exposition universelle fut annoncée, on a voulu favoriser l'apport des produits du dehors et on a dû, par conséquent, d'abord lever la prohibition qui aurait exclu un assez grand nombre d'articles et qui aurait empêché d'apprécier la situation véritable de l'industrie étrangère. Il ne fallait pas non plus assujettir à des droits trop élevés les articles qui se trouveraient apportés de l'étranger.

On a donc autorisé, par voie exceptionnelle, l'importation et la vente de tous les objets, quelle que fût leur nature, quelle que fût la rigueur du tarif et alors même que cette rigueur s'élèverait jusqu'à la prohibition, on l'a autorisée moyennant un droit fixé au *maximum* à 20 p. c.

Vous savez, messieurs, que l'industrie française, bien que fort puissante, est peureuse; elle a eu peur aussi de cette facilité temporaire et limitée de l'importation des produits étrangers; elle a cru qu'il y aurait là une brèche faite au système, et que, grâce à cette brèche et sous l'apparence de l'Exposition universelle, il y aurait une grande quantité de produits jusque-là prohibés, qui s'infiltreraient en France. Ce premier danger ne s'est pas réalisé. Savez-vous à combien s'élève la somme totale de tous les objets envoyés à l'Exposition? A 22 millions seulement, non compris les objets fournis par la France, et sur ce chiffre les

pierres précieuses, l'orfèvrerie, la bijouterie et les objets de collection, absorbent une valeur de 12 millions. L'industrie, proprement dite, n'a fourni que pour 10 millions de produits.

Si les craintes manifestées par ceux qui avaient réclaté contre les facilités accordées à l'Exposition universelle, si ces craintes avaient été justifiées, tous ces objets seraient restés en France. Il y avait deux éléments considérables pour activer la vente, c'était d'abord ce concours extraordinaire d'acheteurs attirés par l'Exposition, c'était ensuite l'excellence des produits, puisque chaque pays avait naturellement envoyé ce qu'il avait de mieux.

M. LE PRÉSIDENT. M. Wolowski, abrégé, je vous en prie. Il y a encore dix-sept orateurs inscrits.

M. WOLOWSKI. Je regrette de m'être laissé entraîner à ces développements, mais je crois le fait assez considérable pour être signalé devant le Congrès et je dirai en deux mots que sur tous les objets apportés, il n'en a été vendu que pour moins de deux millions et demi; nous avons notamment en ce qui concerne les deux grandes industries qui voudraient le maintien de la prohibition, retenu seulement pour 117,300 fr. de tissus de coton sur 660,000 fr. et pour 464,800 fr. de tissus de laine sur 1,084,000 fr.

L'industrie française est assez forte pour n'avoir pas besoin de la prohibition; elle ne doit pas oublier non plus que les industries protégées sont précisément celles qui emploient relativement le moins d'ouvriers.

Si l'on entrait dans les graves considérations relatives à l'intérêt des masses, je prouverais, chiffres en mains, que ce sont les industries qui n'ont aucune espèce de protection qui emploient le plus grand nombre de bras et que les industries qui profitent de la prohibition sont celles qui travaillent surtout à l'aide de machines et qui, par conséquent, emploient le moins d'ouvriers. La presque totalité des ouvriers sont employés par les industries qui souffrent de la protection et de la prohibition. (*Applaudissements.*) L'intérêt des masses est donc de notre côté et l'humanité nous conseille ce que nous prescrit la justice. (*Vive approbation.*)

M. LE PRÉSIDENT. Messieurs, nous avons encore douze orateurs inscrits sur la première question; si chacun d'eux veut prendre la parole, nos séances se passeront à donner des renseignements et nous n'arriverons pas aux questions pratiques, nous n'obtiendrons aucun résultat.

Je proposerai donc d'entendre successivement les représentants des pays au nom desquels on n'a pas encore parlé et je leur demanderai de vouloir se borner à des faits, à des renseignements positifs. (*Applaudissements.*)

M. GUSTAVE DE MOLINARI, *professeur au Musée royal de l'Industrie à Bruxelles*, délégué du Comité central de l'Association belge pour la réforme douanière :

Je serai court, car je n'ai pas d'aussi gros péchés à accuser que les deux honorables préopinants. Grâce à Dieu, la Belgique est plus libérale que la France, même en matière de commerce (*Applaudissements*), et comme le disait tout à l'heure M. Wolowski, la France cette fois gagnerait à contrefaire la Belgique. (*Très-bien.*)

Messieurs, notre tarif protecteur avait trois citadelles. De ces trois citadelles, il y en a deux qui ont été démolies; ce sont, la loi des céréales et la loi des droits différentiels.

La loi des céréales date de 1834. Nos lois céréales ont été copiées des lois françaises, lesquelles étaient elles-mêmes la copie des lois céréales anglaises.

Elles ont été abolies en 1847, grâce surtout aux efforts de l'Association pour la réforme commerciale que présidait alors l'honorable M. de Brouckere, et l'abolition de ces lois céréales, je n'ai pas besoin de vous le dire, n'a aucunement compromis le sort de notre agriculture. Le sort de notre agriculture n'a jamais été aussi prospère que depuis le jour où elle a cessé d'être protégée.

Quant aux droits différentiels, ils n'ont pas été démolis; ils se sont démolis eux-mêmes. Ces droits différentiels étaient, du reste, une singulière utopie; une utopie qui n'émanait pas d'un homme politique, qui n'émanait pas d'un industriel, d'un négociant, d'un armateur. Non, c'était l'œuvre des loisirs d'un abbé. (*Hilarité.*) Cet excellent abbé, qui avait pris le tarif des douanes pour bréviaire (*Nouveaux rires*), avait réussi à endoctriner ses collègues, et a fait passer cette loi différentielle qui était véritablement le chef-d'œuvre du genre. Car il n'y avait pas moyen d'y rien comprendre, et les douaniers mêmes qui étaient chargés de l'appliquer ne s'en tiraient pas. (*Rires.*) Notre tarif comprend environ 700 articles. Les droits différentiels comprenaient, pour vous en donner une idée très-sommaire, quatre espèces d'applications du tarif, ce qui faisait 2,800 droits. En outre, comme nous étions entrés dans l'ère des traités de commerce, que nous avions une demi-douzaine de ces traités, il fallait appliquer des droits particuliers pour les pro-

duits de chacune des nations avec lesquelles nous avions ces traités. Jugez combien cela faisait de droits à appliquer.

Aussi cette loi des droits différentiels est-elle tombée d'elle-même, malgré une doctrine que j'ai regretté de voir se produire dans le rapport de M. Agie, la doctrine de la réciprocité. (*Applaudissements.*)

Messieurs, l'Association pour la réforme douanière, dont je suis membre, n'admet pas ce principe de la réciprocité comme une condition nécessaire de la liberté du commerce. Car l'Association est convaincue que dans beaucoup de cas l'exception emporterait la règle et que la liberté du commerce pourrait ressembler fort à la liberté de Figaro.

Voilà donc deux citadelles démolies.

Il en reste une troisième, qui est la protection accordée aux industries charbonnières, métallurgiques et manufacturières. Celle-là, je dois le dire, est la plus forte : c'est notre tour de Malakoff.

Je viens de parler de l'industrie charbonnière. Par suite des circonstances qui ont élevé le prix de la houille, les droits qui protégeaient cette industrie, droits exorbitants, droits vraiment prohibitifs, puisqu'ils ne s'élevaient à rien moins qu'à 14 francs par tonne, ont été suspendus pour deux ans ; nous espérons qu'ils ne seront pas relevés et nous ferons tous nos efforts pour cela.

Quant à la protection accordée à l'industrie métallurgique, nous avons obtenu quelque chose. Cette protection était également poussée à une limite absurde. Ainsi, nous avions un droit de 5 francs, sur la fonte, c'est-à-dire un droit de 50 à 60 p. c. au moins. Je dis que ce droit était absurde. En effet, il y a vingt-cinq ans, avant la révolution de 1830, cette industrie était née et avait prospéré sous un droit de 52 centimes. Eh bien ! il me semble que, quand on s'est trouvé dans ces conditions, on n'a pas besoin d'être protégé par un droit dix fois plus considérable.

Nous avons obtenu quelque chose. En vertu d'une loi adoptée récemment par les Chambres, les droits ont été diminués d'un peu plus de moitié. Malheureusement il y a dans notre pays de grandes influences intéressées, ou se croyant intéressées au maintien des droits. Ces grandes influences ont agi très-énergiquement et elles ont réussi à faire ajourner l'application de la loi ; de manière que nous sommes encore sous l'empire des droits prohibitifs ou à peu près prohibitifs qui grèvent les fontes et les fers.

Reste l'industrie manufacturière.

L'industrie manufacturière est également protégée par des droits considérables, et surtout l'industrie cotonnière. Ainsi, l'industrie cotonnière est protégée pour les fils par un droit de 84 fr. sans compter 16 p. e. additionnels.

Vous savez l'origine de ces 16 p. e. additionnels; ils ont pour origine la guerre, et, comme il arrive toujours, ces impôts de guerre ont été maintenus pendant la paix.

Les tissus sont protégés par un droit de 325 fr., ce qui équivalait à 90 ou 100 p. e.

C'est un véritable scandale qui ne peut être maintenu plus longtemps et nous avons l'espoir d'arriver à une réforme. Car les intérêts des filateurs de coton ne sont pas les mêmes dans cette question que ceux des tisserands. Ainsi les filateurs ont un droit de 84 fr., qui empêche l'importation des fils, laquelle fournirait du travail aux tisserands, et développerait ce travail national au nom duquel nos adversaires ont la prétention de parler.

Il y a également des droits protecteurs très-élevés sur les fils et les tissus de laine. Mais nous en aurons bon marché et cela pour une très-bonne raison : c'est que le principal foyer de l'industrie lainière dans notre pays, Verviers, grâce aux efforts du Comité de l'Association établi dans cette localité, est acquis dès aujourd'hui à la cause des réformes douanières. Sur environ 600 à 700 adhérents que compte notre Congrès, Verviers à lui seul nous en fournit 200. (*Bravos.*)

Restent les fils de lin.

Les fils de lin sont également protégés par des droits considérables. Ces droits ont surtout l'inconvénient d'être très-compiqués. Ainsi il n'y a pas, pour les fils de lin, moins de 300 droits différentiels dans notre tarif. Le tarif des fils de lin en Belgique est à lui seul aussi considérable que le tarif anglais tout entier.

Ce tarif, nous le devons au traité de commerce que nous avons été obligés de faire avec la France, afin de protéger l'industrie linière. Par suite de ce traité de commerce, nous avons obtenu en France une faveur (je parle le langage des protectionnistes) pour les fils et les tissus de lin, et en échange nous avons accordé à la France d'autres faveurs pour les fils et tissus de laine et pour d'autres articles.

Qu'est-il arrivé? Le voici. Et c'est un résultat extrêmement curieux du système protecteur. Les Verviétois, à cette époque, se plaignaient beaucoup des faveurs accordées aux fils et tissus de laine français; ils se croyaient spoliés; ils croyaient que leur industrie serait détruite parce

que les fils et les tissus de laine français pourraient entrer en Belgique.

Eh bien, il est arrivé précisément le contraire; il est arrivé que cette application partielle de la liberté commerciale dont se plaignait Verviers, qui ne s'en plaint plus aujourd'hui, a tourné à l'avantage de Verviers, et que l'industrie lainière s'est développée précisément à cause du stimulant de la concurrence étrangère.

D'un autre côté, le résultat inverse a été produit dans l'industrie lainière qu'on croyait protégée par le traité avec la France. Le privilège qu'elle a obtenu sur le marché français, loin de lui être avantageux a tourné à son détriment. L'importation de nos toiles a constamment déchu depuis le traité de commerce. Ainsi les résultats du traité ont été précisément contre les prévisions de ceux qui l'on fait. (*Sensation.*)

Je n'ajouterai qu'un mot sur les complications du tarif. Il comprend 700 articles, c'est-à-dire tous les articles produits et à produire, puisqu'il comprend les articles à dénommer, sauf ceux qui sont nommément exceptés. Il comprend notamment les savates et les œufs de fourmis. (*On rit.*)

La loi sur le transit interdit le transit des rossignols et des fauvettes. Assurément les douaniers n'aiment pas la musique. (*On rit.*)

Cet assemblage monstrueux et ridicule doit disparaître. Il est attaqué de toutes parts par l'opinion. Nous avons des partisans dans l'administration même de la douane. Je ne les nommerai pas pour ne pas les compromettre. Cicéron a dit que les prêtres de son temps étaient les plus grands athées. Ces prêtres des faux dieux ne croyaient pas à leur idole. Je pourrais en dire autant de notre douane, et je m'en applaudis. (*Rires et applaudissements.*)

M. LE DOCTEUR BAMBERG (Prusse) :

Messieurs, dans le siècle où nous vivons, nous voyons s'accomplir de si grandes choses, qu'il n'y a presque plus que le surnaturel qui nous étonne. Cette tendance de l'esprit humain à marcher continuellement en avant prouve sa grandeur; mais elle nous rend parfois ingrats envers ceux qui, après avoir jeté les bases d'un grand édifice, se trouvent surpassés par les tentatives de leurs successeurs : Les mots *liberté d'échange*, qui exercent sur vous tous un effet si magique, sont cependant différemment compris : les uns les prennent dans le sens d'une liberté immédiate et absolue, les autres dans celui d'une disparition successive des obstacles qui gênent le libre mouvement du commerce. C'est dans ce dernier sens que presque tous les gouvernements com-

prement la liberté commerciale, et il y aurait ingratitude à méconnaître que dans ces derniers temps les gouvernements sont entrés dans une voie libérale en matière de commerce.

Le gouvernement prussien s'est notamment distingué par la création du Zollverein, en s'approchant, par la pratique même, du principe de la liberté commerciale. Si je vous racontais, messieurs, les difficultés que ce gouvernement a dû vaincre en constituant et en agrandissant cet édifice, je ne pourrais, quoique vous n'en ayez pas besoin, que vous encourager dans la poursuite de la grande tâche que vous vous êtes imposée; car l'exemple de la démolition de tant de frontières douanières est au moins de bon augure pour la disparition de frontières plus puissantes. Mais je ne raconterai pas ici l'histoire du Zollverein; permettez-moi seulement de relever quelques incidents qui ont eu lieu pendant le développement de cette grande union douanière.

La preuve qu'un esprit libéral a inspiré la création du Zollverein, c'est que le *maximum* de droits à percevoir sur toute espèce de marchandises ne fut de prime abord fixé qu'à 10 p. c. Les petits États de l'Allemagne eurent, avant leur entrée dans le Zollverein, à peu près les mêmes appréhensions qu'ont maintenant certains États, quand il s'agit d'abandonner leur système prohibitif.

En 1818 déjà, la Prusse avait jeté la base de l'union douanière par la loi du 26 mai de la même année. Après que les petits États groupés autour d'elle se furent, en quelque sorte par un besoin naturel, raliés à son système commercial, le grand-duché de Hesse n'y entra que dix années, et l'électorat de Hesse que quatorze années plus tard. La Bavière et le Wurtemberg, qui en 1828 avaient fait un traité entre eux, la Saxe et les États de Thuringe vinrent encore plus tard : le grand-duché de Bade, le duché de Nassau, Francfort, Lippe, Waldeck et Luxembourg succédèrent seulement à ces différents pays.

Ce résultat, qui n'avait pas été obtenu sans peine, était cependant déjà considérable. En 1842, le Zollverein s'étendait sur 8,307 milles carrés, comprenant à peu près 30,000,000 d'âmes et 27 États différents. En 1851 seulement, les tentatives de la Prusse de joindre au Zollverein la seconde union douanière de l'Allemagne, composée du Hanovre, de Brunswick, d'Oldenbourg et de Lippe-Schauenbourg, et connue sous le nom du *Steuerverein*, furent couronnées de succès. Cette fusion, qui avait été depuis longtemps désirée, mais, au moment même de l'exécution, combattue par les alliés de la Prusse, est main-

tenant généralement reconnue comme un bienfait pour toute l'Allemagne.

On a fait à la Prusse le reproche de ne pas avoir accompli sa tâche en consentant à l'union douanière austro-allemande; mais peut-être le libre échangiste le plus absolu, en examinant bien la question, aurait-il eu des scrupules à fusionner l'industrie en partie arriérée de l'Autriche avec l'industrie parfaitement développée des États du Zollverein. Abstraction faite de cet empêchement sérieux, il est impossible de méconnaître que les gouvernements ont leurs intérêts distincts, et, quelque désirable que soit l'union douanière austro-allemande, l'Autriche l'avait peut-être demandée avec trop d'instances, pour que la Prusse ne dût pas trouver dans son intérêt d'empêcher sa rivale politique de partager avec elle l'hégémonie commerciale en Allemagne. Un traité de commerce entre le Zollverein et l'Autriche, laquelle venait de subir une profonde réforme en matière de douanes, était tout ce que l'on pouvait raisonnablement demander en ce moment. Ce traité, tel qu'il existe, est cependant beaucoup plus libéral que d'autres traités de commerce que différents gouvernements ont faits entre eux, et peut-être deviendra-t-il l'échelon naturel d'une future union douanière entre ces deux groupes importants de la Germanie.

Il est, du reste, impossible de méconnaître que les changements considérables que le traité de paix du 30 mars de cette année a introduits dans la navigation du Danube, que la civilisation de la Hongrie poursuivie par le gouvernement autrichien avec une louable énergie, permettent à ce gouvernement d'offrir, plus tôt qu'on n'a d'abord pu l'espérer, de grands avantages commerciaux au Zollverein. L'Autriche a prouvé, à l'Exposition universelle, qu'elle a encore devant elle un grand avenir industriel. Il serait à désirer que les rivalités nationales qui existent entre elle et la Prusse ne vinssent pas mettre de nouvelles entraves à la solution de cette grande question commerciale.

Dans ces derniers temps, le Zollverein a encore agrandi sa sphère par un traité de commerce avec la ville libre de Brème. Le port important de cette ville sera à l'avenir un grand entrepôt du Zollverein et facilitera encore davantage les relations commerciales entre les pays orientaux et occidentaux de l'Europe. L'union avec les États limitrophes de la mer du Nord, dont j'ai parlé plus haut, a déjà permis de diminuer les tarifs sur certaines marchandises, telles que les vins français, le café et le sucre. Tout récemment le gouvernement prussien a donné une nouvelle preuve de ses tendances libérales en matière de douanes en rejetant la proposition d'établir le monopole du tabac.

D'autres réformes ont été empêchées par l'opposition des alliés de la Prusse, dont certains articles de commerce demandent à être ménagés quand il s'agit de réforme douanière. Sans les difficultés soulevées par les États méridionaux de l'Allemagne et notamment par le Wurtemberg, les droits sur le fer seraient déjà réduits. Une des bonnes réformes que la Prusse ait introduites consiste dans l'abolition complète des droits sur le fer destiné à la construction des navires.

Sous ce régime libéral, la marine marchande de la Prusse s'est développée d'une manière surprenante. Je dois à un de vos honorables vice-présidents, M. le conseiller intime Schubert, qui aurait pu mieux que moi vous exposer l'importance de l'union douanière de l'Allemagne, quelques dates concernant l'accroissement de cette marine et celui des voies commerciales, que je prendrai la liberté de vous soumettre :

Dans l'année 1854, il n'est pas entré dans les ports de la Prusse moins de 7,730 navires, jaugeant ensemble 689,559 lasts; en 1855, le nombre des navires était de 7,475, jaugeant 714,512 lasts. En 1854, le nombre des navires prussiens était de 3,302, et celui des navires étrangers de 4,428; en 1855, la Prusse comptait comme siens 3,204, et comme étrangers 4,271 navires. Le nombre des navires sortis des ports de la Prusse n'est pas moins considérable. En 1854 ce nombre était de 7,557, jaugeant 674,106 lasts, dont 4,308 étrangers et 3,249 prussiens. En 1855, il est sorti des ports prussiens 7,453 navires, jaugeant 724,745 lasts, dont 4,308 étrangers et 3,145 prussiens.

L'accroissement des transactions commerciales entre la Prusse et l'Espagne mérite d'être spécialement remarqué. L'année passée, 134 navires prussiens sont entrés dans les ports de l'Espagne; 45 à Torrevega, 28 à Barcelonne, 18 à Malaga, 8 à Carthagène et 4 à Cadix. Ces navires sont presque tous revenus en Prusse avec des chargements considérables de sel.

Il serait superflu, messieurs, de vous faire remarquer que les voies de communication, telles que chaussées, chemins de fer et télégraphes, sont d'une grande importance pour le mouvement du commerce. Le gouvernement prussien a considérablement développé ces voies de communication; quelques chiffres suffiront pour donner une idée de ce travail incessant. De tous les chemins de fer de l'Allemagne 43 p. c., c'est-à-dire 487 milles sur 1,054 que possède l'Allemagne, appartient à la Prusse. Un tiers de ces chemins a été construit aux frais de l'État. La nouvelle ligne de Kreutz à Francfort sur l'Oder établira la communication directe entre la mer Baltique et l'Autriche,

c'est-à-dire une des routes de commerce les plus importantes de l'Europe. La Prusse a plus de 3,000 milles de chaussées, dont 1,820 appartiennent à l'État. Je ne veux pas vous fatiguer, messieurs, par la citation de plus nombreux détails concernant ce développement si utile aux transactions commerciales. Ceux de vous qui s'y intéressent davantage trouveront les renseignements les plus complets dans les *Archives du Commerce*, éditées par M. le conseiller intime De Viebahn, directeur au ministère du commerce à Berlin.

Je ne demanderais pas mieux, messieurs, que de parler des rapports commerciaux entre la Belgique et le Zollverein; mais, comme hôte, j'ai quelques scrupules à *toucher* à cette matière; d'autant plus que, peut-être déjà à l'heure qu'il est, des hommes bien autrement aptes que moi méditent sur les moyens d'établir à l'avenir un régime plus libéral entre la Belgique et le Zollverein. On peut cependant se convaincre, par les négociations qui ont eu lieu autrefois, qu'il n'y avait pas de la faute des Gouvernements du Zollverein, si le traité qui existe actuellement entr'eux et la Belgique n'a pas un caractère plus progressif. Espérons pourtant que, la prochaine fois, on parviendra à mieux s'entendre au sujet des deux articles qui ont présenté le plus de difficultés, c'est-à-dire la houille et le fer.

Messieurs, le Zollverein, s'il n'a pas résolu le problème de la liberté commerciale, a, du moins, éloigné de beaucoup les frontières qui gênaient le commerce intérieur de l'Allemagne. Lorsque la coalition de Darmstadt menaça la Prusse d'une dissolution de l'union douanière, on a conseillé au Gouvernement de Berlin d'abandonner ses anciens alliés et d'adopter un système de liberté commerciale absolue. La Prusse aurait été plus à même que tout autre État de l'Allemagne d'exécuter un tel projet; car de toutes les industries des pays germaniques, la sienne est la plus développée; mais la séparation de l'Allemagne qui en serait résultée aurait déchiré le seul symbole de l'unité allemande actuellement visible pour l'étranger. Le Zollverein a été reconstitué, et, il faut le dire, tant que les barrières qui séparent les autres États existeront encore, il peut servir de précédent à d'autres unions du même genre. Il y a des pays en Europe, qui ne sont pas plus étrangers les uns aux autres que ne l'étaient, entre eux certains États Allemands avant 1818. Sous ce rapport, il n'y aurait donc pas d'obstacles absolus à commencer à réaliser le plan de la liberté commerciale par l'établissement d'unions douanières, au lieu de procéder par des essais simplement théoriques.

M. LE PRÉSIDENT. M. le docteur Ernest Engel, qui représente la Saxe, renonce à la parole et fera parvenir un mémoire au bureau. M. Kuranda qui voulait exposer la situation de l'Autriche, parlera sur la seconde question.

M. HERZ (Hambourg). L'orateur qui vient de parler a émis le vœu que les villes hanséatiques s'unissent au Zollverein. Comme le Zollverein ne pratique pas la liberté commerciale, j'émetts le vœu que le Zollverein se réunisse plutôt à la liberté commerciale des villes hanséatiques. (*Applaudissements.*)

M. LE DOCTEUR BAMBERG (Prusse). Je n'ai pas prononcé les paroles que me prête l'honorable préopinant. J'ai seulement voulu dire que de petits États pourraient peut-être avoir intérêt à s'unir au Zollverein, comme Brême l'a déjà fait.

M. LESOINNE (Belgique). Qu'ils gardent leur liberté, c'est toujours le plus sûr. (*Rires et braves.*)

Sur la proposition de M. Campan, ancien secrétaire de la chambre de commerce de Bordeaux et vice-président du Congrès, l'assemblée décide que les exposés qui restent à faire seront déposés et publiés par les soins du bureau.

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons, messieurs, à la seconde question :

« Examen des obstacles qui s'opposent dans les divers pays à l'extension des relations commerciales. Maux provenant de ces obstacles.

M. PASCAL DUPRAT, ancien représentant du peuple, directeur de la *Libre Recherche* :

Messieurs, je n'ai pas la prétention d'embrasser dans toute son étendue la vaste question qui vient de vous être soumise. Le temps assigné à nos travaux ne nous permet pas de longs développements. J'ai d'ailleurs un motif particulier pour être court; je suis un peu souffrant, et je dois faire un effort sur moi-même pour prendre la parole. Je serai donc bref et incomplet. Mais je tâcherai d'être exact dans mon exposé. C'est mon unique ambition.

Quels sont les obstacles qui s'opposent à l'extension des relations commerciales? Il y a des obstacles de plusieurs natures; il y a des obstacles physiques, il y a surtout des obstacles moraux.

Si l'on avait posé cette question à nos pères dans une assemblée publique il y a des siècles ou seulement un siècle, ils auraient donné im-

immédiatement cette réponse : Le grand obstacle à l'extension des relations commerciales, c'est la difficulté des communications, c'est que les peuples sont séparés par la nature même de leur territoire, c'est qu'ils ne sont pas reliés par des routes, de grands fleuves, ou du moins c'est qu'on n'a pas su profiter jusqu'ici de ces chemins qui marchent, comme le disait un écrivain français, et qu'ils restent inutiles entre les mains des hommes. Enfin, ils auraient demandé avant tout, peut-être même avant de s'élever contre les obstacles moraux, ils auraient demandé que l'on transformât le sol, le monde physique, qu'on s'emparât pour ainsi dire de la nature.

Messieurs, ce grand obstacle matériel qui aurait préoccupé nécessairement nos pères, n'existe plus pour ainsi dire aujourd'hui. Des communications nombreuses ont été établies entre tous les peuples. L'Europe est aujourd'hui sillonnée de grandes routes, de chemins de fer, de canaux qui relient les peuples les uns aux autres. La vapeur court sur tous les fleuves, sur toutes les mers, elle relie les peuples même à travers les océans, et chose remarquable, ce ne sont pas seulement les partisans des libertés commerciales qui jettent partout ces voies de communication, ce sont les protectionnistes eux-mêmes qui sont nos alliés, nos complices dans cette partie du combat et de la lutte. Vous les trouverez partout, dans toutes les administrations des chemins de fer et dans toutes les grandes entreprises qui ont pour but de rapprocher et de relier les peuples entre eux.

Ainsi cette première question des obstacles naturels physiques a perdu pour nous toute sa gravité. Ce qui doit nous préoccuper, ce sont les obstacles moraux, car nous tendons ici vers des solutions pratiques. Or pour que ces solutions soient réellement pratiques et en harmonie avec la situation, il faut avoir une intelligence pleine et entière des obstacles moraux.

Je pourrais mettre au nombre de ces obstacles toutes les diversités des législations, mais le sujet a été épuisé, je ne veux pas répéter. D'ailleurs les législations sont elles-mêmes des effets plutôt que des causes. Pourquoi des douanes, pourquoi des barrières; pourquoi les peuples sont-ils séparés par cet égoïsme et cette inintelligence des législateurs? C'est évidemment que les législateurs, en élevant ainsi des barrières, en séparant ainsi les peuples, ont été déterminés par des motifs. Quels sont ces motifs? Il y en a de trois ordres : l'ignorance d'abord, des préjugés ensuite, et enfin ce que j'appellerai la faction des privilégiés. (*Bravos !*)

L'ignorance ! Les principes de liberté commerciale ont aujourd'hui

trouvés des publicistes qui la défendent avec plus ou moins d'énergie; mais ces idées pourtant n'ont encore conquis qu'une partie des intelligences. Elles trouvent ailleurs des oppositions, des résistances. Si elles circulent dans les esprits éclairés, on peut dire qu'elles ne sont pas encore répandues dans les masses. Il n'y a là rien d'étonnant. Les problèmes économiques sont très-compiqués et le peuple qui, jusqu'ici a été abandonné à lui-même par les gouvernements, ne peut les approfondir. Aussi lors même que les publicistes, les hommes d'État, les législateurs intelligents se trouvent au pouvoir, ils rencontrent souvent dans l'ignorance des masses un obstacle, sinon invincible, du moins très-difficile à surmonter.

A côté de cette ignorance, dont la trace apparaît de toutes parts, il y a un autre obstacle, c'est le sentiment national ou plutôt le sentiment du préjugé national. Je ne veux pas l'attaquer, je crois pour mon compte aux nationalités. Respectons ce sentiment national, applaudissons y comme l'a fait tout à l'heure l'organe de cette Italie mutilée, divisée, mais qui aspire à redevenir puissante par l'unité... (*Applaudissements.*)

On a souvent abusé de ce sentiment, on l'a flatté et trompé. Des hommes d'État inintelligents ou égoïstes ont dit au peuple : Il faut que tu t'appartiennes, que tu sois indépendant; il faut que tu ne sois pas esclave ou tributaire de l'étranger. Or, pour t'appartenir, il faut tracer un cercle infranchissable autour de ton territoire, exploiter pour toi ton sol et ton industrie, et repousser les produits des industries étrangères.

Ce langage, vous le trouverez sous toutes les formes dans les journaux, dans les livres et dans la bouche même de certaines associations; je l'ai entendu en France, quand j'avais le droit et le bonheur d'habiter la France, dans la bouche de cette association qui a pris et usurpé le nom de « Protection du travail national. »

C'est au nom de ce sentiment qu'on a poursuivi les propagateurs des libertés commerciales, du libre échange, et qu'on a repoussé souvent de la tribune les hommes qui faisaient tous leurs efforts pour pousser en avant cette grande œuvre des libertés commerciales. (*Nouveaux applaudissements.*)

Si donc nous devons respecter le sentiment national dans ce qu'il a de légitime, nous devons aussi le combattre dans ce qu'il a d'erronné; nous devons le respecter, mais à la condition qu'il s'unisse à celui des autres nations pour concourir ensemble au progrès humain.

Voilà le second des obstacles moraux. Il est puissant parce qu'il s'a-

dresse à un sentiment énergique répandu dans tous les esprits, un sentiment populaire qu'il faut respecter.

Le troisième, pour lequel j'ai beaucoup moins de respect, est ce que j'appelais tout à l'heure la faction des privilégiés.

Qu'est-ce, au fond, messieurs, que le système protecteur ? Il a placé certains groupes d'hommes de l'industrie dans une situation particulière, dans une situation privilégiée. Ce sont ces privilèges que vous rencontrez aujourd'hui devant vous en même temps que l'ignorance économique dont je vous parlais tout à l'heure et le sentiment national que je voulais ramener dans sa véritable voie. Ces privilèges savent se liguier, se concerter ; nous les avons vu se concerter puissamment en France, à une époque où la loi prohibait toute association et ne permettait pas à trois ou quatre philosophes de se réunir pour répéter avec Descartes : « Je pense, dont je suis. » Ces privilèges se concertaient, s'emparaient des positions, arrivaient même à faire la loi.

Je touche ici, messieurs, à une question délicate, mais je veux bien l'aborder. Il me semble que je manquerais de respect à cet auditoire si je mutilais la question, que je mentirais au passé de ce magnifique palais qui a été si souvent la citadelle des libertés publiques, si je ne savais pas tenir un langage libre et indépendant. (*Applaudissements.*)

Je dis, messieurs, que ces intérêts égoïstes, privilégiés par la loi, s'introduisaient jusque dans le sein du parlement, mais c'est là un des grands obstacles contre lesquels vous avez à lutter. Vous connaissez l'histoire de la ligue anglaise, et il y a ici un membre du parlement anglais qui pourrait dire mieux que moi avec quelle ardeur et quelle énergie elle a cherché à combattre au sein du parlement ces privilèges qui s'y étaient assis. J'ai connu une assemblée française, sous la monarchie, qui était appelée à voter sur des questions économiques, sur les grands intérêts des canaux, des chemins de fer, des grandes entreprises nationales, qui avait à régler les conditions à imposer aux compagnies ; eh bien, messieurs, dans cette assemblée, sur 450 députés, il y en avait 330 qui possédaient des actions, c'est-à-dire qui ne s'appartenaient plus.

Je puis traiter ici cette question avec quelque liberté, parce que vous m'avez fourni vous-mêmes un magnifique argument ; l'honorable magistrat qui préside cette assemblée a fait partie d'une assemblée politique et il a eu le courage, la générosité et il me permettra d'ajouter l'intelligence de parler contre un tarif dont il profitait lui-même. (*Applaudissements.*) Il ne faut pas trop compter sur l'imitation de cette

conduite, c'est un exemple qui n'est pas suffisamment contagieux.

Ainsi, messieurs, vous avez à vous préoccuper de cet obstacle. Je suppose que nos pères du XVIII^e siècle, quand on agitait une question qui est vieille aujourd'hui, la question des dîmes qui pesaient tant sur eux, je suppose qu'ils se fussent avisés de convoquer une assemblée composée de prêtres et d'évêques, pour voter la suppression de la dîme; ne serait-ce pas une étrange naïveté? Eh bien, si j'examine la situation de certains parlements, je dis que ce sont des prêtres appelés à voter la suppression des dîmes. (*Applaudissements.*) Voilà un grand obstacle dont vous devez sérieusement vous préoccuper, surtout dans un pays libre, où le corps électoral a sa liberté d'action et où il est permis de distribuer des bulletins électoraux. (*Applaudissements.*)

Je passe, messieurs, à la question des maux que ces obstacles peuvent produire; c'est une question qui est traitée dans tous les livres d'économie politique et je ne signalerai que deux ou trois idées principales.

L'un des abus les plus graves du système protecteur, c'est la compression de l'esprit d'industrie, c'est-à-dire de cet esprit qui doit créer la richesse. Lorsque vous avez, par exemple, ces tarifs différentiels dont on a tant parlé, ou bien lorsqu'un gouvernement se sert des tarifs et des douanes comme d'un moyen politique dans l'intérêt du pouvoir, dans un intérêt dynastique, dans un intérêt d'influence en Europe, qu'arrive-t-il? C'est que l'industrie n'ose pas se lancer dans les entreprises sérieuses; elle se borne à de petits efforts, et par conséquent elle n'arrive qu'à de petits résultats, et l'esprit d'entreprise, qui caractérise l'industrie moderne, se trouve comprimé dans ses efforts les plus légitimes et les plus féconds.

Il y a, messieurs, un autre mal qui résulte de cet obstacle : nous nous plaignons souvent, et avec raison, des brusques interruptions du travail qui viennent remplacer l'activité et le bruit de l'industrie par le silence du chômage, chômage qui se reproduit pour ainsi dire périodiquement; les interruptions du travail sont inévitables avec le système qui existe aujourd'hui : c'est que les produits de l'activité humaine ne peuvent pas circuler au dehors parce qu'il y a à toutes les frontières des barrières qui les retiennent dans les pays où ils ont été créés. Ainsi, messieurs, les chômages sont presque toujours un des maux résultant du système de prohibition qui existe aujourd'hui.

Enfin, messieurs, il y a un troisième mal sur lequel je désire appeler votre attention et celui-ci est le plus grave, parce qu'il trouble tout

l'organisme des fonctions économiques et tout ce que l'homme doit en attendre.

Quel est le résultat du système dont je parle et que j'attaque? C'est évidemment, messieurs, de réclamer partout une plus grande somme d'efforts humains pour obtenir moins de produits. Voilà la conséquence inévitable, nécessaire, absolue, du système protecteur, sous quelques formes qu'il se divise.

Le système protecteur, messieurs, ferme à l'homme les sources fécondes du travail et le pousse vers les sources les plus stériles. Le système protecteur demande beaucoup d'efforts pour moins de résultats.

Messieurs, il y a un homme, un écrivain que je citerai avec plaisir devant l'économiste illustre qui vous a parlé au nom de l'Italie, et qui continue glorieusement au delà des Alpes de nobles traditions. Il y a un écrivain qui a dit, déjà au dix-huitième siècle, que le véritable problème qui dominait tout le monde économique, c'était celui-ci : produire autant que possible avec le moins d'efforts possibles. Eh bien ! qu'arrive-t-il avec le système protecteur ? Les nations sont poussées dans un courant contraire.

La science dit à l'homme : tu travailleras moins pour obtenir davantage. (*Très-bien !*)

Messieurs, dans le système protecteur, les lois, les règlements, les institutions, les industries mêmes qui se créent vont dans le sens inverse de cette doctrine.

Dans le but que nous poursuivons, dans les résolutions que vous êtes appelés à voter, c'est vers ce résultat que vous êtes appelés à marcher. Car, messieurs, voilà la science et voilà l'humanité. (*Applaudissements prolongés.*)

M. VANDEN BROECK, *délégué de la Société centrale d'agriculture de Belgique* :

Messieurs, après les paroles éloquentes que vous venez d'entendre, c'est sans doute une hardiesse de ma part de prendre la parole. Mais comme je ne cherche pas un succès de tribune, je me permettrai de vous présenter quelques observations.

On a demandé aux orateurs de la brièveté et l'on a bien fait. J'irai au-devant de ce désir en confondant les deux caractères dont, très-indignement d'ailleurs, je me trouve revêtu.

Je suis, messieurs, un des délégués de la société centrale d'agriculture de Belgique, société qui a droit à vos sympathies, parce que, comme l'association pour la réforme douanière, elle s'est créée elle-

même, à l'abri de l'intervention toujours fâcheuse du gouvernement et qu'elle ne doit rien qu'à sa volonté, à son courage, à son abnégation et à ses écus. Indépendamment de ce caractère, je me suis trouvé ce matin être choisi comme rapporteur de votre seconde section.

Pour ce qui est relatif à l'examen des questions agricoles, aux termes du programme dont je relis les paroles, j'ai à m'occuper de l'examen des obstacles qui s'opposent, dans les divers pays, à l'extension des relations commerciales internationales. Or, messieurs, déjà d'autres orateurs vous l'ont dit avant moi, il y a un fait qui a été parfaitement démontré : c'est que l'agriculture, qui est bien certainement l'industrie la plus fondamentale de toutes, a besoin et réclame comme toutes les autres industries, le système de la liberté ; c'est que là où la liberté a été établie, où la liberté commerciale a pu se développer dans toute sa force, l'agriculture a pu progresser ; et puisque M. le président demandait tout à l'heure des faits, encore des faits et toujours des faits, je vais en citer quelques-uns. La connaissance de ces faits ne m'est pas personnelle. Je les ai extraits d'un travail qui m'a été remis par un honorable représentant de l'Angleterre, par M. Chadwick. Ils sont courts et péremptoires.

À l'époque des luttes qui ont été soutenues pour l'établissement de la liberté commerciale, surtout dans ses rapports avec l'agriculture, qu'a-t-on dit de toutes parts ? L'Angleterre souffrira. Eh bien ! l'Angleterre n'a pas souffert ; au contraire, elle a progressé et cela dans ces trois acceptions les plus essentielles : la vie de l'ouvrier qui lui consacre son temps, ses labeurs ; la valeur de la terre, qui est le capital représentatif de la richesse agricole ; l'extension des voies de communication et de commerce qui sont les grands moyens d'échange.

Quant à la vie de l'ouvrier, il est démontré que, dans les cantons de l'Angleterre où l'agriculture a fait le plus de progrès, l'ouvrier anglais a une nourriture aussi bonne que celle de beaucoup de fermiers des pays protégés. Je dis que ce fait prouve en faveur de notre système.

Quant à la valeur de la terre, elle a augmenté sous tous les rapports. En France le produit d'un hectare de froment est en moyenne de 10 à 13 hectolitres. En Belgique, quand cela va très-bien, on arrive à 18, 20, 22 hectolitres. En Angleterre, dans des fermes d'une étendue de 10 hectares seulement, on a été jusqu'à recueillir 30 et 40 hectolitres par hectare.

On apprécie assez souvent l'importance de l'agriculture d'après le nombre de têtes de bétail. En France et en Belgique, quand on a une tête de bétail par hectare, on dit que c'est très-bien. En Angle-

terre on trouve souvent deux têtes de bétail par hectare et quelquefois trois.

Je dis donc que, malgré la liberté commerciale, l'Angleterre ne s'est pas, au point de vue agricole, appauvrie le moins du monde.

Ces faits me paraissent parfaitement établis. D'ailleurs, on fabrique de la viande et du grain comme on fabrique du fer et des tissus. Les lois applicables à ces deux dernières branches de production sont applicables à l'agriculture, d'où il résulte que les mêmes lois seront dans tous les cas des bienfaits ou des désastres, selon leur caractère de liberté ou de restriction.

Messieurs, j'ai d'autant plus de plaisir à énoncer ces principes que je vous avouerai que je n'ai pas toujours été libre échangiste. J'en fais mon *mea culpa* sans regret. J'ai défendu comme les autres les charmes de la protection. Mais j'espère que dans le paradis des économistes, si les économistes ont un paradis, ce dont je doute, il y aura, comme dans le paradis qu'on nous promet, plus de joie pour un pêcheur converti que pour cent justes.

Messieurs, les grands progrès de l'agriculture anglaise, qui commencent à se répandre chez nous, sont dus surtout à l'application de machines perfectionnées. Les mêmes faits produiraient partout les mêmes effets. Mais, comme le dit le programme, il y a des obstacles qui s'opposent à ces développements, et ces obstacles sont les lois de douane sur les matières premières qui sont la base des progrès dont nous demandons la réalisation. Nous avons des droits protecteurs sur le fer et la houille. Or, le fer et la houille sont le pain béni du travailleur, et là où le fer et la houille ne peuvent être obtenus dans des conditions normales, les progrès sont impossibles.

Nous avons aussi des tarifs qui imposent à l'entrée les bois étrangers qui sont essentiels à l'industrie. Nous devons demander l'abolition de ces droits. La Société centrale d'agriculture vous demandera d'émettre un vœu en ce sens.

Il y a quelque temps on a, dans un rapport présenté à cette société, demandé la prohibition des os à la sortie. Au nom de la société dont je suis mandataire, je proteste contre cette doctrine. Car il faut être juste avant tout, et lorsque nous venons ici réclamer l'abolition des droits qui grèvent, à l'entrée du pays les matières premières qui nous sont utiles, nous renouçons, par cela même, à toute demande de prohibition. (*Bravos.*)

On a parlé d'un système de représailles. Ce système qu'à mon grand regret j'ai défendu jadis, je le renie aujourd'hui. La chambre de com-

merce d'Auvers a semblé l'admettre. C'est un système odieux. Au lieu de rendre le bien pour le mal comme le prescrit l'Évangile, on rend le mal pour le mal. Cela tend à éterniser et à perpétuer les erreurs. (*Applaudissements.*)

Il y a une dernière question que je me permettrai d'indiquer. Je vous ai exposé quelques-unes des charges qui pèsent à l'entrée du pays. Il y a un autre droit qui doit également appeler votre attention. C'est le droit d'octroi communal qui frappe les citoyens d'un même pays, ceux qu'unit le lien de cette nationalité dont parlait si bien tout à l'heure M. P. Duprat. Je dis donc que l'octroi communal est plus blâmable et plus immoral encore que le droit de douane. (*Applaudissements.*)

Le Congrès, je le sais, ne peut examiner ni résoudre cette question des octrois communaux. Mais j'aurai l'honneur de vous présenter demain, au nom de la deuxième section, un rapport concluant à ce que le Congrès émette le vœu qu'une prochaine assemblée étudie la question des octrois et recherche les moyens d'y substituer d'autres ressources. Ne l'oublions pas, Messieurs, outre leur injustice et leur partialité, les octrois ont encore cet immense abus inhérent à tous les gros budgets; ils surexcitent les ambitions et créent les grandes influences; ils font des primes à l'arbitraire des autocrates communaux et cela seul est un grand danger.

M. LE PRÉSIDENT. S'il y a une proposition de la deuxième section, elle devra être renvoyée au comité des propositions, qui déterminera l'ordre de discussion.

L'honorable préopinant a demandé l'abolition des droits établis sur le charbon et le fer. Je donnerai la parole à M. Dupont du Fayt qui s'est fait inscrire pour parler dans le sens opposé. Ainsi, il y aura discussion. (*Approbatton générale.*)

PLUSIEURS MEMBRES. Il est sorti.

M. LE PRÉSIDENT. Il aura la parole demain. La parole est à M. Mülendorf.

M. MULLENDORF, industriel, président et délégué de la chambre de commerce de Verviers :

L'honorable M. P. Duprat a bien voulu vous dire qu'un des obstacles qui s'opposent aux rapports internationaux, ce sont les préjugés. Ces préjugés peuvent être classés ainsi : préjugés ou plutôt erreurs

des gouvernements, préjugés généraux, préjugés des peuples, des intéressés, des industriels. Il y a encore les préjugés de parti, mais je ne crois pas que nous ayons à nous en occuper ici. Et cependant l'occasion est si solennelle que vous me permettrez de la saisir pour protester, au nom de l'industrie, de l'humanité et de la civilisation contre les idées blasphématoires qui se sont fait jour, il y a quelque temps, et qui ne tendraient à rien moins qu'à représenter l'industrie comme une œuvre de désorganisation, et la mendicité comme une œuvre très-méritoire (*bravos*). Ces idées déprécient le travail pour exalter la fainéantise. (*Nouveaux bravos.*) Je ne veux que les mentionner pour provoquer vos manifestations contre des sentiments pareils.

En fait de questions économiques les gouvernements commettent presque toujours des fautes et toujours des injustices. Reportons-nous aux régimes de l'échelle mobile sur les céréales. Plusieurs années d'abondance avaient répandu les bienfaits de la Providence sur la terre et on trouva que la terre produisait trop. On fit le procès au bon Dieu et on lui imposa un tarif. (*Rires approbatifs.*)

Mais bientôt nous fûmes punis de cette injure faite à la Providence. Après l'abondance à laquelle on avait voulu mettre un régulateur, vinrent les années de disette, de misère, et d'une faute on retomba dans l'autre. Après avoir mis des entraves à l'entrée des céréales on en mit à la sortie. Avec l'abondance, on avait imposé le consommateur; avec la disette, on expropria le producteur. (*Nouvelle approbation.*)

Il est une page de nos Annales parlementaires que, comme Belge, je voudrais pouvoir arracher, c'est celle où nos législateurs, alors qu'ils reconnaissaient l'inefficacité des entraves mises à la circulation des céréales et les considéraient comme contraires à l'intérêt général, n'en votèrent pas moins la prohibition et cela tout en avouant qu'ils ne faisaient que sacrifier à un préjugé. (*Applaudissements.*)

Messieurs, si la protection est égale, si l'on protège toutes les industries, alors chacun payera la part de cette protection, mais si la protection n'est pas égale comme cela arrive toujours; alors c'est le plus privilégié qui exploite les autres. C'est là ce qui se présente pour les fers, les houilles et les produits chimiques. Le préjugé le plus répandu et le plus tenace, c'est celui de l'effet de la protection. On s'imagine que, pour protéger une industrie, il n'y a qu'à imposer largement les produits de l'industrie étrangère.

Eh bien, nous avons des faits qui prouvent la fausseté de ce système. Vous savez tous les sacrifices faits pour l'industrie linière. Elle avait

pourtant pour elle la matière première en grande abondance et d'une qualité sans égale. Elle existait depuis des siècles. Eh bien, il a fallu la protéger et cela aux dépens de l'industrie drapière, de cette industrie qui doit prendre toute sa matière première à l'étranger. Or qu'est-il arrivé? c'est que l'industrie lainière se traîne péniblement sous sa protection et que nous, ses victimes, nous prospérons et que même nous déplaçons l'industrie dans les Flandres. C'est l'industrie lainière qui donne aujourd'hui aux Flandres, une grande partie du travail qu'elles demandent en vain à l'industrie lainière protégée.

Je pourrais vous parler encore des droits différentiels, mais M. Molinari en a trop spirituellement fait justice pour que j'y revienne. Je dirai seulement, que je ne crois pas que l'abbé Defoere figure jamais dans le calendrier des saints, pour les miracles qu'il a opérés. (*Non-veaux rires*).

Je viens de prouver l'inefficacité de la protection sur l'industrie lainière voici une preuve non moins éclatante puisée dans l'histoire même de la draperie, cette industrie si forte et si vivace chez nous.

Les draps sont tarifés au poids.

Le drap fin paye peu, environ 6 à 7 p. c. ; le drap commun paye beaucoup : de 25 à 30 p. c.

Si la protection devait avoir un effet salutaire sur la production, on devrait s'attendre à une grande prospérité résultant de droits aussi élevés que ceux de 25 à 30 p. c.

Eh bien, il n'en est rien. Au contraire, au lieu de se développer l'industrie des draps communs décline.

L'industrie des draps fins qui est exposée à toutes les concurrences prospère d'une manière brillante. La moitié de notre production en draps fins s'exporte et nous n'exportons pas de drap commun.

Les fabricants de draps communs ont pour eux le marché intérieur ; seuls et sans concurrence, aucun stimulant ne les pousse à améliorer leur travail. Voilà pourquoi ils n'osent pas se lancer sur les marchés étrangers, voilà pourquoi ils sont remplis de terreur quand on les menace de la concurrence des draps de Saxe.

Nous constatons donc la prospérité d'une industrie qui n'est pas protégée et la décadence d'une industrie qui l'est trop.

Les mêmes moyens de production sont à la disposition de l'une et de l'autre et les résultats sont en opposition.

Je n'hésite pas à le déclarer messieurs, c'est à l'influence de la protection qu'il faut attribuer la décadence de l'une, la prospérité de l'autre.

Nous voyons encore le même phénomène se produire dans l'industrie des fils de laine.

Cette industrie n'était guère exploitée en Belgique avant 1840. Nous demandions à l'Angleterre et à la France, le peu de fils de laine dont nos tisserands avaient besoin ; aussi la faveur sur les fils de laine, accordée à la France comme compensation des avantages qu'elle faisait à nos toiles et à nos fils de lin, n'avait-elle soulevé aucune réclamation.

En 1843, le Gouvernement crut qu'il était nécessaire de protéger cette branche de l'industrie lainière, il retira le droit de faveur accordé à la France.

Nous vécûmes sous ce régime de 1843 à 1846. Je ne puis pas dire que pendant ces trois années les établissements existants aient augmenté leur production, rien non plus, ne m'indique le contraire, je n'ai pas de chiffres à cet égard, mais ce qui est certain, c'est qu'aucun nouvel établissement ne fut créé dans le cours de cette période.

En 1846, notre Gouvernement rétablit les droits de faveur concédés à la France ; eh bien ce qui ne s'était pas fait sous la protection de 1843 à 1846, se fit promptement sous le nouveau régime de 1846 à 1856. La production a presque décuplé et notez bien, messieurs, que les fils de laine français jouissaient d'une prime de sortie, bien supérieure aux droits qu'ils avaient à payer.

Un autre préjugé exploité surtout par les industriels français, c'est qu'un pays n'a qu'à abaisser ses droits pour être inondé à l'instant de produits étrangers.

J'avoue, messieurs, en toute humilité, qu'ici je dois dire aussi mon *mea culpa* ; il y a dix ans j'étais complètement sous la domination de ce préjugé.

En 1846, lorsqu'on nous sacrifia pour assurer l'existence de l'industrie lainière, on abolit la surtaxe mise sur les draps français à raison de la prime de sortie dont ils jouissaient.

Notre industrie réclama vivement. La Chambre de Commerce, j'en faisais déjà partie à cette époque, eut peur. Et il y avait de quoi avoir peur. (*Rires.*)

La prime de sortie, supérieure aux droits que les tissus français avaient à payer en Belgique, allait faire entrer des quantités considérables et notre industrie se voyait exposée au plus grand danger.

Ce danger nous ne le trouvions pas seulement dans la supériorité incontestable des produits français, ce qui devait bien les rassurer, nous craignions surtout les ventes en bloc, les soldes de magasins

ce que l'on appelle en termes de commis-voyageur *des lessives*. Ces lessives devaient être surtout désastreuses pour nous en temps de crise.

Qu'est-il arrivé messieurs ?

Les importations ont été en moyennes de 8 à 9,000 kilos par an, représentant une valeur de 225,000 francs.

La crise est venue, cette crise qu'on redoutait, mais dont on ne connaissait pas encore les proportions, cette crise de 1848, crise politique, crise financière, crise industrielle, crise alimentaire ; on n'avait jamais rien vu de pareil depuis 94.

Eh bien, les importations de 1848, appuyées par une prime de sortie extraordinaire de 50 p. c., n'ont pas atteint le chiffre de 5,000 kilos, un peu plus de la moitié de la moyenne des dernières années.

Je m'abstiens de tout commentaire pour passer à un autre exemple, toujours puisé dans l'industrie lainière à laquelle vous me permettrez de donner la préférence, c'est un peu ma partie et je tiens à n'avancer que les faits que je connais pertinemment.

Par un décret du 19 janvier de cette année, les droits d'entrée sur les laines en masse ont été considérablement réduits en France.

Par le même décret il fut stipulé que les primes de sortie accordées jusqu'alors, seraient maintenues pour un terme de six mois, jusqu'au 19 juillet.

Pour transformer certaines qualités de laine en fil de laine, il ne faut que peu de jours, quinze jours au plus. Il y avait donc une facilité extrême de faire entrer les laines au nouveau droit, de les transformer en fil et de les faire sortir avec l'ancienne prime.

Or les nouveaux droits peuvent s'évaluer à 30 francs pour une quantité de laine produisant 100 kilogrammes de fil dégraissé, lesquels obtenaient à la sortie un remboursement de 175 francs.

Les exportations de fils de laine pouvaient donc se faire de janvier à juillet avec une avance de 145 francs sur les droits payés. Il fallait s'attendre à ce qu'avec une rémunération de 15 p. c. les importations en Belgique se seraient élevées à un chiffre considérable.

Il n'en a rien été.

Pendant les 7 premiers mois de 1856, on a importé un peu, fort peu de plus, que pendant la même période en 1855 et un peu moins qu'en 1854.

Que devons nous conclure de ces faits, Messieurs ?

C'est que les produits ne s'improvisent pas ; c'est qu'il faut pour produire, un matériel, des bâtiments, des ouvriers, toutes choses

qui ne se font qu'à la longue et qu'un pays avant d'inonder ses voisins de ses produits, avant de songer à exporter, doit pouvoir d'abord à sa propre consommation, il ne peut enfin exporter que son superflu.

Messieurs, je me suis uniquement borné à vous citer des faits, je ne suis pas entré dans des raisonnements théoriques, parce que la Chambre de Commerce de Verviers m'a surtout chargé de vous prouver par les faits, les erreurs de la protection.

Je ne suis pas seul, la Chambre, pour témoigner combien elle suit votre œuvre avec intérêt, m'a adjoint deux des principaux industriels de Verviers : M. Laoureux et M. Lieutenant.

Vous avez entendu en outre, messieurs que la ville de Verviers fournit environ le tiers des adhérents au congrès. C'est un grand enseignement de voir une ville, industrielle par excellence, venir énergiquement vous dire : nous ne sommes pas protégés et nous ne voulons pas l'être.

Espérons que hientôt le jour de la justice viendra, alors quand on aura abaissé les droits sur le fer, sur la fonte, sur la houille qui sert à mouvoir nos machines, alors nous pourrons produire plus et dans de meilleures conditions encore et nous ferons jouir le pays de tous les avantages que présente la liberté commerciale.

M. BENJ. OLIVEIRA, *membre du Parlement*, président et délégué de l'Association pour la réduction des droits sur les vins :

Comme président, et étant délégué pour représenter au Congrès un comité anglais qui est composé de 1,250 membres des classes supérieures et intelligentes, et parmi eux 130 membres du Parlement, je crois pouvoir vous adresser quelques mots ; mais comme des délégués de l'Angleterre ont déjà occupé pendant assez de temps le Congrès, je ne bornerai à faire très-peu d'observations.

Je désire dans l'intérêt du libre échange, que les droits sur les vins en Angleterre soient diminués. A présent les vins payent chez nous 5 shellings et 10 pences par gallon, ce qui est, en réalité, une prohibition. Sur quelques vins ordinaires de la France, du Portugal et de l'Espagne, c'est 600 p. c. sur la valeur des vins.

Le résultat est que, depuis cinquante ans, le revenu sur l'importation des vins n'a pas augmenté et actuellement, avec une population de 27,000,000 d'habitants, nous consommons la même quantité de vins que quand la population ne comptait que 15 millions.

Par l'imitation ou la falsification des vins chez nous, le revenu perd

beaucoup et nos populations, à cause de la cherté des vins, boivent avec excès les boissons spiritueuses, ce qui a des résultats funestes sous les rapports moraux et hygiéniques. La consommation annuelle des vins en Angleterre est de 6 millions de gallons; celle des boissons spiritueuses de 30 millions de gallons. Mais ce qui est plus malheureux pour la cause du libre échange, c'est que nos droits sur les vins empêchent les autres pays, comme la France, le Portugal et l'Espagne, de baisser leurs tarifs sur les objets manufacturés de l'Angleterre.

Il y a déjà quelques années que je porte cette question devant la Chambre des Communes en Angleterre, et j'ai eu récemment une preuve éclatante dans le Midi de la France, dans un banquet qui m'a été offert sous la présidence de M. Michel Chevalier, que les principes du libre échange et de réciprocité font de grands progrès dans cette contrée. Messieurs, je crois que c'est une question digne d'être appuyée par ce Congrès. Je dois vous dire que, par une résolution adoptée à l'unanimité par le comité que je représente, j'ai préparé un *Mémoire* qui contient les arguments, les faits et les statistiques sur cette question. J'ai eu l'honneur de déposer ce *Mémoire* sur le bureau pour être publié.

M. BORN, éditeur à Londres :

Quoiqu'on n'ait pas spécialement nommé dans le programme le département que je représente, je le crois compris parmi les denrées alimentaires, car les aliments intellectuels ne sont ni les moins importants, ni les moins nécessaires à la condition de la vie humaine. Pendant les dernières années, et depuis qu'on a senti, dans ses relations étendues les effets du libre échange, en toutes les ramifications de nos fabriques et de notre commerce, la littérature, spécialement celle consacrée au peuple, a fait un progrès énorme.

La diminution ou l'abolition des restrictions de toute espèce, le grand développement du mécanisme dans le département de l'imprimerie, les relations créées par les chemins de fer, la modification des lois de timbre, les facilités que donne maintenant la poste pour transporter des livres promptement sur tous les points de l'Angleterre : tous ces avantages contribuent à stimuler la consommation de l'aliment littéraire et ensuite à étendre l'éducation.

Cette marche de commerce libre et ces facilités ont engendré de grandes entreprises dans la librairie, qui ont eu un succès brillant. Le résultat est que l'on achète, à présent, pour un schelling ce qui coûtait autrefois une livre sterling et plus, et les éditeurs en tirent plus de

profit qu'ils n'ont tiré, dans les vieux temps, de la librairie aristocratique.

La propriété intellectuelle, c'est-à-dire le droit de copie, s'est augmenté à l'inverse de l'abaissement de prix, et aujourd'hui quel que soit le bas prix auquel on puisse offrir au public un ouvrage d'une valeur reconnue, les droits d'auteur n'en ont aucunement souffert.

J'ai dernièrement acheté les droits d'auteur d'un ouvrage 1,000 livres sterling, qui, sous l'ancien régime, n'auraient pas valu la moitié de ce prix, et à présent je le publie avec cent gravures, pour cinq schellings au lieu de vingt-cinq qu'il aurait coûté jadis.

J'ai été l'un des premiers qui aient entrepris ce genre de spéculation et depuis dix ans j'ai publié à peu près cinq cents volumes, imprimant de chacun au moins cinq mille exemplaires, quelquefois vingt mille, et je les vends, même en concurrence avec les Américains, dans leur propre pays.

Pour des obstacles, il est vrai que nous avons un tarif de trois sous d'Angleterre sur la livre de poids, mais par contre, nous avons une remise égale sur des livres exportés, au moyen de laquelle nous sommes en état de nous mettre en concurrence dans les pays étrangers, malgré les douanes locales et les frais de transport. La douane qui pèse sur des livres importés, lorsqu'il y a un accord réciproque, n'est plus que 15 sh. pour cent, ce qui équivaut à notre accise.

On a essayé, il y a quelque temps, de se débarrasser entièrement de cette accise qui produit à peu près 120 mille liv. annuellement. Mais il se trouve bien des antagonistes qui soutiennent, et avec raison, que le stimulant amené par l'abrogation de l'accise, causerait une hausse considérable dans les prix des matières premières, c'est-à-dire les chiffons, dont la production est limitée.

Mentionnons encore un obstacle : c'est le besoin d'un port de livres par la poste, uniforme et universel. Il me semble que si on pouvait introduire un port de poste uniforme dans tous les pays de l'Europe, et leur accorder la plus grande vitesse de transport et le plus facile des règlements internationaux, dès lors la plus grande impulsion serait donnée à la diffusion universelle de la littérature. (*Approbation.*)

M. LE PRÉSIDENT donne lecture de plusieurs propositions qui sont toutes renvoyées à l'examen du comité des propositions (1).

— La séance est levée à quatre heures trois quarts.

(1) On trouvera le développement de ces propositions dans les procès-verbaux du Comité chargé de les examiner.

TROISIÈME SÉANCE.

Mercredi, 31 septembre 1856.

La séance est ouverte à une heure précise.

M. REYNTIENS, *secrétaire*, donne lecture du procès-verbal de la séance d'hier; la rédaction en est approuvée.

M. LE PRÉSIDENT. Une lettre insérée dans le journal *le Télégraphe* et signée F.-I. Dupont accuse votre président de partialité. **M. Dupont** prétend qu'il s'était fait inscrire sur la première question et que, dans toutes les assemblées, il est d'usage de donner alternativement la parole à un membre inscrit pour parler en faveur de la proposition et à un membre inscrit pour parler contre. D'abord, d'après les termes du programme, il n'y avait pas sur la première question de thèse à soutenir qui donnât lieu à discussion. Il s'agissait de rapporter au Congrès les progrès économiques qui avaient été surtout réalisés dans les dix dernières années.

Il y a mieux que cela : **M. Dupont** est venu, en effet, deux ou trois fois au bureau, me disant qu'il voulait parler contre la libre introduction des fers. Je lui ai dit chaque fois : « Vous en aurez l'occasion toute naturelle. On m'a dit que **M. Vanden Broeck** est inscrit pour demander l'abolition des droits sur les fers, je vous donnerai la parole pour lui répondre. » C'est ce que je lui ai dit hier et avant-hier. Vous savez que j'ai, en effet, donné la parole à **M. Dupont** après **M. Vanden Broeck**. Mais **M. Dupont** avait alors quitté la séance.

Du reste, nous ne voulons pas escamoter la discussion. Ce n'est pas, assurément, l'intention du Congrès. (Non ! non !) Si le président avait

mal fait, ou avait mal entendu, vous aviseriez aux moyens d'y remédier. (*Très-bien, très-bien.*)

M. CORR-VANDER-MAEREN. Je demande la parole sur la réclamation de M. Dupont à laquelle il a mêlé mon nom.

M. LE PRÉSIDENT. Je ne puis vous accorder la parole.

M. CORR-VANDER-MAEREN. Je n'ai qu'un mot à dire : M. Dupont est venu me prévenir qu'il s'était fait inscrire. Je lui ai dit qu'il aurait sans doute son tour de parole, et que j'attendais.

M. LE PRÉSIDENT. Nous n'avons rien à faire avec ces démêlés personnels, vous n'avez pas la parole, d'ailleurs vous n'êtes pas inscrit. Je passe à l'ordre du jour.

Messieurs, on m'a prié de vous dire, qu'il est bien entendu que tous les membres du Congrès ont droit à recevoir un exemplaire du compte rendu, mais que ceux qui désirent plus d'un exemplaire sont priés de se faire inscrire au secrétariat, et de l'indiquer sur le registre ouvert à cet effet.

M. Catteaux-Wattel demande à faire une déclaration au nom de la chambre de commerce d'Anvers. Je lui donnerai la parole tout à l'heure.

J'ai reçu une lettre de M. Henri de Roubaix, fabricant, membre de la chambre de commerce de Courtrai. Il dit que, pour ne pas prendre le temps du Congrès, il s'est abstenu hier de répondre à M. Mullendorff. Il a envoyé sa réponse écrite ; elle sera insérée dans le compte rendu.

M. G. JOTTRAND fils *avocat* et secrétaire du congrès : Les documents de toutes sortes tant imprimés que manuscrits, adressés des pays étrangers au congrès international des réformes douanières, sont des plus nombreux. L'intention primitive du comité d'organisation du congrès était d'en faire une analyse suivie d'un rapport succinct à l'assemblée. Mais leur nombre et l'époque tardive à laquelle ils nous sont parvenus nous ont enlevé la possibilité de mettre notre projet à exécution.

Nous sommes donc forcés, bien à regret, de nous borner à une brève énumération, afin que le congrès puisse au moins, en connaissance de cause, remercier des efforts qu'ils ont faits pour éclairer ses délibérations, les gouvernements, les corps constitués et les particuliers de qui proviennent les nombreux documents reçus ⁽¹⁾.

(1) On trouvera aux annexes la liste complète des documents manuscrits et imprimés adressés au Congrès, liste dont M. Jottrand a donné lecture après cette communication.

M. LE PRÉSIDENT. M. David, du Danemark, renonce à la parole. Il a déposé entre nos mains une note sur la situation du Danemark, note qui fait ressortir les avantages qu'a retirés le gouvernement de ce pays, en n'imitant pas l'exemple qui lui était donné par d'autres États, de prohiber l'exportation des grains pendant les dernières années et l'heureux effet qui est résulté du régime de liberté sur l'industrie agricole. (*Marques d'approbation.*)

La parole est à M. Catteaux-Wattel pour une déclaration au nom de la chambre de commerce d'Anvers.

M. CATTEAUX-WATTEL, négociant, membre et délégué de la chambre de commerce d'Anvers :

Messieurs, les principes de la chambre de commerce d'Anvers, dont je suis un des représentants à ce congrès, ont été hier ou méconnus ou interprétés d'une manière contraire à la liberté commerciale, par deux orateurs qui, dans leur brillante improvisation, n'ont pas dit le mot, j'en conviens, mais l'ont suffisamment signalé comme *rétrograde* aux yeux de la science économique.

C'est contre ces insinuations, messieurs, que je viens protester de toutes mes forces; je le proclame bien haut, la chambre de commerce d'Anvers ne recule devant aucune des conséquences de la liberté commerciale, de la liberté même la plus absolue. Eh! messieurs, nous qu'on accuse d'être des protectionnistes, des différentiellistes, que sais-je encore; nous faisons mieux que d'exprimer des vœux en faveur de la liberté des échanges, nous pratiquons en ce moment, en ce qui concerne le commerce maritime, la doctrine du libre échange dans toute sa pureté.

En effet, messieurs, depuis que la législature a supprimé tout droit différentiel en faveur de la marine marchande, le commerce maritime de la Belgique peut s'exercer par tous les pavillons du globe aux mêmes conditions que par le pavillon belge. Pour celui-ci, plus de préférence aucune. Non-seulement les navires de mer, mais les modestes bélandres, peuvent venir lutter avec lui pour l'importation dans ce pays des marchandises coloniales et autres denrées nécessaires à sa consommation. Il y a plus, par la disparition du droit différentiel de provenance, les charretiers, les colporteurs même, sont placés sur la même ligne que les navires faisant la navigation de long cours.

Ainsi le négociant, l'armateur, voire même l'industriel, qui se livrent à des opérations lointaines et qui se donnent la mission, honorable sans doute, mais souvent bien périlleuse, d'aller porter les produits et

les couleurs belges dans toutes les mers, sont assurés d'avance qu'ils rencontreront à leur retour dans la patrie la concurrence de toutes les nations pour la vente des produits qu'ils auront pris en échange de leurs exportations.

Mais, dira-t-on, si la loi belge a fait disparaître les faveurs attachées jadis au pavillon et à la provenance, il en existe peut-être pour la construction des navires nationaux.

Non, Messieurs, ces faveurs ont disparu comme tout le reste depuis plusieurs années, et, chose singulière, on a maintenu les droits existants sur les matériaux servant à la construction des navires et sur les agrès et appareils servant à leur équipement!

Ces droits cependant ne sont pas si minimes qu'on pourrait le croire, car ils dépassent la prime de 30 francs par tonne qu'accordait la loi de 1837.

Ainsi donc, par suite de cette anomalie, l'industrie des constructions navales en Belgique, et partant celle des armements maritimes, y subsistent, non pas l'égalité mais une *surtaxe*, comparativement aux industries similaires des autres nations. (*Mouvement.*)

Je n'entrerai pas dans des détails, Messieurs; le temps qui m'est laissé est trop court. Pour démontrer toute l'importance du rôle que peut remplir la marine marchande dans les relations internationales d'un pays, il me suffira de faire remarquer qu'elle est, chez toutes les nations maritimes, un des plus puissants leviers de leur prospérité.

Ce court exposé vous indique suffisamment, Messieurs, quel est aujourd'hui le système commercial maritime qui est fait à la Belgique et en particulier au port d'Anvers, et je le demande à tout homme de bonne foi, est-ce là oui ou non du libre échange? Et cependant, Messieurs, la Belgique née d'hier sans colonies, repoussée de plusieurs des grands marchés transatlantiques et exposée par conséquent à voir sa consommation envahie par les grands entrepôts privilégiés des autres pays d'Europe, aurait pu peut-être conserver un droit différentiel défensif, sans pour cela pouvoir être accusée d'être hostile à la liberté.

Nous n'avons entendu depuis deux jours que des hommages rendus au système libéral inauguré depuis 1845 en Angleterre. Nous nous y sommes associés de grand cœur, car, quoi qu'on dise, nous aussi nous sommes partisans des doctrines libérales. Mais cette réputation de libéralisme faite à la Grande-Bretagne est-elle donc si pure qu'aucune ombre ne puisse venir assombrir cette éclatante apothéose? L'Angleterre, qui sous le point de vue pratique, sinon historique, est, avec la

Hollande, le plus ancien pays commercial d'Europe qui, pendant deux siècles, a vu grandir, à l'ombre de la protection, sa navigation et son industrie qui, à l'aide de sa puissance maritime, a pu imposer son commerce et ses produits à la moitié du globe, qui aujourd'hui, par ses capitaux, son expérience et ses relations est forte entre toutes, qui est isolée au milieu de l'Océan, l'Angleterre, dis-je, pouvait, sans danger comme sans crainte, ouvrir largement ses ports et ceux de ses colonies à la concurrence générale.

Et cependant, Messieurs, l'Angleterre, qui la première a levé le drapeau du libre échange, n'est pas allée jusque-là. Elle conserve plus d'un droit protecteur, soit maritime, soit industriel.

Ainsi, elle protège ses soieries, ses papiers, les bois provenant de ses colonies : elle a rétabli tout récemment la prime à l'exportation au profit de ses raffineries de sucres, et pour favoriser son agriculture elle a frappé d'un droit très-élevé le houblou étranger.

Elle maintient ou autorise la perception d'une surtaxe sur les produits de l'industrie étrangère importés dans ses colonies; elle frappe ou laisse frapper d'un droit de sortie certains produits de ses possessions destinés à d'autres ports que ceux de la mère-patrie; elle prohibe ou frappe de droits différentiels très-élevés, notamment à la Jamaïque, à l'île Maurice, au cap de Bonne-Espérance et à Ceylan, les cafés et les sucres importés d'ailleurs que de ses possessions.

Au Canada, elle dégrève d'un droit de 20 p. c. le bétail, le beurre, les céréales et une foule d'autres articles lorsqu'ils sont importés de la mère-patrie ou de ses possessions de l'Amérique du Nord; elle maintient, dans les îles Ioniennes, une surtaxe sur les pavillons non assimilés; enfin elle dépense annuellement au delà de vingt millions de francs, en subsides accordés à des lignes de navigation à vapeur.

Voilà bien des péchés économiques, Messieurs, et en cherchant bien, nous trouverions peut-être que ce ne sont pas les seuls qui chargent la conscience de la libérale Angleterre.

Messieurs, nous avons entendu plus d'une confession dans cette enceinte pour infraction à la doctrine économique; nous aussi nous pouvons avoir quelque chose à nous faire pardonner, c'est de ne point partager toutes les généreuses illusions de certains économistes.

La théorie absolue nous dit :

Proclamez la liberté sans conditions ni réserves, sans égards pour la législation économique des peuples qui vous entourent;

Repoussez l'intervention gouvernementale, alors même que vos rivaux y auraient recours;

Proscrivez sans pitié les industries qui, dès leur naissance, ne peuvent lutter avec les industries similaires de l'étranger;

Ouvrez largement vos ports à ceux-là mêmes qui vous ferment les leurs.

Il se peut, Messieurs, que ce soit là la perfection économique; mais comme la perfection évangélique, elle est bien difficile à atteindre, et je doute que la science ait à inscrire bien des nations parmi les saints de son martyrologe, car les nations comme les individus ne doivent pas seulement compter avec leurs aspirations, mais aussi avec leurs intérêts immédiats, avec leurs besoins de tous les jours, avec leur histoire, leurs habitudes et leur position géographique.

Nous l'avons déjà dit, nous voulons la liberté commerciale sans limites ni restrictions, nous nous sentons la force de soutenir la lutte à armes égales avec les autres nations. Si nous avons parlé de réciprocité, ce n'est pas de cette réciprocité étroite et ridicule qu'on nous a prêtée et qui consisterait à rendre écu pour écu, mais d'une réciprocité de système basée sur l'équité et la justice; nous voulons, en un mot, la liberté commerciale chez tous les peuples, liberté qui seule peut nous donner la réciprocité que nous désirons.

Telle est, Messieurs, notre pensée toute entière; je déclare donc, au nom de la chambre de commerce d'Anvers, qu'elle admet sans réserve ni restrictions, le système du libre échange, et nous attendons à notre tour que ceux qui ont été dans le monde commercial les promoteurs de ce système, ne se bornent plus à de brillantes professions de foi, mais travaillent activement à faire appliquer chez eux les principes libéraux qui dominent aujourd'hui chez nous. (*Applaudissements.*)

Pendant ce discours, M. de Brouckere quitte le fauteuil de la présidence et le cède à M. Campan, vice-président, pour aller recevoir M. le prince héréditaire du grand-duché de Toscane, qui assiste pendant quelques instants à la séance.

M. ACKERSDYCK, professeur à l'Université d'Utrecht, délégué de la Société néerlandaise pour le développement de l'industrie :

Messieurs, vous avez déjà entendu dire qu'en Hollande nous avons le tarif le plus modéré de tous peut-être, excepté celui de la Suisse; mais cela ne nous suffit pas et nous aimons à le proclamer, notre tarif ne vaut rien par rapport à quelques marchandises; nous avons des impôts élevés sur les tissus de laine grossière et la faïence commune, et sur quelques autres marchandises; nous ne doutons pas que ces entraves ne soient bientôt abolies.

Mais il y a une autre espèce d'impôt sur laquelle je désire fixer votre attention.

On a proclamé même ici qu'il faut bien distinguer les droits d'importation protecteurs, des droits fiscaux. Eh bien, nous en avons fait l'expérience et nous la faisons encore.

Les droits fiscaux sous la forme de droit d'importation sont ce qu'il y a de plus dangereux pour le libre échange.

Messieurs, nous avons des droits fiscaux sur la bière, sur le savon, sur le sel raffiné, et ces droits dégénèrent en prohibition.

Nous avons des droits fiscaux sur le combustible. Cela paraît innocent; ce sont des droits de consommation et l'industrie, dit-on, est libérée presque complètement. Eh bien, ces droits fiscaux pèsent sur l'industrie. L'importation des houilles est difficile et fort chère par suite de ces droits. Nous faisons des vœux pour qu'ils disparaissent. (*Applaudissements.*)

Le droit fiscal paraît aussi innocent sur le sucre. On dit : pourquoi ne pas imposer le sucre ? Le sucre n'est pas un objet de première nécessité, c'est presque un objet de luxe. Aussi a-t-on établi sur le sucre un impôt simplement fiscal, un impôt de consommation. Mais savez-vous ce qui est arrivé ? C'est que cet impôt a dégénéré de toutes les manières, c'est un impôt que la nation paye non pas au fisc, mais aux fabricants. C'est la protection la plus absurde et elle a dégénéré en prime d'exportation. De sorte que pendant un certain temps nous payions 2 ou 3 millions, peut-être davantage, par an et le fisc ne recevait souvent que 40,000 florins. Ces millions allaient aux fabricants à qui on restituait l'impôt fictivement payé par eux à l'importation de la matière première, qu'on feignait avoir été exportée sous forme de sucre raffiné.

Ainsi on payait l'impôt aux fabricants ; pour ces fabricants il fallait exporter ; pour qu'ils pussent exporter, il fallait vendre à bon compte, et ils vendaient au-dessous du prix que la marchandise valait ailleurs, de sorte que nous faisions un cadeau à l'étranger ; nous lui vendions le sucre quelquefois au-dessous du prix de la matière première et toute la fabrication était pour nous une peine perdue. Il semble, messieurs, que lorsque nous étions si généreux, les nations étrangères dussent recevoir notre sucre à bras ouverts ; eh bien, non, elles se sont attachées à élever leurs droits au niveau de la prime d'exportation que nous accordions. (*On rit.*) De cette manière, Messieurs, nous avons dépensé peut-être cinquante millions versés en partie dans la poche des fabricants et en partie dans la poche des consommateurs étrangers.

Je fais des vœux ardents pour qu'une pareille absurdité, une pareille monstruosité économique disparaisse le plus tôt possible. Mais, Messieurs, nous n'avons pas seuls commis cette faute; je regrette de devoir dire que nos voisins nous ont imités.

Cependant, Messieurs, nous ne pouvons pas importer le sucre raffiné même de nos colonies, il faut que le sucre importé soit non raffiné, au moins fictivement; ainsi, bien que ce sucre soit propre à la consommation, nous ne pouvons pas le consommer à cause de notre absurde législation.

Il existe encore d'autres obstacles : nous sommes en retard pour les chemins de fer, nous tâcherons de faire des progrès sous ce rapport; nous avons encore des octrois; nous espérons qu'ils disparaîtront bientôt complètement; déjà on a commencé à les abolir dans presque toutes nos villes, mais il y a une ville qui s'obstine à maintenir le sien, c'est la résidence royale, c'est La Haye.

Maintenant un mot sur nos colonies.

Il existe encore des entraves dans les colonies. Je désire au moins vous faire reconnaître ce qu'il y a de plus remarquable dans ces entraves : il existe des droits différentiels pour les importations des manufactures; il existe aussi quelques droits différentiels pour la navigation.

Pour les fabricats, on nous a accusés de conserver des droits contre les étrangers. Nous payons 12 1/2 p. c.; les étrangers payent 25 p. c. Mais si on nous accuse de conserver ces droits, j'ai deux réponses à faire. Quant à la justice, je réponds que la Hollande est parfaitement dans son droit, lorsqu'elle administre ses colonies comme bon lui semble. Mais ce n'est pas de ce prétendu grief qu'il s'agit.

On nous dit que nous nuisons aux étrangers, mais à ceux qui tiennent ce langage, je réponds : Vous êtes bien maladroits, de vous plaindre de cette protection. Si j'étais à votre place, dans mon intérêt, je désirerais que ces protections fussent conservées. Savez-vous quel a été l'effet de cette protection? A l'abri de cette protection on a établi en Hollande des fabriques pour les colonies. La *Handel-Maatschappij* achetait les produits manufacturés de ces fabriques. Celles-ci n'avaient à s'inquiéter de rien; elles fabriquaient et elles étaient certaines de vendre aux Javanais sous la protection de la société.

Eh bien, par cette protection, ces fabriques ont été condamnées à ne jamais se développer; elles sont restées dans la léthargie, et c'est à cette protection qu'il faut attribuer notre impuissance de pouvoir concourir avec l'étranger. Car savez-vous ce qui arrive? C'est, qu'au fond

de la Suisse, on sait mieux ce qu'il faut fabriquer pour satisfaire les Javanais, que nous ne le savons dans notre pays.

En nous voyant commettre de pareilles erreurs, les étrangers, s'ils ne consultaient que leur intérêt, devraient se féliciter. Car la plus grande partie des produits manufacturés importés à Java sont des produits étrangers. De sorte que la protection opère en sens inverse, elle fait prospérer les fabriques étrangères et condamne les nôtres à ne pas se perfectionner. Ainsi, quand je viens vous dire que nous avons l'espoir que cette protection disparaîtra, ce n'est pas pour faire un sacrifice, c'est pour faire du bien à ceux pour qui la protection a été établie. Quand il n'y aura plus de protection, quand il y aura libre concurrence, nous progresserons. Les bras ne nous manquent pas; les capitaux sont chez nous en abondance; nous avons toutes les circonstances favorables pour avoir des fabriques prospères. Il suffit que ces fabriques ne soient pas protégées. (*Approbaton.*)

Enfin, la navigation. — Quant à la société dont je viens de parler, je dois faire observer que, lorsqu'elle a été créée, elle a fait illusion à la nation et surtout aux Belges. Dans le commencement, on s'est imaginé que c'était une faveur pour le commerce et les fabriques. Eh bien, ce n'est pas là le résultat qu'elle a produit. Je vous indiquerai quels ont été les véritables résultats obtenus par cette société, qui, par de si grands moyens, a protégé notre industrie et encouragé surtout la marine marchande. Elle a été un fléau pour notre commerce et pour notre industrie. Et si nous faisons des vœux pour que l'industrie florisse chez nous, ce vœu se confond avec celui de voir disparaître toute l'influence de cette compagnie.

Tout ce dont les étrangers se plaignent, nous en avons souffert. Vous le comprendrez par la seule particularité que voici : la société, qui n'avait pas un centime à perdre dans ces opérations, puisqu'elle puisait dans le trésor, a donné pour la construction des navires et pour les transports, des primes si considérables que l'on n'avait pas besoin de chercher d'autre occasion de faire des profits. Elle a tué ainsi l'esprit d'entreprise. Amsterdam s'en ressent encore.

La nation a donc fait des sacrifices énormes pour entraver le développement de son propre commerce. Nous avons fait là une expérience qui peut servir d'exemple aux autres nations. (*Applaudissements.*)

Maintenant il reste encore quelques traces des privilèges de la Société de commerce. Nous demandons qu'ils disparaissent; car ils sont un obstacle au développement de l'activité industrielle. C'est l'effet de toutes les lois protectrices.

Voici les principales entraves que nous avons créées nous-mêmes. J'indiquerai rapidement les autres qui ne dépendent pas de nous. Nous sommes pêcheurs de notre nature. Rien de plus naturel que de recevoir notre poisson. Eh bien, la Belgique notre voisine ne veut pas recevoir le nôtre. Le sucre et le café sont les produits naturels de nos colonies; et l'Allemagne, qui ne les cultive pas, ne veut recevoir nos sucres et nos cafés, que chargés de droits considérables. Le même système existe pour beaucoup d'autres marchandises.

Il y a sur la navigation de nos voisins des droits qui ne sont pas moins nuisibles pour eux que pour nous-mêmes. Ainsi nous avons une navigation ou plutôt une course à vapeur de Rotterdam à Marseille. Le croirait-on, ces steamers ne peuvent s'arrêter dans aucun port du littoral français, parce que le cabotage est réservé au pavillon français. Il est cependant évident qu'il y aurait avantage pour la France si ces steamers pouvaient faire escale dans les ports français, y apporter des lettres; y prendre des marchandises. Que diriez-vous d'un système qui empêcherait les facteurs de vous porter vos lettres, et qui vous obligerait à les prendre vous-mêmes à la poste? (*On rit.*) Espérons donc que nos voisins comme nous deviendront plus sages.

Un autre obstacle, et il est énorme, ce sont les péages sur le Rhin. Le Rhin, vous le savez, est le plus beau fleuve du monde; il est fait pour les plus grands transports possibles. Le congrès de Vienne avait décidé qu'il ne pourrait être établi de péages sur le Rhin qu'atin de pourvoir aux frais d'entretien des chemins de halage et aux frais de navigation. Comment cette disposition a-t-elle été exécutée? Elle l'est de telle sorte que les revenus énormes que donnent les péages sur le Rhin sont appliqués à subvenir aux frais des petites cours d'Allemagne (*op rit*) et que la Prusse, qui devrait faire respecter le traité, emploie ces péages à indemniser les princes médiatisés de ce qu'ils ont perdu à l'occasion de leur médiatisation. C'est la tradition des seigneurs féodaux qui occupaient ces châteaux dont aujourd'hui nous admirons les ruines.

Il y a un autre obstacle : c'est le droit de passage du Sind. C'est une entrave énorme, moins encore par ce qu'on paye, que par le temps qu'on doit perdre.

Lorsque les navires arrivent à ce point et qu'ils ont le vent bon, ils sont obligés de s'arrêter à Elseneur, d'accomplir des formalités et de perdre un temps précieux, et cela seulement pour payer les droits. Eh bien, n'est-il pas absurde de faire payer pour l'usage de la mer? On

l'a fort bien démontré ; mais il faut être juste et s'il est vrai qu'il existe des conventions internationales avec le Danemark, il ne faut pas abolir ce péage sans compensation.

Je passe sur d'autres obstacles, tels que les droits commerciaux pour les lettres de change avec les nations voisines.

Je pourrais finir, et pourtant il est une dernière observation que je désire soumettre au congrès. C'est un sujet dont il n'a pas encore été dit un mot, mais qui est des plus importants. Quand nous aurons aboli les douanes, nous rencontrerons, je le crains, un autre système. Et savez-vous lequel ? les brevets d'invention. J'aime à proclamer bien haut que la pensée humaine n'est la propriété de personne et qu' aussitôt qu'une bonne pensée s'est produite, elle appartient au monde entier. (*Marques d'approbation.*)

Tous ces systèmes tomberont devant une étude sérieuse et consciencieuse. Les grands hommes qui font faire des progrès à l'espèce humaine n'ont pas besoin de protection. La charrue, l'imprimerie n'ont pas été brevetées. Même de notre temps on n'a pas donné de brevets d'invention à Volta, à Oersted auquel nous devons les télégraphes ; en revanche on en donne souvent à ceux qui n'ont pas le moindre mérite. Quant aux hommes vraiment méritants, beaucoup d'entre eux sont morts à l'hôpital, nonobstant leurs brevets.

Il n'y a donc aucun rapport entre ces entraves apportées au libre échange par les brevets et le mérite des inventeurs. Il faut chercher un autre moyen d'accorder une rémunération au mérite, et abolir les brevets. (*Mouvements divers.*) Je sais bien que peu de personnes sont de mon avis ; aussi je ne désire pas traiter la question, je souhaite seulement qu'elle soit mise à l'ordre du jour pour un prochain congrès. (*Très-bien !*)

M. Ch. De Broukère, président, remonte au fauteuil.

M. NAKWASKI, ancien nonce de la Diète Polonaise, délégué de l'Institut national de Genève :

En vous présentant les réponses catégoriques d'une Association suisse, aux questions que la commission d'organisation vous a adressées, je suis obligé d'entrer dans quelques éclaircissements.

Je parle au nom d'une des sections de l'Institut national de Genève, association créée depuis quelques années par une loi du Grand-Conseil. Cet Institut se divise en cinq sections, les objets traités dans ce Congrès entrent dans les attributions de deux de ces sections, celle des sciences morales et politiques, et celle de l'industrie et de l'agriculture.

Je partage l'opinion de l'honorable M. Cherbuliez, délégué du gouvernement fédéral, quant à l'ensemble des observations présentées par lui, et quant au fait que la Suisse, comparativement aux autres pays, se trouve le mieux partagé sous le rapport de la liberté commerciale, mais j'ajoute quelques explications.

La question des douanes et des péages a été traitée longuement à la Diète constituante de 1848. Il y avait de grandes difficultés à vaincre.

Pour en finir avec les entraves intérieures, comme M. Cherbuliez vous l'a expliqué, il fallait créer des entraves extérieures, voilà pourquoi l'on établit des droits fiscaux. Mais, là ne s'arrêtait pas la tâche de la Diète. Non-seulement elle a eu des intérêts cantonaux à coordonner avec les intérêts fédéraux; mais encore ceux des deux parties de la Suisse allemande et française. (La Suisse italienne, composée du canton de Tessin, partage presque toujours les opinions de la Suisse française.) Ces intérêts sont souvent opposés, comme par exemple dans la question des poids et mesures; c'est ainsi que la Suisse française proteste de la manière la plus énergique contre l'introduction d'un nouveau système suisse, et demande le système métrique. Les cantons situés sur la frontière, se trouvaient également dans une situation différente de celle des cantons de l'intérieur. Il a fallu se plier à toutes ces nécessités. Genève en a souffert et en souffre encore.

En conséquence, la section d'industrie et d'agriculture de l'Institut national verrait avec plaisir le Congrès donner son approbation aux propositions suivantes :

1° Que, si la Suisse se voit obligée de conserver, comme moyen fiscal, un système de péages, ce système écarte tout ce qui peut ressembler soit à des mesures prohibitives, soit à des mesures de protection.

2° Que le système péager de la Suisse admette l'entrée en franchise de toutes les denrées alimentaires, des vêtements de première nécessité, des engrais, des matières premières et des objets servant à la construction des habitations.

3° Que le système péager de la Suisse admette les droits les plus réduits possibles et un très-petit nombre de catégories (trois au plus).

4° Que ce système frappe sur les objets de luxe plutôt que sur ceux de première nécessité.

5° Que le système des poids et mesures actuel soit remplacé, dès que les circonstances le permettront, par le système métrique décimal

français, qui tend sans cesse à devenir plus général et qui, d'ici à quelques années, sera peut-être européen.

6^e Que les États limitrophes veuillent bien consentir à diminuer ou à supprimer, par rapport à la Suisse, toutes les mesures protectrices ou prohibitives qui peuvent gêner entre peuples voisins l'importation, l'exportation et la libre circulation des denrées et des marchandises.

J'ajoute en concluant, que Genève, canton situé sur la frontière, n'a jamais eu ni douanes, ni péages, si ce n'est l'octroi de la ville, reste de la domination étrangère du premier empire, — et que l'introduction des péages fédéraux avec tout leur attirail de douaniers, est mal vu par la population. Comme dans toute la Suisse, ce nouveau système n'est pas populaire; il faut espérer que le peuple helvétique, qui déjà sous tant d'autres rapports a devancé les autres nations de l'Europe, ne restera pas en arrière quant au libre échange, mais y fera de nouveau progrès!....

Permettez, Messieurs, qu'avant de quitter cette tribune, je joigne ma voix à celle de l'honorable M. Pascal Duprat, qui a dit avec tant d'éloquence, que même dans l'intérêt du libre échange, les nationalités doivent être respectées! Je proteste dans le même sens contre les paroles d'un représentant de la Prusse, qui en citant divers moyens pour arriver au but que nous avons en vue, a parlé de l'organisation par l'Autriche d'une émigration allemande en Hongrie. Le but de ces mesures est surtout politique, elles ont en vue la dénationalisation d'un peuple, nous ne pouvons donc pas les approuver et encore beaucoup moins nous y associer.

M. LE PRÉSIDENT. M. Figuerola a parlé hier sur la première question. M. Colmeiro, délégué du ministère des finances à Madrid, voulait parler aujourd'hui sur la deuxième et troisième question. Il me fait connaître que ses collègues et lui ont rédigé une note qu'il déposera sur le bureau. Cette note sera jointe aux documents du Congrès.

La parole est à M. Dupont du Fayt, maître de forges.

M. VICTOR FAIDER, *avocat*, à Bruxelles : Un de ses amis vient de nous dire qu'il a quitté Bruxelles.

M. LE PRÉSIDENT. Quelqu'un demande-t-il la parole pour combattre la proposition relative à la suppression des droits sur les fers ou

pour présenter des observations quelconques au nom de M. Dupont du Fayt?

Puisque personne ne demande la parole, nous passerons aux propositions soumises au Congrès.

M. MATHIAS GOMEZ DE VILLABON, publiciste et ancien juge, délégué de la Société générale des Ganaderos (éleveurs) d'Espagne, demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. Sur quoi?

M. GOMEZ. Sur la question présente.

M. LE PRÉSIDENT. Sur la question des obstacles qui s'opposent à l'extension des relations commerciales internationales?

M. GOMEZ. Oui, M. le président.

M. LE PRÉSIDENT. Vous avez la parole.

M. GOMEZ. Messieurs, permettez-moi d'abord de féliciter les hommes distingués, les éminents philanthropes qui ont eu la généreuse pensée de provoquer la réunion de cette Assemblée. Permettez-moi de leur offrir un sincère tribut d'hommage et de gratitude au nom du gouvernement de l'Espagne et de l'Association générale des Éleveurs du royaume, qui ont bien voulu me choisir pour siéger parmi vous. Il m'est doux de leur exprimer ici la profonde reconnaissance dont je suis pénétré pour cet honneur insigne.

Pour m'acquitter du devoir que cette mission m'impose, je vais avoir l'honneur de développer, avec la clarté et la précision que me permettront mes faibles moyens, les principes sur lesquels repose ma *Théorie sur le système rationnel du libre échange*, théorie qui se trouve résumée dans les réponses que j'ai eu l'honneur de déposer sur votre bureau.

Pour moi, Messieurs, j'interprète le mot de *sociabilité* dans son acception la plus large, la plus étendue; j'en tire cette conclusion finale, *que tous les hommes sont frères*.

J'ai la conviction profonde que l'exercice du *libre arbitre* est, si je puis m'exprimer ainsi, un droit consubstantiel, inné à tous les êtres doués de raison. (*Interruption.*)

Le gouvernement des nations est, à mes yeux, l'antique patriarcat relevé, illustré par la science propre, qui s'ajoute à la science transmise.

Le pouvoir c'est l'incarnation de la loi chargée de récompenser et de punir, suivant les règles immuables de cette justice éternelle gravée au fond de toutes les consciences, et qui se résume par cette courte maxime : *Quod non vis, alteri ne facias*.

La marche progressive de l'intelligence humaine dans la voie de la perfectibilité, est encore un axiome qui ressort pour moi de la méditation de cet ensemble de vérités et de mensonges, de vertus et de crimes, de négation et de foi, que l'on appelle l'histoire du monde, ou mieux de l'espèce humaine. (*Nouvelle interruption, à la question !*)

Je réproûve la guerre, les haines de peuple à peuple, les inimitiés de village à village, aussi bien que toutes ces inégalités inventées par l'orgueil humain pour exalter les uns, au prix de l'abaissement des autres.

Je repousse l'organisation du travail dans le sens qu'a donné à ces mots l'école socialiste; je laisse à chacun la responsabilité du bon ou mauvais usage qu'il fait du don précieux de la liberté morale et matérielle.

J'accepte les gouvernements comme une nécessité sociale, et je crois que les limites de notre entendement ne sont pas assez reculées pour autoriser la suppression des nationalités qui, dans l'état actuel, rehaussent encore l'harmonie universelle, loin de l'exclure ou d'y mettre obstacle.

L'influence funeste des passions et de l'erreur sur les plus grands hommes de tous les siècles, qui se sont laissés entraîner à l'injustice, me démontre que la société qui se compose de masses moins éclairées ne peut exister un seul jour sans le principe salutaire de l'autorité publique. (*à la question ! Bruyante interruption.*)

M. LE PRÉSIDENT. J'engage l'orateur à entrer dans la question. Le temps du Congrès ne permet pas les longs développements.

M. GOMEZ. Vous m'avez donné un quart-d'heure, M. le président, je ne dépasserai pas cette limite.

Voilà, Messieurs, quelles sont mes croyances philosophiques et politiques; je vais maintenant vous faire, en peu de mots, ma profession de foi en économie.

Le travail offre à l'homme, pour récompense de ses fatigues et de ses efforts, la richesse, l'émancipation, le bien-être matériel et la quiétude morale sur cette terre.

On ne saurait concevoir l'existence de l'homme libre sans lui reconnaître le droit de jouir du fruit de son travail, le droit sacré de pro-

priété; on ne peut allier ensemble, sans commettre une erreur grossière, les idées de *servitude* et de *richesse*.

La récompense, c'est le stimulant nécessaire et tout-puissant de l'activité humaine; la persistance dans le travail, c'est un sacrifice volontaire aux illusions de l'avenir, c'est la source intarissable du bien, c'est la personnification sublime et consolatrice de l'espérance, cette suprême douceur de la vie.

Tout privilège, de quelque nature qu'il soit, constitue une injustice : l'intérêt momentané qui lui sert de prétexte ne saurait, dans aucun cas, lui donner une sanction légitime. La récompense, n'est-ce pas un privilège.

Le dernier mot de l'industrie, c'est la production de la plus grande somme possible de richesse, avec la quantité la plus petite de peine et de travail.

La division du travail est une conséquence forcée des limites qui resserrent l'activité humaine.

Scientifiquement parlant, le *capital*, monnaie, lettre de change ou billets, n'est pas la richesse.

L'*industrie agricole*, *richesse permanente*, est et sera toujours la raison d'être des populations, le *régulateur* naturel de toutes les valeurs; elle n'a d'autres limites que celles de la puissance *productrice de la nature*.

L'*industrie manufacturière*, le *commerce*, constituent la *richesse conditionnelle* : ils ont pour limites celles de la *consommation*, qui va sans cesse s'agrandissant par le fond et par la forme.

Le trop grand développement de la *richesse conditionnelle*, qui a pour récompense le *capital*, élément absorbant, a rompu l'équilibre légitime des forces, il a porté atteinte au droit de *propriété du travail des nations*, à l'indépendance de la *richesse permanente isolée*, et produit un état anormal et violent d'imperfection dans la nature. (*Murmures, agitation*, de toute part on rappelle l'orateur à la question et on l'invite à quitter la tribune.)

M. LE PRÉSIDENT. Un peu de patience, Messieurs, l'orateur n'en a plus que pour cinq minutes.

M. GOMEZ. Je conclus. Pour rétablir l'ordre naturel et affranchir la production de toute entrave, il faut, dans mon opinion :

1° Encourager l'industrie en général, au moyen de la protection accordée par le pouvoir à la libre activité de ses gouvernés, sans distinction et sans privilège, de telle sorte, que la *richesse permanente*

atteigne ses limites naturelles, et que la *richesse conditionnelle* satisfasse les besoins de la *consommation propre*.

2° Mobiliser la propriété territoriale et utiliser le travail collectif, en instituant sur les bases les plus larges le *Crédit positif de la terre et du travail*.

Le *chiffre protecteur* qui représente le développement maximum de l'industrie, doit être le même que celui qui indique la *perte de capital et de production*, résultat de la *consommation de la richesse conditionnelle étrangère*, afin d'établir entre la *richesse permanente* et la *richesse conditionnelle* un équilibre qui ne peut plus exister dans l'état actuel.

Partant de ces principes, et ayant expliqué par eux la situation passée et présente de l'économie politique pour la nation, pour la famille et pour l'individu, je pose les conclusions suivantes :

« L'utilité commune d'accord avec le libre arbitre établissent le droit « au *libre échange*. »

« La justice, qui doit s'attacher à réparer les injustices des hommes, conduit au droit de protection qui garantit la propriété au travail national ; et loin que ce dernier droit infirme ou contrarie celui du *libre échange*, c'est sur leur union, sur leur combinaison, que doivent reposer les éléments indestructibles d'une organisation conforme aux lois éternelles et immuables de Dieu. »

Espagnol, je suis aujourd'hui *protectionniste*, afin de pouvoir être demain *libre échangiste*.

Voilà l'exposé synthétique de ma théorie : je le sou mets à l'appréciation du Congrès, à la délibération des Gouvernements de toutes les Nations, au jugement de la conscience de tous les hommes de sens.

Les questions à résoudre portent :

« 1° Quels sont les obstacles artificiels ou naturels qui s'opposent à l'extension des relations commerciales de la nation que vous représentez ?

« 2° Quels sont les moyens pratiques proposés ou à proposer, dans chaque pays, pour détruire ou diminuer les obstacles qui s'opposent à l'extension des relations commerciales avec l'étranger ? »

Voici ma réponse :

Ce sont des obstacles artificiels : 1° l'inégalité de la richesse présente et des moyens pour l'obtenir ; 2° la prépondérance illégitime de l'industrie manufacturière et du commerce, *richesse conditionnelle*, sur

l'industrie agricole, *richesse permanente*, obtenue par le progrès toujours ascendant de la première, dont l'effet est l'absorption du capital, de l'argent et du papier-monnaie; 3° la fausse appréciation de la richesse, des valeurs et du travail; 4° les préoccupations, les erreurs et les ruses qui ont attaqué le droit de propriété sur le travail national, et la législation qui les a sanctionnées.

Il n'y a point obstacle naturel; le Lapou et l'Arabe du désert ne changeraient pas leur patrie pour la campagne de Grenade : les distances, les montagnes et les vallées ne sont pas des obstacles toutes les fois qu'elles représentent du travail, c'est-à-dire article de richesse.

1° Le système protecteur absolu, dont l'usage consiste à protéger l'industrie agricole jusqu'à la limite de la nature, l'industrie manufacturière et le commerce jusqu'à la limite de la consommation nationale, aide à installer le crédit positif pour rétablir l'équilibre de la production et des valeurs sur la base de la richesse permanente limitée par les lois de la nature, centre économique de gravité; 2° la concentration des nations par les moyens de la vapeur et des télégraphes électriques. Le libre échange en serait nécessairement le résultat, de même que la concentration de l'Europe, et la civilisation de l'Afrique deviendraient un fait accompli aussitôt que les chemins de fer traverseraient leurs bois, leurs montagnes et leurs déserts : de même aussi, la vraie liberté serait définitivement établie du jour où les nations posséderaient la richesse par l'emploi des forces productives de la nature et par leur travail.

Nous ne présenterons pas des faits locaux ou généraux pour servir d'exemple : nous sommes prêts à accepter tous les faits, à expliquer leur manière d'être par la théorie rationnelle de la richesse, des valeurs et des échanges.

Il faut considérer comme une chimère la prétention de bonlever les lois immuables de Dieu. La richesse permanente et le libre échange ont dans le droit de propriété sur le travail national et le crédit positif des éléments éternels et insurmontables pour se libérer de la servitude de la richesse conditionnelle, de l'argent et du crédit moral, œuvre passagère des hommes. Dieu permet le mal pour l'accomplissement de ses hautes vues ; mais le bien triomphera un jour ; si le mal était éternel la créature serait plus puissante que son auteur.

La fin de ce discours est souvent interrompue par les plus vives réclamations. M. le président, tout en convenant que les abstractions prohibitionnistes de M. Gomez de Villaboa, sont en dehors de la question, s'efforce de mettre fin aux murmures, en rappelant à l'Assem-

blée, qu'elle doit être très-patiente avec ses rares contradicteurs. L'agitation se prolonge encore après que l'orateur a regagné sa place. M. Gomez se lève de nouveau et parlant avec beaucoup d'animation, il déploie les pouvoirs qui constatent la délégation dont il est investi. (*Tumulte et rires.*)

M. FIGUEROLA (Espagne). Je dois vous déclarer, Messieurs, que les opinions exprimées par M. Gomez, homme très-convaincu, et qui représente ici une Association puissante, ne sont nullement partagées par les autres Espagnols qui font partie du Congrès. (*Applaudissements.*)

Ce sont des opinions physiocratiques entachées de socialisme (*Bravos.*)

M. COLMEIRO. J'adhère à ce que vient de dire M. Figuerola. (*Nouvelles acclamations.*)

M. LE PRESIDENT. M. Elink Sterk (Hollande) vient de me faire remettre une note supplémentaire pour tenir lieu d'un discours qu'il voulait prononcer. Cette note sera insérée dans le compte rendu officiel de la séance. (*Voir aux annexes.*)

Nous passons maintenant aux propositions.

La parole est à M. de Molinari.

M. GUST. DE MOLINARI, professeur au Musée Royal de l'industrie à Bruxelles et à l'Institut de commerce d'Anvers, délégué du comité central de l'Association belge pour la réforme douanière :

Messieurs, je suis chargé de vous présenter un rapport sur la proposition de M. Corr-Vander-Maeren, président de l'Association belge pour la réforme douanière, ayant pour objet la création d'une Association internationale pour les réformes douanières. Cette proposition est ainsi conçue :

« Le Congrès, avant de se séparer, constituera une Association internationale des réformes douanières. Cette Association aura pour but, en réunissant les forces éparses de tous les pays, de provoquer, par tous les moyens légaux, dans chaque pays, l'étude des principes qui forment la base des libertés commerciales, en un mot, de continuer l'œuvre du Congrès. »

Le sous-comité, chargé d'examiner cette proposition, était composé de MM. Corr-Vander-Maeren, Th. Winkworth, Henry Dix Hutton, Arkersdyck, Hartwig Hertz, Royer, père, Figuerola, G. de Molinari.

Le texte de la proposition a été adopté à l'unanimité, avec les développements suivants :

Il a été décidé qu'il y aurait à Bruxelles un bureau central de l'Association. Ce bureau devra se mettre en correspondance avec les membres du comité siégeant à l'étranger. Les membres du comité à l'étranger seront chargés de constituer des succursales dans leurs pays respectifs et d'y répandre les principes de l'économie politique, de manière à arriver au but de l'Association, soit par la constitution de comités locaux, soit par tout autre moyen qui leur paraîtra convenable. Le comité international est chargé de déterminer le lieu et l'époque de convocation du futur Congrès. Il y aura un fonds international destiné à pourvoir aux dépenses de l'Association. Une partie de ce fonds sera affectée aux dépenses locales, une autre partie aux dépenses communes.

Le minimum de la cotisation annuelle est de 12 francs. La liste de souscription sera ouverte au bureau du Congrès.

Après avoir adopté ces dispositions, le comité a consulté les membres des différentes nations représentées au Congrès, et leur a demandé quelles personnes pourraient être chargées de faire partie de ce comité. Ont été désignés, pour l'Angleterre, M. Cobden (*applaudissements*) ; pour la Hollande, M. J.-L. de Bruyn Kops ; pour Hambourg, M. N.-D. Wichmann ; pour la Belgique, M. Corr-Vander-Macren. (*Bravos !*)

Je pense, Messieurs, qu'il est inutile de motiver longuement cette proposition. Elle a pour but, vous le voyez, de rendre le Congrès permanent en unissant dans une action commune les efforts de tous les partisans de la liberté du commerce.

Vous êtes, je pense, tous d'accord, à l'exception peut être de l'orateur espagnol que vous avez entendu tout à l'heure, sur le but vers lequel nous tendons tous.

Vous êtes tous d'avis, n'est-il pas vrai, que les membres du Congrès de 1847 dont je vais reproduire les conclusions, vous êtes tous d'avis que la liberté du commerce est un besoin de la société humaine? (*applaudissements*.) Vous êtes tous d'avis que la liberté du commerce aura pour résultat de resserrer l'union des peuples qui, loin de devenir tributaires les uns des autres, se prêteront un mutuel appui.

Vous êtes tous d'avis encore qu'elle aura pour résultat d'étendre la production et de mettre l'industrie à l'abri de ces coups violents qui sont inévitables sur les marchés restreints par la prohibition ; qu'elle aura pour résultat encore d'améliorer le sort des travailleurs en demandant moins de peine en échange de plus de jouissances ; et enfin

de détruire une cause constante de démoralisation. (*Applaudissements.*)

Telles sont, Messieurs, les conclusions du Congrès de 1847.

Tous vous vous associerez encore aux conclusions des rapports qui ont été faits devant vous dans les deux précédentes séances, rapports qui constatent que les réformes douanières ont eu pour résultat partout de développer la production et d'imprimer une prodigieuse activité aux relations commerciales; qu'elles ont favorisé particulièrement les industries protégées, en les soumettant à l'aiguillon indispensable et salulaire de la concurrence étrangère; que l'on ne pourrait citer nulle part une seule industrie dont la prospérité ait été diminuée par l'application des principes de la liberté du commerce; enfin que ces réformes ont augmenté partout le bien-être des masses qui vivent du produit de leur travail quotidien; qu'elles ont diminué les chiffres du paupérisme et de la criminalité; qu'elles n'ont pas été moins favorables aux intérêts du trésor public qu'aux intérêts particuliers; qu'en supprimant les droits prohibitifs, et en permettant, par conséquent, l'importation d'une plus grande masse de produits, elles ont augmenté les revenus de la douane; que ces expériences ont ainsi apporté un démenti formel aux prévisions des partisans du système protecteur, et qu'elles ont dépassé toutes les espérances des amis de la liberté du commerce.

Vous êtes tous d'accord, Messieurs, avec nous sur ces différents points et vous croyez qu'il est de l'intérêt bien entendu des nations et en particulier de l'intérêt des travailleurs, d'en finir avec le système protecteur, comme aussi avec toutes les autres entraves qui s'opposent encore à la liberté du commerce.

Voilà donc, Messieurs, le but qu'il s'agit d'atteindre. Maintenant quel est le moyen le meilleur, le plus efficace d'arriver à ce but? Ce moyen, c'est évidemment l'Association. Il s'agit d'étendre, de coaliser nos efforts; il s'agit d'opposer à la coalition étroite des intérêts privés, à la coalition des privilèges, la grande coalition de l'intérêt général. (*Nouveaux applaudissements.*)

N'oublions pas, Messieurs, que toutes les libertés dont nous jouissons aujourd'hui, libertés civiles, libertés politiques, libertés religieuses, ont été obtenues au moyen de l'Association.

Employons donc encore cette arme puissante pour obtenir la liberté du commerce qui est le complément de toutes les autres. Souvenons-nous de la devise de notre pays : *L'union fait la force*, et votons une Association internationale pour la liberté du commerce. (*Longues acclamations.*)

M. LE PRÉSIDENT. La proposition qui vous est faite se résume en ceci : *Fonder une Association internationale pour la liberté du commerce.* Quelqu'un demande-t-il la parole pour l'appuyer ?

UN GRAND NOMBRE DE MEMBRES. Tous nous l'appuyons.

M. GOMEZ DE VILLABOA (Espagne). Je demande la parole pour dire *non*.

M. LE PRÉSIDENT. Je mets aux voix la proposition conçue en ces termes :

Le Congrès fonde une Association internationale pour la liberté du commerce.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité moins une voix. (*Applaudissements.*)

Nous arrivons aux propositions relatives à l'uniformité des poids, mesures, monnaies, taxes postales, etc.

M. SAGEZ (France), rapporteur des comités réunis de législation et de propositions, donne lecture du rapport suivant :

Messieurs, parmi les causes qui apportent le plus d'obstacles aux transactions internationales, on peut mettre en première ligne, la diversité portée à l'extrême, des lois et des coutumes dans les différents pays; l'établissement d'un régime uniforme en tout ce qui touche à l'industrie et au commerce, faciliterait, dans une éminente proportion, les relations de peuple à peuple.

Le besoin de l'uniformité est aujourd'hui universellement senti, et c'est là une des conséquences les plus heureuses et les moins contestables du développement donné, dans ces derniers temps, aux voies de communication et à la facilité de déplacement qui en résulte. Je pourrais même affirmer, et je le constate avec un véritable bonheur, que cette uniformité est désirée au même degré et par la célèbre école douanière si brillamment représentée dans cette enceinte et par celle qui s'est abstenue d'y paraître.

Les comités réunis de législation et de propositions, frappés des avantages que procurerait à tout le monde l'adoption de plus en plus complète de dispositions uniformes, ont chargé une sous-commission d'étudier toutes les propositions ayant trait à cette uniformité, et c'est, comme rapporteur de cette commission, que j'ai l'honneur de paraître devant vous.

Malgré le temps très-court qui nous est accordé à tous par les limites du Congrès, nous avons pu soumettre notre travail aux deux comités réunis; c'est donc en leur nom que vous seront présentées les résolutions finales.

Voici, Messieurs, la nomenclature des propositions individuelles et des documents qui ont été renvoyés à l'examen de la sous-commission :

1^o Un Mémoire imprimé, déposé par M. Henry Dix-Hutton au nom de l'Association de Londres pour l'établissement de tribunaux de commerce dans la Grande-Bretagne et l'Irlande;

2^o Une proposition émanée de l'honorable M. Adolphe Demeur, et dont voici la teneur :

« Le Congrès émet le vœu que le transport international des lettres, journaux et autres imprimés soit soumis à une législation unique dans les différents pays civilisés, notamment en ce qui concerne le coût du transport, les règles relatives au poids et au volume et celles relatives à l'affranchissement. »

3^o Une proposition signée par MM. Reepmaker, Ackersdyck, Muller, de Bruyn-Kops et Blom, ainsi conçue :

« Le Congrès émet le vœu que les législations commerciales des divers pays, principalement pour les lettres de change et autres papiers de commerce, soient soumises à des règles uniformes. »

4^o Une proposition de l'honorable M. Jacques Valserres, formulée en ces termes :

« En 1853, il s'est formé à Paris une Association internationale pour l'uniformité des poids et mesures. Un comité central existe à Paris et des comités de correspondances ont été établis dans les divers États. Cet essai d'organisation pourrait servir de point d'appui au Congrès des réformes douanières. La commission permanente du Congrès se mettant en rapport avec les divers comités établis en Europe et en Amérique, on élargirait le cercle de leurs attributions en les étendant à toutes les questions qui se rattachent à la liberté des échanges. »

5^o Une proposition faite par l'honorable M. Tillière et que voici :

« Je propose que le Congrès émette un vœu tendant à l'adoption de l'unité monétaire chez tous les peuples. »

6^o Une adresse en anglais avec traduction française, transmise au

Congrès par les membres, résidant à Londres, de l'*Association internationale pour l'obtention d'un système décimal uniforme de poids, mesures et monnaies*; laquelle adresse, parfaitement motivée, conclut à ce que :

« Un rameau de ladite Association s'implante sur le sol belge, pour
« y concourir avec ceux déjà existants dans d'autres pays. »

7° Enfin, un très-remarquable Mémoire de l'honorable M. James Yates, exposant avec une grande force de raisonnement les raisons d'après lesquelles on devrait adopter, pour le jaugeage des navires anglais, la tonne métrique de mille kilogrammes déjà en usage en France, en Belgique, en Hollande, en Prusse, à Hambourg et dans les autres ports anscatiques, en Danemark, dans le royaume de Sardaigne et dans divers États de l'Amérique du Sud.

En ce qui concerne le n° 1, les deux comités réunis, sur le rapport de la sous-commission, soumettent au Congrès le projet de résolution suivant :

Le Congrès, considérant 1° que les tribunaux consulaires jugent les affaires commerciales avec moins de délais, moins de frais et une plus parfaite connaissance des usages commerciaux que les tribunaux ordinaires; 2° que les chambres de commerce rendent de leur côté de très-grands services au commerce, émet le vœu que l'institution des tribunaux et des chambres de commerce se répande et se généralise.

Toutes les autres propositions énoncées se confondant dans une pensée générale, la sous-commission et les deux sections réunies ont cru devoir les comprendre dans un seul et unique projet de résolution ainsi conçu :

Une commission permanente sera créée à Bruxelles dans le but de poursuivre l'uniformité des poids, mesures et monnaies; l'uniformité du régime et des taxes des correspondances postales et télégraphiques internationales, tant pour le transport des lettres que pour celui des imprimés; l'uniformité des papiers de commerce; et de tout ce qui intéresse le commerce international.

Cette commission aurait pour mission spéciale de se mettre en rapport avec les comités existants ou qui pourraient se former en tout pays, pour obtenir l'uniformité des poids et mesures.

M. LE PRÉSIDENT. Il s'agit, dans la première partie des conclusions, d'étendre l'institution des chambres et des tribunaux de commerce. Je demanderai d'abord si les membres du Congrès ont assez médité sur

cette question pour la résoudre sans de longues discussions. L'institution des chambres de commerce peut être un très-bon principe; mais il y a énormément à dire sur leur organisation et sur la manière dont leurs membres sont nommés. (*Adhésion générale.*)

Je vous propose donc de déposer la proposition dans les documents du Congrès, sans émettre aucun vote.

M. TILLIERE, *avocat à Bruxelles.*

La section a été d'avis que, pour l'organisation, il fallait s'en rapporter aux institutions, aux usages, aux lois de chaque pays. Mais elle a voulu consacrer le principe, parce qu'elle croit que les chambres et les tribunaux de commerce sont une chose bonne et utile, qui sera indirectement profitable à la cause de la liberté commerciale.

M. LE COMTE CIESZKOWSKI, *propriétaire*, ancien député du duché de Posen à la Diète de Prusse :

Je propose le renvoi à la commission internationale que nous venons de fonder.

M. VALSERRES, *homme de lettres* (France).

Appuyé! J'avais fait une proposition en ce sens à la section. Je regrette qu'elle n'ait pas été comprise.

Ce renvoi est prononcé.

M. LE PRÉSIDENT. Nous passons à la deuxième partie des conclusions relatives à l'uniformité des poids, mesures, monnaies, taxes télégraphiques, postales, etc.

M. CIESZKOWSKI (Prusse). Je me permets de m'opposer à ces conclusions. Je demande que la commission belge s'occupe de cet objet pour la Belgique, et que, pour la question envisagée au point de vue international, on s'en rapporte à la commission internationale nommée à cet effet, à la suite du Congrès de statistique de Paris.

M. CLERMONT, *publiciste à Verviers.*

Nous ne pouvons nous en rapporter à ce qui se fera à Paris.

M. LE PRÉSIDENT. Pourquoi cela?

M. CLERMONT. Nous avons institué une commission internationale. Je demande qu'une section de cette commission s'occupe de l'objet dont il s'agit.

M. LE PRÉSIDENT. Il me semble qu'il ne faut pas tout accaparer en

Belgique, et puisqu'on vous dit qu'il existe une commission à Paris, il faut s'entendre avec elle. (*Très-bien!*)

En effet, à l'Exposition internationale de 1883, tous les membres du jury se sont réunis et ont émis le vœu de voir l'unité des poids et mesures établie partout. C'est d'après cela qu'une commission a été formée à Paris. Ne soyons pas absolus dans nos résolutions et arrivons là où les voies nous sont ouvertes. (*Nouvelle approbation.*)

Le comité central que nous avons institué se mettra en correspondance avec cette commission. Il n'accapara pas pour lui l'honneur de l'initiative, puisqu'elle a déjà été prise ailleurs. (*Très-bien!*)

M. LE PRÉSIDENT. Messieurs, avant d'aller plus loin, comme toutes les résolutions qu'on nous propose sont importantes et que nous ne pouvons pas les prendre sans avoir entendu les orateurs, je viens vous faire une proposition : c'est de nous réunir demain de midi à quatre heures. (*Oui! oui!*) Si vous êtes de cet avis, la séance ne sera pas publique; elle aura lieu dans la grande salle du Cercle artistique, assez vaste pour contenir les membres du Congrès, mais non pour recevoir le public. (*Approbation.*)

Maintenant nous reprenons la discussion.

M. YATES, vice-président et délégué de l'Association internationale pour l'uniformité des poids, mesures et monnaies :

Messieurs, je représente à ce Congrès, l'Association internationale pour l'uniformité des poids, mesures et monnaies. Cette Association, dont j'ai l'honneur d'être vice-président, est encore dans les premières phases de son développement. Elle a été constituée à Paris, lors des grandes réunions d'étrangers appelés dans cette ville par l'Exposition universelle. Aujourd'hui même, 24 septembre, est l'anniversaire de sa naissance. Il y a juste un an M. de Rothschild, notre président, a installé notre œuvre par un discours qui en explique le but. On a formé en même temps des Comités avec leurs présidents et secrétaires pour la France, l'Angleterre, les États-Unis et plusieurs pays de l'Europe et de l'Amérique.

Le Comité français compte parmi ses membres plusieurs écrivains et économistes très-distingués. Quelques-uns d'entre eux, notamment MM. Wolowski, Jos. Garnier et Félix Belly assistent à ce Congrès. M. Michel Chevalier, dont j'ai reçu une lettre hier, est vice-président pour la France. Comme sa lettre est en rapport avec le but de ce Congrès, je vous demande la permission de la lire. La voici :

« Lodève, le 18 septembre 1856.

« MON CHER MONSIEUR,

« Je suis charmé d'apprendre que le *British Branch of the International Association* ait résolu de vous envoyer à Bruxelles. Le Congrès des réformes douanières est un excellent lieu pour y recommander l'uniformité des poids et mesures....

« Ma santé fatiguée m'empêche de me rendre à Bruxelles, mais vous y trouverez plusieurs de nos amis et associés de Paris. Nous avons émis au Conseil général de l'Hérault en même temps que notre vœu pour le libre échange, dont vous avez entendu parler, un autre vœu pour l'uniformité des poids et mesures.

« Le 13 nous avons donné un banquet à M. Oliveira. On y a prononcé plusieurs discours en faveur du *free trade*. Je ne crains pas de le dire, c'est la plus forte démonstration qui ait encore été faite dans ce sens.

« Mille amitiés,

« MICHEL CHEVALIER. »

Je vais vous parler maintenant plus spécialement de l'Angleterre. Notre branche de l'Association, comme je vous l'ai dit, est encore bien jeune. Elle reçoit aujourd'hui son premier baptême. Mais je puis dire avec sincérité et non sans orgueil que c'est un bel et vigoureux enfant.

Lorsque nous avons appris qu'un Congrès allait s'ouvrir à Bruxelles pour examiner les obstacles qui empêchent les nations de communiquer librement entre elles, il nous a semblé que nous devons envoyer une délégation à cette assemblée pour lui faire connaître nos vues et solliciter son approbation et son concours.

Plusieurs de nos membres les plus distingués étaient absents, malades ou absorbés par leurs affaires, mais lord Ebrington, M. Cobden, M. John Benjamin Smith et beaucoup d'autres ont vivement encouragé nos intentions. Cinq de nos délégués sont venus au Congrès. Ce sont M. Ewart, membre du parlement, qui donne toujours son appui à tout ce qui peut intéresser le bien-être du genre humain, — il vous expliquera mieux que moi nos sentiments communs, — M. Chadwick, bien connu chez nous et même en Belgique par la générosité de ses vues et son ardeur pour le bien. Avec eux je compte encore M. Bucha-

nan, médecin fort estimé de Londres, qui pourrait vous entretenir des dangers que courent les malades, si par malheur la confusion des poids et mesures fait commettre une méprise dans le dosage des médicaments, puis M. Lawford, lequel vous dirait au besoin quelle est l'opinion des agents de change de Londres sur notre œuvre et comment ils sont généralement favorables à une réforme qui simplifierait les difficultés minutieuses de leurs opérations.

Je ne vous parle pas de moi, Messieurs, qui n'ai d'autre mérite que mon zèle, d'autre valcur que mes nombreuses relations avec l'étranger.

Dans toutes ces relations, j'ai toujours trouvé l'opinion généralement portée vers une amélioration dans la méthode de mesurer, de peser et de compter. La question n'est ni difficile ni obscure. Admettez qu'ici à Bruxelles vous ayez dans la ville haute un système particulier de poids et mesures, et un autre système dans la ville basse. Ce serait absurde et tout le monde se récrierait. Cependant ce qui existe aujourd'hui d'un pays à l'autre n'est pas moins absurde. Pourquoi mesurer, peser, compter de deux façons diverses des deux côtés du détroit? Heureusement le temps approche et il n'est plus loin où nous recevrons partout en Angleterre la monnaie belge à l'effigie de votre bon Roi, et où vous ferez un non moins bon accueil à l'argent frappé au coin de notre Reine aimée et vénérée. (*Applaudissements.*)

M. JULES DUVAL, *homme de lettres*, rédacteur en chef des *Annales de la Colonisation algérienne* à Paris :

Messieurs, lorsqu'on a fondé à Paris, une Association des poids et mesures, on a compté sur un concours beaucoup plus actif de sa part. J'ai l'honneur de connaître particulièrement le secrétaire de cette Association et je l'ai entendu maintes fois gémir sur l'impuissance de ses efforts pour obtenir des réunions régulières, des communications périodiques, des actes extérieurs et pratiques d'organisation. Dès lors il me paraîtrait utile que l'impulsion que la France ne sait pas prendre, elle l'accepte d'une nation voisine et amie, la Belgique. L'impartialité de la France pourrait être suspectée, tandis que le système émanant d'un gouvernement voisin ne soulèverait plus les mêmes scrupules.

M. GUIDO SUSANI, *ingénieur, professeur de mécanique*, délégué de la Société des Arts et Métiers à Milan :

L'honorable M. Duval a parfaitement raison, l'initiative de la France pourrait être suspectée lorsqu'elle patronne un système métrique qui est le sien. Mais la Belgique ne serait pas à l'abri de la même suspicion

et je propose que le Congrès émette le vœu que l'Association si heureusement fondée en Angleterre se charge elle-même de pousser au but que nous poursuivons tous. Aucune nation n'est plus propre à devenir le siège de cette commission que l'Angleterre, pays essentiellement commercial, où les relations sont si étendues, et qui gémit de son système absurde de poids et mesures.

On a dit, à l'appui du système métrique décimal qu'il était fondé sur la mesure de la terre et que dès lors il ne serait pas possible de le perdre. Je crois que les Anglais feraient très-bien, en poussant à la généralisation d'un système unique de poids, mesures et monnaies, d'écarter cet argument. C'est une question de métaphysique qu'il faut abandonner une bonne fois, car s'il est bien constaté que le système français est le meilleur des systèmes existants, il est également vrai qu'on aurait déjà fait un grand pas si l'on adoptait un système quelconque.

M. DEMEUR, *avocat à Bruxelles* :

Messieurs, j'ai fait partie de la commission qui a nommé pour rapporteur M. Sagez et je ne pense pas que le sens véritable de la proposition ait été bien saisi dans l'assemblée : on n'a pas demandé qu'il fût créé à Bruxelles un centre pour la généralisation des mesures mentionnées dans la proposition, on a demandé qu'il fût créé à Bruxelles une association dans ce but et que cette association se mit en rapport avec celles qui existent déjà à Paris et à Londres.

M. LE PRÉSIDENT. Je me permettrai de proposer que le Congrès décide, qu'en ce qui concerne la Belgique, le comité central qui a été nommé, s'occupera également des poids et mesures, et qu'il émette le vœu que ses différents membres fassent tous leurs efforts pour amener dans chaque pays, la création d'une Association pour l'uniformité des poids et mesures, de la monnaie, etc., dans l'intérêt de la liberté commerciale. (*Applaudissements.*)

La proposition est adoptée, voici maintenant les propositions annexées :

A. *Proposition de la chambre de commerce d'Anvers* : Sont déclarés être en opposition avec les principes du libre échange :

« 1° Toute restriction apportée à la vente des produits du sol dans les colonies;

« 2° Tout droit différentiel de sortie perçu sur ces produits, soit en raison du pavillon, soit en raison de la destination;

« 3^e Toute surtaxe établie dans les colonies sur les fabricats d'Europe, en raison de leur origine ou de leur mode d'importation;

4^e Toute préférence de pavillon imposée aux agents des gouvernements pour le transport des denrées ou manufactures. »

Amendement de M. Hartwig Hertz : « Le Congrès émet le vœu que tout ce qui reste du système colonial soit aboli. »

M. CATEAUX-WATTEL (Belgique). La chambre de commerce d'Anvers se rallie à cet amendement. (*Applaudissements.*)

— La proposition amendée comme le propose M. Hartwig Hertz, est adoptée.

B. Proposition de MM. Hartwig Hertz, J. Valserrès, Helm, Ch. Nautz, Wichmann, Baumhauer, Friedlaender, Chadwick, Corvander-Maeren :

« Le Congrès émet le vœu que la navigation sur les fleuves qui forment des voies de communication internationales soit libre de toute entrave et que tout droit de passage et de transit existant sur ces fleuves et sur les détroits soit aboli.

M. ÉMILE DE ROSENORN (Danemark). Je propose d'ajouter : sauf indemnité pour les parties intéressées, selon que le droit des gens et la justice le demandent. »

M. HARTWIG HERTZ (Hambourg). L'honorable préopinant demande que les peuples qui prélèvent un droit sur la navigation des fleuves soient indemnisés. C'est là une grave question. Je ne pense pas d'ailleurs que nous fassions ici des lois. Il peut y avoir des droits qu'il ne faut pas abolir sans indemnité. Mais il est peut-être des droits qu'il serait très-raisonnable de supprimer sans indemnité.

M. LE PRÉSIDENT. L'amendement que l'on propose est fort inutile; il ne change rien à la proposition. Nous ne ferons pas ici ce qu'on appelle un abus de la force. Nous émettons un vœu, et nécessairement nous l'émettons de manière à ce qu'il soit conforme à ce que demande la justice. Nous ne voulons prendre la propriété de personne.

M. DE ROSENORN. Je n'insiste pas.

M. DAVID, conseiller d'État, chef du bureau de statistique à Copenhague :

Comme je suis du Danemark et que l'on parle de la liberté des détroits, je crois être assez intéressé dans la question pour dire quelques mots.

Je me réunis à ceux qui énoncent le vœu qui vous est soumis, je ne crois pas qu'il y ait personne en Danemark, ni hors du Danemark, qui ne désire que la navigation soit libre de toute entrave, mais j'approuve ce que vient de dire M. le président, que nous ne sommes pas ici pour décider des questions politiques. Tout ce qui sera fait sera légalement fait. (*Applaudissements*).

— La proposition est mise aux voix et adoptée à l'unanimité moins une voix.

C. Proposition de M. Auguste Couvreur :

« Le Congrès émet le vœu que la législation sur les passeports soit modifiée de façon à assurer la libre circulation des personnes sans droit fiscal aucun et sans visa préalable pour les différents pays.

PLUSIEURS MEMBRES. Appuyé, appuyé! (*Rires*.)

— La proposition est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

D. Proposition de M. Helm, appuyée par MM. Schubert, Baumhauer, Grau (de Riga), Friedlaender, Hertz et Campan :

« Le Congrès émet le vœu que tout ce qui concerne la déclaration des marchandises destinées à l'importation, à l'exportation et au transit soit assujéti à des formalités les plus simples possibles, et à des règles uniformes entre les différentes nations. »

— Adopté à l'unanimité.

E. Proposition de M. Charles de Cocquiel :

Le Congrès émet le vœu que l'enseignement des principes de l'économie politique soit introduit, autant que possible, dans l'enseignement public, à tous les degrés.

M. LE PRÉSIDENT. Cette proposition a été renvoyée à une commission spéciale. La parole est à M. Tillière, rapporteur.

M. TILLIÈRE, *avocat*, à Bruxelles :

Messieurs, le comité des propositions a été saisi d'une question dont l'importance, au point de vue du succès de la lutte du libre-échange contre le système de la protection, lui a paru mériter de fixer spécia-

lement l'attention du Congrès. Il s'agit de l'introduction de l'enseignement de l'économie politique dans les établissements d'instruction de tous les degrés. Une commission spéciale a été nommée dans le sein du comité, afin de discuter le mérite de la proposition, de présenter un rapport à l'Assemblée et de formuler des conclusions sur lesquelles le Congrès aurait à statuer.

Organe de cette commission, je viens vous rendre compte de sa mission, en réclamant au préalable votre indulgence pour les lacunes et les défauts d'un travail, auquel il ne nous a été permis de consacrer que quelques moments.

L'orateur distingué qui a ouvert la discussion des deux questions soumises aux délibérations du Congrès, vous disait hier que l'ignorance est l'un des principaux obstacles contre lesquels viennent heurter les efforts des partisans de la liberté commerciale. En effet, l'erreur et le préjugé sont deux effets d'une même cause : l'ignorance. Indiquer la source du mal, c'est faire pressentir quel doit être le remède.

Porter la lumière des vrais principes, la connaissance des intérêts réels des nations, là où l'erreur et le préjugé ont envahi les esprits ; faire connaître au peuple les véritables sources de la production des richesses, les règles élémentaires qui doivent en régir la distribution, tel est le moyen proposé.

Pour répondre au vœu du comité, examinons en peu de mots ce qui a été fait et ce qui reste à faire.

La science de l'économie politique est de création assez récente. Il ne faut donc pas s'attendre à voir son enseignement aussi répandu que celui des autres études sociales.

Mais une observation de la plus haute importance saute aux yeux, lorsque l'on observe l'état actuel de cet enseignement en Europe ; c'est que les nations les plus avancées dans la voie de la liberté commerciale, sont aussi celles chez lesquelles l'enseignement de l'économie politique est le plus vulgarisé. Ainsi l'Angleterre qu'il faut citer en première ligne, considère cette science comme l'un des éléments fondamentaux d'une instruction solide et pratique. Chez elle ce n'est pas seulement aux Universités qu'est dévolu le soin de propager les principes de l'économie sociale, c'est aussi aux établissements d'instruction moyenne et même aux écoles primaires. Il n'y a pas jusqu'aux *ragged schools*, c'est-à-dire les écoles des pauvres, où, pour traduire littéralement, les écoles des déguenillés, dans lesquelles on ne mette

entre les mains de la jeunesse des traités élémentaires, et notamment ceux de Élis, qui servent à lui inculquer sans peine les premiers éléments des études économiques.

En Suisse l'enseignement de l'économie politique, qui fait depuis longtemps partie des études supérieures, commence à s'introduire dans les écoles moyennes.

Il en est de même en Belgique, où cette science prend place dans le programme de l'enseignement du second degré et des études professionnelles. (*Approbaton.*)

En Hollande, outre les trois Universités de Leyde, d'Utrecht et de Groningue, l'athénée d'Amsterdam, l'école industrielle de Delft, l'école technique d'Utrecht et quelques écoles d'enseignement moyen d'Amsterdam et de Rotterdam, comprennent la science des richesses parmi les branches essentielles de l'instruction.

A Hambourg, le digne représentant de ce petit État au Congrès, M. Hartwig Hertz, a pris depuis 1850 l'initiative de l'enseignement des principes de l'économie politique à une Association d'ouvriers. (*Applaudissements.*)

Dans l'hiver de 1852 à 1853, cet enseignement a été introduit dans les écoles, grâce aux études préparatoires auxquelles s'était livrée la Société des instituteurs de cette ville. Le rapport qui vous a été présenté par cet honorable membre vous a fait connaître si la théorie et la pratique marchent de pair dans ce centre important d'activité commerciale. (*Bravos.*)

Les États sardes ne sont pas restés en arrière. Les quatre Universités de Turin, Gènes, Cagliari et Sassari offrent à la génération nouvelle le moyen de s'initier complètement aux principes de la science économique. (*Nouveaux applaudissements.*)

Dans toute l'Allemagne l'enseignement universitaire comprend aussi l'étude de cette science.

Dirons-nous ce qui se passe en France? Dans ce pays de trente-six millions d'habitants n'allez chercher l'enseignement d'économie politique ni dans les écoles primaires, ni dans les établissements d'instruction moyenne, ni même dans l'enseignement universitaire. (*Sensation.*)

A part la chaire d'économie politique, occupée d'une manière si brillante par M. Michel Chevalier, au Collège de France, celle de l'École des Ponts-et-Chaussées et celle du Conservatoire des Arts et Métiers, toutes trois instituées à Paris, nulle part nous ne trouvons de trace des études économiques, et encore faut-il signaler ici un fait

regrettable, qui prouve combien le parti protectionniste est puissant chez nos voisins :

Cette chaire du Conservatoire des Arts et Métiers où s'étaient assis successivement l'illustre Say et le savant Blanqui, dont la mémoire est précieuse aux champions de la liberté commerciale, en cessant d'être la chaire de vérité de l'économie politique, a changé de nom. C'est aujourd'hui un cours d'administration et de statistique commerciale. (*Mouvement.*) Cet état de choses, qui trouve son corollaire naturel dans le peu de progrès qu'a fait la France dans la voie d'amélioration du régime douanier, nous prouve une fois de plus que ce n'est pas seulement le libre échange des produits matériels, mais aussi celui des idées, celui des sciences, celui de l'instruction, dont la nation française a le plus grand besoin.

N'est-il pas regrettable pour une nation qui n'aime à céder le pas à personne en fait de progrès et de civilisation que l'on soit en droit de l'inviter à suivre l'exemple de la Russie, où nous voyons l'économie politique enseignée non-seulement dans sept Universités, mais également dans quatre lycées et dans les écoles de commerce et de technologie.

La France cependant avait aussi son Adam Smith; mais, comme si le proverbe : Nul n'est prophète dans son pays, devait y recevoir une triste application, J.-B. Say a été mieux compris à l'étranger qu'au sein de sa patrie. (*Applaudissements.*)

Après ce rapide exposé, abordons les moyens pratiques proposés par la commission spéciale.

Pour parvenir à généraliser la connaissance des principes économiques, le premier soin des gouvernements devrait être d'inscrire cette science dans le programme de leurs écoles normales. En effet, on manque aujourd'hui d'instituteurs capables de répondre sur ce point aux besoins de l'instruction moyenne et de l'instruction primaire. Former des maîtres qui, à leur tour, instruisent leurs disciples, telle est la marche à suivre. Ensuite, il faut que l'économie politique fasse partie intégrante des études moyennes et des études primaires.

Sans doute, on ne peut exiger de la jeunesse qu'elle se livre aux élucubrations arides, aux calculs difficiles, aux études comparatives, aux analyses et aux combinaisons peu séduisantes de la science approfondie; mais de même que l'alimentation physique peut être proportionnée et graduée, suivant le développement organique de l'individu, de même la nourriture de l'esprit peut être mise en harmonie avec les aptitudes et le développement des facultés intellectuelles.

Il est dans la science économique comme dans les autres, des vérités élémentaires et saisissables qui sont à la portée de tout le monde; il serait aisé de rédiger, à l'instar de ce qui a été fait en Angleterre, un catéchisme d'économie politique fort simple dans lequel la jeunesse puiserait les premiers éléments d'une étude qui serait approfondie par l'élève en raison de ses progrès dans les autres sciences.

L'exemple de ce qui existe dans quelques pays nous dispense d'entrer, à ce sujet dans des développements incompatibles avec la brièveté qui nous est imposée. Ce qui est, est possible, dit la logique; rien ne s'oppose donc à ce que l'enseignement de l'économie politique sorte du cadre restreint dans lequel il est renfermé aujourd'hui, pour se généraliser et répandre la lumière qui doit servir au triomphe des vrais principes, dans les applications pratiques que les hommes sont appelés à leur donner. Le libre-échange, la liberté commerciale constituent une des parties les plus importantes de la science économique, puisqu'elle est une des sources les plus fécondes de la richesse commerciale et industrielle des nations. Répandre dans toutes les classes de la société, et surtout dans la jeunesse, les vérités qui relèvent de l'économie politique, c'est donc préparer des athlètes à la défense de la cause que vous soutenez courageusement. Ils seront d'autant mieux convaincus et plus aguerris qu'ils n'auront pas, comme beaucoup de leurs devanciers, à regretter un temps précieux perdu dans l'erreur et le préjugé.

Quoique dans votre session de 1847, l'honorable M. Garnier ait déjà appelé votre attention sur ce sujet, en demandant que les membres du Congrès s'engageassent à user de leur influence pour faire introduire l'étude de l'économie politique dans l'enseignement public et privé, la commission est tellement pénétrée de l'importance de cette mesure, qu'elle n'hésite pas à la présenter en réponse à la deuxième question du programme du Congrès actuel.

La commission estime qu'une innovation de ce genre, dans tous les degrés de l'enseignement, est appelée à produire les meilleurs résultats. La lumière ayant chassé l'ignorance, les préjugés suivront celle-ci : instruit sur la véritable mission du travail dans la production des richesses, le peuple comprendra qu'il n'y a rien à gagner en suivant les entraînements de ceux qui l'abusent sous prétexte de servir ses intérêts; il trouvera d'autres cris que celui du pain à bon marché dans les temps de crise alimentaire, et demandera la liberté du commerce, il ne se ruera plus sur les entrepôts ou les magasins pour empêcher que l'on exporte les denrées; car il saura qu'elles ne sont enlevées que

pour faire place à d'autres ; enfin ses préjugés ne serviront plus de prétexte aux hommes d'État, qui ont la faiblesse de composer avec l'erreur et l'ignorance, lorsqu'on leur demande pour un pays les bienfaits du libre-échange des substances alimentaires. (*Applaudissements.*)

La commission, adoptant le principe de la proposition de M. de Cocquiel, a l'honneur de vous soumettre le vœu suivant :

« Le Congrès émet le vœu que l'enseignement de l'économie politique soit introduit dans tous les établissements d'instruction publique et privée sur la plus large échelle, non-seulement dans les Universités, mais encore dans les écoles primaires, les collèges et les écoles professionnelles, et que dans ce but, il soit formé des instituteurs propres à enseigner cette science et à la rendre populaire. » (*Applaudissements prolongés.*)

M. COLNEIRO (Espagne). Je désire, pour l'honneur de l'Espagne constater le fait que nous avons dix chaires d'économie politique rétribuées par le gouvernement, dans les dix Universités du royaume, et qu'il en existe plusieurs autres dont l'enseignement est tout à fait gratuit et à charge des Sociétés patriotiques et littéraires. (*Bravos.*)

M. CH. D'É... POLICAN, *homme de lettres* (France) :

J'accepte l'idée comme excellente sous un régime de liberté, mais dont l'application ne peut pas être recommandée avec le régime absolutiste généralement répandu aujourd'hui, car voyez ce qu'est devenue la philosophie sous la sollicitude du gouvernement en France ! elle a tourné à l'*éclectisme*, disons au *sottisme* !

Je m'oppose donc à ce que l'enseignement de l'économie politique, soit recommandé pour tout autre gouvernement que les gouvernements constitutionnels et républicains.

M. BERTEAUT, secrétaire et délégué de la Chambre de Commerce de Marseille :

Je m'associe aux bonnes intentions qui ont dicté le fond de la proposition, mais je proteste contre la forme et les développements accéssoires. Au nom de la France dont je suis l'un des délégués, je ne puis accepter ce que viennent de dire le préopinant et le rapporteur qui l'a précédé, car tout cela a plutôt l'air d'un pamphlet anti-français que d'une profession de foi économique.

Sachons faire la part des difficultés que rencontre un grand pays, en raison même de son étendue et de ses intérêts complexes, et ne criti-

quons pas avec des comparaisons sans analogie et blessantes pour le sentiment national.

Quand j'ai entendu hier les délégués de Hambourg, de la Suisse et de la Belgique faire le panégyrique, parfaitement légitime, du reste, de leur situation et de leur éducation économiques, demander l'abolition des taxes, y compris les droits différentiels, tout en applaudissant à ces louables manifestations, je n'ai pu m'empêcher de dire tout bas que tout cela était bien facile, quand d'une part on n'a pas de territoire et quand d'autre part, on a peu de marine nationale.

Mais pour être impartial et juste il faut tenir compte des difficultés qu'on trouve dans d'autres pays.

La France, quoi qu'on en ait dit, est entrée dans une bonne voie, non-seulement d'enseignement théorique, mais d'application pratique. Elle a d'illustres chaires. Elle a diminué d'une manière intelligente et large les droits qui pesaient sur les matières premières. Elle a décrété la francisation des navires étrangers. Elle a dégrevé les huiles, les graines oléagineuses, les laines, les vins étrangers, etc., et tout récemment elle a prorogé jusqu'à la fin de 1857 l'introduction libre des céréales.

Tout cela ce n'est pas assez au gré de votre impatience et de nos propres desirs, mais c'est déjà quelque chose.

Oui, la France qui n'a démerité de personne, marche toujours à la tête de la civilisation, et elle ne s'arrêtera point dans la voie économique où elle est entrée, j'en ai pour garant son amour du progrès; la France, mon cher pays, prendra texte de la glorieuse paix qu'elle vient de conclure, pour abolir partout où elle les trouvera les vestiges des guerres passées et elle n'oubliera pas....

M. PASCAL DUPRAT (France). Si l'on traite la question politique, je demande la parole.

M. BERTEAUT. C'est précisément parce qu'on l'a soulevée subrepticement que j'ai pris part au débat. Je ne donnerai jamais ma démission de Français....

M. LE PRÉSIDENT. J'invite l'orateur à se modérer. Nous ne sommes pas une assemblée politique.

M. BERTEAUT. Je vous demande pardon de la vivacité de mes paroles. Si elles ont pu blesser, elles trouvent leur excuse dans l'improvisation....

M. DANJOU, *publiciste*, délégué de la Chambre de Commerce de Montpellier :

Je m'associe sans restriction au mouvement de patriotisme de mon collègue de Marseille.

M. LE PRÉSIDENT. L'incident est clos.

— La proposition de la section est adoptée à l'unanimité des voix moins deux.

M. LE PRÉSIDENT. J'intervertis l'ordre des propositions pour aborder celle de **M. Ewart**, membre du Parlement d'Angleterre. La proposition de **M. Ewart** a pour objet une adresse au Roi des Belges. Je propose au Congrès de la discuter aujourd'hui parce que, si elle est accueillie, on pourra rédiger l'adresse pour demain. (*Approbation*.)

La parole est à **M. Ewart**.

M. EWART, *membre du Parlement anglais* :

C'est avec le plus grand plaisir que je fais la proposition d'une adresse, au nom de cette Assemblée, au Roi des Belges, adresse exprimant nos félicitations de ce que ce Congrès ait eu lieu en Belgique et aussi notre espérance qu'il aura de grands résultats.

Je suis, moi, libre-échangiste pur, et durant vingt-cinq ans, j'ai été constamment le rapporteur de ces mesures dans le parlement de mon pays. C'est donc avec la plus grande satisfaction que j'ai vu ouvrir ce Congrès, d'où peuvent sortir les meilleurs résultats pour le monde entier, ce qui sera un grand honneur pour la Belgique.

Je vous dois d'abord des remerciements, à vous, Messieurs, nos collègues belges, pour la part que vous y avez prise. Je suis bien sûr que ce que vous avez fait sera apprécié chez nous, en Angleterre, et que les efforts des amis du libre échange dans ce beau pays, seront honorés en Angleterre.

Nous considérons autrefois la Belgique comme un champ de bataille. Mais le plus grand poète que nous ayons eu, Milton, a dit que la paix a ses victoires aussi renommées que les victoires de la guerre. Eh bien, c'est l'une de ces victoires que vous venez de remporter. Elle sera suivie, j'en suis bien sûr, d'une paix et d'un commerce prospère, enfin du bonheur du genre humain.

C'est avec ces sentiments, que j'aurais voulu mieux exprimer, que j'ai l'honneur de vous proposer cette adresse au Roi, à un Roi que nous estimons beaucoup en Angleterre. Nous partageons à cet égard les sentiments du peuple belge, et nous sommes heureux de nous être

associés à vous d'abord pour le grand objet de cette réunion et ensuite pour rendre hommage au Roi qui gouverne votre pays. (*Vifs applaudissements.*)

— La proposition d'adresse faite par M. Ewart est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

M. LE PRÉSIDENT. L'adresse sera soumise demain au Congrès. Je prie M. Campan, président du comité des propositions, de vouloir bien la rédiger.

— M. le président donne ensuite lecture des diverses propositions qui restent à discuter demain.

Il est quatre heures et demie, la délibération est continuée à demain, à midi précis, dans la grande salle du Cercle artistique.



QUATRIÈME SÉANCE.

Jeu'di 25 septembre 1856.

La séance est ouverte à midi précis dans la grande salle du *Cercle artistique et littéraire*.

M. REYNTIENS, *secrétaire*, donne lecture du procès-verbal de la séance précédente; la rédaction en est approuvée.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture d'une lettre de **M. Polican**, qui demande à s'expliquer sur la libre circulation universelle. Il demande si l'assemblée est d'avis d'interrompre l'ordre du jour pour entendre **M. Polican**.

M. PASCAL DUPRAT (France). Il est probable que je combattrai les idées de **M. Polican**, mais l'impartialité exige qu'il soit entendu.

M. LE COMTE ARRIVABENE (Belgique). On pourrait entendre **M. Polican** lorsque l'ordre du jour sera épuisé.

M. POLICAN (France). Je demande à être entendu, soit maintenant, soit quand l'ordre du jour sera épuisé.

M. VALSERRES (France). J'ai lu ce matin, dans un journal, que **M. Dupont de Fayt** se plaint de ne pas avoir été entendu au congrès; l'assemblée se souvient comme moi, que le nom de **M. Dupont** a été appelé à différentes reprises et que chaque fois que **M. le président** lui a accordé la parole il était absent. Je proteste donc contre l'assertion de **M. Dupont**.

M. LE PRÉSIDENT. J'ai déjà répondu hier à **M. Dupont**. Il est inutile de revenir là-dessus.

M. AUGUSTE COUVREUR, secrétaire, donne lecture du projet d'adresse au Roi, rédigé par **M. Campan**. Ce projet est ainsi conçu :

« SIRE,

« Le congrès international pour les réformes douanières, réuni dans la capitale de votre royaume, n'a pas voulu se séparer sans présenter à Votre Majesté ses respectueux hommages.

« Composé de membres indépendants, de délégués de plusieurs États de l'Europe et d'un grand nombre de Belges, ses travaux se sont accomplis dans un calme profond, sous l'égide des lois sages et libérales que Votre Majesté a su conserver à la Belgique, malgré les agitations si nombreuses de ce dernier quart de siècle.

« La pacifique association que le congrès avait mission de constituer, a pu se réaliser sans troubles et sans obstacles, en se conformant aux lois belges. Elle a pour but d'améliorer le sort des hommes, elle devait donc trouver toute liberté d'action, sous le gouvernement de Votre Majesté.

« Daignez, Sire, agréer l'expression de notre reconnaissance et permettez-nous de joindre nos vœux à ceux du peuple belge tout entier, qui a célébré avec une unanimité si glorieuse pour le prince et pour la nation elle-même, le vingt-cinquième anniversaire du règne de Votre Majesté. » (*Applaudissements.*)

— Cette rédaction est approuvée et le bureau est chargé de faire parvenir l'adresse à **S. M.**

M. LE PRÉSIDENT. Nous reprenons l'examen des propositions. Dans la série des propositions annexées à celle de **M. Garnier**, il y en a deux qui sont tout à fait distinctes et qui n'ont pas de connexité directe avec cette proposition : l'une la proposition relative aux droits sur le sel, l'autre la proposition relative aux octrois communaux.

Je vous propose de débayer le terrain et de commencer par ces deux propositions, puis nous en viendrons à la proposition principale.

Si cela vous convient, je donnerai la parole à **M. Vanden Broeck**, rapporteur sur la seconde proposition.

M. COUVREUR (Belgique). Hier nous avons voté diverses résolutions et divers vœux plus ou moins importants qui font parfois double emploi. Je crois que l'effet des travaux du congrès ressortirait davantage, si ces différentes résolutions et ces différents vœux étaient classés. Malheureusement ce travail n'a pu se faire hier, parce que la proposition de **M. Garnier** n'est pas votée. Je crois qu'il conviendrait de la voter d'abord, au moins en principe. Alors quelques membres du bureau pourraient se retirer pour rédiger en quelque sorte le cadre des résolutions.

M. VICTOR FAIDER (Belgique). La classification des votes et des vœux du congrès appartient au bureau.

M. LE PRÉSIDENT. Certainement.

La parole est à **M. Vanden Broeck**, pour présenter le rapport sur la question des octrois.

M. VANDEN BROECK (Belgique). Je demanderai si je puis toucher le second point, celui relatif à la suppression, en faveur de l'agriculture et de l'industrie, des droits sur les fers.

M. LE PRÉSIDENT. Non, c'est une question tout à fait différente.

M. VANDEN BROECK. Alors vous m'accorderez une seconde fois la parole, j'ai un seul rapport sur les deux questions.

M. LE PRÉSIDENT. C'est très-bien, mais nous ne nous occupons en ce moment que de la question des octrois. La seconde question, celle des fers, rentre dans la proposition principale de **M. Garnier**, tandis que celle-ci est une question tout à fait distincte.

M. VANDEN BROECK (Belgique), délégué de la société centrale d'agriculture. Hier on a accordé dix minutes aux orateurs. Je ne sais si ce tarif un peu prohibitif est encore en vigueur, ou si un système un peu plus libéral sera suivi aujourd'hui. Cependant je tâcherai de me renfermer dans les limites posées hier.

Le rapport que je vais avoir l'honneur de vous soumettre est celui que j'ai rédigé au nom du comité de statistique.

Ce comité, Messieurs, ne se trouvant pas assez nombreux et croyant en outre que la plupart des points mentionnés au programme de ses délibérations pouvaient et devaient même faire l'objet d'une discussion générale, n'a pas cru convenable de se subdiviser en sous-comités, ainsi que le projet d'organisation semblait lui en faire un devoir.

Le comité, après s'être prononcé presque unanimement sur ce point, a abordé son ordre du jour et a donné la priorité à l'examen des questions qui se rattachent à l'agriculture, comme à l'industrie fondamentale, comme à la source la plus vivace et la plus féconde des éléments divers de la richesse publique. C'est relativement à cette partie spéciale des travaux du comité que celui-ci a bien voulu me confier les fonctions de rapporteur, fonctions que l'espoir de votre indulgence a pu seul me permettre d'accepter.

Pour vous exposer, Messieurs, les idées et les vœux de votre comité, je crois devoir adopter la marche qui a été admise par le comité d'organisation du congrès, comme la plus propre à faciliter l'étude et la discussion des difficultés à résoudre. Je m'occuperai donc, en premier lieu et au point de vue agricole seulement, de *l'exposé des réformes opérées dans les divers pays, du mouvement de l'opinion publique et des résultats obtenus*.

Vous comprendrez, Messieurs, que secrétaire actif du comité, devant partager mon attention entre les discours prononcés par les membres et la mention écrite immédiate, bien que sommaire, des idées qui étaient en voie d'expression, il ne m'a pas été possible de recueillir toutes les données, de consigner tous les chiffres et d'apposer enfin, sur mon œuvre improvisée, ce cachet de perfection que j'eusse été heureux de lui voir.

Dans le cours de la discussion, divers faits se sont produits et tous, je dois le dire, ont témoigné en faveur de l'excellence des principes consacrés par la liberté du commerce, établie sur les bases les plus larges. Tour à tour, divers membres ont démontré les progrès qu'avaient faits dans l'opinion publique les idées libérales, et ont apporté à l'appui de leurs dires les preuves les plus concluantes. L'honorable M. Chadwick, entre autres, a exposé, à propos de l'Angleterre, un état de choses d'un immense intérêt pour tous ceux qui attachent aux destinées de l'agriculture l'importance qu'elles réclament à tant de titres. C'est ainsi que M. Chadwick a soutenu, au milieu des sympathies de l'assemblée, les propositions suivantes :

Qu'aucun des intérêts qui se prétendaient menacés par les réformes douanières en Angleterre n'a souffert et qu'ils sont tous dans une situation de progrès continu ;

Que la terre qui était sacrifiée, disait-on, augmente de valeur ; que la culture du froment s'étend, et que la culture, en général, s'améliore ;

Que tandis qu'en France, sous un régime de protection, le produit moyen en froment est seulement de 10 à 13 hectolitres par hectare, et

qu'il reste en Belgique au-dessous de 20 hectolitres, en Angleterre il s'élève à 30 hectolitres ; et certains exemples ont été produits au congrès de bienfaisance qui démontrent que, par l'usage de la vapeur, de machines perfectionnées et du fer à bon marché, dont l'emploi est restreint en France et en Belgique par la protection, on arrivera à un produit de 40 hectolitres par hectare, même pour des fermes ne dépassant pas 10 hectares ;

Que, tandis qu'en France la récolte ne rend que cinq fois la semence d'après les documents statistiques les plus exacts, il a été prouvé que depuis l'abolition de la protection en Angleterre, le produit s'est élevé à 12 et 14 fois la semence et qu'on prévoit des résultats plus avantageux encore ;

Que tandis que sous le régime protecteur en France et en Belgique, une tête de bétail par hectare est regardée comme constituant une bonne exploitation, en Angleterre, depuis l'activité plus grande donnée à l'agriculture par une application croissante de capital, par l'emploi du drainage et d'autres améliorations, la culture perfectionnée arrive à deux et trois têtes de bétail par hectare ;

Que depuis la liberté du commerce, la nourriture de toutes les classes en Angleterre s'est sensiblement améliorée, par l'augmentation des produits fournis, tant par l'étranger que par le pays même ; à ce point, que la grande majorité des ouvriers agricoles se nourrissent mieux que la plupart des fermiers des pays protégés.

Quant à la menace d'anéantissement adressée par les protectionnistes à la marine de commerce anglaise, celle-ci est aujourd'hui si prospère, que les États-Unis exceptés, elle dépasse en puissance celle de tous les autres peuples réunis.

Aux assertions de M. Chadwick, M. de Baumhauer a ajouté, pour les confirmer, des faits relatifs à ce qui se passe en Hollande, notamment dans les provinces de Frise et de Groningue.

Je n'en finirais pas si je voulais rapporter ici toutes les preuves qui attestent l'immense succès qui a couronné, dans le domaine de l'agriculture, l'application intelligente des principes de la science économique, et j'obéis, bien qu'à regret, à la nécessité de ménager le temps du Congrès, en passant sous silence bien d'autres faits encore à l'appui de cette vérité.

J'arrive, Messieurs, à l'objet des 2^e et 3^e questions qui nous ont été posées par notre ordre du jour. Je dis 2^e et 3^e, parce que notre comité a pensé que le meilleur moyen d'abrégier vos travaux était de traiter simultanément les deux ordres d'idées qui se rattachent à ces ques-

tions, c'est-à-dire de faire suivre immédiatement l'énonciation d'un obstacle, par l'indication du moyen le plus propre à y mettre un terme ou à en détruire l'effet.

Au nombre de ces obstacles, que le comité a cru devoir signaler à votre attention, au point de vue des intérêts agricoles, se trouvent les octrois communaux, et il y a eu, Messieurs, une touchante unanimité pour blâmer le principe de ces restrictions locales, malheureux héritage d'un autre siècle, où toutes les provinces d'un même pays étaient entourées de barrières, non moins funestes à l'esprit de nationalité qu'aux intérêts purement matériels. En vain, Messieurs, un orateur éleva-t-il la voix pour envisager les octrois sous un point de vue exclusivement fiscal; la grande majorité de la section ne voulut y voir que ce qu'ils sont réellement, c'est-à-dire l'expression du système protecteur dans ce qu'il offre de plus injuste et de moins légitime. L'octroi, en effet, est la source féconde des abus les plus divers; influences immodérées, profusions sans excuses, actes sans intelligence, il est destiné à tout couvrir et constitue le filon inépuisable dont le produit doit combler le gouffre ouvert par l'imprévoyance ou par la faiblesse! Au reste, Messieurs, pour répondre à quelques membres qui, sans défendre le principe des octrois, s'appuyaient sur leur prétendue nécessité, il a été fait cette objection puissante, qu'en Angleterre les octrois communaux sont inconnus et que les communes, nonobstant cette bienheureuse ignorance, que je leur envie, n'en sont ni moins florissantes ni moins libres.

Abondant dans ce sens, un honorable membre qui fait partie d'un conseil communal en France, a émis des idées fort justes, à propos de la possibilité de suppléer aux sommes fournies par les octrois, à l'aide d'autres ressources plus légitimes, et surtout en développant dans les communes l'esprit d'association, ce levier qui répond à tous les besoins et qui réalise des merveilles, là où l'intervention administrative n'enfante le plus souvent que des désastres. Les exemples ne manqueraient pas, même en Belgique, s'il était nécessaire d'en fournir pour défendre la thèse que nous soutenons devant vous. Et puis, il en est des octrois comme des épidémies; ils s'étendent de plus en plus, et si l'on n'extirpe pas cette lèpre, on risque d'en être couvert.

En outre, les octrois vont souvent à l'encontre des bienfaits qui pourraient résulter, dans un pays, des modifications libérales introduites dans sa législation douanière. Les honorables MM. Reyntiens (Belgique) et Baumhauer (Pays-Bas), ont cité à ce sujet la Hollande où, grâce à l'octroi qui pèse sur la viande, celle-ci, même de provenance indigène,

coûte plus cher sur le marché hollandais que sur le marché de Londres.

Vous le voyez, Messieurs, les octrois n'ont excité dans votre deuxième section rien qui ressemble à de la sympathie. Aussi, après avoir entendu M. Clermont (Belgique), qui a rappelé le lumineux rapport fait en 1847 par l'honorable M. de Brouckere, notre président actuel, votre deuxième section a-t-elle adopté une proposition formulée par M. Reyntiens, et que j'ai déposée hier sur le bureau. Cette proposition conclut à l'examen, dans un prochain congrès, de la question des octrois et des moyens pratiques à y substituer désormais.

Pendant le passage de cette proposition dans le premier comité il s'est produit une autre rédaction, dont les principes étaient parfaitement d'accord avec les nôtres, mais qui, plus radicale dans ses conclusions, faisait émettre par le Congrès le vœu que « les droits d'octroi « fussent abolis dans toutes les villes où ils existent et remplacés, s'il y « a lieu, par des impôts qui ne gênent en rien le mouvement des « affaires et la liberté du commerce. »

Entre ces deux rédactions nous avons pris un moyen terme, nous nous sommes ralliés aux considérants de la seconde parce qu'ils exposaient nos aspirations sous une forme plus internationale, mais nous avons maintenu les termes du vœu final tel qu'il était exprimé dans la proposition de M. Reyntiens.

Quels que soient les abus engendrés par les octrois, il n'est pas donné au Congrès actuel de décider cette question importante.

En conséquence, nous maintenons notre avis quant à la nécessité d'étudier, dans une assemblée spéciale, les moyens *pratiques* de remplacer les ressources fournies aujourd'hui par les octrois que nous réprouvons en principe. Voici donc les termes définitifs de la proposition que nous avons l'honneur de vous soumettre :

« Considérant que les droits d'octroi sont pour chaque Etat de véritables entraves à la liberté du commerce intérieur ;

« Considérant qu'ils ont pour résultat de restreindre la consommation des objets de première nécessité, qu'ils nuisent ainsi tout à la fois aux producteurs de ces denrées et à tous les consommateurs ;

« Considérant que ces droits sont supportés pour la plus grande partie par les classes ouvrières, dont ils diminuent l'aisance et le bien-être et qu'ils frappent indirectement l'agriculture, l'industrie et le commerce ;

« Le Congrès émet le vœu qu'une prochaine assemblée se réunisse, dans le but de discuter la question des octrois et d'apprécier les moyens pratiques de les remplacer par d'autres taxes. »

Enfin, Messieurs, un second obstacle au progrès de l'agriculture et au développement de ses ressources, attirera l'attention de votre comité de statistique. Il s'agissait des droits de douane existant encore en divers pays sur les charbons, les bois et les fers étrangers.

Or, Messieurs, la section fut unanimement d'accord sur ce point que ces substances constituant les matières premières des instruments perfectionnés auxquels l'agriculture anglaise, par exemple, doit tant de splendeur et d'éclat, toute protection accordée à ces articles avait un retentissement fatal dans la bourse du cultivateur. C'est pourquoi, sans discuter davantage une question qui lui paraissait résolue aussitôt que posée, votre comité adopta une proposition formulée par l'honorable M. Clermont, demandant la libre entrée graduelle et définitive des matières premières dont il vient d'être fait mention.

A cet égard et en appuyant la proposition de M. Clermont, j'ai cru devoir protester, au nom du bon sens et de la logique, contre la pensée de quelques agriculteurs qui, tout en sollicitant l'abolition des droits sur les éléments qui leur manquent, osent réclamer en même temps des prohibitions à la sortie! Justice et équité pour tous, telle est la devise du progrès! c'est celle de tous les honnêtes gens! (*Applaudissements.*)

Messieurs, j'ai terminé la tâche qu'on a bien voulu me confier, et je compte sur votre indulgence, pour me soustraire aux regrets que j'éprouverais si je l'avais trop mal remplie.

M. WOŁOWSKI (France). Hier ou avant-hier l'honorable orateur qui descend de cette tribune déclarait qu'il faisant son *med culpt* d'avoir été l'adversaire des réformes douanières. Qu'il me permette d'imiter son exemple. J'ai été l'adversaire des octrois. Je crois que je me suis trompé. Je viens très-simplement vous exprimer les motifs qui me font penser que, dans les circonstances actuelles, la suppression des octrois n'est pas possible. Mais auparavant je dirai un mot d'une question préalable.

Je suis très-surpris de voir traiter la question de l'octroi dans un congrès de réformes douanières. Le point de départ du congrès, ce qui lui donne une grande importance pratique, un grand espoir de succès définitif, c'est précisément de faire substituer des droits fiscaux à des droits protecteurs, et l'illustre Cobden, dans sa lettre au président du congrès, a dit que le grand espoir de succès ce sont les besoins du trésor. On a besoin d'argent, a-t-il dit, donc on en viendra à des droits fiscaux au lieu de droits protecteurs. Si c'est là votre but, je crois

qu'il est peu habile, de la part du congrès, de soulever une question qui n'est qu'une question fiscale et ne touche en rien au système protecteur.

Ce qu'a dit de la Hollande l'honorable rapporteur vient à l'appui de ces paroles. On nous a cité un exemple qui prouve que les droits d'octroi agissent comme droit protecteur, puisque la viande du dehors se vend plus cher qu'à Londres sur le marché de certaines villes. Oui, la viande hollandaise, mais c'est là une question fiscale et non une question de production pour les bestiaux hollandais. Je me borne à cette observation. Je ne veux pas cependant éviter le point capital du débat.

Je sais combien la thèse que je soutiens est impopulaire et quelle unanimité touchante s'est élevée contre les octrois. Il paraît toujours fort agréable de supprimer un impôt, et si l'on me démontre le moyen de supprimer les besoins des villes, à la bonne heure. Mais c'est là une autre thèse. Quant à moi, voici mon point de départ : étant donnés les besoins des communes, soit une certaine somme qu'il faut nécessairement couvrir au moyen d'un impôt, l'octroi est-il un impôt acceptable ? Est-il prudent de supprimer les octrois et cela, ajoutons-le dans l'intérêt même de ceux dont on se préoccupe avec raison, c'est-à-dire des masses, des classes les plus pauvres et les plus misérables ?

Il y a deux manières de couvrir les charges, l'impôt direct et l'impôt indirect. Ceux qui veulent la suppression de l'octroi disent qu'on pourra mettre une taxe sur les maisons et faire un impôt direct, et qu'alors les pauvres ne payeront pas. Mais moi, je crois qu'ils payeront toujours et que la charge sera encore plus lourde qu'aujourd'hui. Si vous taxez les maisons, pensez-vous que le propriétaire ne fera pas retomber la charge sur les locataires et qu'il ne se fera pas le simple percepteur de l'impôt qui pèsera précisément sur ceux que vous voulez exonérer ?

Messieurs, je dis que l'octroi fait payer l'avantage que l'on recueille du séjour des villes, que cet avantage est considérable et qu'il est juste de le faire payer. Je dis que si l'octroi crée une certaine inconvénient pour les habitants des villes, c'est une légère compensation des très-grands avantages du séjour des villes et qui se traduisent par la concentration de plus en plus grande de la population dans les villes, ce que je ne regarde pas comme une bonne chose.

Je dis que l'impôt sous la forme presque imperceptible d'un certain supplément exprimé en centimes dans leur consommation pèse moins sur les masses, que les pièces de cent sous qui leur seraient demandées, soit par les percepteurs, soit par les propriétaires.

Je dis encore que, si au congrès de bienfaisance nous nous sommes préoccupés de la question des boissons et des mesures qui pourraient, dans certaines proportions, diminuer la consommation des liqueurs fortes, l'octroi est un de ces moyens que je ne repousserais pas pour ma part; car, je le rappelle, ce sont les boissons qui forment partout la presque totalité des produits de l'impôt.

Je dis encore que l'impôt direct sur les loyers, par exemple, frapperait surtout les ouvriers qui doivent nous intéresser le plus et épargnerait ceux qui doivent nous intéresser le moins; il frapperait l'ouvrier rangé, l'ouvrier économe, celui à qui le *to home* est cher: il épargnerait celui qui dépense en boissons la plus grande partie de ses ressources.

Messieurs, quand on pourra réduire les dépenses communales ou bien quand on procurera des trésors aux communes, j'applaudirai à la suppression des octrois; mais si des impôts sont nécessaires, je préfère l'octroi à l'impôt direct.

Du reste, messieurs, sous ce rapport il faut consulter la situation de chaque pays et la nature des impôts déjà existants. S'il y a dans un pays beaucoup d'impôts directs, qu'on ne puisse plus surcharger, alors vous aurez recours à l'octroi; si, au contraire, le terrain est libre, je comprends que vous donniez la préférence à d'autres impôts.

M. VICTOR FAIDER (Belgique). **M. Wolowski** a très-bien compris que la question est entre l'impôt direct et l'impôt indirect. Je sais qu'il y a des économistes qui prétendent que l'impôt indirect est préférable à l'impôt direct et **M. Thiers** notamment, qui se prétend un grand économiste, a soutenu que l'impôt indirect est un signe de civilisation et que l'impôt direct est un signe de barbarie. A ce compte, Messieurs, l'Angleterre et les États-Unis seraient des pays sauvages.

M. Wolowski s'est étonné que le Congrès s'occupât de la question des octrois. Moi je ne trouve rien de plus naturel. Comment! nous nous réunissons ici des quatre points cardinaux pour examiner s'il convient que les grandes agglomérations d'habitants soient enlacées dans un cercle douanier, et vous ne voulez pas que nous examinions s'il faut enfermer de petites agglomérations dans de stupides murailles et dans un cercle de douaniers tracassiers? (*Applaudissements.*)

On a dit: vous cherchez à remplacer les droits protecteurs par des droits fiscaux; eh bien les droits d'octroi ne sont que des droits fiscaux. Il faut, Messieurs, ne pas connaître l'octroi pour tenir ce langage: l'octroi est une véritable douane protectrice qui frappe la matière première du travail. Ainsi on frappe le bois; ainsi on frappe la bière fabri-

quée *extra-muros* d'un droit double de celui qui existe sur la bière fabriquée à l'intérieur. N'est-ce pas exactement la même chose que la protection accordée à nos hauts-fourneaux et à nos houillères ? (*Applaudissements.*) Il y a des villes où on frappe les souliers et les habits au profit des cordonniers et des tailleurs de l'intérieur. A Gand on frappe les meubles au profit des ébénistes de la ville.

Ce n'est donc pas une question purement fiscale, c'est une véritable question de principe en matière de libre échange de denrées et de produits.

M. Wolowski nous a dit aussi qu'il était fort doux de supprimer des impôts, mais qu'il était quelquefois fort difficile de les remplacer.

Je ne crois pas difficile de remplacer l'octroi, mais ce que je crois, c'est qu'il est urgent que l'octroi disparaisse; c'est que cet impôt pèse d'une manière horrible sur la condition de la population et qu'il est presque un obstacle à ce que la population se nourrisse convenablement. Savez-vous ce que rapporte à Bruxelles la taxe sur la viande? 860,000 fr. sur une population de 160,000 âmes. N'est-ce pas là un impôt excessif sur un objet de première nécessité que vous voulez introduire gratis dans le pays et que vous voulez faire payer aux portes des villes? Il faut au moins être logique. Si vous voulez un droit fiscal sur la viande, frappez-la à la frontière, vous n'aurez au moins qu'une perception. Mais si vous voulez un droit fiscal à l'intérieur, vous allez avoir dans notre petit pays soixante quatorze lignes de douane qui percevront un impôt sur la viande.

Et puis, voyez quelles inégalités! Les habitants des villes seront soumis à ces mesures et l'habitant qui est aux portes n'y est pas soumis. Cependant, l'habitant qui est aux portes participe à tous les avantages que le citoyen de l'intérieur paie, mais en n'obtenant sa viande qu'à un prix plus élevé.

On vous a dit que le moyen proposé pour remplacer les octrois était de frapper les maisons. Il n'y en a pas d'autre. Il faut adopter, ou le système anglais sur la valeur locative, ou le système américain sur la valeur capitale : vous ne pouvez trouver un autre moyen que celui-là.

A ce moyen, M. Wolowski répond : le locataire payera. Il en sera toujours ainsi. Croyez-vous que ce n'est pas le locataire qui paye en définitive la contribution foncière? Mais quand vous réservez dans un bail le paiement de la contribution foncière par le propriétaire, le prix de votre bail augmente de la totalité de la contribution foncière. Si c'est le locataire qui paye, mais ce n'est que fictivement que le prix de votre bail est augmenté, parce que le locataire le paye directement à

vosre décharge. Vous ne donnez jamais que le prix exact de vosre loyer, la différence est pour le fisc.

Eh bien ! j'accepte un instant que le locataire paye la contribution destinée à remplacer l'octroi. Payera-t-il un centime de plus ? Il est évident que si l'on supprime un impôt, il faut en trouver un autre. Mais le locataire, à l'heure qu'il est, paye son octroi. J'ai fait un calcul applicable à presque toutes les maisons de la rue que j'habite, et je suis arrivé à ce résultat, après m'être informé auprès des habitants de leur manière de vivre, de ce qu'ils consommaient de choses frappées des droits d'octroi ; je suis arrivé à ce résultat, dis-je, qu'en prenant pour base la valeur capitale, ils payeront moins qu'avec l'octroi ; et si je pouvais donner un exemple personnel, je me citerais moi-même. J'aimerais mieux payer la taxe sur la valeur capitale de ma maison, que la taxe que je paye peu à peu au profit de l'octroi.

Il faut bien que ceux qui profitent des avantages supportent les charges. Dans les villes quelle est la base des fortunes particulières qui croît le plus rapidement ? Qui profite le plus du développement d'une grande ville ? C'est évidemment la propriété foncière ; c'est le sol de la commune sur lequel s'élèvent les maisons, qui acquiert une valeur sans cesse croissante. C'est donc à cette valeur, qui s'augmente par le fait même de la ville, à supporter les charges de la ville.

Je ne suis donc pas du tout effrayé de cette conséquence ; elle est normale, elle est rationnelle et inévitable.

On a voulu vous présenter la question des octrois comme une dépendance de la question des boissons. Je crois que c'est plutôt un procédé oratoire qu'un argument, parce qu'on n'a pas besoin de l'octroi pour percevoir l'impôt sur les boissons ; et la preuve, c'est que Bruxelles percevait 650,000 fr. d'impôt sur les bières, sans que l'administration de l'octroi y mette le bout du doigt, attendu que cet impôt est perçu au moyen de l'accise. Conséquemment l'octroi est parfaitement inutile pour vosre question des boissons. On prendra pour base, quant aux boissons, la fabrication et non la consommation, parce que la consommation est insaisissable. C'est à la fabrication qu'on doit frapper les boissons du droit d'accise et non aux portes des villes où il est fort inutile d'avoir un personnel qui coûte, comme chez nous, 250,000 fr., pour se promener depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la Saint-Sylvestre autour des villes, pour visiter les poches, pour ouvrir les voitures et pour vexer les citoyens des deux sexes.

Il faut que tout cela disparaisse. Nous n'avons pas à nous préoccuper de la question de savoir si, dans l'organisation de l'impôt direct, l'ou-

vrier qui boit beaucoup ne payera pas plus que celui qui boit peu. Ces questions sont des infiniment petits dans lesquels on ne doit pas descendre, quand on se trouve en présence d'une aussi grande question, d'un fait aussi important que l'abolition de ces entraves dans la circulation des choses et dans la circulation des personnes.

(M. Campan remplace M. De Brouckere au fauteuil.)

M. DE BROUCKERE, *bourgmestre* de Bruxelles :

Messieurs, je ne vous demande pas cinq minutes.

Je suis, comme l'a dit un orateur avant-hier, un des autocrates auxquels l'octroi accorde une prime d'arbitraire. Et cependant, Messieurs, je suis un ancien et très-ancien adversaire des octrois, j'en ai déposé la preuve sur le bureau. (*Applaudissements.*) Je n'ai à cet égard aucun *meâ culpa* à faire. Ce que je voulais en 1848, je l'ai toujours voulu depuis, je le veux encore, et j'y travaillerai, dans la mesure de mes forces, autant qu'il dépendra de moi. (*Très-bien !*)

Mais abolir l'octroi ne suffit pas. Comme me le disait hier un de nos collègues, celui qui représente la Saxe, pour démolir une maison il ne faut que des manœuvres; mais pour l'édifier, il faut des architectes. Je suis très-heureux de voir qu'une des propositions qui étaient soumises au Congrès est retirée : c'est celle qui avait pour but unique l'abolition des octrois, et qu'on y ait substitué une autre proposition, celle de mettre à l'étude les moyens de remplacer l'octroi. Cependant je viens m'opposer à cette proposition, parce que je crains qu'elle n'aboutisse à rien, et je viens en faire une autre.

Qu'est-ce qu'on vous propose ? un congrès international chargé d'étudier le meilleur système pour remplacer les octrois. Or, ce n'est pas là une question internationale. Dans un pareil congrès nous nous trouverions dans une impasse.

Que viendrait y faire l'Angleterre ? Elle n'a pas d'octroi. Que viendrait y faire la Prusse ? Elle a un octroi qui est tout autre que le nôtre. Il n'y a que deux bases à l'octroi en Prusse, et au lieu des autres bases il y a l'impôt des classes que vous connaissez. La France et nous, nous avons un système commun.

Seulement, je ne sais si la France a été strictement fidèle à ce système. Dans notre pays, comme vous l'a dit l'honorable préopinant, on l'a considérablement étendu ; on a imposé toute espèce de choses et l'une de nos grandes villes a tout imposé sans exception.

Je crois que le vœu que le Congrès devrait émettre pourrait être que, dans chaque pays, les personnes qui s'occupent de questions

économiques et financières se réunissent et travaillent en commun, chacun pour son pays, afin d'arriver à une solution. Qu'ils demandent des renseignements à l'étranger; cela peut être très-utile. Mais l'impôt intérieur qui convient à un pays ne convient pas à un autre; il dépend des habitudes, des mœurs, des besoins. C'est ce qui justifie la proposition que je fais au Congrès. (*Applaudissements.*)

M. PASCAL DUPRAT (France). J'avais demandé la parole pour répondre à **M. Wolowski**. Mais la réponse qui lui a été faite par les deux préopinants est telle que je n'ai rien à y ajouter. Si **M. Wolowski** avait le triste avantage de trouver ici un complice, je demanderais à lui répondre.

M. WOLOWSKI (France). **M. Faider** a surtout insisté sur la parenté intime qui existerait suivant lui entre l'octroi et les droits de douane. Cette parenté, je ne puis l'admettre. Ce que nous blâmons dans les droits de douane, c'est la surexcitation factice de tous les produits de la production intérieure qui répond à l'importation étrangère des produits similaires. Cela ne se rencontre pas dans les droits d'octroi, qui n'ont pas un caractère protecteur.

Ce que j'ai dit, je l'ai dit en acquit de conscience. L'unanimité qu'a rencontrée la proposition de la section, m'avait fait pressentir que je n'avais aucune chance de succès. Ça été pour moi un motif de plus pour parler. J'ai cru que, étant seul de mon opinion, c'était un motif pour que vous m'écoutiez avec plus de bienveillance.

M. VANDEN BROECK, rapporteur. Je ne veux rien ajouter à la réponse si concluante que **M. Faider** a faite à **M. Wolowski**. Je veux seulement faire remarquer l'injustice du droit relativement aux banlieues, par exemple. La banlieue de Bruxelles jouit de tous les avantages de la ville sans l'inconvénient des droits d'octroi, tandis que la banlieue de Mons, qui appartient à la ville, supporte les mêmes charges qu'elle, sans aucune compensation.

M. De Brouckere a dit qu'il avait toujours été partisan de l'abolition de l'octroi, mais qu'il fallait d'autres ressources pour le remplacer. Nous ne l'avons jamais entendu autrement.

Comme rapporteur de la deuxième section, je me rallie à la proposition de **M. De Brouckere**.

La proposition de **M. De Brouckere** est mise aux voix et adoptée. En conséquence le Congrès émet le vœu :

« Que partout, dans les communes, d'autres impôts soient substi-

tués à l'octroi et que les membres du Congrès qui s'occupent de questions économiques et financières se réunissent, dans chaque pays, pour aviser aux moyens de substituer de nouveaux impôts aux droits d'octroi. »

M. De Brouckere remonte au fauteuil.

M. LE PRÉSIDENT. Nous avons maintenant une proposition qui a été déposée par M. Van Allecynes Schokeel, vice-président et délégué de la Chambre de Commerce des arrondissements d'Ypres et de Dixmude. Elle demande « que le Congrès s'adresse aux différents gouvernements représentés au Congrès, pour obtenir l'abolition ou tout au moins une très-forte réduction des droits exorbitants établis sur le sel, droits qui s'élèvent à peu près à cinq fois la valeur, sur un objet dont personne ne peut se passer. » Je propose au Congrès de décider que cette proposition est d'un ordre trop local et qu'elle ne rentre pas dans le cadre des délibérations du Congrès. (*Adhésion générale.*)

Enfin vient la proposition de M. Garnier et vous allez voir que toutes les autres s'y rattachent. Cette proposition capitale la voici :

« Le Congrès émet le vœu qu'il soit procédé, dès aujourd'hui, dans tous les pays, à une réforme douanière générale, immédiate et totale ou progressive, et, sans se préoccuper de la réciprocité;

« Le Congrès est d'avis qu'en opérant cette réforme, les gouvernements agiront ;

- « Dans l'intérêt de la justice ;
- « Dans l'intérêt général des nations ;
- « Dans l'intérêt spécial des classes ouvrières ;
- « Dans l'intérêt des industries protégées elles-mêmes ;
- « Dans l'intérêt même de leurs propres finances ;

« Le Congrès réproouve de la manière la plus énergique les prohibitions, les visites domiciliaires ou personnelles et le système des représailles. »

L'honorable M. Berteaut, *secrétaire et délégué de la Chambre de Commerce de Marseille*, a de son côté déposé une proposition conçue comme suit :

« On a signalé avec raison les graves inconvénients qui résultent de la prohibition ou de l'élévation des droits que le système protecteur dirige contre l'importation des marchandises en général ; mais on serait, ce me semble, non moins fondé à dénoncer les maux qui, en

matière de substances alimentaires, proviennent trop souvent de l'empêchement d'exportation.

« Que de fois, par suite des contraintes exercées, un pays manque du nécessaire quand son voisin a presque le superflu !

« Pour éviter ces véritables barbaries, qui se cachent toujours sous le manteau de la prévoyance, il serait bien à désirer que pour les substances alimentaires on proclamât la liberté définitive et permanente de l'importation et de l'exportation et que cette double conquête fût élevée à la hauteur d'un droit international.

« Je formule, dans ce sens, un vœu à la réalisation duquel l'humanité est intéressée non moins que le commerce. »

Donc l'honorable M. Berteaut demande que l'on proclame la liberté définitive et permanente de l'importation et de l'exportation des denrées ou substances alimentaires.

C'est là un vœu absolu, une proposition radicale, tandis que celle de M. Garnier peut encore admettre les droits fiscaux.

D'autre part, M. Danjou délégué de la Chambre de commerce de Montpellier, a soumis au Congrès une proposition ainsi conçue :

« Considérant que l'abaissement des droits sur les vins est un moyen efficace de combattre l'usage et l'abus des boissons spiritueuses,

« Considérant que cette réduction des droits aurait pour effet de rallier définitivement à la cause de la liberté commerciale une très-grande partie des propriétaires et agriculteurs français.

« Le Congrès des réformes douanières émet le vœu qu'en tout pays, et notamment en Angleterre, où les droits équivalent presque à une prohibition, il soit procédé à une réduction notable des droits sur les vins. »

Enfin nous avons encore la proposition du second comité, qui émet le vœu que les droits d'importation sur les denrées alimentaires et les matières premières, telles que la houille, le charbon et le fer, soient graduellement et définitivement abolis dans le plus bref délai possible.

Maintenant, voulez-vous voter successivement sur les trois propositions spéciales, avant d'aborder la question principale, on vous convient-il de les fonder dans la question principale ?

Un MEMBRE propose à l'assemblée de commencer par la proposition la plus large, qui est celle de M. Berteaut.

M. LE BARON COGELS, membre du Sénat pour la province d'Anvers :

Il est vrai que la proposition de **M. Berteaut** ne se rattache qu'à une seule branche de commerce et qu'elle pourrait être, dès lors, fondue dans la proposition plus générale, plus complète, de **M. Garnier**.

Mais la proposition de **M. Berteaut** a une telle importance, un tel intérêt d'actualité qu'elle peut, me semble-t-il, réclamer la priorité.

Les rapports intéressants, présentés au Congrès de bienfaisance, aussi bien qu'au Congrès douanier, nous ont appris que les pays où le commerce des denrées alimentaires a été complètement libre ont le moins souffert de la crise ; qu'ils ont pu, non-seulement pourvoir à leurs propres besoins, mais aider encore leurs voisins ; que, les moins prévoyants en apparence ils l'ont été, ainsi, le plus en réalité.

Je ne sais quelle législation on adoptera en Belgique, à la fin de l'année, car, tout comme en France, nous vivons sous le régime des lois temporaires.

La France vient de suspendre, par de nouveaux décrets, les dispositions de l'échelle mobile, en ce qui concerne les importations, mais l'exportation y est toujours soumise aux mêmes entraves.

Je crois donc que la proposition de **M. Berteaut** mérite une discussion spéciale. (*Appuyé !*)

M. LE PRÉSIDENT. Alors je mets en discussion la proposition de **M. le délégué de la Chambre de commerce de Marseille**.

M. BERTEAUT (France). L'orateur qui vient de parler a parfaitement exprimé mes sentiments. Ma proposition a un double but : elle s'adresse d'abord à l'échelle mobile, que **M. Cobden** appelait le code de la famine et ensuite à ces prohibitions de sortie, que les gouvernements décrètent sous la pression de la panique, souvent mauvaise conseillère.

M. LE PRÉSIDENT. C'est ce qui a eu lieu chez nous.

M. PASCAL DUPRAT (France). J'approuve les principes de la proposition, et j'en approuve les termes ; mais je désire savoir si l'auteur a pour but d'écarter en même temps les droits qui se cachent sous le masque de protection et de droit fiscal. Remarquez la situation que nous avons prise au commencement du débat. Nous y avons mis quelque prudence et une réserve assez habile commandée par les circonstances et par les sains principes de l'économie politique.

Il y a deux éléments dans toutes ces questions : l'élément de la pro-

tection qui a pour but d'assurer un privilège à certaines industries, et l'élément fiscal, qui a pour but d'assurer des ressources au trésor. En respectant l'élément fiscal, nous écartons beaucoup de résistances; nous écartons la résistance des hommes politiques, nous augmentons ainsi le nombre de nos alliés. Or, la question que nous agitions est assez difficile; nous avons à lutter contre assez d'intérêts, assez de préjugés pour que nous n'augmentions pas le nombre de nos adversaires.

M. BENTEAUT (France). Je réserve complètement la question fiscale. Je suis d'avis qu'en général les droits fiscaux sont bons et les droits, soi-disant protecteurs, mauvais.

M. G. DE MOLINARI (Belgique). Il est impossible qu'un droit fiscal ne soit pas en même temps protecteur.

M. LE BARON COGELS (Belgique). Un droit d'entrée sur les denrées alimentaires n'est pas toujours protecteur; il peut servir seulement à constater le mouvement du commerce. Ainsi le droit qui existe actuellement en Angleterre, de 1 schelling par quartier (40 centimes par hectolitre) droit qui existe également en Hollande et qui avait été proposé d'abord en Belgique, ce droit ne peut pas être considéré comme protecteur, ni même comme aggravant la position des consommateurs, comme exerçant une influence quelconque sur le prix des céréales. Il ne faut pas perdre de vue que les quantités importées sont toujours une partie très-faible de la quantité consommée dans un pays quelconque et que par conséquent le faible droit payé par la partie importée, n'agit pas dans la même proportion sur la masse des denrées consommées dans le pays.

M. VICTOR FAIDEN (Belgique). Je crois, messieurs, que nous devons voter la proposition de M. Berteaut dans ses termes absolus. On ne peut pas plus frapper d'un droit fiscal que d'un droit protecteur la nourriture de l'homme. D'ailleurs, les droits fiscaux sont la roche sous laquelle se cache la vipère de la protection. Je demande qu'il ne soit pas question de droits fiscaux et qu'on ne puisse pas dépenser quatre millions pour payer des douaniers chargés de percevoir des droits de balance.

M. BANNIER (Prusse). Si le congrès repousse même les droits fiscaux, il se créera des obstacles, il soulèvera des répugnances nouvelles. Les gouvernements, qui ont le pouvoir en mains, doivent être consultés sur

ce qui est possible ou non; or, ils ne peuvent pas se passer de droits fiscaux. Il ne s'agit pas de savoir quels sont les droits absolus de l'humanité, il s'agit de demander ce qui est praticable.

M. PASCAL DUPRAT. Messieurs, le système protecteur, c'est le privilège, l'inégalité, la violation de tous les droits; il n'en est pas de même des droits modérés ayant uniquement pour objet de procurer des ressources au trésor. Les gouvernements auront toujours des besoins; hier encore nous demandions la création d'un vaste enseignement de l'économie politique; cela exige des fonds. Un faible droit sur toutes les marchandises importées n'est donc pas une injustice, c'est au contraire un moyen de marcher vers l'égalité, vers le droit.

M. FR. BOULT, *délégué de l'Association pour la réforme financière,*
à Liverpool :

Messieurs, quand on prélève un droit quelconque sur les marchandises importées dans un pays, ce droit, tout petit qu'il peut être, est nécessairement protecteur et rien autre chose.

Aussi je demande que ceux qui veulent percevoir un droit fiscal sur ces importations, nous disent à combien il est juste que ce droit s'élève. Car chaque sou que vous appliquez est autant de protection pour les producteurs du pays. Cela est inévitable. Aussi je suis d'avis avec **M. Berteaux** qu'il ne doit pas y avoir le moindre droit ni de balance, ni de toute autre nature, sur de telles exportations. C'est une question que nous avons discutée longtemps en Angleterre. Lorsqu'il s'agissait de l'abolition des droits sur les céréales, il y avait une classe d'orateurs qui demandaient toujours autant de schellings par quarter pour le fise. Mais nous leur avons toujours répondu : Ce droit fiscal est un droit protecteur et nous n'en voulons pas. Aussi ce droit a-t-il été presque entièrement supprimé et nous regrettons qu'il ne l'ait pas été totalement. (*Applaudissements.*)

M. LE COMTE CIESZKOWSKI (Prusse). Je ferai remarquer que jamais une Assemblée ne vote sur un exposé des motifs; elle vote sur un vœu. Ce vœu est formulé à la fin de la proposition. Ensuite je ferai remarquer à **M. Pascal Duprat**, qui s'est prononcé en faveur des droits fiscaux, que ce serait précisément compromettre la théorie des droits fiscaux que de l'étendre trop et que de l'étendre jusqu'aux substances alimentaires. Je partage parfaitement son opinion sur la nécessité de maintenir certains droits fiscaux; mais c'est précisément à cause de

cette nécessité que je demande de n'imposer ni en faveur du fisc ni en faveur du producteur, le pain quotidien.

M. LE PRÉSIDENT. Voici la proposition. Les motifs seront nécessairement publiés, mais le Congrès vote ceci : qu'il est à désirer que, pour les substances alimentaires, on proclame la liberté définitive et permanente de l'importation et de l'exportation et que cette double conquête soit élevée à la hauteur d'un droit international.

— Cette proposition est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

M. LE PRÉSIDENT. Vient maintenant la proposition de M. Danjou, qui propose au Congrès d'émettre un vœu relatif à l'abaissement du droit sur les vins.

M. DANJOU, délégué de la Chambre de Commerce de Montpellier :

La proposition de l'honorable M. Garnier ne comprend pas, comme un membre l'a dit, toutes les autres propositions de réformes douanières spéciales, et ce n'est pas en se tenant dans des généralités qu'on fera une grande impression sur l'esprit des masses.

Plusieurs millions d'hommes vivent du produit de la vigne, ils seront reconnaissants envers le Congrès de la manifestation qu'il fera en leur faveur. L'Angleterre, sur ce point, ne s'est pas encore montrée libérale; le vœu du Congrès pourra la décider à hâter le moment où elle mettra ses actes tout à fait d'accord avec ses principes. La France elle-même qui protégeait les produits vinicoles, a cessé de le faire, c'est à l'Angleterre à suivre cet exemple et à réduire considérablement le droit quasi-prohibitif dont elle frappe les vins étrangers.

La proposition de M. Danjou est mise aux voix et adoptée par le Congrès à l'unanimité moins une voix.

M. LE PRÉSIDENT. Vient la proposition du second comité d'émettre le vœu que les droits d'importation sur les matières premières, telles que la houille, le charbon et les fers soient graduellement et définitivement abolis dans le plus bref délai possible.

M. VANDEN BROECK (Belgique). Je suis rapporteur sur cette question; mais je crois qu'il est inutile d'entrer dans aucun développement. Nous sommes tous du même avis.

M. CAMPAN (France). Il n'y a pas de motifs pour ne pas réserver ici la question des droits fiscaux.

M. VANDEN BROECK. Je ne dirai qu'un seul mot. Vous avez lu la lettre

de M. Dupont de Fayt sur la nécessité de maintenir des droits protecteurs dans un pays producteur de houille et de fer. Messieurs, je ne suis pas riche, et une bonne partie de ce que je possède se trouve engagée dans les houillères belges. Mais je ne crois pas, en demandant la suppression des droits d'importation, demander quelque chose de fâcheux pour mes intérêts, qui sont ceux de tout ce que j'aime.

Notre industrie minérale est assez puissante et assez expérimentée pour lutter contre la concurrence étrangère et réaliser, néanmoins, les bénéfices raisonnables qui sont, à la fois, la récompense et la légitimation du travail.

M. REYNTIENS (Belgique). Je crois devoir faire observer qu'il n'a pas été question dans la section de droits fiscaux. Je réserve complètement les droits de l'État à cet égard.

M. PASCAL DUPRAT. Je propose comme amendement les mots *droits protecteurs*.

M. VANDEN BROECK. Je propose de dire *combustible* au lieu de *charbon et houille*.

La proposition est adoptée avec ces deux amendements et elle se trouve donc conçue dans les termes suivants :

Le Congrès émet le vœu que les droits protecteurs d'importation sur les matières premières propres à l'agriculture et à l'industrie, telles que le combustible, les fontes, les fers, les bois de construction soient graduellement mais définitivement abolis dans le plus bref délai possible.

M. LE PRÉSIDENT. La discussion est ouverte sur la proposition de M. Garnier.

M. AUGUSTE COUVREUR (Belgique). La proposition de M. Garnier me paraît tellement importante qu'elle devrait être proclamée, me semble-t-il, comme une résolution, plutôt que sous la forme d'un vœu. Cette résolution servirait de drapeau, de point de repère, à tous les efforts qui par la suite se rattacheront aux travaux de ce Congrès.

Cette manière de procéder permettrait aussi d'annexer à la résolution mère du Congrès, toutes les propositions qui en découlent et d'élaguer celles qui font double emploi entre elles. Quelques considérants résumeraient les faits et les principes résultant des communications adressées au Congrès. Voici Messieurs, le cadre que je vous propose d'adopter si mon idée est approuvée :

Considérant que la paix, source de toute prospérité, est le suprême bienfait des nations et qu'elle s'assure par leur solidarité et le rapprochement de leurs intérêts;

Considérant, que les tarifs prohibitifs et protecteurs sont autant d'obstacles à ce rapprochement;

Considérant, que les droits de l'humanité et la morale réprouvent de la manière la plus énergique les tarifs de prohibition et leurs instruments : les visites domiciliaires ou personnelles, le droit de recherche, la prime à la sortie, et le système des représailles;

Considérant, que les tarifs protecteurs entravent le développement de la production et nuisent au travail autant que la liberté lui est salutaire;

Considérant, que dans tous les pays qui ont renoncé aux tarifs protecteurs pour entrer dans les voies de la liberté commerciale, la richesse publique, la prospérité des industries et avec elles le bien-être moral et matériel des populations ont progressé en sens direct de l'étendue des réformes;

Considérant, que les revenus du trésor s'accroissent à mesure que les droits de douane cessent d'être protecteurs;

Considérant, que ces principes sont vrais d'une manière absolue et sans qu'il faille tenir compte de ce qui se passe chez les peuples voisins;

Considérant, que les législations douanières en vigueur se caractérisent en général par leur manque d'unité de vues et de principes, que la protection s'obtient non-seulement par des droits élevés, mais aussi par l'abus des formalités et la complication des tarifs;

Le congrès est d'avis que les gouvernements qui opèrent des réformes douanières par l'abaissement des droits de douane et la simplification des tarifs, agissent :

Dans l'intérêt de la justice;

Dans l'intérêt général des nations;

Dans l'intérêt spécial des travailleurs;

Dans l'intérêt des industries protégées elles-mêmes;

Dans l'intérêt de leurs propres finances.

En conséquence, il déclare qu'il y a lieu de procéder dans tous les pays à une réforme douanière générale (immédiate ou progressive) et sans se préoccuper de la réciprocité.

Il déclare en outre que le meilleur moyen pour atteindre ce but, est de créer une association internationale européenne, qui aura pour mis-

sion d'éclairer l'opinion publique, de dévoiler les maux des législations actuelles et de recommander l'adoption des bases uniformes des dispositions qui doivent les remplacer.

Le congrès, voulant assurer le triomphe des principes proclamés par lui et la formation de l'association qui doit les faire prévaloir.

Décide :

Il est institué un comité international chargé d'organiser et de diriger dans tous les pays de l'Europe l'association projetée, et cela par les moyens que les lois et les mœurs locales laissent à sa disposition.

Ce comité s'occupera également de poursuivre l'uniformité des poids, mesures et monnaies, l'uniformité des taxes, postales et télégraphiques internationales, l'uniformité des lois de commerce etc. A cet effet, ce comité se mettra en rapport avec les comités déjà créés en vue de ces différents objets.

Enfin le congrès émet encore les vœux suivants, afin d'appeler particulièrement sur eux l'attention des gouvernements :

1° Que tout ce qui reste de la législation coloniale soit aboli ;

2° Que les formalités concernant la déclaration des marchandises destinées à l'importation, à l'exportation et au transit, soient assujetties aux formalités les plus simples et à des règles uniformes entre les diverses nations ;

3° Que la navigation sur les fleuves et détroits qui forment des voies de communication internationales soit libre de toute entrave et que tout droit de passage et de transit existant sur les fleuves et détroits soit aboli.

4° Que la législation sur les passe-ports soit modifiée de façon à assurer la libre circulation des personnes, sans droit fiscal aucun et sans visa préalable pour les différents pays ;

5° Que l'enseignement de l'économie politique soit introduit dans tous les établissements d'instruction publique et privée, sur la plus large échelle, non-seulement dans les universités, mais encore dans les écoles primaires, les collèges et les écoles professionnelles, et que dans ce but il soit formé des instituteurs propres à enseigner cette science et à la rendre populaire.

Si ces dispositions vous agréent, nous aurons fait une manifestation qui gagnera en force par l'ordre même établi dans ses déclarations.

M. LE PRÉSIDENT. Il y a dans la proposition qui vous est faite un dispositif et des considérants. Le dispositif est une affaire de rédaction que vous laisserez au bureau.

Quant aux considérants, je crois que ce qu'il y a de plus simple, c'est de les laisser de côté. Je crois que dans les lois et règlements, il faut s'abstenir de tout préambule. Les préambules donnent lieu à interprétation. On cherche l'esprit de la chose, et souvent ainsi l'on dénature le sens du dispositif.

On vient de vous dire qu'il nous fallait un drapeau. Nous portons le drapeau de la liberté du commerce. Cela suffit. (*Applaudissements.*)

M. VICTOR FAIDER (Belgique). Je demande qu'à la proposition de M. Garnier, après les mots, visites domiciliaires ou personnelles, « on ajoute » les primes à la sortie qui sont de véritables protections.

M. LE COMTE CIESZKOWSKI (Prusse). Je m'oppose à la proposition de M. Faider. S'il veut la développer, je lui répondrai.

M. LE PRÉSIDENT. Si M. Cieszkowski veut développer son opinion, nous lui répondrons. Je considère les primes de sortie comme le pire des droits. M. Ackersdyck a établi à propos des sucres que les primes de sortie font payer l'impôt aux consommateurs du pays au profit des consommateurs étrangers.

M. LE COMTE CIESZKOWSKI. Je partage entièrement sur ce point l'opinion de M. Ackersdyck, mais frapper d'une prohibition générale un système qui peut avoir des avantages, ne me paraît ni avantageux ni désirable.

M. LE PRÉSIDENT appelle à la tribune M. Burn, de Manchester.

M. JOTTRAND fils (Belgique). Messieurs, je ne suis pas M. Burn (*Rires*), mais j'ai été chargé par lui de vous lire son discours. Le voici :

Comme le temps accordé à chaque personne n'est que très-limité, il me serait impossible de lire en entier le document que j'ai préparé pour ce meeting; je me bornerai donc à quelques points relatifs à l'objet de ce Congrès.

Vous devriez autant que possible, avant de voter des réformes, apprendre la position (l'aptitude, la capacité) des différentes nations, afin d'arriver à des traités de commerce réciproques. Chez une nation, la grande production de houille et de fer est une aide puissante pour arriver à réduire les frais de fabrication; par contre, chez une autre

nation, on trouve le bon marché du travail et des denrées, ou bien l'eau employée comme force motrice. Le nombre permis d'heures de travail, les machines, diffèrent selon les nations; mais de toutes les considérations, il n'y en a pas de plus importante, quant à la force productive des nations, que les différences dans la charge des impôts, car cette charge augmente le prix de l'article produit sans en augmenter la valeur. Il faut de plus, si l'on discute le libre échange, prendre le mot dans toute son étendue, or ce n'est pas ainsi qu'on le prend en Angleterre; en effet, quoique nous ayons aboli sur presque tous les articles les droits qui sont nuisibles à nos propres intérêts, cependant nous imposons des droits exorbitants sur des denrées telles que le thé et le sucre qui sont devenus de première nécessité : sur le thé, le droit est d'environ 450 p. c. quoique les Chinois prennent nos marchandises à un droit de 5 p. c. environ. Cela ne peut pas s'appeler le libre échange, alors surtout que nos impôts douaniers s'élèvent maintenant à 250,000 liv. sterl. de plus qu'en 1839, quoique nous ayons aboli les droits sur tant d'articles d'importation.

M. Cobden vous a dit que la plus grande preuve de l'influence bien-faisante du libre échange pour la Grande-Bretagne se trouve dans l'augmentation de ses exportations qui, de 60,111,000 livres sterling qu'elles étaient en 1845, sont arrivées à 95,669,000 livres sterling en 1855, soit 58 p. c. d'augmentation. Mais si pareille augmentation est une preuve des grands avantages résultant du libre échange, elle peut aussi servir de preuve dans un sens contraire. Eh bien, prenons, par exemple, la France : je trouve que l'augmentation dans ses exportations est de 95 p. c., de fr. 848,000,000 en 1845, elle est montée à fr. 1,660,000,000 en 1855, sans libre échange. D'un autre côté, malgré la politique intéressée que l'Angleterre a adoptée, depuis les dix dernières années le genre de ses exportations a changé considérablement; par exemple le chiffre de ses exportations de fabrication de coton, de lin et de laine en Europe en 1855 montre une diminution de 1,327,000 livres sterling comparé à celui de 1845 et en même temps, son exportation de matières premières en Europe a augmenté de 13,000,000 de livres. Quant aux tarifs de douane, rien n'a plus besoin de réforme, d'accord; une révision fondamentale des tarifs européens est de la plus haute importance. Mais pour qu'elle produise des résultats pratiques, il faut qu'elle ne soit pas jointe à des efforts pour obtenir le libre échange universel. Je dépose sur le bureau du Congrès le Mémoire que j'ai préparé sur ces questions.

M. LE BARON DE GRENUS, *consul général de Belgique en Suisse*, délégué de la section d'agriculture et d'industrie de l'Institut genevois, lit un discours qui rentre dans la question générale. **M.** le président ayant fait observer à l'orateur que la proposition de **M. Garnier** est seule en discussion, **M. de Grenus** renonce à la parole et dépose son travail sur le bureau pour qu'il soit joint aux publications du Congrès. (*Voir aux Annexes.*)

M. BERTEAUT (France). Il a été question des primes à la sortie. Si l'on entend par là une faveur accordée à l'exportateur, nous sommes d'accord; mais distinguons. S'il ne s'agit que d'un *drawback*, c'est-à-dire d'une restitution des droits payés à l'entrée, je ne pense pas qu'il faille supprimer ces remboursements qui peuvent, dans certains cas, atténuer les mauvais effets des tarifs exagérés, en attendant les bons effets de réformes plus radicales et plus complètes.

Je raisonne avec les données de notre législation existante; il est clair que du jour où l'on diminuerait considérablement les droits, et où surtout on les supprimerait, cette question du *drawback* deviendrait insignifiante ou nulle. (*Oui! oui! Bien! Très-bien!*)

M. QUIDANO (Espagne). Je demanderai qu'on ajoute, à la proposition de suppression, les primes à l'entrée, car je ne crois pas qu'il soit convenable, si l'on efface les primes à la sortie, de laisser subsister les primes à l'importation.

M. LE PRÉSIDENT. Y a-t-il encore des pays où il existe des primes à l'entrée?

M. QUIDANO. Oui, **M.** le président, il existe des primes pour introduire des hommes libres dans les colonies.

M. RITTINGHAUSEN (Allemagne). Je veux seulement répondre à une observation de l'orateur suisse, que nous avons entendu tout à l'heure. Il a dit que le système protecteur n'avait pas trouvé de défenseur. Je lui en demande pardon. J'ai défendu ce système au Congrès de 1847 et, si je ne l'ai pas fait dans celui-ci, c'est que vous avez mis la question hors de votre programme. Il ne m'appartenait pas d'interrompre les travaux du Congrès en rentrant dans la discussion générale. J'ai cru faire preuve de bon goût en m'en abstenant.

M. LE PRÉSIDENT. Ce qui a été dit sur ce point ne tire pas à conséquence. Nous savons bien qu'il y a ici plusieurs protectionnistes et

nous avons même entendu un orateur qui a fait, à cet égard, carrément sa profession de foi.

M. CLERMONT (Belgique). Les seules primes à l'entrée que je connaisse, ce sont les réductions de droits faites à l'entrée sur les transports en France, pendant la crise alimentaire, mais je ne sache pas qu'il existe de primes d'importation dans aucun pays.

M. LE COMTE CIESZKOWSKI (Prusse). Permettez-moi, Messieurs, de vous citer deux exemples qui vous prouveront que le maintien des primes à l'exportation et à l'importation est désirable dans quelques circonstances.

En Prusse, la distillation des spiritueux est grevée d'un impôt très-lourd. Afin de ne pas étouffer cette industrie qui est très-importante pour l'agriculture, on a institué des primes à la sortie des spiritueux. Suspendez ces primes, comme on l'a fait pendant la crise alimentaire et vous frappez l'agriculture du pays d'un coup funeste.

Je citerai un autre objet pour lequel des primes à l'importation seraient éminemment utiles à l'agriculture : je veux parler du guano qui est frappé d'un droit très-élevé. Il me semble qu'ici il ne suffirait pas d'abaisser le droit, mais de favoriser l'introduction.

M. LE PRÉSIDENT. Messieurs, je trouve que la double idée que vient d'émettre l'orateur est anti-économique. Elle est anti-économique, parce que c'est l'intervention des gouvernements dans les choses que les intérêts privés entendent beaucoup mieux que les gouvernements. (*Très-bien ! Très-bien !*)

Mais, de plus, qu'est-ce que la prime que l'on donne en Prusse pour la distillation et l'exportation des eaux-de-vie ? C'est une prime pour l'empoisonnement des autres nations. (*Applaudissements.*) Nous déplorons tous les abus des liqueurs fortes, mais les agriculteurs viennent toujours nous dire qu'il faut distiller pour l'agriculture. Eh bien ! que ceux qui distillent dans l'intérêt de l'agriculture, boivent eux-mêmes le produit malfaisant de leur industrie. (*Rires et vifs applaudissements.*)

Quant à la prime pour le guano, c'est encore une fois le gouvernement, voulant mieux connaître les intérêts du cultivateur que le cultivateur lui-même. D'ailleurs, il n'a pas fallu l'intervention du gouvernement pour faire connaître le guano et l'emploi s'en généralisera sans qu'il soit nécessaire de frapper les contribuables dans l'intérêt d'une partie de leurs concitoyens. (*Acclamations prolongées.*)

M. VICTOR FAIDER (Belgique). Il faut repousser les primes à l'ex-

portation, pour une raison fort simple. Supposons le libre échange établi ; si certaines nations donnent des primes d'exportation, ce serait une protection en sens inverse, ce serait l'opposé de la liberté du commerce, ce serait, en définitive, le trésor public d'un pays qui viendrait faire cause commune avec l'industrie d'un autre pays.

M. BAMBERG (Prusse). L'orateur qui vient de se rasseoir a prononcé les mots de *libre échange* ; or, je dois insister sur la nécessité qu'il y a pour cette assemblée de ne pas exagérer son programme, de manière à effrayer les gouvernements. Ce sont les gouvernements qui, avec ou sans le concours des Chambres, décideront les questions que nous examinons ; or, en ne demandant que la suppression des droits protecteurs, nous aurons souvent les gouvernements pour auxiliaires ; mais si nous demandons la suppression des droits fiscaux, nous aurons presque toujours les gouvernements contre nous.

M. LE COMTE ARRIVABENE (Belgique). Je suis entièrement d'avis que les droits fiscaux n'empêchent en rien la liberté du commerce. Si nous voulons faire trop, nous ne ferons rien.

M. CAMPAN (France). Un mot échappé à un orateur ne change pas le programme du Congrès.

M. LE COMTE GIESZKOWSKI (Prusse). Je ne puis laisser sans réponse un mot de notre honorable président qui a dit que l'opinion que je venais d'émettre était *anti-économique*. Cette opinion est peut-être contraire au système spécial de certains économistes qui professent d'une manière absolue les principes du *laissez faire, laissez passer*, mais je n'appartiens pas à cette école ; depuis quinze ou seize ans, je fais tous mes efforts pour obtenir la substitution à cette formule de celle-ci : *Aidez à faire, aidez à développer*. Je crois que le gouvernement est capable de donner, dans certaines questions et dans une certaine mesure, une protection efficace aux intérêts de la société, non par voie restrictive et négative, mais par voie d'encouragement.

L'opinion que j'ai émise et que je crois très-économique, rentre dans ce système et je prie en conséquence M. le président de vouloir bien modifier la phrase dont il m'a accablé.

M. LE PRÉSIDENT. Je la retire.

UN MEMBRE demande pourquoi alors on demande la suppression des droits sur les alcools et les vins, qui sont nuisibles à la santé publique.

M. DANJOU (France). Personne que je sache n'a demandé l'abolition des droits sur les alcools, mais bien la réduction des droits sur les vins, c'est-à-dire sur une substance essentiellement alimentaire. (*Très-bien ! très-bien !*)

M. CAMPAN (France). Messieurs, j'ai habité longtemps une ville que l'on peut considérer comme la métropole du commerce des vins et je n'ai vu presque jamais dans les rues de Bordeaux un homme ivre, qui fut du pays; quand j'ai par hasard rencontré un ivrogne, c'était un français du Nord ou un étranger. Vous voyez donc que la liberté du commerce des vins et le bon marché de ce liquide, n'est pas de nature à pousser à l'abus des boissons.

M. LE PRÉSIDENT. La discussion générale est close.

M. DEMEURE, *avocat* (Belgique). Je demande que le vote ait lieu par division.

M. LE PRÉSIDENT. Les diverses parties de la proposition seront mises aux voix successivement. Il y a d'abord la proposition principale, c'est d'émettre le vœu qu'il soit procédé dans tous les pays à une réforme immédiate et totale ou progressive, sans qu'on se préoccupe de la réciprocité.

M. DEMEURE. Je demande qu'on vote séparément sur les mots : « sans qu'on se préoccupe de la réciprocité. »

M. LE PRÉSIDENT. Ceux qui veulent qu'on se préoccupe de la réciprocité, voteront contre la proposition.

Le premier paragraphe de la proposition est adopté à l'unanimité moins trois voix.

« Le Congrès est d'avis qu'en opérant ces réformes, les gouvernements agiraient dans l'intérêt de la justice. » — Adopté.

« Dans l'intérêt général des nations. » — Adopté.

« Dans l'intérêt spécial des classes ouvrières. » — Adopté.

« Dans l'intérêt des industries protégées elles-mêmes. » — Adopté.

« Dans l'intérêt de leurs propres finances. » — Adopté.

« Le Congrès réprovoque de la manière la plus énergique les prohibitions, les visites domiciliaires ou personnelles, les primes à la sortie, et le système des représailles. »

Les diverses parties de ce paragraphe sont successivement adoptées.

M. LE PRÉSIDENT. **M. Kuranda** a renoncé deux fois à la parole pour ne pas prendre le temps du Congrès. Mais comme il n'a rien été dit de

l'Autriche, il voudrait vous donner quelques détails sur ce pays. Il sera très-court. M. Kuranda a la parole.

M. KURANDA, *administrateur du chemin de fer Sud-Nord, à Vienne, directeur de l'Ost deutsche Post* :

Messieurs, la permission que vous m'accordez de vous faire un exposé sur la situation douanière de mon pays, m'oblige d'user de cet honneur avec une modération extrême, en vue du peu de temps qui reste à ce Congrès pour accomplir sa grande mission.

Pendant les huit dernières années, l'empire d'Autriche a réalisé, dans son intérieur, deux grandes réformes sociales, réformes dont les conséquences sont immenses autant pour la condition économique et sociale de cette monarchie, que pour ses relations avec les autres pays civilisés.

Le système féodal, autrefois la base fondamentale de l'empire d'Autriche, a été totalement aboli. Le paysan, jadis attaché à la glèbe et sujet à la corvée, est devenu, au moyen d'une transaction équitable, propriétaire indépendant, maître absolu de ses terres. Le noble n'est plus son seigneur, il n'est que son voisin.

Il serait inutile, Messieurs, de vous énumérer les bienfaits de cette grande réforme, l'histoire de la civilisation moderne en marque les traces éclatantes.

Après ce premier pas dans la voie de la régénération, après avoir aboli le monopole sur le sol du pays, le gouvernement s'est donné une autre mission, c'est d'abolir le monopole que l'industrie s'est arrogé, au détriment de la grande masse des consommateurs. En effet, on a mis la main sur le système de prohibition pour l'abattre à tout jamais. (*Applaudissements.*)

Le système prohibitif, Messieurs, a été établi en Autriche vers la fin du règne de l'Empereur Joseph II ; ce fut l'erreur d'un grand homme, et cette erreur fut grossie plus tard par le régime du blocus continental.

Pendant cinquante ans, ce pays si riche et si abondant en matières premières, languissait sous le poids de la prohibition et à l'ombre de cet arbre vénénéux, grandissaient une industrie chétive et une fraude robuste.

Ce ne fut que dans certaines contrées, particulièrement favorisées par de puissantes forces hydrauliques et par le voisinage de quelques grandes villes, que se développa une industrie assez importante qui tirait son principal avantage du bon marché de la main-d'œuvre, avantage dû non-seulement au bas prix des vivres, mais encore à cette circon-

stance : que le paysan, à cette époque, à défaut de propriété à lui, prêtait ses bras plutôt au fabricant qu'au travail agricole.

Que je n'oublie cependant pas de parler d'une autre classe d'industriels : ceux-là, fuyant les grandes villes, allèrent placer leurs établissements sur les frontières de l'empire. Leur propre production était insignifiante, elle n'était qu'un prétexte; favorisés par des chaînes de montagnes et par des ravins formidables, courant le long de nos frontières, ils introduisirent en fraude des quantités énormes de marchandises étrangères, y apposèrent leur timbre et les firent ainsi passer comme produits indigènes.

Mais arrive l'ère des chemins de fer. L'Autriche ayant commencé à établir des voies ferrées, battant en brèche le mur de Chine dont elle avait été jusque-là entourée, elle devait se préoccuper des conséquences de cette grande innovation qui multipliait ses relations avec l'étranger. Ce fut dans les années de 1838 à 1844.

On essaya d'abord de faire disparaître la prohibition qui frappait quelques articles capables de lutter avec la fabrication étrangère; on réduisit les droits sur les matières brutes et demi-brutes; on fixa les droits sur les autres articles, jusque-là taxés *ad valorem* d'après le poids.

Ces commencements de réforme, quelque restreints qu'ils fussent, nous enrichirent cependant de précieuses expériences. Ainsi, par exemple, on avait levé la prohibition sur les articles tournés, sur les articles de menuiserie, sur les cuirs, sur la carrosserie, les pianos, l'horlogerie, la poterie, la verrerie, et, ce furent justement ces branches d'industrie qui prirent bientôt un essor tout nouveau et devinrent des articles très-importants du commerce d'exportation.

Autre expérience : on avait levé la prohibition sur quelques numéros de fils de coton, on avait réduit les droits sur certains autres à 1/4, 1/10 de l'ancien tarif, et aussitôt on vit naître une importante industrie de filature, de tissage et d'imprimerie sur tissus.

Et cependant, ces essais de réforme, combien étaient-ils faibles, par rapport à la grandeur du mal général, que nous faisait souffrir le système douanier tout entier. Des barrières de douanes intérieures divisaient l'empire. La Hongrie et ses dépendances n'étaient, à cette époque, unies à la monarchie autrichienne que par des liens dynastiques. Ces vastes pays n'étaient pas soumis au système d'impôts qui régissait les autres provinces, une contribution annuelle, c'était tout ce que le gouvernement en retirait. On croyait donc devoir protéger les provinces imposées contre les provinces non imposées, et les productions de la Hongrie furent obligées de payer leur tribut aux bar-

rières établies sur les frontières provinciales. L'année de 1849, à la suite des événements qui vous sont connus, a fait cesser la diversité de régime entre les pays hongrois et le reste des États autrichiens. Les impôts furent établis d'après un système uniforme, et aussitôt ces barrières intérieures furent supprimées.

Ce changement exerça une grande influence sur la valeur du sol hongrois. Les prix des produits bruts de ces riches contrées, auxquels dès lors le grand marché autrichien fut ouvert, montèrent subitement et avec eux la valeur du sol qui les produit. Un *joch* de Hongrie (environ 2 hectares) que l'on avait acheté jusque-là, dans les contrées les plus fertiles, pour 40 à 50 florins (100 à 125 francs), ne s'obtient plus aujourd'hui, même dans des contrées *beaucoup moins* productives, pour le double de cette somme.

Ce ne fut qu'après avoir supprimé les barrières intérieures de l'empire que le gouvernement put songer à opérer une réforme radicale dans la législation douanière internationale.

L'idée de cette réforme a été reprise en 1849 par M. le baron de Bruck, à cette époque ministre du commerce ; une commission fut instituée à l'effet d'élaborer un nouveau tarif.

Supprimer toutes les prohibitions, favoriser le plus possible les produits bruts et les matières premières servant à la fabrication, établir des droits modérés sur les matières demi-brutes et remplacer la *prohibition* par un droit de 20 p. c. de la valeur : tel fut le programme tracé d'avance à cette commission. Au mois de janvier 1851 on a réuni à Vienne un congrès pour la réforme douanière, composé des délégués des chambres de commerce et d'industrie, des grandes sociétés d'encouragement industriel et agricole et d'autres notabilités du commerce, de l'industrie, de l'agriculture et de la science ; ce congrès fut chargé de discuter le projet élaboré par la commission ministérielle. On avait adopté ce moyen qui écarta les discussions désordonnées et disséminées dans les localités, évita les résultats trop exclusifs de ces discussions, et néanmoins, permit à tous les intérêts de se faire valoir.

Le gouvernement déclara, de prime abord, dès l'ouverture du Congrès que *le principe de la levée de toutes les prohibitions étant chose résolue*, la discussion de ce principe *ne serait pas admise*. Ce Congrès douanier n'apporta dans le projet ministériel ni de nombreuses ni d'importantes modifications. Cette assemblée eut encore cela de bon que, les adversaires même les plus violents de la réforme du tarif ayant pu faire entendre et, en partie, faire adopter leurs vœux et ayant acquis la conviction, que se trouvant *seuls* avec leurs opinions

extrêmes, en face de l'idée puissante du libre échange, ils avaient besoin de la protection et de l'appui du gouvernement, ils furent dès lors réduits au silence. En effet, avec la clôture du congrès, l'agitation en faveur du système prohibitif cessa dans la plupart des organes de la presse, comme au sein de la plupart des corporations industrielles.

Le 6 novembre 1851, le nouveau tarif reçut la sanction impériale, et le 1^{er} février 1852, il entra en vigueur. Les premiers effets de ce tarif furent si surprenants, qu'ils dépassèrent même les espérances les plus favorables. De toutes les craintes et de toutes les prédictions sinistres qui avaient été formulées par rapport à l'industrie nationale, *pas une seule* ne s'est réalisée; pas une seule fabrique n'a cessé d'exister, pas une ne perdit beaucoup dans sa vente, par suite de la concurrence étrangère. (*Applaudissements prolongés.*)

Le mouvement sur les frontières fournissait des résultats non moins favorables. L'importation des matières brutes et des matières premières augmentait dans une mesure extraordinaire, il en était de même de l'exportation des articles manufacturés; la perte que l'État avait éprouvée par la réduction et la suppression des droits d'entrée et de sortie ne fut non-seulement couverte, il y eut même un accroissement de recettes, ainsi qu'il résulte des tableaux que j'aurai l'honneur de déposer sur votre bureau. (*Bravos.*)

Un an à peine après le changement de son tarif, l'Autriche, par le traité de commerce et de douanes du 19 février 1853, parvint à établir une union commerciale étroite avec le Zollverein, union depuis longtemps désirée. Ce traité, non-seulement amena des réductions et des faveurs pour le commerce avec le Zollverein, il entraîna, en outre, de nombreuses et profondes modifications dans les transactions commerciales en général, modifications propres à faciliter aux industriels autrichiens la concurrence avec ceux du Zollverein, à préparer la voie à des concessions futures en faveur du commerce et à rapprocher le tarif autrichien de celui du Zollverein.

La première conséquence de ce traité fut le nouveau tarif du 5 décembre 1853 mis en vigueur le 1^{er} janvier 1854, simultanément avec le traité conclu avec le Zollverein. Ce tarif amena un grand nombre de nouvelles réductions et même d'*exemptions* de droits sur des articles manufacturés, réduction dont l'importance résulte du tableau comparatif des deux tarifs de 1851 et 1853, également déposé sur votre bureau. Le nouveau tarif ne rencontra aucune opposition en Autriche, parce que l'union avec le Zollverein, dont il fut une conséquence, fut saluée avec une joie des plus unanimes par la population,

parce que les industriels, n'ayant pas vu se réaliser les résultats funestes qu'ils avaient attendus du tarif de 1851, leurs craintes s'étaient calmées.

Les résultats de cette nouvelle réforme douanière, par rapport au commerce et à l'industrie, pour être moins surprenants et moins profonds que ceux de la réforme antérieure, n'en furent pas moins favorables. L'importation de matières premières de l'industrie et l'exportation de produits manufacturés continua de s'accroître. L'exposition universelle de Paris de 1855 montra, en comparaison avec celle de Londres de 1851, de la manière la plus évidente, quels progrès l'industrie autrichienne avait réalisé depuis la réforme douanière : le nombre des exposants avait doublé ; les produits avaient gagné en qualité et s'étaient conformés davantage aux besoins du marché universel. (*Nouvelles acclamations.*)

Au point de vue fiscal, la seconde réforme douanière n'eut pas, il est vrai, le même succès que la première. Les affranchissements en droit et les réductions en partie très-considérables pour les articles du Zollverein, notamment l'entrée libre des céréales, causaient à l'État des pertes assez considérables, tandis que, dans le commerce général, les réductions de droit sur les matières premières et la levée presque totale des droits de sortie, ne furent pas tout à fait compensées par l'accroissement des recettes en droits sur les produits manufacturés. Cependant, il est juste de faire observer que la disette et le choléra sont pour beaucoup dans cette diminution de recettes douanières. Somme toute, on peut dire avec certitude que le commerce et l'industrie ont gagné énormément par les deux réformes douanières, que les finances, malgré les sacrifices pécuniaires imposés par le traité avec le Zollverein, n'en ont pas souffert quant à présent et marchent vers un avenir des plus prospères.

Voilà, Messieurs, les résultats de la réforme douanière en Autriche. (*Applaudissements prolongés.*)

Plusieurs membres félicitent l'orateur.

M. LE PRÉSIDENT. La parole est à M. Corr-Vander-Maeren pour une communication.

M. CORR-VANDER-MAEREN (Belgique). Messieurs, le comité à l'examen duquel ma proposition a été renvoyée, m'a fait l'honneur de me désigner comme le membre chargé de représenter la Belgique dans l'Association internationale.

J'ai cru devoir réunir ce matin chez moi tous les membres désignés par les divers pays qui sont présents à Bruxelles. Cette première réu-

nion de l'Association internationale s'est occupé de la rédaction des statuts qui doivent en former la base. C'est le commencement d'une œuvre qui aura, j'espère, un grand retentissement et un grand succès. (*Applaudissements.*)

Voici les STATUTS :

ART. 1^{er}. Il est formé une association internationale pour les réformes douanières. Cette association aura pour but, en réunissant les forces éparses de tous les pays, de provoquer la réforme progressive des tarifs, de propager par tous les moyens légaux, la vulgarisation des principes qui forment la base de la liberté commerciale, en un mot de continuer l'œuvre du Congrès.

ART. 2. Le siège du bureau central de cette association est établi à Bruxelles.

ART. 3. Il sera constitué dans les divers États et par les soins des membres de l'association, des comités correspondant avec le bureau central.

ART. 4. Le comité de Bruxelles est chargé de centraliser les efforts des comités correspondants, de réunir tous les documents et d'éclairer ainsi l'opinion publique avec l'aide des membres de l'association, sur les véritables principes de la liberté commerciale.

Il est également chargé de déterminer le lieu et les époques de convocation des futurs Congrès.

Un rapport annuel sera adressé par ses soins à tous les membres de l'association.

ART. 5. Il y aura un fonds international destiné à pourvoir aux dépenses de l'association. Ce fonds sera alimenté par une contribution annuelle de chaque membre, qui est fixée à douze francs.

Il y aura en outre une souscription volontaire pour la fondation de la Société.

ART. 6. Chaque comité pourvoira à ses dépenses et mettra à la disposition du comité central les ressources dont il pourra disposer.

Étaient présent à cette première réunion suivant le procès-verbal :

MM. Corr-Vander-Maeren, négociant à Bruxelles; Scialoja, ancien ministre du commerce à Naples, professeur honoraire à l'Université de Turin; N.-D. Wichmann, industriel de Hambourg; Hartwig-Ilertz, négociant à Hambourg; De Bruyn-Kops, chef de bureau au ministère des finances, et rédacteur de l'*Economiste* de la Haye; Campan, ancien secrétaire de la chambre de commerce de Bordeaux.

Les représentants de plusieurs pays ont désigné comme membres chargés de constituer des comités correspondants; *MM. Richard Cobden*, membre du parlement, pour l'Angleterre; — *De Bruyn Kops*, chef de bureau au ministère des finances, rédacteur de l'*Economiste* hollandais, pour la Hollande; — *N.-D. Wichmann*, industriel, de la maison Reese et Wichmann, de Hambourg, pour l'Allemagne du nord; — *Mon*, ancien ministre des finances à Madrid, pour l'Espagne; — *Antonio Scialoja*, ancien ministre à Naples, pour les États Sardes; — *Jean Dollfus*, industriel, pour la France.

Les pays qui n'ont pas encore désigné de membre, avec pouvoir de constituer les comités correspondants, sont invités à vouloir le faire au plutôt.

Notre devoir à nous Belges, était de nommer immédiatement le comité belge. On m'a exprimé le désir que je vous fisse connaître les noms des membres de ce comité. Les voici :

MM. Corr-Vander-Maeren, ancien juge au tribunal de commerce, président de l'Association belge pour les réformes douanières, *Président*;

C.-A. Campan, vice-président du Congrès; ancien secrétaire de la Chambre de commerce de Bordeaux, *vice-Président*;

Barbier-Hanssens, fabricant, vice-président de l'Association pour les réformes douanières; *Trésorier*;

G. De Molinari, professeur au Musée royal de l'Industrie belge, etc.;

Ad. Lehardy de Beaulieu, ingénieur, ancien secrétaire du Congrès des économistes de 1847;

Lucien Masson, secrétaire de la Chambre de commerce de Verviers;

Fortamps, ancien industriel, juge au tribunal de commerce;

A. Couvreur, secrétaire de l'Association belge pour les réformes douanières, *Secrétaire*.

M. LE PRÉSIDENT. Le Congrès remercie le comité international de la promptitude qu'il a mise à prendre ses premières décisions. (*Applaudissements*.)

Messieurs, votre ordre du jour est épuisé. Si vous voulez maintenant entendre *M. Polican*, je l'invite à monter à la tribune.

M. CH. D'É... POLICAN, *homme de lettres* (France), dans un discours écrit, essaie de démontrer à l'assemblée que le libre échange et le

régime protectionniste sont des effets de causes qu'elle n'a pas encore soupçonnées et dont une logique rigoureuse exige l'entière connaissance, pour trouver le meilleur moyen pratique de la *libre circulation universelle*. Le détail de ces causes entraîne l'orateur dans des développements d'une philosophie si abstraite, que l'assemblée s'impatiente et que le président après avoir rappelé M. Polican, plusieurs fois à la question, l'engage à se souvenir qu'il parle à une réunion d'hommes pratiques. L'orateur renonce à la parole et se réserve le droit de déposer son discours sur le bureau.

M. LE PRÉSIDENT. M. Cipri de Naples vient de me remettre une proposition, qui rentre dans le vœu général de fusion que nous avons émis. Il demande que le Congrès émette le vœu que les gouvernements italiens se concertent pour réunir à Florence un Congrès douanier.

M. CIPRI (Naples). La situation particulière de l'Italie justifie ma proposition. Je crois que ce vœu qui nous ferait sortir du vague des idées générales et nous ferait faire quelque chose de pratique, ne compromettrait en rien le Congrès, et aurait une influence heureuse sur la situation de l'Italie.

Au nom de l'Italie, je vous prie de prendre ma proposition en considération.

M. CASATI (Piémont). La proposition de l'honorable préopinant pourrait être très-utile dans d'autres circonstances. Mais dans les circonstances politiques où se trouve l'Italie, une question pareille ne peut être traitée en présence d'un Congrès européen sans prendre une teinte que nous ne voulons pas lui donner. Cette position est telle, que tout ce que vous pourriez faire serait trop faible ou trop fort, selon les personnes qui l'envisageraient.

Je propose au Congrès, tout en gardant toutes nos sympathies à l'Italie, de ne pas donner suite à la proposition. (*Applaudissements.*)

M. SCIALOJA (Piémont). Que signifierait ce vœu, tant que l'Autriche occupe une partie de l'Italie?

M. LE COMTE ARRIVABENE (Belgique). Quoique je sois devenu belge à la suite de circonstances extraordinaires, je suis resté attaché à mon ancienne patrie. Je me rallie aux propositions des honorables préopinants et je prie donc M. Cipri de retirer sa proposition.

M. CIPRI. Je la retire. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. Le Congrès a à s'occuper d'une dernière proposition de M. Cogels qui demande que le Congrès émette un vœu en faveur de la simplification et de l'uniformité des lois de douane de manière à ce que, rédigées avec concision et avec clarté, elles puissent être renfermées dans un seul Code.

M. COGELS. La simplification des lois douanières tend à favoriser les relations des peuples; telles qu'elles sont, il est impossible pour un Belge, pour un Français, comme il l'était autrefois pour un Anglais, de les comprendre. Les employés eux-mêmes éprouvent des difficultés pour en faire l'application. Comment voulez-vous dès lors que le planteur brésilien, que le négociant étranger les comprennent? La loi belge de 1822 a été démolie pièce à pièce, de même la loi française. En Angleterre on a réuni récemment toutes les lois de douanes dans un Code de quelques pages. Ce n'est pas que j'approuve le tout, il y a encore plusieurs choses à en retrancher et à modifier; mais au moins c'est intelligible pour tout le monde. Je vous propose donc de faire quelque chose d'analogue. (*Appuyé!*)

La proposition est adoptée à l'unanimité moins une voix.

M. LE PRÉSIDENT. Messieurs, avant de clore les séances du congrès, votre président a besoin de présenter des excuses à ceux des membres qu'il a été forcé, bien malgré lui, d'interrompre, et à ceux auxquels il a été obligé de refuser la parole. Le président d'une assemblée est son organe et en quelque sorte son esclave; il doit deviner sa pensée; il s'établit entre tous les membres et lui une sorte de courant électrique, qui lui donne l'impression de ce qu'il doit faire ou ne pas faire, pour aboutir. Je crois que nous avons lieu de nous féliciter de la manière dont nous avons abouti.

En premier lieu, le Congrès a entendu des rapports très-intéressants des délégués de toutes les nations et il résulte de l'ensemble de ces rapports que notre cause est une cause gagnée!... (*Vifs applaudissements.*) Que partout, sans aucune exception, il y a progrès. Je me permettrai de vous citer un seul pays, parce qu'il a été plusieurs fois mentionné dans nos débats, c'est la France. La France est peut-être de toutes les nations qui nous environnent, celle où le système prohibitif a encore le plus de force.

Eh bien, en France, pendant toute la Restauration, on a marché au rebours des idées économiques. Pendant la royauté de Juillet on est

resté stationnaire, grâce aux conseils généraux des manufactures et d'agriculture. Mais depuis quatre ans nous voyons continuellement des abaisséments de droits. Ils sont encore peu importants, peu significatifs, mais il y a là pour tous un indice que la France, comme les autres pays, marche vers nos idées. Nous avons donc recueilli, de tous les rapports entendus, la certitude que partout, si l'on n'adopte pas encore toutes nos idées, on incline vers elles et qu'on finira par proclamer avec nous la liberté du commerce.

En second lieu, vous avez pris des résolutions très-importantes, des résolutions pratiques qui donnent à ce Congrès un caractère tout spécial; vous avez surtout nommé une commission internationale pour propager nos idées et aider partout à leur triomphe.

Je crois qu'aujourd'hui nous devons *a posteriori* répéter les remerciements que nous avons votés *a priori*, dès l'ouverture de nos délibérations, à la commission organisatrice de ce Congrès qui doit porter des fruits heureux pour le monde entier. (*Nouveaux applaudissements.*)

M. SCIALOJA. Je suis certain de me rendre l'interprète des sentiments du Congrès et de chacun de nous, en vous proposant de voter des remerciements à M. Ch. De Brouckere, dont il me suffit de prononcer le nom pour en faire l'éloge, à M. De Brouckere qui a présidé notre assemblée avec autant d'énergie que d'habileté et de bienveillance... (*Bravos !*) À M. De Brouckere, l'illustre bourgmestre de cette noble ville de Bruxelles qui a donné tant de marques de sympathie à la cause que nous défendons, qui est la cause de l'humanité, à ce digne collègue qui a fait un si cordial accueil aux membres venus de l'étranger. (*Nouvelles acclamations.*)

PLUSIEURS VOIX. Nous proposons également de voter des remerciements aux membres du bureau, aux gouvernements représentés et aux personnes qui nous ont envoyé des communications. (*Oui ! oui ! adopté !*)

— La séance est levée à trois heures et demie.

BANQUET

DE

CONGRÈS INTERNATIONAL POUR LES RÉFORMES DOUANIÈRES.

C'est dans la salle Gothique de l'Hôtel-de-Ville de Bruxelles que s'est donné ce banquet, dernière et solennelle séance du Congrès des réformes douanières; c'est dans le sanctuaire de la liberté communale, qu'ont été jetées les bases de la liberté commerciale. Le savant économiste, qui a dirigé avec tant d'impartialité et de talent les travaux du Congrès, avait été invité à présider à cette séance de clôture; mais ses devoirs de bourgmestre de la capitale, pendant les fêtes de septembre, l'avaient mis dans l'impossibilité d'accepter cette invitation. En son absence, la présidence avait été dévolue à M. le comte Arrivabene, président de la Société d'économie politique et l'un des vice-présidents du Congrès.

La décoration de la salle était appropriée aux circonstances. Des drapeaux belges et les pavillons des puissances amies, disposés en faisceaux ou pendant du haut de la voûte, mariaient fraternellement leurs couleurs. Trois tables immenses, dominées par une table d'honneur, éclairées à *giorno* par les feux des vieux lustres de la salle, étaient ornées de riches surtout, véritables œuvres d'art, de girandoles, de fleurs et de fruits.

De grandes glaces placées au fond de la salle augmentaient l'aspect féerique de ce beau local.

Le banquet a commencé à six heures précises. Les convives étaient au nombre de 240. Réunis avant le banquet dans les salons de l'Hôtel-de-Ville, ils sont accueillis à leur entrée dans la salle par les retentissantes fanfares d'un orchestre militaire.

M. le comte Arrivabene avait à ses côtés, à la table d'honneur,

M. Ewart, membre du Parlement anglais, l'un des coopérateurs de la ligue, M. S. Bertheaut, délégué de la Chambre de commerce de Marseille, puis à droite et à gauche les divers membres du bureau et M. Aug. Jones, président du comité d'organisation matérielle du Congrès, au goût duquel était dû la décoration de la salle.

A sept heures et demie, M. le président a porté en ces termes le premier toast à Sa Majesté le Roi :

« J'ai l'honneur de porter la santé de Sa Majesté le Roi des Belges. (*Applaudissements.*)

« Messieurs, en parcourant les pages de l'histoire, je doute que l'on découvre un pays où, pendant un quart de siècle, aient régné, comme en Belgique, et à un si haut degré, la justice, l'ordre, la liberté. Mais, on pourrait dire, c'est aux institutions que la Belgique s'est données, c'est aux qualités de son peuple que ce fait heureux, ce fait exceptionnel, doit être attribué. Oui, les institutions sont belles, le peuple est bon; seuls cependant ils n'auraient pas pu suffire à la tâche.

« Supposez un navire construit selon les règles de l'art, pourvu de tout ce qui peut en rendre la marche sûre et rapide, monté par des marins expérimentés et disciplinés; si le capitaine était incapable le navire courrait risque de faire naufrage. Il en est de même des institutions d'un peuple : pour que celui-ci atteigne de hautes destinées il lui faut un bon chef.

« Eh bien ! la Belgique a eu le bonheur de trouver ce chef, de rencontrer un Roi instruit à la meilleure école constitutionnelle du monde, un Roi habile, sage, prudent, loyal, qui, franchement, sans arrière pensée (*bravos*), a prêté serment à la Constitution et l'a religieusement tenu (*bravos enthousiastes*), et qui, à travers de grandes difficultés, a porté le pays à ce degré de bonheur et de prospérité qui fait l'admiration et l'envie du monde entier. (*Longues acclamations.*)

« Mais ces bienfaits ne sont pas tombés sur un sol ingrat. Plusieurs parmi nous ont été témoins des fêtes données en Belgique, lors du 25^e anniversaire de l'arrivée du Roi dans le pays; et d'ailleurs la renommée en a porté le récit dans toutes les parties du monde. Elles ont été splendides, ces fêtes. Les arcs de triomphe étaient magnifiques, les illuminations générales et éblouissantes. Ces manifestations matérielles palissaient néanmoins, devant l'enthousiasme qui se manifestait partout où le Roi se présentait. Pendant ces journées mémorables, toute divergence d'opinion, toute diversité de condition avaient

disparu : il n'y avait plus qu'un peuple qui aimait son Roi, un Roi qui aimait son peuple. (*Bravos.*)

« Messieurs, si des hommes venus de toute part ont pu se réunir dans la capitale de ce beau royaume, et discuter librement des matières qui touchent à des questions gouvernementales, c'est aux libres institutions, dont la Belgique est dotée, que vous en êtes redevables, mais ce n'en est pas moins aussi au digne Roi, qui est le couronnement de ces institutions.

« Faisons des vœux pour qu'aux libertés fécondes dont la Belgique jouit déjà, vienne s'ajouter, sous son règne, la liberté commerciale. »

Ce toast, souvent interrompu par de nombreuses marques d'approbation, a été couvert d'applaudissements et de cris de : *Vive le Roi!* — « Vive la Belgique et son Roi! » s'est écrié M. Garnier.

La seconde santé a été portée par :

M. SCIALOJA, délégué du gouvernement piémontais :

Messieurs, on a souvent dit : Voulez-vous des réformes, persuadez tous ceux auxquels ces réformes sont utiles, qu'elles le sont réellement et soyez sûrs qu'elles ne se feront pas attendre longtemps. Oui, Messieurs! mais pour préparer, pour former l'opinion publique, pour vulgariser la vérité, pour combattre l'erreur, il faut la combinaison complexe d'efforts divers, il faut l'association.

C'est pour cela, Messieurs, que cette devise de la Belgique, *l'Union fait la force*, est si vraie, si belle. Puisse-t-elle devenir la devise de tous les pays dont la division fait la faiblesse et le malheur. (*Applaudissements.*)

L'Association belge pour la réforme douanière, n'est que l'application de ce principe, faite pour atteindre le but de la liberté du commerce. Elle devait tout naturellement surgir sur le sol de la Belgique qui avait déjà fait une glorieuse expérience de la vérité de sa devise.

La liberté des échanges, c'est la liberté de l'homme : parce que sans la liberté des échanges, la liberté du travail est un mensonge ; et sans la liberté du travail, l'homme est plus ou moins esclave.

L'Association douanière a donc une noble mission à remplir ; celle de combattre ce reste de l'esclavage parmi les nations civilisées. Mais la liberté des échanges n'est pas un fait isolé, c'est la liberté des communications, c'est la véritable civilisation importée par le commerce et substituée à la fausse civilisation imposée par la guerre.

L'Association belge pousse les nations vers ce but, en devenant le centre d'une Association internationale.

Messieurs, je propose un toast à l'Association belge pour la réforme douanière, à cette association éminemment militante et civilisatrice (Applaudissements.)

M. CORN-VANDER-MAEREN, président de l'Association pour la réforme douanière, prend la parole en ces termes :

Messieurs, je vous remercie de la manière si généreuse dont vous avez bien voulu exprimer vos sympathies : une telle manifestation, au nom d'une Assemblée composée d'illustrations européennes, est notre plus grande récompense et un encouragement pour l'avenir.

Messieurs, notre honorable président nous a dit, dans la séance de clôture, que notre cause était gagnée. En effet, il y a des indices du temps qui nous le font croire. Déjà le flambeau de la vérité luit de toutes parts. Car nous voyons qu'on ne veut plus porter le nom de protectionniste; nous voyons ceux qui sont le plus décidément protecteurs, usurper notre nom de libre échangiste, tandis qu'ils ne le sont que pour les articles qu'ils ne fabriquent pas eux-mêmes (*Rires approbatifs.*)

On nous accorde plus que ce qui nous est dû; ce que nous avons pu faire est bien plutôt l'œuvre de nos libres institutions que celles des hommes; c'est par ces institutions que nous avons pu combattre les abus et que nous continuerons à les combattre de tous nos moyens.

Mais, Messieurs, le succès ne doit pas rendre ingrat. La reconnaissance est le plus bel apanage de l'homme et surtout la reconnaissance filiale.

C'est à la Société belge d'économie politique que nous devons le jour; notre mère préside à cette Assemblée. Je vous propose, Messieurs, un toast à la Société belge d'économie politique; puissent les principes qu'elle propage se vulgariser et faire le tour du monde. (*Très-bien! Très-bien!*)

M. MASSON, secrétaire de la Chambre de commerce de Verviers :

Messieurs, je bois au succès des réformes douanières.

Nous sommes tous dans cette enceinte partisans des réformes douanières, parce que tous nous sommes enrôlés sous le drapeau de la liberté commerciale et que la réforme est un pas vers cette liberté. Lorsque je parle de liberté commerciale, j'entends la liberté vraie, la liberté sans réciprocité, car la réciprocité c'est la protection vaincue qui prend le masque de la liberté.

Je ne puis rien dire sur les effets des réformes douanières que vous

ne connaissiez déjà. Je me bornerai à vous en signaler deux traits saillants.

Il était dans les desseins de la Providence que toutes les richesses naturelles, qu'elle a gratuitement et inégalement répandues sur la surface et dans le sein de la terre, fussent à tous, que chacun put les acquérir en échange de son travail. La main de l'homme égoïste a gâté l'œuvre de la Providence : en faisant disparaître les obstacles par des réformes douanières, nous faisons rentrer la société dans ses voies providentielles.

Par les douanes, on a voulu rendre les nations indépendantes les unes des autres, contrairement aux lois de l'humanité; on a opposé des obstacles à la libre circulation des produits, au profit de quelques-uns et au détriment des masses. On ne voulait pas qu'un peuple fut tributaire des autres peuples. Par les réformes douanières nous rendrons le monde entier tributaire des consommateurs.

Par les réformes, qui sortiront de ce Congrès, nous apprendrons au législateur à faire des lois dans l'intérêt des consommateurs et non au profit de quelques privilégiés, de quelques hommes qui ont élevé jusqu'à ce jour, leurs intérêts privés à la hauteur des intérêts généraux. (*Bravos !*)

Je bois au succès des réformes douanières.

Il est dans nos vœux que chaque nation, représentée à ce banquet, fasse ses réformes sans se préoccuper des autres. La libre entrée est un bienfait pour la nation qui l'accueille, et la liberté avec réciprocité est le même bienfait élevé à la seconde puissance.

Je bois aux réformes douanières et à leur réalisation prompte et immédiate.

Position oblige :

Conviction oblige :

Position oblige : C'est un devoir pour tous les hommes d'État, pour tous ceux qui occupent des positions politiques, administratives, d'accepter les résolutions du Congrès, d'user de l'influence de leur position pour faire passer les réformes dans les lois douanières.

Conviction oblige : C'est un devoir pour tous ceux qui attendent de la réforme l'amélioration morale et matérielle des classes ouvrières, à provoquer les manifestations de l'opinion publique pour les réformes douanières, à faire de la propagande par tous les moyens légaux, par l'enseignement, par la presse et par les meetings dans les pays où,

comme en Belgique, la parole est libre, le peuple est libre de se réunir en assemblée publique. (*Applaudissements.*)

Je bois : *aux réformes douanières et à leurs promptes réalisations par le concours de toutes les positions et de toutes les convictions larges et généreuses.*

M. LE CHEV. CHARLES DE COCQUEL, secrétaire de la Société belge d'Economie politique :

Messieurs, permettez-moi de vous proposer un toast qui est dans tous les sentiments de mes compatriotes. Je porte la santé des étrangers illustres qui sont accourus de toutes les parties de l'Europe pour nous aider dans notre œuvre. (*Très-bien !*)

La Belgique est fière, Messieurs les étrangers, de vous avoir réunis dans sa capitale et de ce que vous ayez choisi son sol pour venir y discuter des questions qui tendent au rapprochement des peuples, et qui marqueront une des plus grandes époques dans l'œuvre de la civilisation : *Aux étrangers qui ont quitté leurs foyers, pour venir travailler avec nous à la grande et sainte cause de la liberté des échanges !* (*Applaudissements.*)

M. AUGUSTE COUVREUR, rédacteur de l'Indépendance belge, secrétaire de l'Association belge pour la réforme douanière :

Messieurs, vous venez de boire à la santé de tous les étrangers assistant au Congrès ; permettez-moi de faire ressortir dans ce toast général une exception, une seule.

De tous les pays qui ont répondu à notre appel, la Hollande est celui qui l'a fait le premier avec le plus d'ardeur et avec le plus d'empressement. (*Bravos.*)

Elle a compris que notre invitation avait, en ce qui la concerne, un caractère spécial, qu'elle poursuivait un but plus élevé que celui d'un abaissement et d'une suppression des barrières douanières qui nous séparent. Comme nous, elle a compris que, dans ces dernières années, il s'est opéré entre deux peuples que la diplomatie avait unis sans consulter leur caractère, et qu'une révolution a séparés, qu'il s'est opéré, dis-je, un rapprochement basé sur une mutuelle estime, qu'une réconciliation est faite depuis longtemps dans tous les esprits.

Ces dispositions la Hollande les a indiquées dans les fêtes récemment célébrées à Amsterdam. Je suis heureux et fier qu'il m'ait été permis de dire, ce soir, que le sentiment d'une réconciliation existe aussi dans le cœur de tous les Belges. (*Bravos prolongés.*) Les deux

nations libres et indépendantes, heureuses des institutions qu'elles se sont données, savent aujourd'hui qu'elles peuvent grandir et prospérer l'une par l'autre dans une fraternelle union. (*Applaudissements.*)

Je vous propose donc, à vous mes compatriotes, à vous Messieurs les envoyés d'Angleterre, de France, d'Espagne, d'Italie, d'Allemagne, de Danemark et de Russie, de boire à la santé de Messieurs les représentants de la Hollande, afin qu'aujourd'hui même, jour anniversaire de nos anciennes discordes, dans cette salle, où hier s'élabo- raient nos pacifiques débats, et qui, il y a un quart de siècle, retentissait de cris de guerre et de haine, nous scellions, en votre présence, à vous, les délégués de l'Europe, avec nos frères de Hollande, le pacte d'une solennelle réconciliation! (*Applaudissements prolongés.*)

De longues acclamations suivent ce toast et une vive agitation se produit à la place où sont assis les membres des députations hollandaises, plusieurs d'entre eux veulent prendre la parole malgré les observations de M. le président qui s'efforce de maintenir l'ordre indiqué pour les santés.

M. REEPMAKER, secrétaire de la Chambre de commerce de Rotterdam parvient à prendre la parole et s'exprime en ces termes :

« Messieurs, je n'ai que quelques mots à dire. Je serai court, mon discours n'est pas préparé. Il vient d'être provoqué par le toast de M. Couvreur, qui a vivement touché les délégués de la Hollande. »

La Belgique est notre aînée dans les libertés politiques, ces libertés, que nous lui avons empruntées, font son bonheur; la liberté des échanges qu'elle est aujourd'hui en voie d'acquérir aura le même effet en augmentant sa richesse nationale. Nous nous en réjouissons pour la Belgique comme pour la Hollande. Ce que vous gagnerez en bien-être, ce seront encore autant de conquêtes pour nos négociants et nos armateurs; personne n'est plus intéressé à votre prospérité commerciale que nous, vos plus proches voisins.

C'est l'économie politique qui nous a enseigné ces théories. Il y a quatre-vingts ans Voltaire disait que le patriotisme consistait à haïr ses voisins! Notre science à nous, a fait justice de ces observations.

Avec la Belgique, n'ayons d'autre concurrence que de nous avancer dans la voie du progrès des libertés sociales et commerciales. (*Bravos.*)

M. J. GARNIER, professeur à l'École des Ponts et Chaussées de Paris.

A nos amis absents ! (Bravos, applaudissements.)

Et d'abord à l'illustre Cobden ! (*Applaudissements*) puisse notre souvenir lui apporter quelque consolation dans son malheur.

A l'éloquent Bight, — à l'ingénieur Thompson, — au judicieux Wilson, — à l'éloquent W. Fox (*applaudissements*) et à tous les hommes de cette glorieuse Ligue qui nous ont appris par leur persévérance et leur génie, comment on renverse la citadelle du monopole et du privilège. (*Applaudissements.*)

A l'homme d'État qui a pris pour modèle Turgot, Huskinson et Robert Peel, à l'honorable comte de Cavour, ministre du roi de Sardaigne, autre roi honnête homme. (*Acclamations.*)

A Ch. Dunoyer, l'un des pères de la liberté économique ! — A Horace Say, digne fils d'un illustre père ! — A Michel Chevalier, qui a fait du triomphe de notre cause son point d'honneur ! enfin, car je ne puis, les nommer tous, à Ad. Lehardy de Beaulieu, à l'initiative duquel nous devons le bonheur de nous trouver réunis. (*Bravos, applaudissements.*)

M. PASCAL DUPRAT, directeur de la *Libre Recherche*, ancien représentant du peuple :

Messieurs, je crois répondre au sentiment de cette grande Assemblée, au sentiment qui nous a réunis sous ce drapeau fraternel, en portant le toast que je viens vous proposer. Je bois à l'amélioration du sort des classes ouvrières par le triomphe de la liberté commerciale.

J'ai voté avec vous, Messieurs, pendant ce dernier jour les résolutions intelligentes que vous avez prises dans l'intérêt de ce grand principe. Mais pourquoi me suis-je associé à vos travaux ?

Un premier motif m'y poussait. Il y a une liberté au bout de cette réforme que vous poursuivez de vos vœux : or, j'ai un faible invincible pour toutes les libertés. Un autre motif devait aussi m'associer à vous dans cette lutte généreuse. C'est un sentiment de reconnaissance envers la Belgique. J'ai été jeté sur son sol par la tempête ; j'y ai trouvé un asile ; j'ai pu y jouir et j'y jouis de toutes les libertés qui s'y sont développées à l'ombre de sa constitution. Je me suis cru obligé de travailler dans la mesure de mes forces, à lui procurer celle qui lui manquait encore et voilà pourquoi j'ai déployé à ses yeux le drapeau de la liberté commerciale.

Ce n'est pas là cependant, permettez-moi de le dire, la principale raison qui m'a conduit dans vos rangs. J'y ai été amené surtout par le désir et l'espérance d'être utile à ces classes ouvrières qui portent plus

que nous le poids du travail et qui doivent trouver dans la liberté commerciale, sinon un remède à tous leurs maux, du moins un adoucissement à leur misère.

Les protectionnistes que nous combattons s'avisent quelquefois de dire qu'ils défendent contre nous cette cause sacrée du travail. Nous les avons battus dans le domaine de théorie : nous commençons à les chasser et nous les chasserons de ce domaine des lois qu'ils ont exploité si longtemps. Ne permettons pas à leur égoïsme de s'abriter sous le masque de la bienfaisance.

Nos pères ont connu Tartufe religieux : on a pu le croire mort, je crois pour mon compte qu'il vit encore.

Vous avez vu plus d'une fois Tartufe politique et nous sommes exposés à le rencontrer tous les jours.

Mais le membre le plus détestable et le plus odieux de cette dynastie des menteurs, c'est assurément Tartufe économiste. (*Applaudissements.*)

Oui voilà le masque dont se couvrent aujourd'hui les partisans du système protecteur pour maintenir leur monopole. Il ne s'agit plus, à les entendre, de leurs intérêts. Ce qu'ils défendent, c'est l'avenir du travail et par conséquent des travailleurs. Voilà ce qu'ils répètent sur tous les tons avec des larmes dans la voix : ils nous ont donné une élégie de plus, l'élégie protectionniste.

Singulière prétention, Messieurs! quoi! limiter le champ du travail par des restrictions et des privilèges, c'est favoriser les classes ouvrières, c'est assurer leur existence et protéger leur avenir! De pareils sophismes ont pu pendant quelque temps abuser les esprits; mais ils ont perdu aujourd'hui tout leur empire. Ce peuple lui-même, ce peuple encore malheureusement trop inculte, dont les protectionnistes voudraient exploiter l'ignorance, en est venu à reconnaître que la liberté commerciale, en agrandissant la sphère du travail, lui créera des ressources nouvelles et lui permettra de satisfaire plus facilement à ses besoins physiques et moraux.

Tel est en effet, Messieurs, le but que nous poursuivons par cette réforme. Voilà le résultat positif et certain vers lequel nous marchons. C'est par ce côté surtout que je me rattache à vous dans ce mouvement généreux que vous avez entrepris. *Je bois donc à l'amélioration prochaine du sort des classes ouvrières par le triomphe, désormais assuré, de la liberté commerciale.* (*Applaudissements.*)

M. LE COMTE CIESZKOWSKI, ancien député à la Diète de Prusse :

Le comité organisateur a eu la bonté de me confier la tâche de

porter un toast au progrès des idées économiques. Je trouve piquant que ce toast ait été confié à un membre qui, à la fin de la séance d'aujourd'hui, a été accusé de professer certaines opinions anti-économiques. J'avais donc préparé un toast à cette occasion. Mais l'absence de notre honorable et honoré président, M. De Brouckere, m'interdit de le porter de cette manière. Je ne puis pas attaquer un adversaire absent. Je me bornerai donc à vous dire ceci : Messieurs, ne vous préoccupez pas seulement des idées qui ont cours en ce moment, car l'hérésie d'aujourd'hui peut devenir le dogme de demain.

Tout à l'heure l'honorable M. Pascal Duprat vous disait qu'il portait un toast au bonheur des classes ouvrières par le triomphe des libertés commerciales. Permettez-moi, d'ajouter, que ce ne sont là encore que des principes négatifs, et qu'il faut plus que la liberté commerciale, qu'il faut des principes *organiques* positifs, pour venir au secours des classes ouvrières. Je vous propose donc un toast : *au progrès des idées économiques, qui feront le tour du monde et des améliorations sociales par les vraies doctrines économiques !* (Approbation.)

M. CH. LE HARDY DE BEAULIEU, professeur à l'Ecole des Mines à Mons :

Après tous les éloquents orateurs que vous venez d'entendre et qui ont payé un juste tribut de reconnaissance à ceux qui sont venus apporter à ce Congrès leur contingent de dévouement et de lumières, permettez-moi un mot encore pour vous proposer un toast de sympathie et de remerciements aux HOMMES PRATIQUES, à ces hommes à qui, en 1847, nos théories faisaient peur, mais qui, depuis, les ont comprises, et, mettant aussitôt de côté ce que naguère ils croyaient leurs intérêts, sont venus franchement nous tendre la main et coopérer à notre œuvre humanitaire.

Ce sont eux qui sont venus donner à nos démonstrations de 1847 une consécration éclatante et universelle, en les appuyant d'un imposant faisceau de faits, tirés de l'histoire du commerce international de tous les peuples.

C'est par cette vigoureuse et féconde impulsion donnée par eux à ce que nous avons entrepris, que s'organiseront les réformes douanières, d'où sortira bientôt, j'espère, la liberté commerciale du monde entier.

Je vous propose donc *la santé des hommes pratiques, les héros du Congrès de 1856 !* (Applaudissements.)

M. CATEAUX-WATTEL, armateur à Anvers. Je demande la parole pour répondre.

M. LE PRÉSIDENT. Messieurs, vous avez un bureau et il faut suivre les dispositions qu'il a prises. (*Oui! oui! Agitation.*)

La parole est à M. Rodriguez.

M. GABRIEL RODRIGUEZ, ingénieur des ponts et chaussées, chef de division et délégué du ministère du progrès (*del fomento*) à Madrid :

Messieurs, vous venez de fonder une association puissante sous le drapeau de la liberté commerciale. Vous avez accueilli avec des bravos enthousiastes les noms des chefs qu'on vous a proposés, parce que dans ces noms vous avez vu la garantie la plus sûre que l'association sera dirigée vers son noble but, avec prudence et sagesse, en même temps qu'avec énergie.

Mais moi, Messieurs, tout en partageant votre estime pour les chefs de l'association, je viens vous proposer un toast pour ses soldats. (*Bravos.*)

Ces soldats sont la jeunesse libre-échangiste de tous les pays; la jeunesse, Messieurs, qui complètera par son dévouement et sa fougue la sagesse et la prudence des chefs; tout en apprenant, par leur exemple et par leurs leçons, pour pouvoir un jour les remplacer dignement; car, il faut le reconnaître, notre œuvre est longue et difficile, autant que sont nombreux et puissants, les erreurs, les préjugés, les obstacles que nous avons à détruire.

En Espagne, Messieurs, l'association ne manquera pas de soldats, et, j'ose le dire, moi, un des derniers d'entre eux, la jeunesse espagnole qui s'enorgueillit d'avoir appris les vérités économiques dans les ouvrages de l'immortel Bastiat, ne cédera en dévouement pour la cause de la liberté commerciale, à celle d'aucun pays.

C'est au nom de mes camarades d'Espagne que je vais saluer nos camarades de tous les peuples, qui prêteront leur appui à cette œuvre de civilisation et de progrès.

Messieurs, *A la jeunesse libre échangiste de toutes les nations.* (*Acclamations.*)

M. HERTZ, négociant et publiciste à Hambourg :

« La civilisation marche par la propagation des vérités. Mais en même temps que les vérités vraiment reconnues comme telles se ré-

pandent, les sophismes et les mensonges trouvent aussi des amis qui tâchent de les faire passer pour les vrais principes de la civilisation. Les abus marchent à côté de la civilisation. La tâche des membres de notre Congrès est de combattre les abus. (*Bravos.*)

« Mais, même dans le sein de notre réunion internationale, nous avons entendu émettre à côté d'idées saines que j'approuve, d'autres idées bien différentes. Je suis loin de proclamer toutes les idées émises au Congrès et que je n'approuve pas, comme des idées malsaines; mais il y a erreur d'un côté ou de l'autre, et nécessairement, il y a d'une part les libertés réelles et les principes vrais, et de l'autre des abus.

« C'est parce qu'il y a des abus internationaux, que nous sommes réunis ici dans l'intention de les supprimer, et je vous propose le toast :

« *A la suppression de tous les abus.* » (*Bravos.*)

M. BENJ. OLIVEIRA, *membre du Parlement anglais*, président et délégué de l'Association pour la réduction des droits sur les vins :

Messieurs, j'ai le privilège de vous proposer un toast et je vous assure qu'il est de mon goût : Aux organisateurs du Congrès. (*Bravos.*)

A M. Corr-Vander-Maeren, à cet homme courageux et dévoué à notre cause (*applaudissements*); à M. Lehardy de Beaulieu qui a eu l'idée du Congrès de 1847 et de celui-ci (*nouveaux applaudissements*); à M. De Molinari, ce savant économiste qui a défendu notre cause avec tant d'habileté (*bravo!*) à M. Couvreur, le dévoué et laborieux secrétaire du Congrès (*oui! oui! bravo!*); à MM. Reyntiens et Jottrand (*nouveaux bravos.*)

Je regrette que ce toast ne soit pas porté par un autre, parce qu'il faudrait faire l'éloge de tous; mais je crois qu'il nous conduirait à un véritable libre échange de louanges. Je crois pouvoir vous assurer que le Congrès aura de grands résultats, non-seulement dans notre patrie, mais dans le Parlement anglais. Aussi aimerai-je à répéter partout, que dans le noble pays de Belgique, nous avons trouvé un grand appui, pour les principes que nous défendons. *Aux organisateurs du Congrès.* (*Vifs applaudissements.*)

M. LESOINNE, *membre de la Chambre des Représentants de Belgique* :

J'ai l'honneur de vous proposer un toast à nos auxiliaires les prohibitionnistes. (*Rires.*)

L'honorable M. Pascal Duprat nous a dit en partie le mal qu'ils

nous ont fait. Nous devons, en bonne justice, dire aussi le bien qu'ils ont causé. (*Très-bien!*)

Ce qui contribue pour beaucoup au triomphe d'une cause, ce sont les prédictions fausses, quant au résultat possible, au succès de ces mêmes causes; et, sous ce rapport, nous devons des remerciements aux protectionnistes, car jusqu'à présent chaque pas que nous avons fait dans les libertés commerciales, est venu donner un démenti à leurs prédictions. (*Nouvelle approbation.*)

Nous avons eu longtemps contre nous une classe nombreuse de producteurs, celle des agriculteurs. Les protectionnistes leur avaient persuadé que la libre entrée des denrées alimentaires, serait pour leur industrie, un coup de mort, et que la protection leur était aussi indispensable, en quelque sorte, que les engrais. Eh bien, depuis plus de dix ans, la libre entrée des denrées alimentaires est établie en Angleterre, en Hollande, en Belgique, en Piémont, en d'autres pays, et partout, nous aimons à le reconnaître, l'agriculture, loin de déchoir a marché de progrès en progrès. (*Bravo!*)

Il en résulte que les agriculteurs sont revenus à nous.

Nous devons donc un premier remerciement à Messieurs les protectionnistes pour ce résultat. (*Rire d'approbation.*)

De plus, Messieurs, les protectionnistes avaient dit aux commerçants et aux armateurs : Sans les droits différentiels, pas de salut pour vous ! Le commerce avec les pays lointains va tomber en décadence, la marine va déchoir. Eh bien ! l'acte de navigation a été aboli en Angleterre, les droits différentiels ont été abolis en Angleterre; le peu de temps qu'ils ont vécu chez nous, ne leur a pas permis de laisser de traces de leur passage. Grâce à Dieu, nous en sommes débarrassés, et partout où ils ont été abolis, le commerce et la marine n'en sont devenus que plus prospères. Nous devons donc de nouveaux remerciements à MM. les protectionnistes pour ce résultat. (*Même mouvement.*)

En outre, MM. les protectionnistes nous disaient : Si vous abolissez les droits sur le charbon, vous serez inondés de charbons anglais. Ceci s'adressait à nous. Je suis producteur de charbons. Eh bien ! je ne sais si les producteurs de charbons sont aujourd'hui complètement rassurés, mais j'ai lieu de croire qu'ils commencent à se rassurer beaucoup et ne craignent plus l'inondation des combustibles anglais : nous avons même vu les nôtres acquérir un prix exagéré pour certaines industries. (*Approbation.*)

Nous pouvons donc dire avec raison que les protectionnistes nous

ont prêté un assez grand secours. Espérons qu'ils continueront à prophétiser à faux et augmenteront le nombre de nos adhérents.

Je vous propose donc de boire, à la santé de nos auxiliaires MM. les protectionnistes. (Applaudissements.)

M. CAMPAN, ancien secrétaire de la Chambre de commerce de Bordeaux :

Messieurs, des fonctions que j'ai longtemps remplies, et qui se rattachent à mes meilleurs souvenirs économiques, m'ont fait choisir pour porter un toast aux chambres de commerce qui marchent dans la voie de la liberté commerciale.

Il est juste, Messieurs, de rendre cet hommage à des corps honorables, composés d'hommes pratiques et studieux tout à la fois.

Le contingent de lumières et de faits qu'ils apportent à la bonne cause de la liberté, est un puissant auxiliaire pour les hommes de science et de théorie.

En effet, la croyance que l'on refuso souvent aux découvertes du penseur, à la logique de l'écrivain, on l'accorde volontiers à l'expérience de l'homme d'affaires.

Si nos grands économistes peuvent revendiquer, à bon droit, le mérite d'avoir éclairé les membres des chambres de commerce libérales, l'autorité de ceux-ci a entraîné la masse des commerçants et a commencé la vulgarisation des saines doctrines économiques.

En continuant leur œuvre ils feront, je l'espère, pénétrer dans tous les esprits cette incontestable vérité :

Que la liberté et la justice, dans le monde commercial comme partout, sont d'accord, non-seulement avec les intérêts moraux des hommes, mais encore avec leurs intérêts matériels.

Aux Chambres de commerce qui marchent dans la voie de la liberté commerciale! (Applaudissements.)

M. ACKERSDYCK, professeur d'économie politique à l'Université d'Utrecht :

J'ai l'honneur, Messieurs, de vous proposer la santé de l'homme d'État législateur, de l'inépuisable bourgmestre d'une des plus belles villes de l'Europe, de M. Charles De Brouckere, qui a présidé avec tant d'impartialité et de talent la session du Congrès. (*Bravos.*)

On a demandé si nous avons fait des progrès; pour répondre à cette question, il suffit de se rappeler qu'il y a à peine un siècle, l'homme le plus spirituel de la France, l'homme qui devançait le plus son temps,

qui même le devançait peut-être trop, disait qu'on ne pouvait pas aimer son pays sans désirer la décadence des autres. C'était un axiome admis dans la science politique comme dans la pratique; tous les hommes d'État, tous les diplomates le considéraient comme incontestable, les peuples ont été gouvernés d'après ce principe de l'antagonisme des intérêts. Et aujourd'hui les délégués de toutes les nations de l'Europe viennent protester contre cette hérésie. Les savants, les hommes d'État, les industriels, tous sont d'accord que la prospérité de chaque nation contribue à la prospérité de toutes les autres. Au lieu de la réciprocité de mesures pour se nuire, nous proclamons la réciprocité la plus entière de bienveillance et d'amitié. C'est un immense progrès. (*Applaudissements.*)

Il y a moins d'un siècle qu'Adam Smith publia son grand ouvrage. Il n'obtint pas de brevet d'invention; on ne se douta pas même des profits incalculables qui résulteraient un jour de son système. Il n'avait pas de quoi vivre et on lui donna une place dans l'administration des douanes. C'était un signe du temps. Ce qu'il publiait, on le lisait, mais comme un roman nouveau. C'était considéré comme tellement absurde qu'on n'y faisait pas la moindre attention dans la pratique. Voyez la différence du temps passé avec le temps où nous avons le bonheur de vivre. Il y avait alors une séparation complète entre les hommes qui font et les hommes qui pensent. Aujourd'hui ils se réunissent en congrès. Il y a accord de la théorie et de la pratique; toutes deux en profitent : la théorie a besoin de connaître les faits pour ne pas se perdre dans le vague; la pratique ne saurait se passer des lumières de la science sans se fourvoyer. (*Bravos!*)

Un autre progrès, Messieurs. Même de mon temps, on faisait accroire aux hommes industriels que leurs intérêts étaient opposés. L'agriculture, les fabriques, le commerce se prétendaient sacrifiés l'un à l'autre. Fatale erreur qui se dissipe de nos jours. Toutes les branches de l'industrie sont représentées au Congrès et toutes conviennent que leurs intérêts sont les mêmes.

En observant ces progrès, Messieurs, n'oublions pas que les principes que nous avons reconnus sont d'accord avec la vérité qui nous a été révélée il y a dix-huit siècles et que la sagesse humaine a si longtemps méconnue; la science, en harmonie avec la religion et la morale, a démontré que les hommes, de toutes les nations et de toutes les classes de la société, sont frères, qu'ils ont tous les mêmes intérêts. (*Acclamations.*)

Vous me demanderez peut-être quel rapport ceci peut avoir avec le

toast que j'ai l'honneur de vous proposer. Mais, Messieurs, pour que tant d'hommes de nations et de conditions diverses, qui tous avaient les mêmes persuasions, mais dont chacun voulait défendre à sa manière la cause qui nous réunit, pussent parvenir à s'entendre, à constater qu'ils sont d'accord, il fallait un homme en état de diriger les débats, un président comme nous avons eu le bonheur de le trouver pour la seconde fois. C'est lui qui nous a fait arriver à bon port. *Je porte donc la santé de M. Charles De Brouckere dont nous regrettons l'absence.*

J'y joins celle du président du banquet, de M. le comte Arrivabene, digne combattant et martyr de la liberté, Belge par adoption, mais Italien de cœur, il est venu chercher un refuge dans la libre Belgique, où il a pu faire le bien qu'il ne lui était pas permis de faire dans sa patrie. (Bravos!)

Ce toast, ainsi que tous les précédents, a été couvert d'applaudissements.

Les convives passent ensuite dans les salons de l'Hôtel-de-Ville et après avoir consacré quelques moments à d'amicales conversations la réunion s'est séparée à dix heures.



ANNEXES.

ANNEXES N° 1.

PROCÈS-VERBAUX

DES

SÉANCES DES COMITÉS RÉUNIS DE LÉGISLATION ET DES PROPOSITIONS.

Séance du 22 septembre 1856.

La séance est ouverte à 9 heures et demie à l'hôtel de ville.—Quatre-vingts membres environ sont présents. — Un membre du bureau du Congrès prend la parole et il expose que les travaux des comités de législation (1^{er} comité) et des propositions (3^e comité) étant connexes, il a paru indispensable à un grand nombre de membres de les réunir, pour procéder régulièrement et avec unité et afin de simplifier le plus possible la marche du Congrès.

La réunion proposée est adoptée après quelques réclamations, qui sont écartées par la majorité. — On procède au choix du bureau. — M. Campan, président du 1^{er} comité, est nommé président des deux sections réunies. MM. Ackersdyck et Matthyssens, ce dernier président désigné pour le 3^e comité, vice-présidents. — MM. Gust. Jottrand et Ch. Lehardy de Beaulieu, secrétaires.

Le comité passe à l'examen des propositions déposées la veille sur le bureau du Congrès. Le président engage les membres qui en auraient de nouvelles à présenter, à les formuler par écrit et à les lui communiquer.

M. HARTWIG S. HERTZ (Hambourg), soutient sa proposition tendante

à ce que le Congrès émette un vœu en faveur de la libre navigation des fleuves internationaux.

M. F. BOULT (Liverpool), propose d'y ajouter un vœu en faveur de l'abolition des péages du Sund.

M. HERTZ amende sa proposition en ajoutant les mots *et détroits*, au mot *fleuves*.

La proposition ainsi amendée est adoptée à l'unanimité. Elle sera présentée au Congrès.

M. CORR-VANDER-MAEREN soutient sa proposition tendante à ce que le Congrès fonde une *Association internationale pour les réformes douanières*.

M. ROYER (Namur), propose un amendement.

M. CIPRI (Naples), auteur d'une proposition analogue à celle de M. CORR, déclare la retirer et se rallier à celle de ce dernier.

Vu l'importance de la proposition, fortement appuyée par plusieurs membres, l'examen en est renvoyé à une sous-commission composée de MM. Dix Hutton (Londres), CORR (Bruxelles), Ackersdyck (Utrecht), Hertz (Hambourg), ROYER (Namur) et de Molinari (Bruxelles). Cette sous-commission fera rapport au Congrès. — (V. le rapport de M. De Molinari à la séance du Congrès du 24 septembre).

M. GRUTZMACHER (Stettin), propose la fondation par le Congrès d'un prix pour l'invention de la navigation aérienne, qu'il considère comme le moyen le plus pratique d'abolir les douanes. — Le comité passe à l'ordre du jour

M. BOURRECO (Espagne) propose l'adoption par le Congrès d'un vœu favorable à l'union douanière de l'Espagne et du Portugal.

M. TILLIERE (Bruxelles), répond que le Congrès ne peut s'occuper des questions spéciales à certains pays.

M. ACKERSDYCK. Fait observer que les unions douanières forment obstacle le plus souvent, à des réformes douanières ultérieures.

La proposition est rejetée.

M. CIPRI (Naples) propose que le Congrès inflige un blâme au gouvernement Napolitain pour avoir prohibé la sortie des céréales. — Cette proposition est rejetée comme trop spéciale.

M. DEMEUR (Bruxelles) propose l'adoption par le Congrès, d'un vœu en faveur de l'établissement d'une législation postale uniforme dans toute l'Europe.

M. TILLIÈRE (Bruxelles). Propose le même vœu en faveur de l'adoption de l'unité monétaire chez tous les peuples.

Sur la proposition de **M. Gust. Jottrand**, il est formé une sous-commission chargée de l'examen de toutes les propositions du genre des deux précédentes; c'est-à-dire tendant à l'établissement d'un régime uniforme en quelque matière que ce soit.

Cette commission est immédiatement composée de **MM. Cogels** (Anvers), **Demeur** (Bruxelles), **Sagez** (France), **Boult** (Liverpool), **Delaveleye** (Bruxelles) (*Voir le rapport de M. Sagez à la séance du Congrès du 24 septembre, au nom de cette sous-commission*).

M. CH. DE COCQUIEL (Anvers) propose l'adoption d'un vœu en faveur de l'introduction de l'enseignement des principes de l'économie politique; dans tous les établissements d'instruction publique.

UN MEMBRE propose d'en exclure les établissements d'instruction primaire.

Divers membres combattent cette dernière proposition.

Vu son importance, la proposition de **M. De Cocquiel** est renvoyée à une sous-commission composée de **MM. Nakwaski** (Genève), **De Cocquiel** (Anvers), **Valserres** (Paris) et **Tillière** (Bruxelles) (*Voir le rapport de M. Tillière à la séance du Congrès du 24 septembre.*)

M. HELM (Vienne) propose l'adoption d'un vœu, en faveur de la simplification et de l'uniformité de toutes les formalités de douane, dans les divers pays.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité, elle sera présentée au Congrès.

M. COUVREUR (Bruxelles) propose l'adoption d'un vœu en faveur de la révision de la législation sur les passeports.

Cette proposition est adoptée, elle sera présentée au Congrès.

M. BERTEAUT (Marseille) déclare reprendre en l'élargissant la proposition de **M. Cipri** relative au commerce des céréales. Il demande que le Congrès proclame qu'il est de toute nécessité, de voir le commerce des substances alimentaires absolument libre et cette liberté élevée à la hauteur d'un droit international.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité; elle sera présentée au Congrès.

M. NAKWASKI (Genève) propose à l'assemblée de former une commission permanente chargée de rechercher l'influence de la douane sur la moralité publique; il dit avoir à ce sujet des faits curieux à communiquer.

La proposition est rejetée, ces faits pouvant trouver leur place dans la discussion générale.

M. DIX HUTTON (Londres) formule une proposition relative à l'établissement de tribunaux de commerce en Angleterre et à l'établissement d'une législation commerciale uniforme.

Cette proposition est renvoyée à la sous-commission chargée de l'examen des propositions Demeur et Tillière.

L'assemblée passe à l'examen de la proposition de résolution formulée au nom de la Chambre de commerce d'Anvers par M. Agie son président. (*Voir séance du Congrès du 22 septembre.*)

M. REEPMAKER (Rotterdam) fait observer que cette résolution étant conforme aux principes généraux que le Congrès sera appelé à appuyer il n'est pas besoin de résolution spéciale sur les points dont s'occupe la chambre de commerce d'Anvers.

M. MATTHYSSENS (Anvers) reconnaît la vérité de l'observation présentée, mais il insiste pour qu'une résolution spéciale vienne renforcer les principes généraux.

M. GARNIER (Paris) trouve la proposition rédigée dans un sens trop local. Il voudrait la voir remplacer par un vœu en faveur de la liberté du commerce avec ou sans réciprocité.

M. CATTEAUX-WATEL (Anvers) déclare que la proposition dans l'esprit de la Chambre de commerce d'Anvers s'applique à tous les pays à colonies et non pas aux Pays-Bas seuls, ainsi qu'on a semblé le croire.

M. HERTZ (Hambourg) propose par amendement de remplacer la résolution en discussion, par un vœu en faveur de l'abolition, dans tous les pays du monde, de tout ce qui reste du *système colonial*.

MM. Matthysens et Catteaux-Watel se rallient à cet amendement. Il est adopté à l'unanimité.

La proposition ainsi amendée sera présentée au Congrès.

M. NAKWASKI (Genève) propose l'adoption par le Congrès du principe d'une indemnité à accorder par l'État aux industriels lésés par la suppression des prohibitions et des droits protecteurs.

M. ACKERSTADT (Leyde) combat cette proposition; bien loin d'avoir droit en justice à une indemnité, il pense que les industriels lésés, s'il y en a, devraient plutôt restituer les bénéfices injustes faits par eux sous l'égide des prohibitions.

M. NAKWASKI déclare partager cet avis et n'avoir eu d'autre but que de provoquer semblable déclaration. Il prie donc l'assemblée de rejeter sa proposition.

Elle est rejetée à l'unanimité.

M. GUST. JOTTRAND FILS (Bruxelles) fait à l'assemblée une analyse succincte des diverses propositions formulées ou appuyées dans les nombreux documents et manuscrits envoyés au Congrès par des Chambres de commerce, des associations et des particuliers de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de l'Allemagne et de l'Italie.

L'idée de la fondation d'une Association internationale permanente pour la promotion des réformes douanières s'y rencontre fréquemment; celles de la libre navigation des fleuves et détroits, de la simplification des tarifs et des formalités de douanes, de l'abolition absolue de tous droits sur les denrées alimentaires et autres objets de première nécessité, s'y trouvent également formulées.

Ces diverses idées faisant déjà l'objet de propositions examinées par l'assemblée; celle-ci se contente de voter des remerciements aux auteurs des diverses communications dont il vient d'être question.

La séance est levée à onze heures et demie et renvoyée au lendemain à neuf heures du matin.

Le Secrétaire,
GUSTAVE JOTTRAND FILS.

Le Président,
CH.-AL. CAMPAN.



DEUXIÈME SÉANCE.

Mercredi 24 septembre 1856.

La séance est ouverte à neuf heures du matin à l'Hôtel-de-Ville.

Le bureau est composé de MM. Campan, *président*; Ackersdyck et Matthyssens, *vice-présidents*; Ch. Lehardy de Beaulieu et Clermont *secrétaires*.

M. CH. LEHARDY DE BEAULIEU donne lecture du procès-verbal de la séance de la veille.

M. BORREGO (Espagne) présente des observations au sujet de sa proposition écartée dans la précédente séance, et tendant à obtenir du Congrès un vœu formel en faveur d'une union douanière entre l'Espagne et le Portugal. Il fait remarquer que cette union serait un puissant moyen d'introduire de nouvelles réformes douanières en Espagne, et par suite de faciliter la tâche de ceux qui désirent des réformes européennes. Il demande que l'assemblée revienne sur sa décision et présente sa proposition au Congrès.

M. DEMEUR (Belgique) fait observer qu'il n'y a pas plus de raison de revenir à cette proposition écartée comme étant d'un intérêt trop local, qu'il n'y en a de s'occuper de nouveau de la proposition relative à la prohibition d'exportation des céréales dans le royaume de Naples.

M. POLLENUS (Belgique) s'oppose à ce que l'on s'occupe encore de propositions déjà écartées.

MM. CAMPAN, MATTHYSSENS et COUVREUR appuient ces observations et proposent de recommander à M. Borrego la remise d'un Mémoire sur la question qui fait la base de sa proposition, au comité central de l'Association internationale des réformes douanières.

L'assemblée rejette la demande de M. Borrego et appuie la recommandation précédente.

Le procès-verbal est ensuite adopté.

M. SAGEZ (France) présente à l'assemblée le rapport de la sous-commission chargée de l'examen des propositions relatives à l'établissement de régimes uniformes de poids, mesures, monnaies, etc., etc. (Voir ce rapport au compte-rendu de la séance du Congrès du 24 septembre.)

M. POLLENUS (Belgique) propose de joindre au vœu pour l'établissement de tribunaux de commerce chez toutes les nations un vœu en faveur de l'établissement de Chambres de commerce électives.

M. SANDERS (Belgique) propose de joindre dans le vœu à formuler, l'uniformité des taxes télégraphiques à l'uniformité des taxes postales.

M. CLERMONT (Belgique) appuie cette proposition.

M. ACKERSDYCK (Pays-Bas) s'oppose au vœu en faveur de l'établissement de tribunaux de commerce; les tribunaux ordinaires, d'après lui, suffisent à tous les besoins, là où la justice civile est bien organisée. Il cite les Pays-Bas.

MM. Pollenus et MatthysSENS (Belgique) soutiennent le vœu.

M. DEMEUR (Belgique) propose un changement de rédaction à la partie de la résolution relative aux taxes postales et télégraphiques. La rédaction qu'il propose est celle-ci : *l'uniformité du régime des taxes postales et télégraphiques.*

Cette rédaction comprenant l'amendement de M. Sanders est adoptée.

M. PASCAL DUPRAT (France) propose d'ajouter *les imprimés* aux lettres dans le vœu en faveur de l'uniformité des taxes.

Cet amendement est adopté.

La partie de la proposition finale du rapport de M. Sagez, relative aux tribunaux de commerce, est mise aux voix et adoptée.

L'amendement de M. Pollenus relatif aux Chambres de commerce est mis aux voix et adopté avec la suppression du mot *électives*, consenti par M. Pollenus après discussion.

L'ensemble des conclusions de M. Sagez ainsi amendées est mis aux voix et adopté à l'unanimité. Elles seront soumises au Congrès.

M. TILLIÈRE (Belgique), rapporteur de la sous-commission chargée de l'examen de la proposition de M. De Cocquiel relative à l'enseignement de l'économie politique, présente son rapport. (Voir le compte-rendu de la séance du Congrès du 24 septembre.)

M. HERTZ (Hambourg) fait remarquer que les conclusions du rapport ne sont pas assez formelles, en faveur de l'enseignement de l'économie politique dans l'enseignement primaire. C'est surtout par les instituteurs primaires que cette science doit se vulgariser, il faut donc initier ceux-ci à ses principes.

Un amendement qu'il présente dans ce sens est mis aux voix et adopté.

Les conclusions du rapporteur ainsi amendées sont mises aux voix et adoptées à l'unanimité. Elles seront soumises au Congrès.

M. CERFBERG DE MEDELSHEIM ayant envoyé au bureau une proposition relative à l'adoption d'un système uniforme de poids et mesures, cette proposition est prise en considération et jointe aux propositions du même genre sur lesquelles M. Sagez a déjà fait rapport.

M. ALLIUSSEN (Newcastle), a communiqué à M. le président une note dans laquelle il propose la rédaction, la traduction et l'impression des séances du Congrès et de tous les documents adressés à cette assemblée, et l'envoi de cet ouvrage à tous les gouvernements, le tout aux frais du Congrès. L'Assemblée ordonne la communication de cette proposition, comme renseignement, au futur comité central de l'Association internationale des réformes douanières lequel aura pour mission de poursuivre et de compléter l'œuvre du Congrès.

M. CHADWICK (Londres) propose que le Congrès émette un vœu en faveur de la simplification et de l'uniformité du régime international des quarantaines.

M. VANDEN BROEK (Belgique) propose la suppression des quarantaines comme radicalement inutiles.

Plusieurs membres font observer que la question ne rentre pas dans

le cadre des réformes douanières. La proposition est en conséquence renvoyée comme renseignement au futur comité central de l'association internationale pour les réformes douanières.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture de la rédaction définitive d'une proposition de **M. J. Garnier** et des considérants qui l'accompagnent, et qu'il croit utile de transformer en résolution du Congrès (*Voir compte rendu de la séance du Congrès du 25 septembre*).

M. J. GARNIER (France) développe sa proposition.

M. CLERMONT (Belgique) demande la substitution des mots *réformes graduelles* aux mots *réformes progressives* dans la proposition de **M. Garnier**. Cet amendement est rejeté.

La proposition de **M. Garnier** est adoptée à l'unanimité; elle sera soumise au Congrès.

M. D'AUTREBANDE (Belgique), a déposé une proposition relative aux droits d'entrée existant en Belgique sur les bois étrangers. Cette proposition rentrant dans l'une des propositions émanées de la section de statistique, elle est renvoyée à la discussion de cette dernière proposition.

M. LE COMTE ARRIVABENE (Belgique) a proposé l'impression du mémoire envoyé par la Société des géorgophiles de Florence.

Renvoyé à la commission exécutive permanente.

L'assemblée passe à l'examen de propositions relatives à la suppression des octrois communaux et à la libre entrée graduelle et définitive des charbons, des bois et des fers étrangers, dans l'intérêt de l'agriculture; propositions nées des délibérations de la section de statistique dans sa séance du 23 septembre.

La proposition relative à la suppression des octrois émane de **M. Reyntiens** (Belgique). Celle qui a rapport aux charbons, fers et bois, de **M. Clermont** (Belgique) et consors.

M. LE PRÉSIDENT propose une rédaction nouvelle de la proposition de **M. Reyntiens**; elle est conçue dans un esprit moins exclusivement local.

M. VANDEN BROEK (Belgique), en sa qualité de secrétaire et de rapporteur de la section de statistique, fait observer que les propositions en question ayant été admises en section; il n'y a plus lieu de les

discuter, mais simplement de les classer. Toutefois il déclare consentir à l'adoption de la rédaction proposée par M. Campan, qu'il considère comme préférable.

(Voir sur ces questions les travaux de la section de statistique et le compte-rendu de la séance du Congrès du 25 septembre, rapport de M. Vanden Broeck.)

M. POLLENUS (Belgique) dépose sur le bureau à titre de renseignement le règlement d'octroi d'une ville du Limbourg.

M. FORSTER (Angleterre) présente des observations sur les proportions et la nature de l'alliage contenu dans les monnaies d'or de divers pays. Il formule une proposition tendant à l'institution d'une commission qui fera des recherches à cet égard.

Cette proposition est renvoyée au futur comité central à titre de renseignement.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture de trois propositions relatives aux denrées alimentaires déposées sur le bureau.

La première par M. VAN ALLEYNES-SCHOKEEL, *vice-président de la Chambre de commerce de Dismude* (Belgique) en faveur de la diminution des droits excessifs qui pèsent sur le sel dans beaucoup de pays.

La seconde de M. ELINK-STERK (Pays-Bas) relative à la diminution en Belgique des droits sur les fontes, les fers, et certains poissons, notamment les poissons secs.

La troisième de M. DANJOU (France) relative à la diminution des droits sur les vins étrangers dans tous les pays et surtout en Angleterre.

M. MATTHYSSENS (Belgique) appuie la première de ces propositions; elle est adoptée à l'unanimité et sera soumise au Congrès.

La deuxième est renvoyée au bureau du comité central à titre de renseignement comme étant d'un intérêt local.

La troisième est adoptée à l'unanimité et sera soumise au Congrès.

MM. EWART (Angleterre) et DANJOU (France) ont formulé une proposition tendant à faire adresser par le Congrès des félicitations au Roi des Belges à l'occasion du 25^e anniversaire de son avènement au trône.

Cette proposition est adoptée, elle sera soumise au Congrès. — Il en est de même d'une proposition de M. COUVREUR (Belgique) tendant à

faire voter des remerciements aux gouvernements et aux associations diverses qui se sont fait représenter par des délégués au Congrès.

Une proposition de M. DE SCALZI, *agent de change à Gênes*, tendant à l'institution d'une association commerciale internationale, est renvoyée au comité central à titre de renseignement, comme se rattachant trop indirectement aux questions de douanes.

M. BERTEAUT (France) présente la rédaction définitive de la proposition relative à la liberté absolue du commerce des denrées alimentaires, qu'il a déposée dans la séance précédente.

La rédaction est adoptée; la proposition sera soumise sous cette forme au Congrès. (*Voir Compte-rendu de la séance du Congrès du 25 septembre.*)

M. CHADWICK (Angleterre) revient de nouveau sur la question des quarantaines; il propose un vœu en faveur de leur suppression; elles forment obstacle aux développements du commerce.

MM. EWART et FORSTER (Angleterre) appuient sa proposition; ce dernier par des considérations plutôt médicales qu'économiques.

M. ACKERSDYCK (Pays-Bas) fait remarquer que la question n'est pas de la compétence du Congrès.

M. BERTEAUT (France) prouve l'inutilité des quarantaines au point de vue sanitaire puisqu'elles n'agissent pas sur les frontières de terre. Elles se trouvent du reste déjà presque supprimées de fait.

Après quelques nouvelles observations de M. Forster, la proposition Chadwick est renvoyée au bureau du Congrès à titre de renseignement.

La liste des propositions déposées sur le bureau est épuisée. Aucune proposition nouvelle ne se produit. En conséquence la séance est levée à onze heures et demie du matin.

Le Président,
CH.-AL. CAMPAN.

Les Secrétaires,
CH. LE HARDY DE BEAULIEU.
CLERMONT.

ANNEXE N° 2.

PROCÈS-VERBAL

DE LA

DEUXIÈME SECTION. — COMITÉ DE STATISTIQUE.

Séance du 23 septembre 1856.

La séance est ouverte à 9 heures et demie.

Le bureau se compose de M. Schubert, président; MM. Perrot, Vanden Broeck et Reyntiens (Belgique), Chadwick (Angleterre), Victor Modeste (France), et Baumgartner (Hollande).

Le comité, vu le nombre peu considérable des membres qui assistent à sa séance et la généralité des questions qui sont de son domaine, décide qu'il ne se subdivisera pas en sous-comités et qu'il donnera la préférence à l'examen des questions agricoles.

Il aborde la discussion des octrois dans leurs rapports avec le renchérissement des denrées alimentaires et il émet à l'unanimité, le vœu qu'une prochaine assemblée se réunisse, dans le but de discuter cette question et d'apprécier les moyens pratiques de remplacer les octrois par d'autres taxes. (*Voir pour cette partie le rapport présenté par M. Vanden Broeck, à la séance du Congrès du 23 septembre.*)

A cette discussion succède une proposition de M. PENNOT, membre du comité central de statistique. Elle est ainsi conçue :

« Le Congrès émet le vœu de voir établir partout des statistiques

comparées sur les conditions de la production industrielle sous le triple rapport du prix, des capitaux, des matières premières et de la main-d'œuvre. »

Dans les développements qu'il donne à sa proposition, M. Perrot fait remarquer que s'il est vrai de dire que les partisans des réformes douanières ne veulent point, tant s'en faut, la ruine de l'industrie de leur pays, il n'est pas moins équitable de croire que les industriels, en s'opposant assez généralement à la réduction des tarifs, n'ont pour tant pas pour but d'exploiter sans raison leurs concitoyens consommateurs.

La résistance des industriels est basée sur leur crainte de la concurrence et de ses résultats. Or, dans une foule de cas et pour des branches d'industrie très-importantes, cette crainte est mal fondée. Absorbés par leurs travaux, par les soins de tous les jours à donner à leurs affaires, des industriels ne se rendent pas assez compte de l'état respectif des conditions de la production industrielle et manufacturière, chez les peuples voisins.

M. Perrot pense donc que ce serait leur rendre un véritable service et aider beaucoup au triomphe des principes qui ont motivé la réunion du Congrès, en projetant la lumière sur cet ordre de questions.

Il croit que si l'on mettait en regard le prix des capitaux, des matières premières, des denrées de consommation, de la main-d'œuvre, etc., il en ressortirait beaucoup de confiance dans la possibilité de la lutte pacifique qu'appellent les intérêts des consommateurs. Si, par exemple, les fabricants de fils et tissus de coton de Gand, connaissaient mieux l'ensemble des conditions de production de leurs rivaux de Manchester, Glasgow, Mulhouse, Rouen, Saint-Gall, etc., ils craindraient moins pour eux certainement, les conséquences d'un abaissement de droits. Ils s'apercevraient bientôt que tout le désavantage n'est pas de leur côté, qu'ils ont, eux aussi, leur part d'éléments de succès et qu'il ne leur faudrait pas faire autant d'efforts et autant de sacrifices qu'ils le croient, pour se placer dans une bonne situation et surtout dans une situation d'un avenir assuré.

M. Perrot voudrait, par conséquent, que le comité qui sera chargé de la publication des travaux du Congrès, procédât, au moyen de ses relations, à une sorte d'enquête officieuse sur ce sujet, en adressant à ses correspondants, un questionnaire peu étendu, mais renfermant des demandes précises sur les faits qu'il importe le plus de réunir et de comparer.

Cette proposition est unanimement approuvée par la section.

Un membre (M. Reyntiens) l'appuie d'une manière spéciale en donnant quelque extension à son opinion, il dit que la statistique telle qu'on la comprend aujourd'hui, est un des principaux éléments susceptibles de développer partout et d'étendre encore les relations internationales. La statistique devrait être tellement exacte, que tous les peuples puissent y recourir comme à un dictionnaire universel de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Cette science toute moderne a dû son développement aux progrès et aux réformes économiques accomplies dans notre siècle. C'est à la statistique que les ligueurs avaient recours pour démontrer l'injustice des lois céréales et pour détruire successivement tous les arguments des prohibitionnistes. Toutes les réformes économiques qui ont été préconisées en Angleterre, aux États-Unis et sur le continent, n'ont été justifiées que par les arguments irrésistibles qui ont été puisés dans les faits fournis par les statistiques officielles.

Aucune science n'est plus digne d'encouragement et c'est d'elle qu'on peut dire qu'elle est vraiment éclectique. En effet, elle s'adapte à toutes les formes de gouvernement qui ne sont point étrangères à notre civilisation. Elle énumère les faits sans les commenter ni les apprécier. Son impartialité mathématique la prédestine peut-être à servir de base à un répertoire universel où tous les peuples pourront lire le bilan de leur agriculture, de leur industrie et de leur commerce. La statistique que chaque peuple et chaque gouvernement concentre chez lui, doit s'étendre successivement à tous les peuples et à toutes les latitudes.

De toutes les réformes projetées pour l'avenir, l'unité monétaire et l'unité des poids et mesures seront plus que toutes les autres susceptibles de généraliser la statistique. Jusqu'ici elle est encore locale et nationale, mais elle ne sera universelle que lorsqu'on aura adopté partout le système décimal, qui mieux que tout autre facilitera l'étude des rapports commerciaux et du progrès agricole et industriel de tous les peuples.

Pour comprendre la statistique annuelle publiée par les gouvernements, il faut la soumettre à un long travail, même quand on est familiarisé avec les monnaies, les poids et mesures en usage dans les différents pays. La généralité des commerçants et des industriels est peu familiarisée avec les monnaies, les poids et mesures des pays avec lesquels ils ne correspondent point directement. Ils n'ont ni le loisir, ni l'occasion de profiter de tous les éléments et de tous les faits qu'ils ne peuvent pas apprécier immédiatement.

Il serait donc utile pour chaque pays de connaître les faits généraux de la statistique en les mettant toujours à la portée de tous ceux qui ont intérêt à les consulter. Les statistiques officielles de chaque état s'établissent sur des valeurs et des poids et mesures différents. Pour simplifier les renseignements et provoquer partout l'adoption du système décimal, on pourrait dès maintenant encourager tous les gouvernements à traduire en valeurs décimales tous les faits généraux qui concernent leur importation et leur exportation, leur consommation et leur production. En se conformant à un système qui tend à se généraliser par sa simplicité, on habituerait insensiblement et d'une façon pratique, les peuples et les gouvernements à une monnaie universelle et à des poids et mesures uniformes pour tous les pays. Les statistiques officielles, quand elles seront établies partout de cette façon, remédieront aux erreurs souvent si funestes aux commerçants, qui n'ont pas été mis à même de calculer ou de prévoir d'avance, toute la portée d'une opération commerciale ou d'une entreprise industrielle.

Combien de spéculations funestes n'aurait-t-on pas évité si on avait eu des notions exactes sur les ressources commerciales et industrielles des pays qu'on se proposait d'exploiter. Il est de l'intérêt des peuples et des gouvernements de connaître tout ce qui concerne les produits agricoles et industriels et ce n'est que dans une statistique bien comprise qu'on pourra puiser tous les renseignements dont on doit s'en-tourer avant de se livrer à une affaire commerciale et à une entreprise industrielle. Dans notre siècle surtout les chemins de fer et les télégraphes électriques tendent partout à généraliser les intérêts en multipliant les relations des peuples.

Avant 1789, le commerce européen était généralement local et l'Angleterre, la Hollande et les pays à colonies avaient seuls des relations suivies avec les Indes et avec l'Amérique. Depuis lors les affaires tendent à se généraliser et on peut dire que le commerce et l'industrie n'ont plus de patrie. L'Angleterre et la Hollande ne sont plus seules à semer leurs capitaux sur le monde pour aider partout la production des valeurs. La France et presque tous les pays de l'Europe tendent à se prêter mutuellement le concours de leurs capitaux pour la construction de leurs chemins de fer, de leurs canaux ou pour l'exploitation de leurs richesses minérales. Où trouver un guide sûr pour diriger les capitaux et les protéger contre la fièvre de l'agiotage, si les renseignements officiels manquent à ceux qui veulent engager leurs capitaux à l'étranger. Il est donc de l'intérêt du commerce et de l'industrie de connaître exactement ce qui se passe partout, car l'Europe est devenue

presque une fédération où tous les grands intérêts se confondent. Rien de ce qui se passe autour de nous, ne saurait nous être indifférent. Les révolutions économiques ont bien plus que les réformes politiques des effets dont l'action se fait sentir chez tous les peuples. Elles ne passionnent pas autant les gouvernements et les peuples, mais elles émeuvent les intérêts, les unissent, les coalisent contre les gouvernements et les peuples. Comment vaincre ces coalitions qui s'appuient sur des intérêts égoïstes auxquels on se plaît à donner un caractère national, eh bien! on ne le peut qu'en s'appuyant sur des faits officiellement constatés. Le système prohibitionniste n'a été réellement vaincu en Angleterre qu'avec le concours de la statistique. Cette science des faits a démolí successivement tous les arguments prohibitionnistes. Les prédictions répandues par les partisans du monopole pour abolir les abus d'une législation surannée, ont été démenties par les faits. Après une année d'expérience, ce ne furent plus des arguments, mais des chiffres que les partisans de la liberté commerciale opposèrent à leurs adversaires. On peut affirmer que partout les faits recueillis par la statistique officielle, ont été les arguments les plus pratiques employés contre le système protecteur.

Les services rendus par les bonnes statistiques à la cause de la liberté commerciale ont été généralement reconnus par la deuxième section qui a adopté à l'unanimité la proposition de M. Perrot.

Le Rapporteur,
N. REYNTIENS.

Le Président,
SCHUBERT.



ANNEXES N° 3.

DISCOURS ET NOTES

MENTIONNÉS

DANS LES DÉBATS DU CONGRÈS, COMME DEVANT ÊTRE DÉPOSÉS
SUR LE BUREAU.

A.

Rapport de M. ERNST ENGELS, directeur du bureau de statistique à Dresde et délégué du royaume de Saxe. (*Voir* p. 92.)

Ce travail a été retiré par cet honorable membre pour être complété. Il paraîtra donc sous forme de mémoire dans le second volume, avec les autres communications du même genre adressées au Congrès.

B.

NOTE de M. Henri DE ROUDAIX,

Fabricant de toiles, membre de la Chambre de commerce de Courtrai.

A la fin de la séance d'hier, l'honorable président de la Chambre de commerce de Verviers a représenté l'industrie verviétoise comme ayant en partie fait les frais du dernier traité de commerce qui a été conclu avec la France; de sorte que, selon lui, l'industrie linière aurait été, pour ainsi dire, alimentée aux dépens de l'industrie drapière. Je ne veux pas examiner ce qu'il peut y avoir de plus ou moins fondé dans cette appréciation; mais je ne puis m'empêcher de protester

contre le sentiment d'antagonisme que les paroles de l'honorable M. Mullendorff semblent révéler, contre son intention sans doute, entre deux industries du même pays, alors que tous ici, lui, comme nous, n'avons qu'un seul et même but : celui d'effacer les rivalités de peuple à peuple, et de concourir au bien-être général de l'humanité par le rapprochement de tous les intérêts et la libre diffusion des richesses de chaque pays entre toutes les nations du monde.

Un autre orateur, M. De Molinari, dans un discours nerveux et incisif, a signalé les traités de commerce comme un des obstacles qui s'opposent à la réalisation de ce bien-être. Je suis complètement de son avis. L'honorable orateur a tiré sa preuve des résultats négatifs qu'a produits le traité français pour l'industrie qu'il semblait devoir particulièrement favoriser; mais il en est une autre qui ressort d'un fait qu'il n'a pas, à mon avis, suffisamment mis en relief : c'est que l'industrie linière, en dépit de ce traité, a pris un développement considérable depuis le jour où le gouvernement a permis, par une sage et heureuse application de l'article 40 de la loi sur les entrepôts, d'introduire les fils étrangers en franchise de droits, à charge de les exporter en tissus. Grâce à cette mesure, nos toiles s'exportent aujourd'hui sur un grand nombre de marchés dont les Anglais nous avaient dépossédés, et chose plus remarquable, elles rivalisent, en Angleterre même, avec les produits similaires anglais. Ainsi, tandis que, d'un côté, le traité avec la France n'a eu d'autre résultat que d'amener une décroissance constante de nos exportations vers ce pays (tout en nous imposant la triste obligation de frapper les toiles et les fils étrangers, destinés à être consommés en Belgique, d'un droit égal à celui du tarif français), la liberté, ou plutôt l'apparence seule de la liberté, a suffi pour procurer aux Flandres l'activité et le bien-être, que toutes les autres combinaisons essayées antérieurement, avaient été impuissantes à lui donner.

Ce que je dis du tissage, je crois pouvoir l'affirmer également de la filature. La libre entrée des fils étrangers à charge d'exportation en tissus n'a eu aucune conséquence fâcheuse pour ces établissements. Loin de là, ils en ont reçu une impulsion et une activité nouvelles. Non-seulement les fils se consomment en plus grande quantité sur le marché intérieur, par une conséquence nécessaire du développement du tissage; mais ils s'exportent en outre dans des proportions très-considérables, et je pourrais citer tels établissements de notre pays, que la haute intelligence et l'habile direction de leurs chefs ont placés dans des conditions qui doivent écarter toute crainte de concurrence étrangère, de quelque part qu'elle vienne.

Ces faits, Messieurs, m'ont paru concluants en faveur du principe que nous défendons, et c'est pour cela que je n'ai pas cru devoir me dispenser de les soumettre à votre attention. Ils prouvent que si les traités de commerce ne peuvent rien ou peu de chose pour le développement du travail, la liberté peut tout, ou tout au moins le favorise d'une manière beaucoup plus efficace.

C.

DISCOURS de M. DAVID,

Conseiller d'État, chef du bureau de statistique du royaume de Danemark.

Vers la fin du XVIII^e siècle, le Danemark adopta un système douanier libéral, et la loi du 1^{er} février 1797 mérite certes une attention toute particulière, car elle dénote un progrès remarquable dans la voie de la liberté, alors que presque partout ailleurs, le système du mercantilisme subsistait encore dans toute sa vigueur et était strictement suivi dans la pratique même, dans les pays où l'on feignait d'en mépriser la théorie.

Avant cette loi plus de 450 articles étaient prohibés à l'entrée, plus de 20 à la sortie. La loi de 1797 réduisit le nombre des prohibitions à l'entrée à 8, et établit pour la sortie, en principe, l'abolition de toute prohibition. Quant au tarif, il se ressentit de la déclaration que la commission, qui avait élaboré le projet de loi, avait énoncé dans son préambule : *« que ni la théorie ni l'expérience n'ont pu nous convaincre, que les droits exorbitants sur les marchandises et les denrées, et encore moins la prohibition à l'entrée ou à la sortie, protègent ou favorisent la production générale autant qu'ils dépriment le commerce et nuisent à la consommation. »*

Le tarif frappait la plupart des produits manufacturés d'un droit de 5 à 15 p. c., les produits bruts de 2 à 5 p. c. ; il est bien vrai que les droits montaient pour quelques-uns des premiers à 25 p. c., mais plusieurs produits bruts étaient, d'autre part, exempts de droits, et en général on ne peut nier que le tarif fut l'un des plus modérés de son temps.

Trois ordonnances, préparées par la commission, dont la loi de 1797 était l'œuvre, avaient précédé celle-ci : par les ordonnances

des 6 et 11 juin 1788; le commerce des céréales et le commerce du bétail avaient été libérés de presque toutes les entraves, dont ils avaient été jusqu'alors surchargés, surtout à la sortie, quoique le bien-être du pays dépendit, comme cela existe encore aujourd'hui, de l'exportation de ces produits.

Par l'ordonnance du 31 mai 1793 avait été réglé le *droit d'emmagasiner* qui existe encore chez nous et qui nous est assez particulier, car les marchands dans les ports de mer ont le droit d'emmagasiner leurs marchandises et d'en *disposer librement* avant d'avoir acquitté les droits, moyennant compte courant avec la douane.

Ces ordonnances, qui étaient les précurseurs de la loi de 1797, faisaient partie du système que la commission tâcha de mettre en vigueur et reçurent une nouvelle sanction par la loi de 1797.

Durant la guerre continentale, et notamment après 1807, quand le Danemark fut forcé d'y prendre part, plusieurs changements furent introduits dans le tarif de 1797, non-seulement dans un but purement fiscal, mais évidemment aussi dans un but de protection. On se crut forcé pour augmenter les revenus et pour donner protection aux établissements d'industrie qui surgissaient pendant la guerre, de faire des changements au tarif et de quitter la voie dans laquelle on était entré, et qui devait mener à la liberté du commerce.

Après la paix de 1813, la nécessité de revenir sur ses pas se fit sentir, et fut demandée à grands cris par l'opinion publique, mais les intérêts créés par la guerre et favorisés par les modifications introduites dans le tarif, réussirent à mettre obstacle à sa révision et à la faire retarder. Cependant le gouvernement en 1834 avait chargé une commission de cette révision, mais elle marcha lentement, et ce ne fut qu'en 1838, après que les États provinciaux de 1836, avec beaucoup de force et dans un sens tout à fait libéral se furent emparés de la question des douanes, que le nouveau tarif, qui devait ramener le Danemark dans le sentier de la liberté du commerce, fut promulgué.

La loi du 1^{er} mai 1838 nous ramena aux principes adoptés en 1797, quoiqu'on se crut forcé sur certains points de transiger avec le système suivi pendant la guerre. Ainsi les droits élevés sur les draps et les fontes furent en partie maintenus ainsi que la prohibition du sucre raffiné jusqu'au 1^{er} janvier 1842. Mais la dite loi fut néanmoins un véritable progrès ou pour mieux dire un retour à un système plus libéral et tendant à la liberté de commerce. Reconnue de nouveau en principe, cette liberté depuis ce temps a fait des progrès notables, car chaque modification introduite au tarif depuis 1838 y a concourru. Il

n'existe plus aucune prohibition ni à l'entrée, ni à la sortie, les jeux de cartes et les chiffons furent les derniers articles prohibés à l'entrée ou à la sortie. Les droits sur maints articles ont été réduits dans les dernières années; de même les charges sur la navigation ont subi une diminution sensible, la navigation intérieure a même été exemptée de toute charge; le commerce colonial a été libéré de tout privilège, et est maintenant livré à une concurrence illimitée, les droits différentiels, qui n'existent que pour le commerce d'Islande ne sont maintenus que comme un moyen d'amener la réciprocité; ainsi, par exemple, le commerce d'Islande est aussi accessible aux navires anglais et prussiens qu'aux navires danois à cause de la réciprocité accordée par ces États.

Deux mesures introduites par une législation récente et intimement liées au système douanier, méritent une mention spéciale. En 1851 tous les octrois des villes et l'accise ont été abolis, en 1852 un tarif égal ayant été introduit dans le royaume de Danemark proprement dit et dans les duchés, l'impôt sur les distilleries indigènes, d'ancienne date dans le royaume mais dont les duchés avaient été exempts, y ayant été introduit, toutes les barrières entre les différentes provinces de la monarchie ont été supprimées et une communication entièrement libre établie entre toutes les parties de la monarchie.

En 1847 la libre exportation des céréales a été maintenue, nonobstant la crise alimentaire et l'exemple de la prohibition donné par les autres États limitrophes de la Baltique. La facilité avec laquelle le Danemark passa par cette crise et l'expérience que nous fîmes, que la liberté du commerce sert le mieux aux intérêts des consommateurs, a renforcé l'opinion publique, et personne ne demanda durant la crise des dernières années 1854 et 1855 aucune entrave à la libre exportation des céréales. L'opinion publique est éclairée sur ses vrais intérêts et ferme dans cette conviction, que la liberté est la sauvegarde de l'approvisionnement régulier du marché.

On prétend souvent que dans une crise le gouvernement peut et même doit momentanément prohiber la libre sortie des céréales pour réduire les prix et pour obvier aux calamités des consommateurs pauvres. Non, les intérêts vrais et constants des consommateurs s'y opposent, car ils demandent la plus grande production; mais les capitaux ne se portent que difficilement à l'agriculture et la production restera restreinte aussi longtemps que la prohibition de l'exportation, même comme soi-disant exception à la règle, menacera de restreindre les profits de l'agriculture, précisément quand la chance vient les offrir.

L'exemple du Danemark le prouve. Jamais la production n'a pris un aussi grand essor, jamais les capitaux ne se sont portés si facilement vers l'agriculture, qu'après 1847, qu'après que la certitude a été acquise, que jamais plus l'exportation des céréales ne serait prohibée.

En 1844, le Danemark exporta 2,370,700 tonneaux de blé, environ 4 millions d'hectolitres; en 1854, 3,388,700 tonneaux, environ 6 millions d'hectolitres; en 1844, l'on exporta 65,961 tonneaux de beurre, à 114 kilogr. le tonneau; en 1854, 81,406 tonneaux; le nombre de têtes de bétail exportées en 1844 fut de 76,520, il s'éleva en 1854 à 110,397.

La navigation s'est accrue dans la même proportion. En 1844 le chargement des navires entrés et sortis s'élevait à 588,027 tonneaux de commerce; en 1854, 131,651 navires sont entrés et sortis, d'une contenance de 1,542,387 tonneaux de commerce et dont le chargement s'élevait à 850,441 tonneaux de commerce.

D.

Discours de M. COLMEIRO, délégué du ministère des finances de Madrid. (*Voir p. 121*).

Ce discours n'est point parvenu au comité.

E.

NOTE de M. ELINK STERK,

Membre des États provinciaux de la Hollande méridionale, délégué de la Société néerlandaise pour le développement de l'industrie.

Les vrais économistes doivent savoir économiser en tout. Je sais que l'économie du temps est surtout une condition très-essentielle dans les congrès nombreux, où les discussions prolongées ne peuvent être admises. J'aurais bien désiré cependant qu'avant-hier ce régime n'eût été poussé si loin, car il m'a empêché de répondre, comme je l'aurais voulu, aux reproches un peu acerbes et injustes qu'un orateur d'Anvers

a adressé à notre régime gouvernemental par rapport au *transit* et à quelques autres matières importantes de notre législation.

Ne croyez pas, Messieurs, que j'aie l'intention de revenir sur ces questions. Je n'ai en vue que de rappeler combien il eût été désirable de se tenir strictement au programme, et de ne pas mêler, par exemple, des questions de concessions de chemins de fer, aux questions de réforme douanière. Je ne veux pas suivre l'exemple qui m'a été donné, et si je renonce à la parole, par égard pour le nombre d'orateurs inscrits, qui ont droit d'avoir chacun leur tour, cette note supplémentaire ne renfermera cependant, que des observations qui se rattachent immédiatement à l'ordre du jour de nos débats.

Puisqu'il s'agit de signaler avant tout ce qui s'oppose encore à la réalisation de la liberté commerciale entre les peuples, je pense d'abord qu'il ne sera pas hors de saison de faire la remarque, qu'il faut compter, au nombre des obstacles les plus déplorables, les jalousies et les préventions locales qui subsistent encore, et dont nos séances même ont fourni quelques preuves, préventions qui empêchent de juger impartialement, et qui, par conséquent, s'opposent à cette entente cordiale, d'où dépend la réalisation du but que nous poursuivons.

Cela dit, Messieurs, il ne me reste qu'un petit nombre de faits à signaler.

On a déjà manifesté en termes généraux le désir d'une révision de tous les tarifs prohibitifs ou exagérés, et l'honorable M. De Molinari n'a pas même hésité à ranger au nombre des législations auxquelles ce désir doit s'adresser, le système actuellement en vigueur en Belgique, nonobstant les amendements notables qu'il a déjà subis. En ma qualité de mandataire hollandais, je crois devoir ajouter, au nombre des exagérations indiquées par cet estimable orateur, quelques autres qui nous sont particulièrement préjudiciables; ce sont notamment les droits qui se perçoivent encore sur : l'acier ouvré; l'amidon; la bière; les chapeaux; les chevaux; les futailles; les ouvrages de bois; le café; le fer-blanc; les fruits; le gingembre; les meubles; les ouvrages de terre (pipes à fumer); la passementerie; les poissons; les pierres (marbre poli et sculpté); les tabacs (fabriqués); les tulles et dentelles de coton; les tissus de laine, draps, casimirs, etc.; le thé; les verreries.

Les futailles sont prohibées et les autres articles sont fortement imposés et, pour la plupart, beaucoup plus fortement que chez nous. La moindre comparaison des tarifs suffira pour s'en convaincre. Ce n'est qu'en vue du bien public et en partant du vœu sincère du développement de nos relations internationales, que nous nous trou-

vous chargés de demander à la Belgique qu'elle ait le courage de renoncer le plus tôt possible, à toutes ces restrictions qui s'opposent au libre développement de l'industrie.

Nous avouons volontiers que la France est bien plus prohibitive encore, puisque ses frontières sont hérissées de prohibitions et que le Zollverein allemand n'est guère plus libéral que la Belgique. Je veux même reconnaître, que quant à nous, il manque bien quelque chose à la Hollande pour atteindre la perfection, mais ce ne sont point là des motifs qui doivent empêcher la Belgique d'agir d'après ses convictions mieux éclairées, de réaliser ce que le bon sens réclame, et d'effacer de son code les incontestables extravagances protectionnistes qui déparent encore son tarif douanier. L'appel qui a motivé notre rassemblement si nombreux, est parti de la Belgique, c'est ce qui nous donne le droit d'espérer que les Belges seront les premiers à faire ce qu'exigent les lumières du XIX^e siècle, en passant au-dessus des préjugés et des calculs intéressés des monopoleurs, auxquels seuls le système de la liberté commerciale peut porter ombrage.

Les autres réclamations que j'aurais voulu faire valoir, comme méritant d'être prises en sérieuse considération, s'adressent au *péage du Sund*, dont le commerce européen en général a le plus grand besoin de voir modérer l'extravagance, ainsi qu'aux droits que les États riverains prélèvent sur la *navigation fluviale*; mais puisqu'un honorable compatriote vient d'y faire allusion déjà et que d'ailleurs mes collègues hollandais se sont acquittés de cette partie de notre mandat dans le comité des propositions, je me borne pour ma part à les mentionner *pour mémoire* dans cette note supplémentaire.

F.

DISCOURS de M. le baron de GRENUS,

Consul général de Belgique en Suisse, délégué de l'Institut Genevois.

Messieurs, j'ai suivi avec la plus grande attention les brillants et savants orateurs qui, parmi tous les peuples de l'Europe, ont pris tour à tour la parole.

J'ai entendu le plus vaste exposé qu'il fût possible de discuter, puisque chaque État de l'Europe a, pour ainsi dire, révélé sa situation

douanière, avec une franchise toute chevaleresque; les questions les plus importantes d'économie politique ont été passées en revue.

Les délégués de chaque nation nous ont fait connaître l'obstacle qui s'opposait à la liberté du commerce. La protection s'est trouvée sans défenseurs et le fisc sans admirateurs. C'est que cette lutte des intérêts des peuples, dans l'arène de la liberté commerciale est une noble et belle page dans l'histoire de la Belgique.

Cela dit, permettez-moi, messieurs, de vous exposer franchement ma manière de voir. Bien des moyens ont été présentés pour arriver à la liberté des transactions commerciales et internationales, des plaintes se sont élevées contre l'abus des tarifs. Tarifs qui malheureusement sont en partie les ressources essentielles des gouvernements; je ne sais si je me trompe, messieurs, mais je crois que le Congrès arriverait sans coup férir à ses vœux les plus chers, s'il présentait aux gouvernements européens des impôts faciles et capables de remplacer équitablement les revenus des douanes.

Vous le savez, messieurs, les gouvernements sont comme les particuliers; ils ont leurs revenus et leurs dépenses. Otez le revenu et vous rendez tout gouvernement impossible. Sans doute que le dégrèvement des tarifs et l'abolition des droits protecteurs seront lents et sagement calculés. Mais, messieurs, le but est toujours le même, c'est d'arriver tôt ou tard à la liberté absolue du commerce.

Mais pour y arriver et alors que dans un temps plus ou moins éloigné vous n'aurez plus de tarifs de douanes, vous aurez un équilibre rompu et un budget impossible, vous devez arriver tôt ou tard à ce résultat.

Il est donc important de tendre aux résultats que nous voulons tous en imitant les pays où, presque sans tarifs, l'État existe et prospère.

L'on vous a déjà cité ce pays, messieurs, c'est la Suisse! deux orateurs, l'un au nom de la confédération, l'autre, mon honorable collègue, au nom d'un canton français, vous ont dit que ces tarifs fiscaux répondaient à des péages cantonaux et que malgré l'exiguité des revenus, la confédération voyait toutes les années ses budgets *se solder par un boni*. C'est là un fait incontestable; la Suisse marche et prospère. Des cantons se plaignent, d'autres paraissent satisfaits de l'esprit qui a dirigé les législateurs du pays.

Je viens, messieurs, aborder franchement le nœud gordien de la difficulté et vous donner, comme vous l'avez demandé « les moyens pratiques les meilleurs pour détruire ou diminuer ces obstacles.

Je n'irai point vous mettre au jour de brillantes utopies, je vous dirai simplement : Engagez les gouvernements à imiter l'exemple que nous donne la Suisse.

Vous demanderez, ou plutôt les gouvernements vous demanderont d'équilibrer leurs budgets; que si vous leur enlevez les revenus des tarifs et des douanes, vous les remplacez par d'autres impôts! Et ces gouvernements auront parfaitement raison; parce que c'est à eux seuls qu'incombe la responsabilité et que pour arriver à des résultats prompts, il faut savoir prendre des résolutions énergiques.

La Suisse a une population de 2,300,000 âmes environ et une armée organisée de 140,000 hommes, toujours prête au premier coup de tambour. Cette armée, considérable pour sa population, lui coûte 2 à 3 millions par an et cela suivant le nombre des campements et des revues arrêté par le conseil fédéral.

De manière que ces 140,000 hommes coûtent 15 à 20 francs par homme, officiers et soldats compris, et cela pour chaque année. En France et en Angleterre, si je ne me trompe, la proportion doit être de 1,000 à 1,500 francs par homme.

Il faudrait donc en Suisse, pour une armée permanente de 140,000 hommes, 140 millions. Eh bien, l'armée organisée sur le pied de guerre peut dans les vingt-quatre heures se trouver sous les armes, avec son matériel au grand complet. A ceux qui, comme moi, ont vu 100,000 hommes de l'armée du Sonderbund prêts à marcher et à combattre, ces faits parlent assez haut! La Prusse a déjà en partie un système analogue et, comme homme impartial, je ne puis l'oublier.

Vous me comprenez, Messieurs; la Suisse épargne plus de 135 millions par année, c'est pour cela qu'elle peut avoir des droits restreints et que chaque citoyen ne paye que 5 francs d'impôt, sur l'ensemble de la population, tandis qu'en Angleterre on paye 120 francs.

Ajoutez la perte énorme que l'économie politique reconnaît dans l'absence de travail des hommes d'élite qui forment les armées permanentes, et vous comprendrez qu'il y a là toute une question d'avenir.

Messieurs, ce ne sont pas des utopies; que le système des armées permanentes soit modifié en le remplaçant petit à petit et lentement par le système de milices aguerries et bien exercées; que la France arrive progressivement à cette organisation assez connue du chef du gouvernement français, qui dans le temps s'y trouvait incorporé; que les États, sans désarmer, fassent, comme en Suisse, de tous les hommes valides des soldats et des défenseurs de la patrie. Quand un gouverne-

ment est populaire, qu'il marche avec l'opinion publique, tout est facile.

Alors vous arriverez, Messieurs, sans commotion, sans secousse et petit à petit, à n'avoir plus ni tarifs, ni douanes!

Lorsque les diplomates ont le pouvoir et la noble mission d'arrêter la guerre, alors qu'elle sévit avec fureur, ne pourraient-ils pas par leurs travaux et par des traités ramener la liberté du commerce international, cette liberté que nous voulons tous et que les gouvernements ne demanderaient pas mieux que d'accepter, si vous leur montriez un moyen pratique d'y arriver?

Un jour l'exemple de la Suisse ne sera pas perdu pour l'humanité!

Que les hommes d'État s'en occupent, et ce que vous regardez aujourd'hui comme une impossibilité, dans vingt ans, sera une réalité. Comme l'a si bien dit un illustre et ancien ministre de la Belgique, les chefs des gouvernements ne sont plus seulement les rois des armées belligérantes, mais ce sont aussi les *rois du travail*!

Arrivons à ce magnifique résultat :

Alors les gouvernements parviendront, aux applaudissements des peuples, à rétablir la liberté et la richesse des nations dans les conditions qui leur sont assignées par la Providence.

Dans ce moment, faisons plus encore, Messieurs, et puisque nous avons une mission d'avenir, remplissons-là jusqu'au bout. Pétitionnons, Messieurs, pétitionnons! que chaque province, que chaque département, que chaque canton, ouvre le grand livre de l'opinion : le pétitionnement!

Qu'en France, aidées par le chef de l'État, les pétitions inondent le sol français et alors il sera fait justice des monopoles et des protections et le gouvernement, soutenu par l'opinion du plus grand nombre, vaincra les résistances. Voilà ce qui peut et doit se faire dans chaque pays!

L'on pourra me dire que ce sont là de belles espérances. Eh! mon Dieu, Messieurs, vous me demandez les moyens les meilleurs pour anéantir le tarif des systèmes et des prohibitions, je vous cite l'exemple d'une nation qui occupe le centre de l'Europe, vous pouvez le combattre, mais jamais vous n'empêcherez un fait d'être un fait! et je vous répéterai ce vieux dicton : Qui veut la fin, veut les moyens!!!

G.

DISCOURS de Ch. LAWSON,

Délégué de la Chambre de commerce d'Édimbourg.

Délégué par la Chambre de commerce d'Édimbourg pour la représenter au Congrès international, je viens vous communiquer les résultats des progrès accomplis en Écosse depuis le Congrès de 1847. Les principes préconisés alors, ont réussi assez complètement pour rendre le but poursuivi par le Congrès actuel, plus simple et plus facile. La Chambre de commerce d'Édimbourg, tout en faisant des vœux pour la cause que vous défendez, m'a chargé spécialement de vous communiquer les renseignements qui sont relatifs aux affaires du ressort de cette Chambre.

Édimbourg, situé au milieu d'un district agricole et non loin de quelques villes manufacturières importantes, est, par sa richesse et sa position, un des points les plus importants du nord de la Grande-Bretagne. Après une expérience de quelques années, la pratique du *Free Trade*, dans cette partie des Trois-Royaumes, a dépassé les espérances de la théorie. La Chambre de commerce est convaincue en conséquence, que le bien-être général des nations (*general welfare*) sera réalisé par l'application mutuelle des principes du *Free Trade*, et que la prospérité de chaque pays sera assurée dans une proportion égale, à l'application qu'il fera de la doctrine de la liberté commerciale.

Le premier obstacle que l'on rencontre à l'application plus générale de la liberté du commerce et à une réduction plus complète du tarif douanier, c'est que ces droits forment une base essentielle des recettes du trésor. De nombreuses pétitions ont été envoyées à la Chambre des communes pour demander la réduction des droits sur les vins et les alcools, on n'y a jamais fait d'autre objection que l'impossibilité de réduire un article si important du revenu public.

Les Chambres, dans le Royaume-Uni, prennent pour base principale du revenu douanier : le tabac, le vin, les esprits, le café, le thé et les sucres.

Notre Chambre de commerce a toujours soutenu l'abolition des droits sur tous les objets propres à l'alimentation et sur tous les articles nécessaires au bien-être des classes ouvrières. Le gouvernement s'est généralement conformé à ces vœux et les droits sur la plupart de ces articles sont purement fiscaux. La Chambre de commerce d'Édimbourg

s'efforce d'étendre à tous les articles qui se rapportent à l'alimentation publique, la réduction des droits, elle ne veut faire d'exception que pour les articles dont le maintien au tarif est encore momentanément nécessaire aux recettes du trésor.

Néanmoins différents articles de manufactures étrangères, à l'usage des classes moyennes, tels que la soie, la dentelle, la broderie, les cuirs et les peaux, les instruments de musique et quelques autres qui sont soumis à des droits élevés. La Chambre de commerce désire la réduction de ces droits. Elle est convaincue que cette réduction serait un stimulant pour les industries similaires qui ne doivent pas être effrayées d'une concurrence toujours favorable au pays qui l'accepte, et toujours utile aux manufacturiers eux-mêmes, en favorisant l'amélioration de leurs produits. Elle croit que cette réforme est juste en principe parce qu'elle est appelée à donner à la classe moyenne, qui a tant contribué au bien-être et à l'amélioration du sort des ouvriers, ces objets qui forment les éléments essentiels de leur propre confort.

En tenant compte des obstacles provenant des exigences du trésor, lorsqu'il s'agit de la réduction des droits, la Chambre de commerce d'Édimbourg est d'avis que la perte subie par la réduction qu'elle propose, serait amplement compensée par l'extension universelle des principes du libre échange et par les bienfaits qui en seraient la conséquence.

En communiquant ces renseignements au Congrès, je ne crois pas qu'il soit inutile d'y joindre un résumé statistique de la situation de l'agriculture en Écosse pendant les trois dernières années. Ces documents sont la réfutation la plus complète de toutes les prédictions sinistres, de tous les arguments qu'on avait fait valoir contre l'application des principes du libre échange à l'industrie agricole. On emploie les mêmes arguments, on fait entendre les mêmes prédictions effrayantes sur le continent, quand il s'agit de l'application du libre échange aux produits manufacturés. Quant à nous, Messieurs, nous sommes complètement rassurés à cet égard, parce que nous avons, pour apprécier la valeur de ces prophéties sinistres, un précédent qui nous permet d'espérer les meilleurs résultats de l'application successive des principes du *Free Trade*, à tous les produits du travail humain.

Au nom de la Chambre de commerce d'Édimbourg, que j'ai l'honneur de représenter au Congrès, je vous présente avec mes félicitations, mes vœux les plus ardents pour le succès du but que vous poursuivez.

II.

NOTE de M. LIEFMANS-DELAGACHE,

Président de la Chambre de commerce d'Audenarde (Belgique).

Monsieur le président, des affaires qu'il m'est impossible de remettre, m'empêchent, à mon grand regret, d'assister aux deux dernières séances du Congrès international.

M'étant fait inscrire pour le 23, pour émettre l'opinion de la Chambre de commerce d'Audenarde, qui m'a fait l'honneur de me déléguer, je crois devoir vous la faire connaître sommairement avant mon départ, afin qu'on ne se trompe pas sur la portée de son adhésion.

Partisan de la réduction lente et successive des tarifs douaniers, ce collège croit cependant que l'on ne pourrait, sans grand danger, pour plusieurs industries du pays, et spécialement des deux Flandres, prendre l'initiative d'expériences isolées. Si nous réduisons les tarifs, il faut, à nos yeux que nous obtenions simultanément une réduction équivalente dans ceux des autres nations, sur nos produits fabriqués. Il faut, en outre, avant de faire des concessions, que nos industriels soient mis dans les mêmes conditions que les nations qui produisent des articles similaires. Alors seulement la lutte sera égale, équitable, et produira des résultats favorables, tant pour le producteur que pour le consommateur.

Pour rendre cette idée plus claire, je citerai une industrie importante des Flandres ; la filature de lins et d'étoupes. Supprimez ou abaissez sensiblement les droits d'entrée sur les fils anglais, sans obtenir le même avantage dans d'autres pays, et sans que nos filateurs soient mis préalablement dans les mêmes conditions de production que les Anglais, cette industrie, toute jeune encore, marchera infailliblement et immédiatement vers sa ruine. En effet, en Belgique, par suite du monopole exercé par les extracteurs de bouille, monopole qui a fait tripler la valeur des actions de certaines exploitations, tout en leur permettant de remettre encore 10 p. c. de dividende à ce triple capital. En Belgique, dis-je, nous payons ce combustible, qu'on pourrait appeler le pain des machines, près du double de ce qu'on le payait en 1853. Et qu'on ne dise pas, que les charbons anglais entrent librement ce grief n'existe plus aujourd'hui, car cette mesure n'étant que provisoire, et pouvant être révoquée tous les jours, ne peut produire aucun effet sensible. Qui osera commencer sur une large échelle

l'importation du charbon anglais en présence de la possibilité de cette révocation, espèce d'épée de Damoclès commerciale, sans cesse suspendue sur son entreprise?

D'un autre côté, les mécaniques anglaises se trouvent frappées d'un droit d'environ 10 p. c. à l'entrée. Avant la nouvelle loi, ce droit était si élevé, il est vrai, qu'il équivalait à une prohibition. Mais à côté du mal se trouvait le remède; le gouvernement accordait avec facilité la remise des droits, chaque fois que les mécaniques présentaient quelque innovation ou amélioration dans leur construction.

En abaissant le tarif en faveur des mécaniques anglaises, on a voulu faire une faveur à tous les industriels qui les préfèrent à celles du pays, soit à cause de leur supériorité, soit à cause de leur prix moins élevé, et en fait on les a grevés d'un nouveau droit de 10 p. c. Ce qu'il eût fallu faire, c'eût été de tâcher de supprimer le monopole de la fonte et de la houille pour mettre autant que possible nos constructeurs à même de diminuer leur prix de revient et concourir ainsi avec leurs rivaux anglais.

En citant l'exemple des filatures de lin, je n'ai pas l'intention de combattre l'opinion qui domine dans le Congrès, mais j'ai voulu faire voir que l'abaissement du tarif, lorsqu'il n'est ni réciproque, ni solidaire en quelque sorte, peut produire un effet contraire à celui qu'on devait raisonnablement en attendre.

En résumé, la Chambre de commerce d'Audenerde adhère au programme du Congrès international, sous les réserves exprimées ci-dessus.

Je vous prie, M. le président, de faire donner lecture de cette note, écrite à la hâte, et d'agréer l'assurance de ma considération distinguée.

ANNEXE N° 4.

LISTE

DES DOCUMENTS, IMPRIMÉS ET MANUSCRITS

ADRESSES

AU CONGRÈS INTERNATIONAL POUR LES RÉFORMES DOUANIÈRES.

MANUSCRITS.

Grande - Bretagne.

1. Adresse de la Chambre de commerce de Manchester au Congrès des réformes douanières. Exposé de principes, comparaison des chiffres des exportations britanniques pendant quatre périodes de quatre années de 1838 à 1851. Déposée par M. Boothman délégué de ladite Chambre de commerce.

2. Mémoire de la Chambre de commerce de Leeds en réponse aux questions soumises au Congrès; au point de vue spécial des fabricats de laine et de lin. Déposé par M. Samuel Swan secrétaire et délégué de ladite Chambre de commerce.

3. Mémoire de la Chambre de commerce de Bradford (Yorkshire) sur les mêmes questions, au même point de vue spécial, avec un tableau comparatif des droits de douane établis chez les principaux peuples sur les fabricats en question. Déposé par M. Thomas Wickham, membre du parlement et délégué de cette Chambre de commerce,

4. Mémoire historique et critique sur le traité de commerce conclu en 1838 entre l'Angleterre et la Turquie, rédigé par les soins du co-

mité des affaires intérieures et étrangères établi à Bradford. Déposé par M. T. Wickham, etc., etc.

5. Tableau comparatif des droits de douane perçus par diverses nations d'Europe et d'Amérique, sur les fers, articles de fer, de cuivre, de plomb, etc., et le verre à vitre; réduits en droits *ad valorem* par les soins de la Chambre de commerce de Birmingham, avec une note explicative. Déposé par M. William Scholefield délégué de ladite Chambre de commerce.

6. Adresse de la Chambre de commerce d'Édimbourg au Congrès des réformes douanières; avec documents y annexés relatifs à l'heureux effet des réformes douanières sur l'agriculture de l'Écosse. Déposé par M. Charles Lawson délégué de cette Chambre de commerce.

7. Mémoire en réponse aux questions soumises au Congrès, au point de vue spécial de l'industrie linière; présenté au nom de la Chambre de commerce de Belfast (Irlande), par M. Mac Adam son délégué.

8. Mémoire en réponse aux questions soumises au Congrès au point de vue spécial de l'industrie des faïences et porcelaines du Staffordshire, présenté au nom de la Chambre de commerce des fabricants de faïences et porcelaines du Staffordshire, par M. Thomas Pinder son délégué.

Annexe. — Tableau comparatif des droits de douanes perçus sur les produits en question, chez les diverses nations d'Europe et d'Amérique.

9. Mémoire sur l'effet général des réformes libre échangistes, en Angleterre, présenté au nom de la Chambre de commerce de Newcastle sur Tyne, par M. Allhusen son délégué.

10. Mémoire sur la question de la réduction des droits d'importation excessifs sur les vins étrangers dans la Grande-Bretagne, présenté au nom de l'Association anglaise pour la réduction des droits sur les vins, par M. Benjamin Oliveira son président et l'un de ses délégués.

Annexe. — Tableau comparatif des droits de douane perçus sur les vins chez les diverses nations d'Europe et d'Amérique.

11. Mémoire en faveur de l'abolition radicale de tous droits de douane présenté au nom de l'Association pour la réforme financière établie à Liverpool, par M. Francis Boulton son délégué.

12. Adresse exprimant le vœu de voir s'étendre en Belgique un

rameau de l'Association internationale pour l'établissement d'un système décimal universel et uniforme pour les poids, mesures, monnaies, etc. Présentée au Congrès des réformes douanières au nom de la branche anglaise de l'Association internationale susdite, par M. Jean-Baptiste Smith, l'un de ses vices-présidents et de ses délégués, membre du Parlement.

13. Exposé des raisons qui militent en Angleterre et partout, en faveur de l'adoption du tonneau métrique, comme unité de jauge des navires, présenté par M. James Yates, de la même association.

14. Courtes observations sur la part qu'ont prise divers hauts fonctionnaires de la Grande-Bretagne aux réformes de sir Robert Peel. Présentées par M. Edwin Chadwick, chevalier du Bain, secrétaire en chef du bureau de l'assistance publique, etc., etc.

15. Court exposé des réformes apportées au régime douanier de la Grande-Bretagne, pendant ces dernières années et de leurs effets. Présenté au Congrès, par M. Leone Levi, professeur de pratique commerciale au King's Collège de Londres.

16. Mémoire contre le libre échange universel, mais en faveur d'un système de réformes douanières basées sur les forces respectives des diverses nations. Présenté au Congrès, par M. Richard Burn, de Manchester.

17. Mémoire sur les charbons du South-Yorkshire, considérés spécialement au point de vue du commerce d'exportation, avec une carte. Présenté au nom de la société des charbonnages du South-Yorkshire, par M. Samuel Plimsoll son délégué.

18. Note sur quelques réformes à apporter aux formalités de la douane anglaise, par M. Constant Mertens négociant, à Londres, remis au Congrès par M. Max. Veydt, avocat et conseiller provincial à Bruxelles.

Pays-Bas.

19. Aperçu des modifications introduites dans la législation commerciale de la Néerlande pendant les dernières années, rédigé d'après des documents officiels spécialement pour le Congrès des réformes douanières par MM. Van Bosse, ancien ministre des finances. J. Elink-

Sierk. T.-L. De Bruyn-Kops et P.-N. Muller. Annexes. Trois tableaux comparatifs de statistique. Déposé par M. A.-J. Elink-Sterk, ancien commis principal au ministère des finances, délégué au Congrès de plusieurs Associations et Chambres de commerce des Pays-Bas.

20. Note sur la législation douanière de la Hollande et ses résultats, présentée au Congrès international pour les réformes douanières par J.-C. Reepmaker, secrétaire de la Chambre de commerce de Rotterdam et son délégué.

21. Notice contenant quelques réflexions sur la situation économique de la Néerlande.

Annexes. — Trois tableaux comparatifs de statistique, rédigés et présentés au Congrès par M. T.-L. De Bruyn-Kops, rédacteur de l'*Économist*.

22. Tableau statistique de l'importation à Java et à Madura, de marchandises provenant de l'Europe et de l'Amérique; de 1825 à 1854. Présenté au Congrès par Henri Muller fils, armateur et consul de la Nouvelle-Grenade à Rotterdam.

Rapports de la Chambre de commerce de Groningue :

23. 1^o En faveur de l'abaissement des tarifs douaniers de la Néerlande, daté du 17 juin 1853.

24. 2^o En faveur de l'abolition des droits différentiels dans les colonies néerlandaises, daté du 21 décembre 1853. Communiqués au Congrès par M. Th. Wynne, membre de ladite Chambre de commerce, adhèrent au Congrès.

Allemagne.

25. Adresse de la Chambre de commerce de Lübeck au Congrès avec documents statistiques et divers ouvrages y annexés. (V. la liste des imprimés.)

26. Mémoire en réponse aux questions posées au Congrès quant à la ville de Hambourg; avec proposition d'établissement d'une Association internationale pour la promotion des réformes douanières. Présentés au Congrès par l'Association hambourgeoise pour la liberté commerciale.

27. Mémoire succinct sur le commerce et l'industrie de Hambourg,

présenté au Congrès par M. S. Hartwig-Hertz, négociant à Hambourg.

28. Exposé des raisons politiques et économiques spéciales à l'Allemagne, qui y font obstacle à la réforme du système douanier en vigueur, et de quelques moyens actuellement praticables pour favoriser cette réforme; rédigé et présenté au Congrès par M. Schemmer, négociant à Cologne.

29. Mémoire en réponse aux questions posées au Congrès quant à l'Allemagne rhénane, avec tarifs des divers péages perçus sur la navigation du Rhin; rédigé et présenté au Congrès par M. Reynach, consul de Belgique à Francfort-sur-le-Mein.

Italie.

30. Mémoire en réponse aux questions posées au Congrès quant à la Toscane, rédigé au nom de l'*Académie des Géorgophiles* de Florence par MM. H. Pogge, M. Tabarrini, F. Boraini, R. Busacca, transmis au Congrès par M. le marquis L. Ridolfi, secrétaire de ladite Académie.

31. Mémoire détaillé sur les réformes récentes, opérées dans le système douanier du royaume de Sardaigne et sur les résultats favorables qu'elles ont amenés, rédigé et présenté au Congrès par M. Antonio Scialoja, professeur honoraire d'économie politique à l'Université de Turin, délégué au Congrès par le ministère des finances du royaume de Sardaigne.

32. Essai sur le Commerce et la condition économique commerciale de la Sicile, rédigé et présenté au Congrès par M. Amédée Engel, négociant à Palerme; reçu par l'intermédiaire de M. Dubois, négociant à Anvers.

33. Réponse aux deux questions posées dans le Programme du Congrès, en ce qui concerne l'Italie, présentée au Congrès par M. Cipri (de Naples,) professeur à Bruxelles.

Belgique.

Trois rapports présentés au Congrès :

34. 1° Par M. Reyntjens, membre du comité de l'Association belge

pour la réforme douanière, sur quelques-uns des documents reçus de la Néerlande.

33. 2^e Par M. De Hessel. Idem, idem; sur divers autres documents de provenances variées.

36. 3^e Par M. Eug. de Molinari, avocat, membre de ladite Association; sur les deux projets de loi de réforme du tarif des douanes belges, présentés à la Chambre des représentants en 1854 et en 1856 et sur les enquêtes qui les ont précédés.

37. Note sur les difficultés qu'apporte le régime des douanes actuelles au commerce des bois entre la Belgique et la France, rédigée par un membre du comité pour les réformes douanières établi à Huy; déposé par M. D'Autrebande, membre de ce comité.

38. Note sur la situation douanière de la Belgique, rédigée et présentée au Congrès par M. Vanderelst, manufacturier au Roux (Hainaut).

IMPRIMÉS.

Grande-Bretagne.

1. Résumés de Statistique, pour le Royaume-Uni, de 1841 à 1855. 1 exempl.

2. Mémoire sur l'objet et les résultats des mesures libre-échangistes de sir Robert Peel; du 7 avril 1855. 1 exempl.

3. Mémoire sur les effets de la politique de liberté commerciale inaugurée en Angleterre dans ces derniers temps; du 19 juin 1855. 2 vol. 1 exempl.

4. Résumés de rapports sur le commerce de divers pays, pour l'année 1854, reçus par le *Board of Trade* (ministère du commerce) de la part des ministres et consuls de Sa Majesté et des gouvernements coloniaux. 2 vol. 1 exempl.

Tous ces documents ont été remis au Congrès par M. Winkworth, vice-président du Congrès, de la part du *Board of Trade*, à Londres.

5. Historique de l'origine de l'Association internationale, pour l'adoption d'un système décimal uniforme de poids, de mesures et de monnaies. 100 exempl.

6. Idem. en abrégé. 100 exempl.

Remis au Congrès par MM. James Yates, etc., etc., délégués au Congrès de la dite Association.

7. Contre-enquête par l'Homme aux quarante écus. Examen de l'enquête commerciale faite en France en 1834. — Planches stéréotypes offertes à l'Association belge pour la réforme douanière, par l'auteur M. le major-général Perronet-Thompson.

8. Tableaux statistiques du commerce du Royaume-Uni, de 1841 à 1850. Offert au Congrès par la Chambre de commerce de Leeds, remis par son délégué M. Samuel Swan.

9. Lettre à M. Edmond Denison, président de la Société du *Great Northern Railway*, sur le commerce des charbons du S. Yorkshire, par M. Samuel Pimmsoll. Offert par l'auteur. 4 exempl.

10 et 11. Deux Rapports sur la quarantaine. L'un de 1849, l'autre de 1853. Offerts par M. Chadwick, etc., etc.

12. Ce que coûtent les douanes et les accises, 1 brochure. 1 exempl. Offert par l'Association pour la réforme financière, établie à Liverpool.

13. Statistique du commerce des cotons de 1697 à 1847.

14. Tableau statistique du mouvement de l'exportation des fils et tissus de coton dans la Grande-Bretagne, de 1851 à 1855.

Offerts par M. Richard Burn de Manchester, membre du Congrès.

15. Court exposé des principaux motifs à l'appui des résolutions soumises au Congrès de Bruxelles pour la réforme douanière, au nom de l'Association de Londres pour l'établissement des tribunaux de commerce dans la Grande-Bretagne et l'Irlande, par son délégué M. Dix-Hutton, avocat. Paris 1856, 1 broch. 200 exempl. Offerts par l'auteur M. Dix-Hutton, délégué de la dite Association.

16. Observations sur le singulier appel de la Société des Amis, à

propos du *péché de la guerre*, par deux Avocats de la paix. Londres 1856, 1 broch. 50 exempl.

17. Note philosophique, sur le même sujet. Id., id.

France.

18. Henry IV économiste. Paris 1855, 1 broch. 1 exempl. Offert par l'auteur M. Wolowski, membre de l'Institut et du Congrès.

19. Libre-échange. Paris 1855, 1 vol. 1 exempl. Offert par l'auteur M. Cerfberr de Medelsheim, membre du Congrès.

20. Du Crédit et de la circulation. Paris 1847, 1 vol. 1 exempl. Offert par l'auteur M. le comte Cieszkowski, vice-président du Congrès.

21. Projet de Code national et international du commerce et de l'industrie. Paris 1855, 1 vol. 1 exempl. Offert par M. Poirer, président de Chambre à la Cour d'Amiens.

22. Mémoire judiciaire contre Corentin Bonnard, gérant du comptoir central d'échange. Offert par M. Benjamin Mazel, fondateur des Banques d'échange.

23. Inondations et Cherté des Vivres, calamités que l'on peut faire cesser ou grandement atténuer. Paris 1856, 1 broch. 5 exempl.

24. Mémoire sur un Engrais nouveau. Paris, 1 broch. 6 exempl. Offerts par l'auteur M. Laine.

25. Débats, Rapport, Lettre et Résolution de la Chambre de commerce de Boulogne-sur-Mer, au sujet du régime des douanes françaises. Boulogne 1854, 1 vol. 1 exempl. Offert par cette Chambre de commerce.

26. Résumé des tarifs douaniers des différents peuples. 1 vol. 1 exempl. Offert par l'auteur M. P. Chaumas (de Bordeaux).

Pays-Bas.

27. Tableaux statistiques du commerce et de la navigation de la Néerlande, 1846-1854, 9 vol. 1 exempl.

28. Annuaire de statistique pour le royaume des Pays-Bas, 1851-1855, 5 vol. 1 exempl.

29. Tarifs des droits d'entrée et de sortie des Pays-Bas, modifié par la loi du 13 septembre 1854. 1 vol. 3 exempl.

Tous ces documents ont été remis au Congrès par les soins de M. le ministre des finances du royaume des Pays-Bas.

30. *L'Économiste* revue mensuelle, rédacteur M. De Bruyn-Kops. La collection de 1854 au mois d'août 1856, 2 vol. et 8 brochures. 1 exempl.

31. Des Impôts indirects comme ressources locales. Arguments économiques, par De Bruyn-Kops, 1 vol. 1 exempl.

32. Éléments d'économie politique, par De Bruyn-Kops, 1 vol. 1 exempl.

33. Question des pêcheries maritimes. 1 vol. 1 exempl.

Offerts par l'auteur M. De Bruyn-Kops, chef de bureau au ministère des finances à La Haye, membre du Congrès.

34. Annuaire de politique et d'économie politique. Amsterdam 1849-1856, avec une table, 8 vol. 1 exempl. Offert par les auteurs MM. De Bosch-Kemper, professeur à Amsterdam, et Elink-Sterk, Jr.

35. Des Impôts, spécialement de ceux qui frappent le commerce considérés dans leurs rapports avec l'intérêt général, 2^{me} édition. La Haye 1828 et 1844, 1 vol. 1 exempl.

36. Liberté du commerce. L'origine, les torts et la chute prochaine du système entravant. La Haye 1846, 1 vol. 1 exempl.

Offerts par l'auteur M. Elink-Sterk, Jr., membre du Congrès, etc.

37. Comptes-rendus des réunions de la section commerciale de la Société Félix Meritis d'Amsterdam, 1852-1853, 3 vol. 1 exempl.

38. Conférences tenues devant les membres de cette section en 1856, 6 vol. 1 exempl.

Offerts au nom de la Société Félix Meritis, par M. Liotard, son délégué au Congrès.

Allemagne.

39. Tableaux du mouvement commercial de la ville de Hambourg, pendant l'année 1853, établi par le bureau de statistique. 1 exempl.

Offert au Congrès par M. Theveny, chef du dit bureau et inspecteur en chef de la douane à Hambourg.

40. Essai concernant les principes à poser pour le droit maritime international de l'avenir, par M. C.-W. Asher, docteur en droit. Hambourg 1856, 1 vol. 1 exempl. Offert par l'auteur.

41. Tarif de la douane hanovrienne de Stade ou Brunshaus, tel qu'il est entré en vigueur en 1844, avec les traités, circulaires et ordonnances qui s'y rapportent et un répertoire alphabétique des marchandises tarifées. Hambourg 1843, 1 vol. 1 exempl.

42. Nouveau tarif de la douane hambourgeoise, tel que l'a établi la législature de la ville libre de Hambourg, le 29 décembre 1851. 1 vol. 1 exempl.

43. Nouveau tarif des droits d'octroi, tel que l'a établi la législation de la ville libre de Hambourg, le 27 décembre 1851. 1 vol. 1 exempl.

44. Recueil de pièces relatives à la prolongation temporaire du régime des octrois dans la ville libre de Hambourg. Pétitions, rapports, tableaux, statistiques, etc., 1854 à 1855. 1 vol. 1 exempl.

45. Nouveau règlement organique des Corporations et Métiers hambourgeois, tel que l'a établi la législation de la ville libre de Hambourg, le 25 mai 1840.

Offerts par M. S. Hartwig-Hertz, négociant à Hambourg, membre du Congrès.

46. Tableau statistique du commerce de la ville libre de Lübeck, pour 1855, 1 exempl.

47. Mémoire sur les droits de transit perçus par le Danemark (eu Anglais, en Allemand et en Français), 3 exempl.

48. Les droits de transit perçus par le Danemark, examinés au point de vue des villes de Lübeck, de Hambourg et du commerce du monde, par Frédéric Crome, docteur en droit. Lübeck, 1856, 1 vol. 1 exempl.

Offerts par la Chambre de commerce de Lübeck.

49. Mémoire sur les péages du Rhin, adressé au ministère des finances du grand-duché de Darmstadt, par la Société de remorque à

la vapeur sur le Rhin établie à Mayence. Mayence, 16 avril 1856, 1 broch. 1 exempl.

50. Statuts provisoires de l'institut zur *Nachweisung von Arbeit*, établi à Francfort-sur-Mein. 1 broch. 1 exempl.

Offerts par M. Reynach, consul de Belgique à Francfort-sur-Mein.

51. Un volume contenant six brochures sur des sujets de politique et d'économie politique, par M. Frédéric Gruenhagen de Königsberg. Offert par l'auteur.

Autriche.

52. Tableau du mouvement des importations et des exportations dans les pays de l'union douanière Autrichienne pendant l'année 1853. Vienne 1856, 1 vol. 1 exempl.

53. Tarif général des douanes Autrichiennes mis en vigueur le 1^{er} janvier 1854. Vienne 1853, 1 vol. 1 exempl.

Annexes. — Avis ministériels qui ont accompagné sa publication.

54. Ancien tarif des douanes Autrichiennes. Vienne 1851, 1 vol. 1 exempl.

55. Répertoire alphabétique des marchandises auxquelles s'applique le nouveau tarif des douanes Autrichiennes. Vienne 1853, 1 vol. 1 exempl.

56. Débats de la Commission chargée de la rédaction d'un projet de nouveau tarif douanier. Vienne 1851, 1 vol. 1 exempl.

Documents remis au Congrès de la part du ministère du commerce de l'empire d'Autriche, par M. Kuranda, rédacteur de l'*Ost-Deutsche-Post*, membre du Congrès.

Danemark.

57. Tableaux statistiques du mouvement commercial de la navigation, etc., dans le royaume de Danemark et les duchés de Schleswig et de Holstein, 1853 et 1854, 2 vol. 1 exempl. Offert par M. David, conseiller d'État à Copenhague, vice-président du Congrès.

Suisse.

58. Tableaux statistiques du mouvement commercial de la confédé-

ration helvétique; Importations, exportations et transit; 1850 à 1855. 6 brochures, 1 exempl.

59. Tarif général des péages fédéraux; droits d'entrée, de sortie et de transit avec un répertoire alphabétique; tel que l'a établi la loi fédérale du 27 août 1851. 1 vol. 1 exempl. — Idem., en Allemand, 1 vol. 1 exempl.

60. Loi fédérale sur les péages du 27 août 1851. Suivie du tarif des péages, 1 broch. 1 exempl. — Idem en Allemand, 1 broch. 1 exempl.

61. Mémoire sur la nouvelle loi fédérale des péages, par Hoffmann-Merian, directeur des douanes. Bâle 1852, 1 broch. 1 exempl.

62. Réponse à un mémoire sur les rapports commerciaux de la confédération helvétique avec le Zollverein Allemand. Berne 1851, 1 broch. 1 exempl.

63. Arrêté fédéral modifiant l'art. 3 de la loi fédérale du 28 juillet 1852, relative à l'établissement des chemins de fer en Suisse; du 19 juillet 1854, 1 exempl.

64. Ordonnance du conseil fédéral Suisse, relative à la modification apportée aux droits d'entrée sur les fers à l'occasion de la construction des chemins de fer; du 19 juin 1856, 2 exempl.

65. Règlement d'exécution pour la loi sur les péages du 30 juin 1849, 1 exempl. — Idem en Allemand.

66. Instruction aux employés de la douane Suisse, pour l'exécution de la nouvelle loi sur les péages du 30 juin 1849. Du 4 octobre 1849, 1 exempl.

67. Ordonnance du conseil fédéral Suisse, relative à l'exécution des paragraphes 5 et 6 de l'article 2 de la loi fédérale du 30 juin 1849 sur les péages du 2 mai 1850, 1 exempl. — Idem en Allemand.

68. Loi fédérale sur le mode de procéder dans les poursuites pour contraventions aux lois fiscales et de police de la confédération; du 23 juillet 1849, 1 exempl. — Idem en Allemand.

Tous ces documents ont été remis au Congrès de la part du gouvernement fédéral Suisse, par M. Peyer Imhof, de Schaffouse l'un de ses délégués au Congrès.

69. Constitution fédérale du 27 juin 1848, Genève 1848, 1 brochure, 1 exempl.

70. Loi sur l'établissement de l'Institut genevois des Arts et des sciences du 28 avril 1852. Genève 1852, 1 broch. 1 exempl.

71. Règlement général de l'Institut genevois. 1 broch. 1 exempl.

Offerts au Congrès par M. Nakwaski, délégué au Congrès par l'Institut genevois des Arts, etc., etc.

Espagne.

72. Lois sur les douanes, tarifs et instructions en vigueur dans la Péninsule ibérique et les îles adjacentes depuis le 1^{er} novembre 1841. 1 vol. 1 exempl.

73. Supplément aux tarifs d'importation et d'exportation en vigueur dans la Péninsule et les îles Baléares depuis le 1^{er} novembre 1841, contenant les éclaircissements et changements qui ont été introduits dans les différentes parties de ce tarif jusqu'au 31 octobre. 1 vol. 1 exempl.

74. Tarif des douanes pour la Péninsule et les îles Baléares, 1848. 1 vol. 1 exempl.

75. Tarif des douanes pour la Péninsule et les îles adjacentes, 1856, 1 vol. 1 exempl.

76. Projet de réforme des tarifs douaniers en vigueur présenté au gouvernement de Sa Majesté par la junta consultative créée par ordre royal du 30 juillet 1853. 1 vol. 1 exempl.

77. Enquête parlementaire pour la réforme des tarifs douaniers. 1 vol. 1 exempl.

78. Tableaux du commerce extérieur de l'Espagne avec les colonies et l'étranger; 1849 à 1854. 3 vol. 1 exempl.

Transmis au Congrès par M. Echegaray, directeur de l'*Economista* à Madrid.

79. Théorie du Crédit et son application, projet de réforme industrielle et commerciale. Offert par l'auteur D. Matias Gomez de Villaboa, membre du Congrès.

Italie.

80. Tableaux statistiques du mouvement commercial du royaume de Sardaigne; 1851-1854. 4 vol. 1 exempl. Offert par le ministère des finances du royaume de Sardaigne.

81. Statuts d'une Association internationale du commerce projetée par M. Paul de Scalzi. Dédié à MM. les membres du Congrès économique international de Bruxelles de 1856. 1 broch. 200 exempl. Offerts au Congrès par l'auteur M. Paul de Scalzi, agent de change à Gênes, membre du Congrès.

82. Principes de la Science du bien-être social par Louis Bianchini, ministre de l'intérieur à Naples. Naples, à l'Imprimerie Royale, 1853. 1 vol. 1 exempl. Offert au Congrès par M. Cipri (de Naples,) professeur à Bruxelles, membre du Congrès.

Belgique.

83. Projet de loi sur la réforme du tarif des douanes présenté le 19 janvier; 1854 avec les avis des Chambres de commerce. 1 vol. 10 exempl.

84. Révision des lois relatives au régime commercial. Projet du 5 mars 1856; avec les avis des Chambres de commerce. 1 vol. 4 exempl.

85. Enquête des délégués des Chambres de commerce sur la question de savoir s'il y a lieu de maintenir ou de modifier la loi sur les droits différentiels. 1 vol. 1 exempl.

Adressés au Congrès par M. le ministre des finances de Belgique.

86. De la Réduction des droits d'entrée sur les fontes et les fers. Liège, 1853, 1 broch. 50 exempl. Offerts par la commission des maîtres de forges belges.

87. Mémoire sur les houilles sèches et maigres du bassin de la Sambre inférieure. Gilly, 1854, 1 broch. 1 exempl. Offert par l'auteur M. Lebon, à Gilly, près Charleroy.

88. Considérations sur le mode de révision du régime douanier de la loi de 1844, présenté par M. le ministre des finances de Belgique le

6 mars 1856. Bruxelles, 1856, 1 vol. 12 exempl. Offerts par l'auteur M. J.-P. Cassiers, sénateur du royaume de Belgique.

89. Passé et Avenir des anciens ports flamands, Bruges, Ostende et Nieuport. Bruxelles, 1856, 1 broch. 100 exempl. Offerts par l'auteur M. Bortier, vice-président de la Société centrale d'agriculture de Belgique et vice-président du Congrès.

90. Mémoire sur les Impôts communaux présenté à la commission chargée de l'examen de la législation sur les octrois. Bruxelles, 1848, 1 broch. 12 exempl. Offerts par l'auteur M. Charles De Brouckere, président du Congrès.

91. Essai sur le Crédit mobilier. Bruxelles, 1856, 1 broch. 1 exempl. Offert par l'auteur M. L. de T.

92. De la liberté commerciale et des réformes les plus urgentes, 1 broch. 10 exempl.

93. Question des Octrois communaux examinée sous toutes ses faces, 1 broch. 10 exempl.

94. Liberté commerciale. Plan de réforme économique pour la France et la Belgique. 1^{re} et 2^e édition, 32 exempl.

95. Liberté commerciale. Idées émises au Congrès de la paix universelle à Londres en 1854. 30 exempl.

96. Suppression des Octrois communaux et des Cotisations communales dites Capitations. 20 exempl.

Offerts au Congrès par M. G. Clermont, économiste à Verviers, membre du Congrès.

97. Règlement de l'ancienne Association belge pour la liberté commerciale, tel qu'il a été adopté le 28 octobre 1846, 1 broch. 1 exempl.

98. Comptes-rendus des six séances publiques tenues par cette Association depuis le 14 octobre 1846 jusqu'au 23 décembre 1847. 5 broch. 1 exempl.

Offerts au Congrès par M. Victor Faider, avocat à Bruxelles, secrétaire du Congrès des Économistes de 1847.

99. Notice sur l'Établissement Géographique de Bruxelles par M. Drapiez, secrétaire de la Société Royale d'Horticulture de Bruxelles. Bruxelles, 1854. 1 broch. 1 exempl. Offert par M. Th. Vandermaelen de Bruxelles, fondateur de cet établissement.

100. *Lees Museum*. Revue mensuelle, livraison du mois de mai 1856. Gand, 1856, 2 exempl. Offert par M. P. De Baets, avocat à Gand.

101. Des Abus et des Moyens de les réformer. Bruxelles, 1855, 1 broch. 1 exempl.

102. Deux Mots sur les modifications à apporter aux lois de douane en Belgique. Anvers, 1853, 1 broch. 10 exempl.

103. Réflexions sur les Impôts existant actuellement et sur les moyens de les remplacer. Gand, 1854, 1 broch. 1 exempl.



ANNEXE N° 5.

POUVOIRS DÉPOSÉS

PAR

DIVERS DÉLÉGUÉS (¹).

Berne, le 8 septembre 1856.

LE DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DU COMMERCE ET DES PÉAGES.

A Monsieur A. E. Cherbuliez, *professeur à l'École polytechnique suisse,
Zurich.*

MONSIEUR,

Les 22, 23 et 24 courant se rassemble, à Bruxelles, un Congrès d'hommes distingués en science et en pratique, et versés dans le domaine du commerce et de l'industrie, pour délibérer sur les moyens propres à diminuer ou détruire les obstacles qui s'opposent à l'extension des relations des diverses nations entr'elles.

Ce Congrès n'est, il est vrai, organisé que par une société privée;

(¹) Les délégués des divers gouvernements, corps constitués, associations, chambres de commerce, etc., qui ont pris part au Congrès, avaient fait parvenir à la commission d'organisation, avant l'ouverture de cette assemblée, des documents authentiques établissant leurs pouvoirs. Ces pièces, déposées dans les archives du Congrès, sont ou des lettres ou des résolutions; elles se ressemblent toutes et ce serait faire une œuvre fastidieuse que de les reproduire sans exception. Pour ces motifs le bureau du Congrès croit pouvoir se borner à ne publier sous cette rubrique qu'une partie de ces pièces, choisies dans les différents pays qui ont pris part à cette manifestation économique.

d'après le programme il s'abstiendra de toute discussion ayant rapport à la politique et ne se mêlera, en rien, d'affaires gouvernementales ou législatives.

Par contre, il est à présumer, qu'à cette occasion, un grand nombre de personnages de distinction se réuniront, et que l'on peut en attendre des données et éclaircissements sur les entraves que le commerce rencontre. Les discussions ne manqueront pas d'être d'un grand intérêt pour les nations industrielles et commerciales et de porter des fruits pratiques.

Le département du commerce et des péages ayant reçu l'invitation de prendre part à ce Congrès, a, en considération de ce qui vient d'être dit, décidé de s'y faire représenter, et a désigné pour ses délégués M. Peyer im Hof, à Schaffhouse et vous Monsieur.

Messieurs les délégués n'auront pas à ce Congrès un caractère officiel comme c'est ordinairement le cas pour des députés gouvernementaux, mais, cependant, ils pourront y parler et agir comme des représentants de la Suisse, conformément aux instructions qui vous sont données ci-jointes.

Pour rendre votre tâche plus facile, le département vous fait aussi parvenir, par l'intermédiaire de M. Peyer im Hof, un exemplaire de lois, imprimés, tableaux, etc., sur la matière des péages, ainsi que les actes relatifs au Congrès.

En même temps, le département a l'honneur de porter à votre connaissance que le consul suisse, à Bruxelles, M. Borel, a été invité à se joindre à la députation suisse qui se rendra au Congrès.

Pour ce qui concerne la solution des questions posées par le Congrès, le département s'en remet à ses délégués, qui, au moyen de leurs connaissances spéciales de la position commerciale de la Suisse et par les matériaux mis à leur disposition, se trouveront parfaitement à même de résoudre ces questions.

Le conseil fédéral a également arrêté que les délégués au Congrès international en matière de douanes à Bruxelles, sont autorisés à assister s'il leur est possible, au Congrès international de bienfaisance publique, qui aura lieu le 15 septembre prochain et à l'exposition d'économie domestique et qu'ils devront être chargés de ne pas perdre de vue cette dernière dans leur rapport au département.

Espérant, Monsieur, que vous pourrez déjà vous trouver à Bruxelles le 15 courant, le département vous prie de vous entendre avec M. Peyer im Hof, à Schaffhouse et il attendra ensuite, en son temps, votre rapport sur la mission dont vous êtes chargé.

Agréez, Monsieur, l'assurance de notre considération très-distinguée.

Pour le chef du département :

Le Remplaçant,

HAEFF.

CONFÉDÉRATION SUISSE. DÉPARTEMENT DU COMMERCE ET DES PÉAGES.

Berne, le 9 septembre 1856.

MONSIEUR,

Le département du commerce et des péages a l'honneur de vous informer, par la présente, qu'il a désigné pour ses délégués au Congrès international pour les réformes douanières qui doit se réunir à Bruxelles les 22, 23 et 24 courant :

M. Peyer, im Hof Neher *de Schaffhouse*.

Et M. Cherbuliez, professeur à l'École polytechnique suisse à Zurich.

Veuillez avoir la bonté d'en donner connaissance au comité-directeur de ce Congrès.

Le département vous prie, en même temps, de bien vouloir vous joindre à cette délégation et d'assister avec elle aux délibérations qui auront lieu. Le département vous annonce, en outre, que cette députation a été autorisée à assister aussi au Congrès international de bienfaisance et à l'exposition d'économie domestique, si, toutefois, leur arrivée à Bruxelles, peut encore s'effectuer pour le 15 courant, leur départ ayant été retardé.

Veuillez préparer à ces délégués un bon accueil, les assister de vos lumières, et leur prêter aide et protection. Le département vous en saura bon gré.

Recevez, Monsieur, l'assurance réitérée de notre considération très-distinguée.

Pour le chef du département :

Le Remplaçant,

HAEFF.

Au consul suisse, à Bruxelles.

Marseille, le 10 septembre 1856.

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE.

*A Messieurs les président et secrétaire de la Commission d'organisation
du Congrès pour les réformes douanières, à Bruxelles.*

MESSIEURS,

Nous avons reçu les documents que vous nous avez fait l'honneur de nous adresser le 4 août dernier, relatifs au Congrès international pour les réformes douanières, qui doit avoir lieu à Bruxelles les 22, 23 et 24 de ce mois.

Notre Chambre, qui partage de tous points les idées larges et libérales dont ce Congrès doit être l'organe, n'a pas hésité à accueillir la proposition que vous lui avez faite d'y envoyer un délégué.

Heureuse, donc, de pouvoir prendre part aux travaux de l'Association Belge, elle a confié à M. Sébastien Berteaut, son secrétaire, actuellement à Paris, le soin de la représenter au Congrès de Bruxelles et d'y porter les vœux qu'elle forme pour le triomphe de la liberté des échanges.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

J.-B. PASTRÉ, *président.*

*(Suivent les signatures des membres
de la Chambre).*

Montpellier, le 20 septembre 1856.

CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTPELLIER.

*A Monsieur le président du comité central de l'Association Belge
pour la réforme douanière, à Bruxelles.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Nous avons l'honneur de vous informer que la Chambre de commerce de l'Hérault (Montpellier), désirant être représentée au Congrès pour la réforme douanière qui doit avoir lieu à Bruxelles les 22, 23 et

24 de ce mois, a désigné M. Danjou, directeur d'un des journaux les plus répandus du midi, pour son représentant à cette Assemblée, et elle vous prie de l'accueillir, en cette qualité, avec la bienveillance et la considération dont il est digne.

Nous avons l'honneur Monsieur le président de vous offrir l'hommage de notre haute considération.

Pour les membres de la Chambre de commerce de Montpellier.

Le Président,

F. GLAIZE.

At a meeting of the british branch of the international association for obtaining an uniform decimal system of measures, weights and coins, held on the 4th september 1856,

It was resolved :

That the following gentlemen be requested to act as delegates of this Association, to the free trade Congress, to be held at Brussels on the 22^e instant.

James Yates. Esq.

Leone Levi. Esq.

John Bennett. Esq.

George Lawford. Esq.

Walter C. Vinning. Esq.

With power to add to their number.

J.-B. SMITH, M. P.

Vice-Président and chairman.

Afterwards added : William Ewart, M. P.; George Buchanan, M. D.

JAMES YATES, *vice-président.*

(*Traduction.*)

Dans un meeting tenu par la branche anglaise de l'Association internationale pour l'établissement d'un système uniforme de poids, mesures et monnaies, le 4 septembre 1856,

Il a été résolu :

Que les personnes dont les noms suivent seraient invitées à se rendre

comme délégués de l'Association au Congrès douanier convoqué à Bruxelles pour le 22 de ce mois :

James Yates. Esq.

Leone Levi. Esq.

John Bennett. Esq.

George Lawford. Esq.

Walter C. Vinning. Esq.

Avec faculté d'adjoindre d'autres délégués.

J.-B. SMITH. M. P.

Vice-président occupant le fauteuil.

Ont été adjoints à cette députation MM. William Ewart, membre du Parlement, George Buchanan M. D.

JAMES YATES, *vice-président.*

La direction de la Société Néerlandaise pour le développement de l'industrie manufacturière et professionnelle, d'accord avec les Chambres de commerce de *Deventer, Harlem et Leyde*, la Société d'industrie populaire établie à *Amsterdam* et plusieurs industriels et économistes.

Répondant à l'appel de l'Association Belge, qui convoque un Congrès international pour les réformes douanières.

A l'honneur d'informer l'Association, que ladite direction a nommé trois délégués, pour la représenter au Congrès international et qui se présenteront aux séances du Congrès, munis de leur mandat.

La direction vous prie de vouloir bien reconnaître :

MM. P. P. Van Bosse, ancien ministre des finances et membre des États-Généraux.

A. Elink Sterk Jr, membre des États provinciaux de la *Sud-Hollande*.

J. L. De Bruyn Kops, chef de bureau au Ministère des finances, Comme membres délégués, et :

MM. S. Vissering, professeur à l'université de *Leide*,

L. Metman, ancien membre des États-Généraux,

Comme suppléants.

Amsterdam, le 14 septembre 1856.

LETTRE DE LA SOCIÉTÉ *FELIX MERITIS*.

*Al Comité central de l'Association belge pour la réforme douanière
à Bruxelles.*

MESSEURS,

La direction du département de commerce de la Société *Felix Meritis* à Amsterdam, a pris connaissance du programme du Congrès international pour les réformes douanières convoqué par vous, pour les 22, 23, 24 septembre 1856. Elle porte un vif intérêt aux questions que vous tous proposez de soumettre à son jugement.

Pénétré des avantages que le libre échange assure aux nations qui s'entendent mutuellement sur ce point, elle attache un grand prix à l'avantage que vous lui offrez et elle s'empresse d'en profiter, en déléguant un des membres de la Société susdite, pour appuyer en son nom, vos efforts pour la bonne cause, qui trouve en vous un si illustre patronage. Elle confie cette mission à M. J.-Théophile Leotard, négociant, consul suisse et sard en cette ville; et vous prie, Messieurs, d'agréer cette délégation en admettant M. Leotard aux discussions qui s'ouvriront, afin qu'il soit en état de mettre son département à la hauteur des intéressantes communications qui seront faites et dont elle désire connaître l'heureux résultat.

Agrérez, Messieurs, l'assurance de sa plus parfaite considération,

La direction du département de commerce de la
Société *Felix Meritis* à Amsterdam,

H. AMERHOFF, E. VAN KEMPEN,
Secrétaires.

Pour la direction générale de la Société *Felix Meritis*,

Le Directeur-Secrétaire,
W.-K.-W. MATTHIS.

(Sceau de l'Association.)

CHAMBRE DE COMMERCE D'AIX-LA-CHAPELLE.

HERRN CORR-VANDER-MAEREN,

Président der Association belge pour la Réforme douanière in Brussel.

Ew. Hochwohlgeboren,

gefaellige Einladung vom 4. v. mts zu dem Reform Congress, weleher am 22, 23, und 24^{ten} ds. mts dort statt finden wird, habe ich erhalten und der hiesigen Handelskammer mitgetheilt.

Ew. Hochwohlgeboren verfehle ich nicht' ergebenst mitzuthellen, dass auf den Wunsch der Handelskammer Herr Handelsgerichts-praesident Bischof und ich der gefaelligen Einladung folgen werden.

Mit ausgezeichnete Hochachtung,

LEOPOLD SCHEIBLER,

Vorsitzender der Handelskammer.

(*Traduction.*)

MONSIEUR CORR-VANDER-MAEREN,

Président de l'Association belge pour la réforme douanière, à Bruxelles.

J'ai bien reçu votre invitation du 4 de ce mois au Congrès pour les réformes douanières qui aura lieu les 22, 23 et 24 de ce mois à Bruxelles et je l'ai communiquée à la Chambre de commerce de notre ville.

Je m'empresse de vous faire savoir, Monsieur, qu'à la demande de la Chambre de commerce, M. Bischof, président du tribunal de commerce, et moi, nous répondrons à votre invitation.

J'ai l'honneur, etc.

LEOPOLD SCHEIBLER,

Président de la Chambre de commerce.

Auvers, le 10 septembre 1856.

MESSIEURS,

Comme suite à la lettre que vous nous avez fait l'honneur de nous adresser, sous la date du 8 août dernier, nous venons vous informer que notre Chambre de commerce, avec l'assentiment de M. le Ministre des affaires étrangères, a délégué pour la représenter au Congrès international des réformes douanières :

MM. Charles Agie, *président*.
Catteaux-Wattel, *membre*.
H.-F. Matthyssens, *id.*

Lesquels se rendront à Bruxelles aux jours désignés pour la session du Congrès.

Recevez, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée,

La Chambre de commerce et des Fabriques d'Anvers,

<i>Le Secrétaire,</i>	<i>Le Président,</i>
LEON VERCKEN.	CHARLES AGIE.

Messieurs les président et membres de l'Association belge pour la réforme douanière à Bruxelles.

Ypres, le 19 septembre 1856.

Extrait du registre des délibérations de la Chambre de commerce des arrondissements d'Ypres et de Dixmude.

SÉANCE DU 13 SEPTEMBRE 1856.

Présents : MM. Pierre Beke, *président*, Vanalleynes-Schockeel, *vice-président*, A. Vandenbogarde, L. Rabau et A. Brunfaut.

Sont nommés délégués de la Chambre de commerce d'Ypres à l'effet

de la représenter au Congrès international des réformes douanières convoqué à Bruxelles les 22, 23 et 24 de ce mois :

MM. Pierre Beke, président.

Vanalleynes-Schockeel, vice-président.

Louis Rabau, membre.

Pour copie conforme :

Le Président,

P. BEKE.

Le Secrétaire,

C. BECUWE.

Bruxelles, le 16 septembre 1856

A Monsieur Corr-Vander-Maeren, président de l'Association pour la réforme douanière, Bruxelles.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous informer que le bureau de la Société Centrale d'Agriculture vient de nommer une députation de six membres, chargée d'assister aux séances du Congrès pour la réforme douanière, et de prendre part à ses délibérations.

Ces membres sont :

1^o **MM. Bortier, de Ghisteltes;**

2^o **De Chentignes, de Bruxelles;**

3^o **Jacquet, de Bruxelles;**

4^o **Daumerie, de Loochristy;**

5^o **J. Jooris, de Bruxelles;**

6^o **Vanden Broeck, de Bruxelles.**

Ils font tous partie du conseil administratif de la Société Centrale d'Agriculture.

Interprète du bureau, je viens vous prier, **M. le président**, de vouloir bien agréer la délégation de ces membres et de les considérer comme adhérents au Congrès pour la réforme douanière.

Je saisis cette occasion, **M. le président**, pour vous prier d'agréer l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Secrétaire perpétuel,

M. LE DOCTE.

ANNEXE N° 6.

CORRESPONDANCES.

CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES.

Bordeaux, le 19 juillet 1856.

LES MEMBRES COMPOSANT LA CHAMBRE DE COMMERCE DE BORDEAUX.

*A Messieurs les membres du comité central de l'Association belge
pour la réforme douanière, à Bruxelles.*

MESSIEURS,

Nous avons reçu la lettre que vous nous avez fait l'honneur de nous adresser le 5 de ce mois.

Vous ne devez pas douter de la sympathie qu'éprouve la Chambre de commerce de Bordeaux, en faveur de vos efforts pour amener la réforme des tarifs douaniers des divers peuples; ces tarifs, presque tous compliqués, chargés de prescriptions minuteuses, stipulant des taxes exagérées, opposent à la circulation des produits un obstacle funeste, qui doit tomber devant les progrès de la raison publique.

Le congrès international, dont l'organisation vous occupe, nous paraît de nature à amener les plus heureux résultats; il fera bien connaître les vices de ces législations surannées, que défendent des intérêts égoïstes; il donnera à des hommes sages et pratiques, une occasion brillante, pour exposer les moyens qu'ils jugent les plus propres à dé-

truire ou à restreindre les entraves qui s'opposent à l'essor des relations commerciales de peuple à peuple.

Nous espérons que notre honorable président, M. Duffour-Dubergier, ancien président de l'Association bordelaise, libre-échangiste, fondée en 1846, sera en mesure de se trouver en Belgique, à la fin de septembre, et d'assister au Congrès dont vous nous adressez le programme.

S'il ne pouvait se joindre à vous en cette circonstance, nous ferons ce qui dépendra de nous pour avoir un autre représentant. Nous avons à cœur que la ville de Bordeaux, toujours et cordialement dévouée à la cause de la liberté commerciale, vous seconde, Messieurs, en cette occasion et qu'elle montre combien elle apprécie votre zèle.

Agréez, Messieurs, l'assurance de notre considération la plus distinguée,

ANDRÉ FERRIERE.

AUG. DURIN.

H. SEMPÉ.

CORTÉS.

P.-E. CASSY.

JULES FAUCHE.

DEBANS-L'AINE.

A. BLONDEAU fils, aîné.

Montpellier, le 12 août 1856.

CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTPELLIER.

A Monsieur le président du comité central de l'Association belge pour la réforme douanière.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La Chambre a reçu la lettre que vous avez bien voulu lui adresser le 4 de ce mois, pour lui faire part du désir du comité de voir la Chambre de commerce du département de l'Hérault (Montpellier) accorder son adhésion aux principes qui doivent être la base des discussions et résolutions qui auront lieu prochainement dans le sein du Congrès international de Bruxelles.

Nous nous empressons de vous faire savoir, M. le président, que

la Chambre de commerce de Montpellier, adhère de la manière la plus positive aux principes d'une réforme douanière sage et graduelle et que le Congrès peut entièrement compter sur notre concours pour obtenir la levée des prohibitions que le gouvernement français s'est proposé de faire sanctionner par le Corps législatif.

Nos sympathies à cet égard ne sont point douteuses, nous les avons à plusieurs reprises manifestées à M. le Ministre de l'agriculture et du commerce de France, et nous aurions été disposés à les maintenir au sein du Congrès, s'il nous eut été possible de trouver ici un mandataire qui eut pu se rendre à Bruxelles pour y exprimer nos convictions.

Si les circonstances dans lesquelles la Chambre se trouve, ne lui permettent pas d'avoir un représentant attiré auprès du comité central de l'Association belge, vous ne devez pas moins nous ranger, M. le président, au nombre de vos plus fermes adhérents ⁽¹⁾.

Agréez, M. le président, l'hommage de notre haute considération,

Pour les membres de la Chambre de commerce de Montpellier,

Le Président,

F. GLAIZE.

Lyon, le 22 août 1856.

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE LYON.

*A Monsieur le président de l'Association belge pour la réforme
douanière, à Bruxelles.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Notre Chambre de commerce a reçu la lettre que vous lui avez fait l'honneur de lui adresser le 4 de ce mois, par laquelle vous l'invitez à se faire représenter au Congrès international des réformes douanières, qui doit se réunir à Bruxelles.

Vous pensez que les faits mis en lumière par le Congrès seraient de

(1) Par une lettre en date du 20 septembre la Chambre de commerce de Montpellier a chargé M. Danjou de la représenter au Congrès. (Voir p. 260.)

nature à dissiper les craintes sincères ou feintes des prohibitionnistes, et vous considérez l'ajournement du projet de loi portant retrait des prohibitions inscrites encore dans le tarif français, comme pouvant fournir un argument de plus aux adversaires des réformes.

Nous ne partageons pas tout à fait cette opinion.

Nous croyons que la résolution du gouvernement français est bien arrêtée; il veut supprimer les prohibitions, et c'est beaucoup pour nous d'obtenir la consécration du principe. Il n'y a plus maintenant qu'à arrêter les tarifs. Nous ne nous dissimulons pas que c'est dans la discussion de ces tarifs que l'opposition aux réformes fera ses derniers efforts. Cette opération présentera certainement d'assez grosses difficultés.

Il est à présumer que les principes absolus du libre échange serviront de bases aux discussions du Congrès; les théories pures y seront de nouveau proclamées par les économistes; et ce mot du *libre échange*, qui a déjà causé tant d'irritation dans notre pays et qui inquiète tant d'intérêts, y sera souvent prononcé. Ce seront autant d'armes dont les prohibitionnistes feront un usage d'autant plus dangereux, qu'en général en France on est très-timide en fait d'innovations douanières.

C'est pourquoi la Chambre de commerce de Lyon craindrait, en s'associant aux travaux du Congrès, de créer plutôt des difficultés de nature à gêner les bonnes intentions du gouvernement français qu'à lui rendre facile l'exécution de la résolution qu'il a prise.

Peut-être trouverez-vous notre prudence excessive? Mais si vous connaissez bien l'état des esprits en France, vous la trouverez justifiée.

Veuillez agréer, M. le président, l'assurance de notre haute considération,

Le Secrétaire,
J.-E. JAME.

Le Président,
BROSSET, aîné.

Rotterdam, le 4 août 1856.

MESSIEURS,

La Chambre de commerce a reçu avec le plus vif intérêt votre cir-

culaire, contenant la convocation pour septembre prochain du Congrès international des réformes douanières; elle s'empresse de vous témoigner toute sa sympathie pour des efforts faits dans un but qu'elle aussi a poursuivi pendant bien des années, non sans quelque succès, et qui ne cesse d'éveiller toute sa sollicitude.

Nous sommes convaincus, comme vous, Messieurs, de l'urgence de réformes qui puissent tendre à l'extension des relations internationales, persuadés que la prospérité d'un peuple rejaillit sur tous ses voisins, pénétrés comme vous de l'iniquité du système protecteur et de la perte qu'il fait éprouver tous les jours à la richesse nationale. Puissent vos efforts et ceux de vos amis contribuer à un changement de système qui ne trouve de contradicteurs que parmi les détenteurs de monopoles et la foule ignorante qui méconnaît ses vrais intérêts, mais qui ne manquera pas de vous applaudir dès qu'elle sera mieux informée. C'est d'une discussion loyale et publique seule que peut résulter ce triomphe final de la vérité sur l'erreur et l'intérêt mal entendu.

Nous sommes heureux de vous informer que M. F.-W.-C. Blom, négociant et membre de notre Chambre, ainsi que des États provinciaux et du conseil municipal, et M. J.-C. Reepmaker, avocat et secrétaire de la Chambre, se proposent de se rendre au Congrès.

Une députation de la part de la Chambre ne rentre pas dans le cercle de ses attributions, mais nous sommes convaincus que ces Messieurs, quoique non revêtus d'un caractère officiel, n'en exprimeront pas moins les sentiments qui sont ceux de la Chambre.

Nous sommes avec la plus parfaite considération,

Pour la Chambre de commerce de Rotterdam,

Le Président,

VAN RYCKERVORSEL.

Le Secrétaire,

J.-C. REEPMAKER.

*Au Comité d'organisation du Congrès international des réformes
douanières, à Bruxelles.*

ANNEXES N° 7.

CORRESPONDANCE.

CHAMBRES DE COMMERCE BELGES.

Bruxelles, le 25 août 1856.

MESSIEURS,

Nous avons reçu votre lettre du 13 de ce mois, par laquelle vous sollicitez notre adhésion au principe de votre association, qui a pour but la réforme douanière.

Nous croyons devoir vous informer que la Chambre de commerce et des fabriques, instituée par le gouvernement comme corps consultatif, pense ne pas pouvoir, sans blesser les convenances, s'associer à une manifestation particulière ou privée, et devoir, en toute circonstance, conserver son libre arbitre et son droit d'initiative.

Recevez, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Président,

ANNEMANS.

Le Secrétaire,

LANQUET,

Alost, le 25 août 1856.

MESSIEURS,

Pour satisfaire au désir que vous exprimez par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 12 de ce mois, j'ai réuni hier notre Chambre de commerce, pour lui faire connaître vos intentions. Voici quelle a été l'opinion de l'unanimité des membres :

Toutes les Chambres de commerce sont informées que le gouvernement comprend parfaitement la nécessité de réformer notre tarif douanier, et qu'il s'occupe sérieusement des mesures les plus convenables qu'il serait possible de prendre, pour arriver à des modifications généralement utiles. Notre Chambre de commerce, comme toutes les autres du pays, a été appelée à formuler ses observations sur le projet de réforme que le gouvernement lui a soumis. Nous pensons, d'après cela, qu'il serait peu convenant que nous eussions l'air de vouloir opérer sur l'administration une pression qui est parfaitement inutile, attendu que M. le ministre fait connaître, qu'à la prochaine réunion des Chambres législatives, il leur soumettrait un projet de loi contenant les modifications jugées nécessaires et praticables. Pour ce motif, nous ne pouvons, comme corps constitué, adhérer au programme de l'Association pour ce qui concerne la réforme de notre tarif.

Nous apprécions le but désirable que vous voulez atteindre en provoquant un Congrès international, afin d'arriver autant que possible à la liberté du commerce pour toutes les nations. Nos sympathies sont acquises à cette liberté, parce qu'il est évident qu'aucun pays plus que le nôtre n'a intérêt à l'obtenir.

Si nous ne pouvons, comme corps constitué, adhérer à votre Association, nous serons charmés d'avoir l'honneur d'en faire partie individuellement. Les membres de notre Chambre de commerce qui désirent participer à l'Association, comme membres effectifs, sont M. Deryck, notre secrétaire; M. Alexandre Van Langenhove et moi.

J'ai l'honneur d'être avec considération

Votre très-humble serviteur,

CUMONT DECLERCQ.

Bruges, le 26 août 1856.

*A Messieurs les président et membres de l'Association pour la réforme
douanière, à Bruxelles.*

MESSIEURS,

Nous avons reçu successivement vos lettres circulaires des 15 mars, 25 avril et 10 juillet dernier.

Nous ne pouvons qu'applaudir aux efforts que vous faites pour l'adoption de sages réformes dans le régime douanier en général et aimons à croire que le succès viendra couronner vos démarches.

Entre-temps nous avons le plaisir de vous annoncer que notre Chambre vient de désigner deux de ses membres, MM. Aug. Thomas-Valckenaere et Ernest Marlier, pour se rendre à Bruxelles, à l'effet d'assister au Congrès international, qui se réunira en septembre prochain.

Nous vous prions, Messieurs, d'agréer l'assurance de notre haute considération.

Le Président,

P. SINAVE.

Le Secrétaire,

LOUIS DELESCLEZE.

Ostende, le 4^{re} septembre 1856.

MESSIEURS,

Nous avons communiqué à notre Chambre de commerce, vos lettres circulaires des 15 mars, 25 avril et 10 juillet dernier.

Les opinions concernant le système commercial à suivre, étant divisées au sein de la Chambre, ce collège a décidé qu'il ne se ferait pas représenter *officiellement* au Congrès international. Toutefois plusieurs membres ont déclaré qu'ils comptent assister à cette intéressante réunion, pour y exposer leurs opinions personnelles au sujet de la réforme douanière.

Nous avons l'honneur, Messieurs, de vous présenter l'assurance de nos sentiments distingués.

Le Président de la Chambre de commerce d'Ostende,

Le Secrétaire,

J. BRASSEUR.

ÉMILE DE BROUWER.

Nivelles, le 5 septembre 1856.

A Monsieur le président du comité de l'Association belge pour la réforme douanière, à Bruxelles.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Nous avons l'honneur de vous informer que nous avons soumis à la Chambre de commerce de Nivelles les diverses pièces que vous nous avez adressées, et notamment le programme du comité international de l'Association pour la réforme douanière et l'invitation de déléguer quelques membres pour assister aux réunions des 22, 23 et 24 de ce mois.

Dans sa séance du 4 de ce mois, la Chambre de commerce a délégué :

1^o M. Gilain, vice-président, mécanicien-constructeur et filateur de laine, à Nivelles;

2^o M. Alexandre Solvay, membre de la Chambre de commerce et saunier, à Rebecq-Rognon;

Et 3^o M. Durieux, secrétaire de la Chambre, à Nivelles.

Quant au programme adopté par le comité, nous devons vous dire que longtemps avant la formation de ce comité, la Chambre de commerce de Nivelles avait à différentes reprises et notamment dans ses rapports généraux annuels, demandé que le gouvernement entre franchement dans une voie de liberté plus grande en supprimant surtout les droits qui frappent encore les matières premières à leur entrée dans le pays. C'est assez vous dire que la Chambre de commerce approuve votre programme et qu'elle est disposée à appuyer dans la mesure de ses forces, les efforts que vous faites dans l'intérêt bien entendu de l'industrie et des consommateurs.

Veuillez recevoir, Monsieur le président, l'assurance de notre considération très-distinguée,

Le Secrétaire,
DURIEUX.

Le Vice-Président,
L. GILAIN.

Saint-Nicolas, le 8 septembre 1856.

*A Messieurs le président et membres de l'Association belge pour la
réforme douanière, à Bruxelles.*

MESSIEURS,

En réponse à votre lettre du 15 mars dernier, rappelée par celle du 13 août suivant, relative à la réforme douanière, nous avons l'honneur de vous faire connaître que notre Chambre de commerce s'est expressément réunie pour s'occuper de cet objet.

Nous partageons l'idée, Messieurs, qu'une réforme dans le tarif douanier est nécessaire, et nous applaudissons à toutes les tentatives faites dans ce but.

La plupart des membres de notre collège sont, individuellement, favorables à vos vues; mais la Chambre, comme corps constitué par l'État, ne croit pas pouvoir s'expliquer sur les demandes que votre honorable Association lui pose; et, conformément à l'article 7 de la loi du 10 septembre 1841 qui limite ses attributions, elle se réserve de répondre à toutes les questions qui lui seront adressées ultérieurement, sur cette matière, par l'autorité compétente.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Pour le Président :

Le Vice-Président,
LOUIS VEREST.

Le Secrétaire,
L. BILLIET.

Charleroy, le 10 septembre 1856.

A Monsieur le président de la commission d'organisation du Congrès international pour la réforme douanière.

MONSIEUR,

Notre Chambre de commerce s'est occupée, dans sa dernière séance, de l'objet de votre lettre du 12 du mois dernier, et m'a chargé d'y répondre.

Elle désire, comme vous Monsieur, qu'il soit procédé à une révision générale de notre tarif des douanes et que des modifications importantes y soient apportées, surtout au point de vue de la simplification.

Il est utile, en effet, que les tarifs douaniers de tous les pays, soient simples et clairs, de manière à permettre aux intéressés de saisir facilement la hanteur des droits applicables aux diverses catégories de marchandises.

En ce qui concerne le système douanier lui-même, et le degré de protection qu'il convient de conserver à l'industrie du pays, tout en désirant voir réduire successivement les droits d'entrée sur les fabricats étrangers, nous sommes d'avis, qu'on ne peut cependant adopter sur ce point de principe absolu ; et qu'il y a lieu pour chaque fait à se livrer à un examen attentif et approfondi de la situation vraie de nos conditions de fabrication, et à ne procéder aux réductions qu'avec prudence, afin de ne pas apporter de perturbation fâcheuse dans l'activité du travail national.

Notre collège a du reste été unanimement d'avis, qu'il ne pouvait se faire représenter officiellement au Congrès national qui doit se réunir prochainement à Bruxelles, ne croyant pas qu'il soit dans ses attributions de déléguer ses pouvoirs en semblable circonstance.

Quoiqu'il en soit, Monsieur, plusieurs de nos collègues se proposent d'assister individuellement aux séances du Congrès, et nous rendront compte du résultat de ses travaux, que nous serons heureux de voir tourner au profit des relations internationales de notre pays.

Agréez, Monsieur, l'assurance de notre parfaite considération,

Le Président,

J. WAUTELET.

Audenarde, le 10 septembre 1856.

*A Messieurs le président et les membres de l'Association belge pour
la réforme douanière.*

MESSIEURS,

Nous avons l'honneur de vous faire savoir que, dans sa séance du 6 de ce mois, la Chambre de commerce d'Audenarde a délégué son président et un autre de ses membres pour assister à la réunion du Congrès international qui se réunira à Bruxelles le 22 de ce mois.

Agréez, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée,

Le Président,

T. LIEFMANS DELAGACHE.

Le Secrétaire,

E. VAN CAUWENBERGHE.

Roulers, le 12 septembre 1856.

Au Comité de Bruxelles pour la réforme douanière.

MESSIEURS,

Répondant à votre lettre du 12 août dernier, nous avons l'honneur de vous informer que la Chambre de commerce de Roulers a pris la résolution de ne pas se faire représenter officiellement au Congrès international pour la réforme douanière, qui se réunira à Bruxelles, les 22, 23 et 24 de ce mois, mais qu'il est plus que probable que des membres de ce collège y assisteront individuellement.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre parfaite considération,

Le Président,

P. DE GEEST fils.

Le Secrétaire,

CH. HORT.

Tournay, le 15 septembre 1856.

*A Messieurs les président et membres de l'Association pour la réforme
douanière à Bruxelles.*

MESSIEURS,

Avant de donner notre adhésion aux principes émis dans votre circulaire du 15 mars dernier, nous croyons devoir attendre que la discussion ait fait connaître d'une manière bien précise comment vous entendez appliquer ces principes. Pour ce motif, nous nous abstenons de faire représenter officiellement notre corps, au Congrès international des réformes douanières.

Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de nos sentiments distingués,

En l'absence du président,

Le vice-Président,

LENAIRE-DUPRET.

Le Secrétaire,

N. ALLARD.

Louvain, le 15 septembre 1856.

*A Messieurs les président et membres de l'Association belge pour la
réforme douanière, à Bruxelles.*

MESSIEURS,

Par votre lettre en date du 13 août dernier, vous sollicitez notre adhésion au principe de votre Association qui a pour but la réforme douanière.

Sans nous prononcer pour ou contre le principe de votre Association, un sentiment de haute convenance ne nous permet pas, comme corps public, de nous associer à une manifestation particulière ou privée. Nous croyons devoir conserver notre libre arbitre, pour le cas où le gouvernement jugerait opportun de nous consulter, au sujet des vœux ou projets qui peuvent surgir à la suite de vos délibérations.

Cependant nous croyons devoir ajouter, qu'il se pourrait que quelques membres de notre Chambre de commerce prissent part, sans délégation ou caractère officiel, au Congrès qui doit se réunir sous votre direction les 22, 23 et 24 de ce mois.

Agréez, Messieurs, l'assurance de notre parfaite considération,

Le Secrétaire,
EUG. STAPPAERTS.

Le vice-Président,
C. PEEMANS.

Termonde, le 14 septembre 1856.

*A Messieurs les président et membres de l'Association belge pour la
réforme douanière à Bruxelles.*

MESSIEURS,

Les diverses publications que vous avez bien voulu adresser à la Chambre de commerce de Termonde, ont été communiquées à ce corps, où, je puis le dire, Messieurs, vos généreux efforts vers une sage réforme de nos lois douanières, rencontrent une sympathie non équivoque.

La Chambre, toutefois, n'a pas été d'avis de se faire représenter officiellement au Congrès.

Persévérez, Messieurs, dans votre entreprise, que vous savez entourer d'un calme solennel et attrayant qui me semble fait pour tirer enfin les nations de cet inqualifiable isolement, où un soi-disant système protecteur, les a trop longtemps retenues pour le malheur universel.

Aujourd'hui, heureusement, les idées sont partout en progrès : alimentées par vos constants efforts, elles nous conduiront infailliblement dans la voie de la liberté commerciale. A cette liberté internationale ne pourra guère résister cette autre barrière anti-sociale et non moins odieuse, qui existe à l'intérieur sous le nom d'octroi de ville.

Vous priant, Messieurs, de me considérer comme votre membre adhérent, j'ai l'honneur de vous présenter mes sentiments entièrement

sympathiques, ainsi que l'assurance de ma considération très-distinguée.

J.-E. DE BRUYN,

*Fabricant d'huile et secrétaire de la Chambre de commerce
à Termonde.*

Ypres, le 16 septembre 1856.

*A Messieurs les membres du comitè pour la réforme douanière
à Bruxelles.*

MESSIEURS,

En réponse à votre lettre du 24 août dernier, nous avons l'honneur de porter à votre connaissance que la Chambre de commerce des arrondissements d'Ypres et de Dixmude, dans sa séance du 13 de ce mois, a délégué MM. Beke (Pierre), son président, Vanalleynes-Schoekeel son vice-président, et Rabau (Louis), un de ses membres, pour la représenter au Congrès international des réformes douanières convoqué à Bruxelles les 22, 23 et 24 de ce mois.

Agréez, Messieurs, l'assurance de notre parfaite considération,

Le Président,

P. BEKE.

Le Secrétaire,

C. BECUWE.

Namur, le 17 septembre 1856.

*A Messieurs les membres de l'Association belge pour la réforme
douanière.*

MESSIEURS,

Satisfaisant au désir exprimé dans votre lettre du 2 de ce mois, nous avons l'honneur de vous informer que notre Chambre de commerce a délégué trois de ses membres, MM. Kegeljan, président, Henry et

Royer père, pour la représenter au Congrès international qui doit avoir lieu à Bruxelles les 22, 23 et 24 de ce mois.

Le Secrétaire,
BRUNO, fils.

Le Président,
KEGELJEAN.

Gand, le 20 septembre 1856.

*A Messieurs les président et membres de l'Association pour la réforme
douanière à Bruxelles.*

MESSIEURS,

J'ai reçu la lettre que vous avez bien voulu m'adresser pour inviter la Chambre de commerce, que j'ai l'honneur de présider, à se faire représenter au Congrès pour la réforme douanière qui va se réunir à Bruxelles.

J'ai communiqué votre invitation à la Chambre, elle m'a chargé de vous remercier de votre attention, mais n'a pas jugé convenable de déléguer aucun de ses membres pour assister à vos réunions.

Agréez, Messieurs, l'expression de ma considération très-distinguée.

Le Président de la Chambre de commerce de Gand,
E. GRENIER-LEFEBVRE.

ANNEXES N° 8.

CORRESPONDANCE GÉNÉRALE.

*A Monsieur Corr-Vander-Maeren, président du Comité pour la
réforme douanière, à Bruxelles.*

Shakespeare street, 47, Manchester, le 19 avril 1856.

MON CHER MONSIEUR,

Je dois vous exprimer mon profond regret de ce que votre obligeante lettre du 15 mars soit restée si longtemps sans réponse. La question dont elle m'entretenait exigeait que je ne vous écrivisse qu'après mûre réflexion, et j'ai tardé jusqu'à présent, afin surtout de pouvoir consulter diverses autres personnes intéressées dans la question, et entre autres, M. George Wilson, président de l'ancienne *anti-corn law league*.

Je n'ai pu immédiatement m'entendre, à ce sujet, avec M. Wilson, parce que des chagrins domestiques, résultant de la mort d'un membre de ma famille, absorbaient tellement mon esprit à l'époque où je reçus votre lettre, que j'étais incapable de m'occuper de rien de ce qui sortait du cercle des affaires ordinaires. J'espère que vous aurez l'obligeance d'accepter ces excuses et d'attribuer mon silence à toute autre cause plutôt qu'à un manque de sympathie ou de courtoisie.

Le projet de Congrès à Bruxelles a excité un vif intérêt ici, et l'on espère déjà qu'il aura d'importants résultats. Le désir qui semble animer le plus généralement les hommes avec lesquels je m'en suis entretenu, est que ce Congrès soit rendu aussi pratique que possible.

Après les discussions qui ont eu lieu ces dix dernières années, et surtout après l'expérience que nous avons acquise de l'application des principes du libre-échange en Angleterre, nous pouvons considérer les principes eux-mêmes comme étant suffisamment prouvés par les faits.

Ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est un tableau compacte et substantiel du résultat des tarifs protecteurs dans les divers pays d'Europe, de façon à faire comprendre aux peuples qu'il est de leur avantage d'abolir ces tarifs; ce n'est après tout qu'une question de perte et de gain, qui intéresse à la fois la prospérité de l'industrie, la force de production du capital, la puissance d'acquisition du numéraire, c'est-à-dire les éléments du bonheur de tous les hommes, à quelque position sociale qu'ils appartiennent. Les détails de la question sont compliqués, mais il n'y a qu'à les simplifier pour attirer la conviction populaire du côté du *free trade*.

Notre but doit être de faire sentir à tout le monde combien il en coûte au consommateur, sous la forme d'une augmentation du prix des articles de première nécessité, pour maintenir debout le système de la protection, et combien sont illusoires, au point de vue de l'industrie nationale, les avantages apparents de ce système. Votre mission est d'abord d'éclairer le peuple, et ensuite de former une opinion publique assez puissante pour permettre aux gouvernements d'adopter les principes du libre échange et même pour les y forcer. Votre mission consiste encore à chercher à influencer directement les divers gouvernements.

Il me semble que nous pourrions entreprendre d'instruire le peuple, et à cet effet, nous avons besoin de faits. Pour obtenir ces faits, il serait peut-être bien de s'adresser à chaque pays isolément, de choisir dans chacun d'eux une demi-douzaine des principales professions et des principaux comptoirs de finance, et d'en confier l'étude spéciale à quelque personne capable. Nous trouverions alors dans la masse des informations qui nous seraient fournies, le chiffre du tort fait à l'Europe et au monde, par le système restrictif actuel, et, dans les rapports relatifs à chaque pays, les matériaux nécessaires pour agir sur l'esprit populaire par la voie de la presse. En propageant ces données convenablement pendant cinq ans, et en ne reculant pas devant les dépenses nécessaires, on contribuerait puissamment à engager l'esprit des masses dans une manière de voir uniforme. Or, tout est fait du moment où ce résultat est atteint.

La victoire obtenue en Angleterre par le libre échange, est due tout

à fait à ce mode d'instruction des besoins généraux mis à la portée des intelligences populaires.

Si vous approuvez ces idées, vous en trouverez l'exécution facile. Vous n'aurez qu'à faire un choix d'hommes compétents dans chaque pays, et à leur indiquer ce que vous attendez d'eux. Leur concours, dans l'intérêt de la cause commune, vous sera donné avec empressement.

La collection des renseignements qu'ils vous transmettront, assurera une importance permanente au Congrès, qui deviendra ainsi le centre d'une vaste et puissante agitation. La publication d'un tel programme augmenterait en outre l'attraction du Congrès, et le caractère utile des travaux entrepris sous son égide, constituerait une garantie du succès. Il serait bien de faire connaître d'avance une liste aussi nombreuse que possible des personnes influentes qui se sont engagées à prendre part aux délibérations.

Je me réjouis beaucoup de l'approbation que mon essai a rencontré de votre part. On en publie en ce moment une nouvelle édition à bon marché qui est destinée à être vendue dans les stations des chemins de fer. J'ai eu le plaisir de recevoir de la Prusse, de la Hollande et de la France, divers témoignages de l'utilité de ce livre. Je ne sache pas qu'on en ait jusqu'à présent entrepris une traduction en français, mais le conseil de la *Ligue* désire que l'ouvrage soit publié dans cette langue. Je serais charmé de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour vous aider, vous ou toute autre personne, dans une telle entreprise, et je serais surtout heureux que l'ouvrage pût être traduit sous les auspices de votre association. J'espère que vous m'entretiendrez encore à ce sujet.

Un important mouvement s'agite maintenant dans les poteries du Staffordshire, en vue d'une réduction des droits dont le tarif français frappe les fayences. Je vous enverrai quelques documents à ce sujet.

Vous échangerez probablement des communications avec l'Association commerciale et la Chambre de commerce de cette ville. Toutes deux sont établies dans la même intention; toutes deux visent aux mêmes résultats et seront tout à fait disposées, j'en suis sûr, à vous donner toute l'assistance possible.

Je suis, mon cher Monsieur,
Votre très-sincère,

HENRY DUNCKLEY.

(Publiciste, auteur du livre *The charter of Nations*, couronné
par le conseil de la *Ligue*.)

Amsterdam, le 9 juin 1856.

*Au comité d'organisation du congrès international pour la réforme
douanière, à Bruxelles.*

J'ai eu l'avantage, Messieurs, de recevoir l'invitation gracieuse dont vous m'avez honoré, en date du 27 mai, pour me rendre les 22, 23, 24 septembre au Congrès international des réformes douanières qui se tiendra cette année à Bruxelles.

Je ne sais assez vous exprimer combien je regrette, que les dates coïncident précisément avec celles des séances d'une autre réunion, dont je peux être appelé, comme vice-président, à diriger en partie les travaux. N'était cette circonstance tout à fait fortuite, je me serais fait un plaisir, sinon un devoir, de venir participer à l'œuvre méritoire que l'Association belge pour la réforme douanière se propose d'entreprendre. Dévoué de cœur à ce qui peut resserrer l'union des peuples, persuadé que la liberté du commerce est la cause la plus sûre pour obtenir ce résultat, j'aurais été heureux de coopérer au noble but que vous avez en vue, en tâchant de prouver par l'exemple de ma patrie, que l'admission des principes économiques, en fait de législation commerciale, est un bienfait accordé aux populations.

Mon pays se trouve bien, Messieurs, de ce qui a été fait déjà en cette matière pendant les dernières années; ceux de mes compatriotes qui pourront répondre à votre bienveillant appel ne manqueront certes pas d'en fournir les preuves. Puissent-elles être admises comme telles, là où l'application de ces principes se trouve encore contestée.

Croyez, Messieurs, que toutes mes sympathies suivront vos débats et veuillez agréer l'expression de ma considération bien distinguée.

F.-V. BEECK VOLLENHOVEN.

(Membre des Etats-Généraux.)

La Haye, 24 juin 1856.

A Monsieur Corr-Vander-Maeren, président du comité central de l'Association pour les réformes douanières, à Bruxelles.

MONSIEUR,

J'aurais bien désiré pouvoir accepter avec empressement l'invitation très-flatteuse dont le comité central du Congrès international des réformes douanières vient de m'honorer par votre organe.

Bien malheureusement pour moi, un obstacle majeur s'y opposera péremptoirement, je le crains. L'époque de la réunion du Congrès coïncide avec celle de la réouverture de nos séances parlementaires. Dans les circonstances politiques où nous nous trouvons jetés fort inopinément, je n'oserais prendre un engagement qui m'obligerait à quitter mon domicile dans un moment aussi intéressant pour les destinées de mon pays. En septembre, nous aurons à traverser une crise qui peut être grave : je devrai me trouver à mon poste.

Veuillez, Monsieur, recevoir l'expression de mes regrets bien sincères, et la transmettre au comité central. Un hasard, imprévu jusqu'ici, pourrait seul m'autoriser à prendre une autre décision. S'il se présentait, j'oserais recourir à votre bienveillance, et vous prier de me réserver une place dans une réunion dont le but et les travaux m'intéressent si vivement. Mais je crains bien que cette fois-ci je devrai me borner à coopérer par de stériles vœux.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée,

VAN BOSSE.

(Ancien ministre des finances.)

Paris, le 31 juillet 1856.

A Monsieur le président de l'Association belge pour la réforme douanière.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Vous avez fait, au nom du comité central de l'Association belge, pour la réforme douanière, un appel aux hommes de bonne volonté de

tous les pays. C'est à ce titre seulement que je prends la liberté de vous soumettre les quelques observations qui suivent; je désire vivement qu'elles puissent contribuer au triomphe de la belle cause que vous défendez.

Le comité, essentiellement préoccupé des moyens pratiques d'arriver à la liberté des échanges, a posé les deux questions suivantes :

1° Quels sont les obstacles artificiels ou naturels, qui s'opposent à l'extension des relations commerciales de la nation que vous représentez ?

2° Quels sont les moyens pratiques de les détruire ou de les diminuer ?

A mon avis, ces obstacles se résument en France, et probablement aussi à l'étranger, en un seul mot : *l'opinion publique*.

Les moyens de les détruire, se borneraient dès lors à l'éclairer.

Je ne pense pas, M. le président, qu'il soit possible de douter que l'opinion publique ne soit chez nous le principal, sinon le seul obstacle à une réforme douanière un peu radicale. Cet obstacle, que tous les efforts de Bastiat et de ses amis n'ont pu renverser, est aujourd'hui ce qu'il était il y a dix ans : le peu de succès, qu'a obtenu le projet de loi, présenté récemment par le gouvernement au Corps législatif, tendant à la suppression des prohibitions, suffit, et au delà, pour le prouver.

L'opposition que ce projet a soulevée de la part de la plus grande portion de nos fabricants; l'hésitation et la crainte, qu'il a rencontrée dans les classes ouvrières; l'indifférence enfin, avec laquelle les autres classes l'ont accueilli, comme si des questions de cette nature ne devaient pas les concerner, montrent combien notre pays est peu préparé au régime de la liberté commerciale, et combien son éducation économique laisse encore à désirer. Le gouvernement, chez nous, a donc, quant à la question des échanges, des tendances plus libérales que la nation elle-même; mais ne trouvant chez elle aucun appui, il est resté impuissant : il a dû comprendre alors que, comme le disait Bastiat, aucune réforme n'est désirable, si elle n'est réclamée par l'opinion publique, et que celle-ci constitue un levier assez fort, pour renverser tôt ou tard les obstacles qu'elle rencontre; c'est là, du reste, aussi l'opinion du chef de l'État, qui, dans une occasion solennelle, a prononcé ces belles paroles, que l'Europe entière a applaudies. « C'est « l'opinion publique, qui remporte en définitive toujours la dernière « victoire. »

C'est par elle, en effet, que Cobden a fait triompher en Angleterre la cause de la liberté commerciale; c'est par elle qu'elle doit triompher

dans toute l'étendue du monde civilisé. Ce qui a été fait dans un pays, doit aujourd'hui être fait dans tous les autres. C'est l'œuvre de Cobden à recommencer sur une échelle plus vaste, et avec des moyens proportionnés à la grandeur de l'entreprise.

Il importe donc, par tous les moyens légaux possibles, ici par des meetings, là par des cours d'économie politique, ailleurs par des journaux périodiques et des publications de toute nature, d'éclairer le public européen sur ses véritables intérêts. En procédant avec discernement, en se conformant aux mœurs et à la législation de chaque pays, on ne tardera pas à recueillir les fruits de cette propagande économique.

En un mot, je crois, M. le président, que le moyen le plus sûr et le plus pratique d'arriver progressivement à la liberté des échanges, c'est d'organiser une Association internationale, dans le but de répandre, chez tous les peuples, les principes qui régissent le monde social.

La vérité est une, dans l'ordre moral, comme dans l'ordre physique, il ne peut y avoir qu'avantage à ce qu'elle se répande partout à la fois, à ce qu'elle soit proclamée par les mêmes bouches, pensée par les mêmes têtes, écrite par les mêmes mains. Les peuples l'accueilleront d'ailleurs avec moins de défiance, et comprendront qu'on ne peut vouloir les tromper tous à la fois, au profit les uns des autres, quand ils verront les mêmes hommes propager partout les mêmes doctrines et prêcher partout la fraternité et la concorde.

Le libre-échange et le rapprochement des nations, ne seront pas, du reste, les seules conséquences de cette diffusion des connaissances économiques dans les masses. Elles arriveront peu à peu à se faire des idées justes sur la fonction de la monnaie, sur le rôle des machines, sur l'établissement des salaires, sur les lois de la population, etc., à comprendre le mécanisme des relations sociales; à entrevoir enfin l'harmonie universelle, à travers les dissonances apparentes de quelques éléments partiels. Alors, peut-être, pourra-t-on dire que l'ère des révolutions est fermée.

Ce que je propose, M. le président, c'est donc une Association pour la propagation de la foi économique, comme il en existe une pour celle de la foi religieuse. C'est aux hommes éminents, qui composent le Congrès, qu'il appartiendra, si cette idée leur paraît susceptible d'application, de chercher les moyens de mettre ce projet à exécution.

Veuillez, M. le président, agréer les hommages respectueux, de votre très-humble et tout dévoué serviteur,

J. CLAVE.

Londres, le 5 août 1856.

A Monsieur Corr-Vander Maeren, à Bruxelles.

MON CHER MONSIEUR,

J'ai reçu votre lettre du 31 juillet.

Veuillez joindre aux noms des représentants de l'Association pour la réduction des droits sur les vins, ceux de :

MM. Apsley Pellatt, Esq. M. P.

Wm. H. Gore Langton, Esq. M. P.

M. Pellatt, a dirigé pendant de longues années, une très-importante fabrique à glaces de Londres; M. Gore Langton, représente au Parlement la ville de Bristol, localité très-importante et qui professe des idées très-avancées en matière de liberté commerciale.

Je m'occupe de préparer une analyse exacte des différents mémoires relatifs à la question des vins en Angleterre, ainsi que de son influence sur les relations commerciales avec les autres pays et surtout avec la France, votre voisine. Je communiquerai ce travail à l'une ou l'autre séance du Congrès qu'il vous conviendra de fixer; tous les faits et renseignements seront mis sur papier pour les besoins de la commission chargée des impressions du Congrès; car j'espère que les informations recueillies par moi, seront très-complètes et très-authentiques. A ce titre, elles mériteront une sérieuse attention.

Si nous nous réunissons à Bruxelles, nous parviendrons, je crois, à former une alliance entre les intérêts généraux du libre échange dans toutes les parties du monde.

L'Association pour la réduction des droits sur les vins a ses représentants et ses correspondants dans toutes les principales villes de la Grande-Bretagne et de l'Angleterre, elle compte aussi des partisans parmi la plupart des Chambres de commerce et des maires des villes municipales. Nous sommes parfaitement organisés et la presse s'est montré non-seulement bien disposée en faveur de notre cause, mais même très-généreuse.

Je vous donnerai un résumé général de nos vues, il ne se bornera pas à la seule question des droits sur les vins, mais aussi aux grands objets qui en découlent : le revenu national — les bénéfices moraux, sociaux et sanitaires — les relations commerciales entre les nations — la navigation — le travail des marins — le développement de diffé-

rents commerces que provoque la circulation des vins. C'est une bien vaste enquête, qui, depuis beaucoup d'années, a absorbé toute mon attention. Je dois associer mon nom au triomphe de cette cause, et bien qu'elle entraîne à beaucoup de labeur, le bien qui en résultera pour l'humanité sera ma récompense.

Je suis, mon cher Monsieur, avec estime,
Votre très-dévoué,

BENJAMIN OLIVEIRA.

Membre du Parlement, président de l'Association pour la
réduction des droits sur les vins.

Bruxelles, le 12 août 1856.

LÉGATION OTTOMANE.

*A Monsieur le Président de l'Association belge pour la réforme
douanière, etc., etc.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai été très sensible à la communication obligeante que vous avez bien voulu me faire au nom de l'*Association belge pour la réforme douanière*. J'en ai pris connaissance avec un vif intérêt, et je viens vous prier, monsieur, d'en recevoir tous mes remerciements.

D'après le désir que vous m'avez fait l'honneur de m'exprimer, j'ai transmis à la Sublime-Porte la lettre destinée à S. E. le ministre du commerce.

La proposition formulée dans cette lettre ne peut que recevoir un excellent accueil à Constantinople, cependant il est à craindre qu'absorbé par un immense travail de réorganisation administrative, mon gouvernement ne puisse s'associer d'une manière directe aux travaux du prochain Congrès. Je serai, veuillez le croire, monsieur, le premier à le regretter, car personne plus que moi n'apprécie toute l'importance de votre utile entreprise; personne ne fait des vœux plus sincères pour le succès d'une idée qui intéresse à un si haut degré le bien-être des populations, l'amélioration du sort des travailleurs et le progrès de tous les peuples.

Je saisis cette occasion, monsieur le Président, pour vous offrir les assurances de ma considération la plus distinguée.

V^m EUG. DE KERCKHOVE.

Twickenham, le 14 août 1856.

M. Corr-Vander-Maeren.

MON CHER MONSIEUR,

Dans l'état actuel de ma santé, c'est tout au plus si je puis espérer de pouvoir me rendre pour quelques jours à Bruxelles, à l'époque du Congrès de bienfaisance, moins pour en suivre les séances, que pour renouer connaissance avec quelques-uns de mes amis, et il n'est pas probable que je puisse y rester pour le Congrès des réformes douanières. Ce n'est pas au reste faute d'y porter intérêt, car j'apprécie hautement l'importance des résultats qu'on peut espérer de la manière sage et impartiale dont vous vous proposez de concentrer les lumières et l'expérience pratique des différents peuples sur des questions qui ont été jusqu'à présent trop souvent livrées aux faiseurs de théories et aux controversistes passionnés.

Agréez, mon cher Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération.

T. TWINING junr.

Amsterdam, le 3 septembre 1856.

*Au Comité central de l'Association belge pour la réforme douanière,
à Bruxelles.*

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous témoigner mes vifs regrets de ne pouvoir répondre à l'appel, dont vous m'avez favorisé par votre circulaire du 4^{er} juillet. Revenu d'un grand voyage, il y a peu de jours, j'ai trouvé

trop de travail arriéré pour me permettre une nouvelle absence dans ce moment. Je vous prie, Messieurs, d'agréer cette excuse comme la seule et vraie raison qui m'empêche d'assister à votre Congrès, qui m'inspire un grand intérêt, et dont j'attends avec confiance l'heureuse propagation des principes d'un libre échange universel, dont notre pays recueille depuis quelques années des fruits abondants, mais que je partagerai volontiers avec tous nos voisins qui embrassent le même système, parce que l'expérience m'a appris, qu'on y gagne toujours soi-même. C'est un égoïsme, qui, d'après ma conviction intime, renferme le secret du bonheur de tous les peuples du monde, et que j'ose pour cela professer à haute voix.

Agréer, Messieurs, l'assurance de ma plus parfaite considération,

H. AMESHOFF,

Président de la Société Félix Meritis.

*A Monsieur le Président de l'Association belge pour la réforme
douanière.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'aurais bien désiré assister à l'importante réunion qui doit avoir lieu à Bruxelles à la fin de ce mois, à l'occasion de la liberté du commerce.

Mais des affaires, que je n'avais pu prévoir, me mettent dans l'impossibilité de faire ce voyage.

Veuillez donc agréer mes excuses et mes regrets!

Je voudrais bien au moins pouvoir me dédommager de ce contretemps, en vous donnant quelques détails statistiques sur la question qui nous intéresse, ce que vous paraissiez désirer, mais d'autres plus habiles que moi, et plus instruits dans ces matières l'ont déjà fait.

Aujourd'hui la question est plus claire que le jour, même pour nos adversaires, c'est moins la lumière que nous avons à faire, que des intérêts monopoleurs que nous avons à combattre, et ceux-là ne se rendent jamais à la vérité.

La grande affaire pour nous, serait que les gouvernements, com-

prenant l'utilité de la réforme, voulussent bien contribuer de leur côté à faire justice de ces intérêts privés, si tenaces.

La question n'a été vidée en Angleterre, que quand le gouvernement y a mis la main !

Je crois donc qu'il serait utile qu'on reprit les anciens projets d'union douanière entre la France et la Belgique, que le gouvernement de Louis-Philippe avait provoquée, et qui sont venus échouer devant la malencontreuse opposition de la Chambre des pairs.

Aujourd'hui que nous avons eu l'expérience de la disette, et que la récolte actuelle est loin d'avoir calmé les inquiétudes, le moment, ce me semble, serait favorable pour faire accepter quelques mesures de ce genre, et si vous en jugez ainsi, vous trouverez peut-être opportun de mettre la chose sur le tapis dans votre assemblée, pour être autorisé plus tard à faire des démarches auprès des gouvernements intéressés, lesquels aujourd'hui dans des vues d'humanité, semblent vouloir établir des relations plus intimes entre les peuples, et les rendre solidaires les uns des autres.

Veuillez agréer, Monsieur le président, l'expression de ma considération la plus distinguée.

HARCOURT.

(Ancien pair de France, ancien président de la Société pour la liberté des échanges.)

Paris, rue Vanneau, 11.

Paris, le 9 septembre 1856.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, à la date du 4 août dernier, en réponse aux quelques réflexions, que j'avais pris la liberté de vous soumettre sur la question de la réforme douanière.

J'avais espéré pouvoir me rendre à votre aimable invitation ; malheureusement mes occupations m'en empêcheront, et me retiendront à Paris pendant le moment du Congrès.

Je suis d'autant plus fâché de ce contre-temps que j'aurais eu plus de plaisir à me rapprocher des hommes généreux, à la tête desquels vous vous trouvez, M. le président, qui se sont donné la belle mission de faire triompher le principe de la liberté des échanges : mais, sans

aucune expérience des assemblées, et d'ailleurs tout à fait inconnu, ma présence au Congrès, n'eût été, pour la cause commune, d'aucune utilité.

Mon adhésion la plus entière n'en est pas moins acquise aux mesures qui seront arrêtées, et je leur promets mon concours dans la faible étendue de mes moyens.

Je vous prie, M. le président, de vouloir bien agréer, avec l'expression de mes regrets, l'assurance de ma haute considération.

J. CLAVE.

Hambourg, le 9 septembre 1856.

A Monsieur Corr-Vander-Maeren, président du Comité des réformes douanières, à Bruxelles.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Malgré votre invitation si flatteuse et quoique rien au monde ne m'eût fait plus de plaisir que de pouvoir y adhérer, les affaires ne permettent pas que je m'éloigne d'ici dans cette saison et il me sera impossible de me trouver à votre Congrès des réformes douanières. Il ne me reste donc, Monsieur, qu'à vous remercier de l'honneur que vous m'avez fait et à suivre de loin les débats intéressants de vos réunions, qui, certes, ne manqueront pas d'assurer des progrès nouveaux aux idées saines du libre échange des peuples, ainsi que l'a fait le premier Congrès de Bruxelles de 1847.

M. Hertz de Hambourg aura l'honneur de vous offrir de ma part un petit traité que j'ai publié, il y a six mois, sur les principes du droit international maritime et dont je prie le Congrès de vouloir bien agréer l'hommage. Comme les prévisions que j'y ai hasardées viennent de se réaliser par la réponse du ministre des États-Unis, M. Marcy, en ce sens qu'une abolition universelle de la course ne s'accomplira, que si les puissances s'accordaient pour renoncer aux prises faites par leurs forces navales, et comme tous les autres avantages, que la déclaration de la Conférence de Paris, du 16 avril, tend à assurer à la navigation, sont presque nuls, tandis que les maux qui accompagnent le système de

la course durent, j'ose proposer, non que le Congrès s'écarte de son programme pour s'occuper de cette question, mais qu'il veuille la juger digne d'être discutée dans une réunion prochaine. Peut-être même qu'un vœu émis de sa part, tendant à faire sentir aux gouvernements l'immense bienfait qu'ils assureraient à leurs peuples en étendant leur déclaration du 16 avril dans le sens de la note américaine, ne restera pas sans effet. Il me paraît impossible que la marche des idées humanitaires dans la politique et dans le droit international, doive s'arrêter à moitié chemin et que la propriété privée doive manquer de la protection sur mer dont elle jouit sur terre. Le pavillon de la Belgique n'y est pas moins intéressé que celui de toutes les autres nations maritimes. Le Congrès de Bruxelles de 1856 méritera donc bien de la civilisation, en conquérant à ce principe la reconnaissance générale.

Veuillez agréer, M. le président, l'assurance de la plus haute considération de votre très-dévoué,

C.-W. ASHER.

(Publiciste, ancien membre du Congrès de 1847.)

Amsterdam, le 10 septembre 1856.

A Messieurs les membres de la commission d'organisation du Congrès international des réformes douanières, à Bruxelles.

MESSIEURS,

Si j'ai différé de répondre à l'invitation, reçue par votre lettre du 1^{er} juillet, de venir assister au Congrès convoqué pour les 22, 23 et 24 de ce mois, c'est parce que je n'ai pu être fixé plus tôt sur la possibilité de me rendre à cet appel honorable, et c'est à regret que, tout en formant des vœux pour la bonne réussite du but que vous vous proposez, je dois renoncer à l'avantage de venir passer ces jours au milieu de vous.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de mes sentiments distingués,

J. SPRENGER.

(Président de la Chambre de commerce d'Amsterdam.)

Lodève, le 10 septembre 1856.

*A Monsieur Corr-Vander-Maeren, président du Comité pour la
réforme douanière, à Bruxelles.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La lettre signée de vous et de l'honorable secrétaire de l'Association, M. Aug. Couvreur, et adressée au président du conseil général de l'Hérault, à la date du 3 septembre, est venue me trouver ici. Pour mon compte personnel, je suis très-flatté de l'approbation que vous et vos honorables amis vous voulez bien donner au vœu qu'a émis à l'unanimité le conseil général de l'Hérault, en faveur de la réforme du tarif des douanes françaises dans le sens de la liberté du commerce, et je suis certain que mes collègues, auxquels je ne manquerai pas de communiquer votre lettre à mesure que je les rencontrerai, n'en seront pas moins flattés que moi. Vous êtes d'excellents juges dont on ne saurait trop apprécier le suffrage.

Puisque vous pensez qu'une communication formelle de ce vœu, avec les considérants qui les précèdent, ne serait pas indigne du Congrès imposant qui va se réunir à Bruxelles par vos soins, et que vous nous faites l'honneur de nous demander d'y être autorisés, je m'empresse de vous adresser, en mon nom et au nom de tous ceux de mes collègues que j'ai pu consulter, toutes les autorisations possibles. Je tiens pour certain que mes autres collègues seraient, eux aussi, unanimes à vous dire qu'ils s'estimeraient fort honorés, si l'attention du Congrès se fixait même pour un instant sur la formule que le conseil général de l'Hérault a donnée de son opinion.

Je communique successivement à mes collègues l'invitation que contient votre lettre, de se rendre au Congrès. Malheureusement la réunion du Congrès coïncide à peu près avec une réunion à Montpellier des notables de l'agriculture et du commerce du département. Nous attendons M. Oliveira, membre du Parlement britannique, qui se consacre à recommander dans sa patrie des mesures propres à activer les échanges avec la France et à développer la liberté du commerce en général.

Les membres du conseil général de l'Hérault auront à cœur de prendre part au banquet, par lequel se terminera la visite de M. Oliveira à Montpellier, et c'est un obstacle insurmontable à ce qu'ils s'éloignent.

Mais si nous ne pouvons être à Bruxelles, toutes nos sympathies y seront, et nous ne manquerons pas de vous faire écho. L'attachement à la liberté du commerce est un sentiment ancien et profondément enraciné dans le département de l'Hérault. Nous considérons le moment actuel comme l'aurore du jour fortuné où cette liberté luira enfin sur le moule.

Nous avons grande confiance dans la manifestation qui se prépare à Bruxelles. Il est d'excellent augure que le Congrès pour la réforme douanière ait son siège en Belgique. C'est dans les provinces dont le royaume de Belgique se compose aujourd'hui que les libertés des communes trouvèrent autrefois leurs appuis les plus fermes. Or, aujourd'hui aussi il s'agit de s'assurer une liberté précieuse pour la généralité des classes vouées au labeur industriel, commercial ou agricole, et indispensable à l'amélioration du sort du grand nombre.

Veuillez agréer, Monsieur le président, pour votre compte et pour celui du comité tout entier, l'assurance sincère de ma haute considération,

MICHEL CHEVALIER.

Président du conseil général de l'Hérault,
dans la session de 1856.

Florence, le 15 septembre 1856.

*A Monsieur le Secrétaire de l'Association belge pour la réforme
douanière.*

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

Ne doutant pas que j'ai dû l'honneur de recevoir vos deux lettres circulaires des 25 avril et 8 juillet de cette année, à la circonstance d'avoir représenté notre Académie des Georgophiles au premier Congrès des économistes tenu à Bruxelles en 1847, je me suis empressé de les communiquer à l'Académie dont je suis actuellement un des secrétaires et je l'ai engagée à vouloir bien adhérer explicitement à la seconde réunion du Congrès, qui est désormais imminente. Cela me paraissait d'autant plus convenable, que, dans les deux questions qui seront l'objet de ses discussions, la Toscane pouvait se flatter

de prendre une place honorable, grâce à la longue et heureuse expérience qu'elle a faite du régime de la liberté commerciale. L'Académie en effet a agréé ma proposition, et ne pouvant pas cette fois se faire représenter au Congrès par quelqu'un de ses membres, elle a chargé une commission de répondre par écrit, et en ce qui regarde la Toscane, aux questions posées dans votre programme du 25 avril.

C'est ce travail que j'ai l'honneur de vous transmettre, M. le Secrétaire, de la part de la commission qui l'a rédigé. La commission expose elle-même les raisons qui l'ont empêchée de donner à son écrit dans un si court délai, tout le développement qu'elle aurait voulu, aussi bien que le caractère exigé par son but spécial. Mais, toutefois, j'espère que le Congrès voudra bien accepter ce qui a pu être fait, et tiendra bon compte à l'Académie, d'avoir cherché à favoriser le but de sa réunion tant qu'il était en son pouvoir; bienheureuse si les vœux du Congrès pouvaient, par leur autorité, aider à l'amélioration véritable et permanente des conditions économiques de l'Italie, autant que l'exemple de la Toscane a pu être utile au triomphe pratique en Europe du grand principe de la liberté des transactions et du travail.

J'espère, monsieur le secrétaire, que l'Académie recevra de votre part communication de toutes les publications qui seront faites par le Congrès, y compris les comptes-rendus officiels de ses séances qui seront aussitôt publiés et que nous suivrons avec le plus grand intérêt. J'espère aussi que vous aurez l'obligeance de m'accuser réception du présent envoi, que je vais confier à la poste, afin qu'il perde en route le moins de temps possible, et en vous priant d'agréer l'assurance de ma haute considération personnelle, j'ai l'honneur d'être, monsieur le Secrétaire,

Votre très respectueux serviteur,

LOUIS DES MARQUIS RIDOLFI,

Un des secrétaires de l'Académie des Georgophiles.

15 septembre 1856.

ASSOCIATION COMMERCIALE DE MANCHESTER.

*A Monsieur Corr-Vander-Maeren, président du Comité pour la
réforme douanière, à Bruxelles.*

MONSIEUR,

Comme les circonstances ne permettent pas que cette association soit personnellement représentée au prochain Congrès à Bruxelles, les directeurs sont obligés, à leur grand regret, de décliner l'invitation dont ils ont été honorés, et de se contenter d'exprimer les sentiments de l'extrême intérêt qu'ils portent au mouvement que vous êtes à la veille d'inaugurer.

En leur qualité de marchands anglais, ils sont naturellement très-satisfaits de l'hommage flatteur qui a été rendu au mérite des principes commerciaux que l'Angleterre a inaugurés; ayant eux-mêmes retiré un grand avantage de la mise en pratique de ces principes, ils désirent sincèrement que d'autres nations les adoptent, et ils nourrissent l'espoir qu'à une époque rapprochée le système désavantageux et oppresseur des droits restrictifs aura cédé la place, en règle générale, à une complète liberté commerciale.

Ils considèrent votre prochaine assemblée comme un signal de l'avènement peu éloigné de ce grand et important changement, car ils savent quelle influence salutaire l'opinion d'un corps distingué de marchands et de philanthropes peut exercer sur la partie pensante de l'humanité.

L'adhésion du peuple belge aux principes de la liberté commerciale est d'une importance inestimable, et dans le cas où le Congrès réussirait à décider votre gouvernement à adopter ses vues, la Belgique, entourée de nations où les droits protecteurs sont maintenus, rendrait, par la seule force du contraste, d'importants services à la cause dont vous vous êtes posé le défenseur; il serait peu difficile ensuite de déterminer lequel des deux systèmes, celui de la liberté ou de la restriction, s'accorde le mieux avec une sage législation.

Les directeurs de cette association connaissent parfaitement les nombreux obstacles qui s'opposent à la réforme commerciale; ils sympathisent par conséquent entièrement avec vous dans la tâche ardue que vous avez entreprise. Quelque lents que soient vos progrès à

persuader votre gouvernement de la sagesse qu'il y aurait à abandonner une politique restrictive, puisez votre courage dans l'exemple de l'Angleterre, et persévérez fermement à user de tous les moyens constitutionnels pour parvenir à faire passer votre conviction dans les Chambres législatives de votre pays; vos efforts finiront par atteindre les mêmes résultats satisfaisants que ceux qu'a obtenus le mouvement pour la liberté commerciale dans la Grande-Bretagne.

Avec les plus vifs souhaits pour la réussite de votre entreprise,

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur, votre serviteur,

J. ASPINALL TURNER,

Président.

Amsterdam, le 15 septembre 1856.

*Au Comité de l'Association belge pour la réforme douanière,
à Bruxelles.*

MESSIEURS,

Si j'ai différé jusqu'à ce jour de répondre à l'honneur que vous avez bien voulu me faire, en m'invitant par votre circulaire du 4^{er} juillet, à venir assister au Congrès international des réformes douanières, veuillez ne point attribuer ce silence à une tiédeur ou à un manque d'intérêt à cet appel, dont je me sens très-honoré sous tous les rapports, mais l'incertitude dans laquelle je me trouve encore aujourd'hui, de savoir si je pourrai me permettre une absence d'ici pour quelques jours, en est la seule cause. Bien au contraire, Messieurs, loin d'éprouver de la tiédeur pour une cause aussi belle que celle que vous proposez par le Congrès international, je serais charmé de pouvoir assister à vos assemblées, afin de profiter des lumières et de l'expérience de beaucoup de ses membres. Dans l'espoir de pouvoir encore m'y présenter, je prends la liberté de vous adresser ci-inclus le bulletin d'adhésion.

Je vous prie, Messieurs, d'agréer l'assurance de mes sentiments très-distingués,

Le Directeur de la Société de l'Atlas,

H.-P. VAN HEUKELOM.

17 septembre 1856.

INDIA HOUSE.

*A Monsieur Corr-Vander-Maeren, président du Comité pour la
réforme douanière, à Bruxelles.*

MONSIEUR,

J'aurais désiré, comme président du conseil de la Société des Arts, de pouvoir assister au prochain Congrès à Bruxelles, mais je sens que mes devoirs publics, qui n'admettent pas d'interruption, m'empêcheront de prendre part à vos travaux ; je ne puis donc que vous exprimer mes regrets de la contrariété que j'éprouve, et assurer le Congrès de la sympathie que je professe pour les résultats politiques, cosmopolites et philanthropiques qu'il espère atteindre.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre très-humble serviteur,

W.-H. STYKES, colonel.

Wildbad, le 17 septembre 1856.

MONSIEUR.

Vous avez bien voulu m'adresser une invitation, pour assister au Congrès des réformes douanières.

Je regrette excessivement d'être retenu ici encore pendant tous ces mois et de ne pouvoir prendre une part active à vos travaux ; je les suivrai avec le plus vif intérêt et j'en profiterai dans l'intérêt de mon pays, qui a tant à faire encore, pour se mettre dans la voie qui doit si puissamment contribuer à développer davantage sa puissance manufacturière.

J'ai engagé mon fils à se rendre à Bruxelles pour me remplacer au Congrès. — Il aura l'honneur de vous remettre ma lettre et j'ose M. le président, le recommander à votre bon accueil.

Il suivra les travaux du Congrès et me tiendra au courant de tout

ce qui s'y fera ; les questions qui s'y traiteront ne lui seront pas étrangères et je désire beaucoup qu'il puisse s'y rendre utile.

Veuillez agréer, M. le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

JEAN DOLLFUS.

(Industriel, président de la Chambre de commerce de Mulhouse.)

Montpellier, le 17 septembre 1856.

A Messieurs les secrétaires du comité de l'Association Belge pour la réforme douanière, à Bruxelles.

MESSIEURS,

J'ai reçu, sous le couvert de M. le Ministre des affaires étrangères, l'appel que votre honorable association adresse à tous les hommes éclairés en faveur de la liberté commerciale.

Je regrette ne ne pouvoir assister moi-même aux intéressantes réunions, qui vont s'ouvrir. Je veux du moins vous témoigner toute ma sympathie et vous donner ma sincère adhésion.

Votre œuvre est trop légitime pour qu'elle ne rencontre pas l'appui de tous ceux qui ne sont pas mûs par des intérêts particuliers ou engagés encore dans les entraves d'anciennes idées.

Le pays, que j'habite, partage ces sentiments. Les principes de la liberté commerciale y ont fait leur chemin et y comptent aujourd'hui un grand nombre d'adhérents. Sans parler du vœu régulièrement renouvelé depuis plusieurs années par le conseil général de l'Hérault en faveur de la liberté commerciale, un événement récent a prouvé d'une manière remarquable ce que j'avance.

La Chambre de commerce de l'Hérault vient de donner à M. Benj. Oliveira, promoteur de la réduction des droits sur les vins en Angleterre, un banquet dans lequel les tendances libre-échangistes du pays se sont fait jour, comme vous le verrez par l'exemplaire du journal le « *Messager du Midi* » qui en donne le récit et que je vous envoie par ce même courrier.

Je tombe peut-être, Messieurs, dans le défaut, que vous voulez éviter. Je vous envoie des *discours* (ce que vous ne demandez pas) et non de la statistique ou des faits ; je vous prie de m'excuser. Cet envoi convient mieux que tout autre à mes faibles connaissances sur des

questions aussi délicates. Il m'a paru d'ailleurs qu'il ne vous serait pas tout-à-fait indifférent de juger par-là des dispositions d'une partie du midi de la France et surtout de connaître l'accord qui règne ici sur ces questions, entre les différents représentants du travail.

Dans l'espoir que ce document vous offrira quelque intérêt et en vous faisant dans ma petite sphère l'offre de mes services en faveur de la réussite de votre œuvre, je vous prie de recevoir, messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

LOUIS BAZILLE.

(Consul de Belgique à Cette et à Montpellier.)

Vichy, le 17 septembre 1886.

*A Monsieur le président de l'Association belge pour la réforme
douanière.*

MONSIEUR,

J'ai attendu jusqu'à ce jour pour répondre à l'honorable invitation que vous avez eu l'extrême obligeance de m'envoyer pour concourir au Congrès international pour la réforme douanière, croyant que l'état de ma santé me permettrait de m'y rendre. Malheureusement les médecins me conseillent un autre voyage, et je dois leur obéir. Malgré cela, et tout en vous remerciant de votre aimable souvenir, je me permettrai de vous adresser quelques réflexions qui témoignent de mes convictions sur les problèmes qui vont vous occuper.

Au mois de septembre de 1847 j'ai eu l'honneur de communiquer au Congrès international des économistes, à Bruxelles, mon avis sur la question du *libre-échange*, question à double face, l'une *théorique* et l'autre *pratique*; la première admissible en principe, la seconde remplie de difficultés et d'inconvénients. Alors le Congrès prit diverses résolutions sur le premier aspect; maintenant on propose, non pas de discuter et de délibérer sur la question théorique, mais sur l'*application*, qu'on renferme dans la solution des deux demandes suivantes : « 1^{re} Quels sont les obstacles artificiels ou naturels qui s'opposent à l'extension des relations commerciales entre chaque nation? 2^e Quels sont les moyens pratiques proposés ou à proposer, dans chaque pays, pour détruire ou diminuer les obstacles qui s'opposent à l'extension des relations commerciales avec l'étranger? »

Pour la seconde fois, on va donc discuter dans un Congrès universel les problèmes interminables de la liberté commerciale, des prohibitions et des restrictions; problèmes examinés pendant deux siècles et avec plus d'énergie dès que les doctrines économiques ont été rédigées sous une forme scientifique.

Mais, dans ces problèmes, comme dans tous ceux de la science sociale, on peut lutter éternellement sans faire un pas en réalité, parce que les partis ennemis emploient des armes diverses qui blessent sans parer les coups de l'adversaire. Cela dépend de ce que les uns se placent sur le champ de la *théorie* et que les autres s'installent sur le terrain de la *pratique*. Ceux-là soutiennent *ce qui doit être* un principe; ceux-ci défendent *ce qui est* dans le fait; les premiers discutent sous l'hypothèse de l'*absolu*; les seconds raisonnent sous celle du *relatif*; enfin, les libre-échangistes présentent leur doctrine comme un *principe*, lorsque réellement elle ne sera autre chose qu'une *conséquence* naturelle et logique, non pas de *ce qui est*, mais de *ce que sera* l'humanité dans l'avenir.

Cette erreur capitale est partagée d'une manière semblable par tous les partisans aveugles de la liberté, de la fraternité et de la paix, car ils ne réfléchissent point que tous ces bonheurs ne peuvent être réalisés sous l'ordre social actuel, basé sur des principes opposés à la liberté, à la fraternité et à la paix; qui seront des conséquences logiques et nécessaires d'un autre ordre social avec lequel elles seront alors compatibles.

J'ai trouvé la preuve évidente de cette fausse appréciation dans la lettre où M. Michel Chevalier remercie la Société d'économie politique de Bruxelles, de l'avoir admis dans son sein; car, parmi autres choses, il dit : « Le moment est venu aussi de resserrer les liens d'amitié et
« d'affaires dans la famille européenne, où les plus grands obstacles
« à la solidarité des peuples résident dans le régime douanier prétendu
« protecteur. Permettez que je félicite la Société d'économie de
« Belgique de l'attitude qu'elle prend et des heureux efforts qu'elle
« fait pour cet objet salubre, pour cet objet que je ne crains pas
« d'appeler sacré. Je dis *sacré*, car la religion s'unit à l'économie
« politique pour recommander le rapprochement des peuples et pour
« répudier les entraves qui empêchent ce rapprochement. Grâce à
« Dieu le moment est opportun. »

Voici donc clairement exprimée l'erreur des apôtres libre-échangistes, qui réclament la suppression des douanes afin de rapprocher et d'unir intimement les peuples; au lieu de chercher les moyens pour

que les peuples puissent devenir un seul, ce qui ne pourra s'obtenir pendant que la religion, la politique et les intérêts matériels, dominant chez les uns, sont opposés au contraire à ceux qui prévalent chez les autres.

Lorsque la France, l'Espagne, l'Allemagne, etc., se trouvaient divisées en duchés, en royaumes, en États soumis à des règles et principes divers, il y avait aussi des douanes dans les limites de chaque fraction. Dès le moment que ces règles et principes différents furent fondus dans une seule unité nationale, les douanes intérieures disparurent naturellement, parce qu'elles cessèrent d'être nécessaires pour protéger les intérêts divers, créées par lesdites règles et par lesdits principes. La même chose arrivera dans les nations. Lorsqu'un même principe moral, politique et économique, régira tous les peuples, alors les douanes disparaîtront de fait, parce que les intérêts contraires, que la diversité des principes soutient aujourd'hui, auront aussi disparus. Les douanes, donc, ont été jadis, et sont encore aujourd'hui, un résultat nécessaire d'un ordre social donné, de la même manière que leur extinction ou le libre commerce sera un résultat nécessaire de l'union des nations sous un même principe.

Il est indubitable que la religion s'unira à l'économie sociale pour obtenir le but que notre illustre collègue, M. Michel Chevalier, désire comme nous; mais nous le prions de ne pas oublier que les douanes ont été un des puissants moyens pour la séparation et l'éloignement des peuples; éloignement imposé et obtenu par les diverses religions, parmi lesquelles l'humanité se trouvait partagée, lorsque la diversité des croyances constituait la nationalité. Demander aujourd'hui d'arriver à l'union des peuples par la suppression des douanes, nous semble en tout point contraire aux règles de la logique. C'est à cause de cela que nous voyons se dresser avec énergie tous les intérêts créés et protégés par les douanes lorsqu'on pose le problème dans des termes aussi absolus. Ce qui dans ce moment se passe en France, est une démonstration incontestable, et la Presse du 14 août en offre un résumé extrêmement curieux et intéressant. L'auteur de l'article, examinant les vœux émis par les Conseils généraux, relativement au projet de lois sur les douanes, trouve que des cinq, qui se sont occupés de la question des prohibitions, celui de l'*Hérault* se décide pour le libre-échange, celui de la *Meurthe* demande, au contraire, la conservation des prohibitions et qu'aucun traité de commerce vienne déranger le système sagement protecteur à l'ombre duquel se sont développées et perfectionnées l'industrie et l'agriculture française. Celui du *Pas-de-*

Calais se prononce aussi contre l'abolition des prohibitions, et excite le gouvernement à entrer dans cette voie avec *la plus grande réserve*. Cependant, il appuie le vœu du conseil de l'arrondissement de Boulogne, qui demande la réduction du droit d'importation sur les cotons filés à condition qu'ils soient employés à la fabrication du tulle. Le conseil du *Haut-Rhin* demande que le gouvernement continue, en faveur de l'agriculture et de l'industrie, le système de protection *sous lequel se sont développées les diverses branches de la fortune publique*. Celui du *Rhône* enfin, s'occupant seulement des fils, renouvelle le vœu émis en 1853 et 1854, pour qu'on supprime la prohibition des numéros inférieurs à 170 et qu'on réduise les droits aux numéros plus élevés.

On doit observer que ces cinq départements comprennent les principaux centres de la fabrication française, et par cela même on peut croire que le nouveau projet de loi de réforme douanière trouvera une grande opposition. A ce sujet la *Presse* dit aussi que le gouvernement, après avoir réformé deux fois le projet en question, cédant aux réclamations des industries intéressées, vient de nommer une commission choisie parmi les membres du Conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, laquelle doit procéder, pendant la session du Corps législatif, à une nouvelle enquête spéciale sur les industries protégées par les prohibitions et sur le degré de protection dont elles ont besoin pour se défendre contre la concurrence étrangère.

Dans l'impossibilité, Monsieur, où je me trouve de me rendre à Bruxelles, je fais des vœux pour que le prochain Congrès se place plus tôt au point de vue du gouvernement français, qui est celui de la pratique, du fait, de la vérité, qu'au point de vue de la science, qui est celui du droit absolu, incompatible avec l'ordre social actuel. De cette manière, les économistes, qui s'avouent toujours conservateurs de cet ordre, le deviendraient réellement dans les problèmes qu'ils vont discuter; au lieu de se ranger, sans le vouloir sans doute, dans les rangs de l'opposition qui se trouvent en contact direct avec les armées révolutionnaires.

Veuillez agréer, Monsieur, le témoignage respectueux de ma haute considération,

RANON DE LA SAGRA.

Correspondant de l'Institut de France et de l'Académie royale de Bruxelles.

Amsterdam, le 18 septembre 1856.

*A Monsieur Aug. Couvreur, secrétaire de l'Association belge pour la
réforme douanière, à Bruxelles.*

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

De nombreuses occupations, par suite d'une longue absence, m'ont rendu impossible de me préparer pour le Congrès de la réforme douanière, qui aura lieu sous peu de jours.

Éprouvant la plus vive sympathie pour ses principes, je désire au moins être membre effectif de cette association, et à cet effet je vous remets ci-inclus mon bulletin d'adhésion.

J'aurais été heureux de voir le pays dans lequel j'ai importé mon industrie et je regrette infiniment de ne pouvoir me rendre à Bruxelles.

Agréez, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de ma parfaite considération,

G. OCHSNER.

Ancien consul suisse dans les Pays-Bas.

Bordeaux, le 18 septembre 1856.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Je reçois aujourd'hui seulement la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, pour m'inviter à assister au Congrès pour la réforme douanière qui va se tenir à Bruxelles. Je suis on ne peut plus touché de la marque d'estime qu'a bien voulu me donner l'association si éminemment utile que vous présidez, et je vous prie d'en agréer tous mes remerciements. Retenu par d'autres devoirs, j'ai le regret de ne pouvoir assister à la réunion que vous m'annoncez, mais je serai de cœur et d'âme avec vous, en ce moment surtout où le système protecteur livre chez nous un de ses derniers combats.

Recevez, Monsieur le président, l'assurance de ma haute considération,

LAVERGNE,

Membre de l'Institut.

Château de Canisy. Saint-Lô (Manche), le 19 septembre 1856.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'espérais et je désirais vivement me rendre à Bruxelles pour prendre part aux travaux du Congrès international des réformes douanières; mais des affaires imprévues me retiennent en ce pays.

Je viens vous en exprimer tout mon regret, et vous prier d'être mon interprète auprès du Congrès, auquel j'offre par avance ma cordiale adhésion.

Veuillez agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma considération distinguée,

Comte de KERGORLAY,

Membre du Corps législatif et de la Société des Économistes de France.

Paris, le 21 septembre 1856.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'avais espéré avoir le plaisir d'assister à votre Congrès pour lequel, vous le savez, j'ai déjà eu l'occasion de manifester publiquement mes sympathies. On vous aura dit les raisons majeures, c'est-à-dire les très-irraisonnables chicanes policières, qui me forcent de renoncer au voyage projeté. Je ne me serais pas attendu à un obstacle pareil de la part de la Belgique, si libérale, si hospitalière, à ce qu'elle dit. Il faut bien céder au droit du plus fort, et je reste ⁽¹⁾.

Ne pouvant pas prendre une part directe aux travaux du Congrès, je voudrais du moins y contribuer par la petite proposition qui suit et qui m'est inspirée précisément par la mésaventure qui me tient éloigné de Bruxelles.

Cinq ou six cents hommes distingués, venus des divers pays du monde, vont discuter sous votre présidence, les moyens de faciliter

(1) On avait refusé de viser le passeport de M. Horn pour la Belgique, mais sur les premières réclamations du bureau du Congrès auprès de M. le Vicomte Vilain XIIII, ministre des affaires étrangères, cette difficulté fut très-gracieusement applanie. — Il était malheureusement trop tard pour que M. Horn put en profiter.

aux *marchandises* le passage d'un pays à l'autre. Est-ce que le Congrès ne pourrait pas, incidemment du moins, s'occuper aussi des entraves que rencontre à chaque frontière la circulation des *hommes*?

A voir le consentement tacite avec lequel tout le monde se soumet aux chicanes en question, la sorte de sainte inattaquabilité que leur accordent même les économistes libéraux, on dirait vraiment la législation passe-portière aussi ancienne que le monde et indispensable au salut de la société. On oublie qu'elle est du même âge et de la même provenance que le prohibitionisme moderne : elle a été créée en France comme mesure exceptionnelle et passagère à la fin du XVIII^e siècle. Comment se fait-il qu'on s'attaque si vivement à la prohibition qui frappe les choses et qu'on laisse intacte celle qui gêne les personnes? Nos ennemis auraient-ils raison de dire que l'économie politique ne connaît que des produits et pas de producteurs?

Personne n'ignore que la législation passe-portière est une insulte jetée à la face de tout le monde voyageur : contrairement à l'adage juridique connu, elle présuppose tout homme — mauvais sujet, obligé de prouver son honnêteté avant qu'on y croie. Mais ce qui est plus grave : l'insulte est gratuite.

L'expérience a suffisamment démontré, que le régime passe-portier n'atteint nullement son but : il n'empêche jamais le déplacement des voleurs et des filous, toujours munis des meilleurs papiers vrais ou faux, tandis qu'il cause aux honnêtes gens des frais, des retards et des chicanes sans nombre.

Il me semble donc que le Congrès douanier ne sortirait nullement de son programme en émettant le *vœu de voir bientôt abolis, ou du moins diminués, les obstacles que le régime passe-portier actuel oppose à la libre circulation internationale des hommes*. La discussion en comité ou en séance publique ferait certes surgir mainte proposition pratique, de nature à faciliter la réalisation de ce vœu ; en tous cas, la déclaration seule d'une assemblée internationale aussi distinguée aurait déjà sa grande importance et ne manquerait pas d'avoir tôt ou tard des effets pratiques.

Vous comprenez parfaitement, M. le président, que je n'ai ni le temps ni la disposition d'esprit nécessaires pour les longs développements que comporterait le sujet. Je ne pouvais que l'effleurer. Mais si vous ou M. De Molinari voulez bien adopter ma proposition pour l'appuyer et la développer, je ne doute pas de son acception par le Congrès.

Veuillez agréer l'expression des plus vives sympathies d'un membre

exclu de la belle œuvre du Congrès douanier, et l'assurance de la considération la plus distinguée avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Votre très-dévoué,

J.-E. HOAN.

P.S. Mes salutations empressées à vos dignes collaborateurs, MM. De Molinari et Couvreur. Vous pouvez faire de cette lettre tout usage que bon vous semble.

H.

Lyon, 21 septembre 1856.

A Monsieur le Président du Congrès international des réformes douanières, à Bruxelles.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Me trouvant dans l'impossibilité absolue d'assister aux séances du Congrès, j'éprouve le besoin de vous adresser mon adhésion la plus complète, aux vœux qui y seront certainement exprimés, pour l'acheminement graduel de toutes les nations vers une législation douanière plus en harmonie avec les principes d'éternelle justice, les besoins de notre époque et le véritable intérêt général, le seul de nature à satisfaire pleinement, largement et équitablement chaque peuple et chaque individu en particulier, même ceux qui, par une appréciation peu éclairée des lois économiques, ne voient de prospérité possible pour eux, que dans le maintien des privilèges et des abus graves qu'ils engendrent fatalement.

Puissent les opinions qui se feront jour dans le Congrès, contribuer à éclairer les gouvernants et les gouvernés et avancer l'ère de la liberté commerciale entre tous les peuples de la terre.

Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Votre tout dévoué,

V. PHILIPPE.

Négociant et propriétaire, membre de la
Société des Économistes de Paris.

Annonay (Ardèche), le 21 septembre 1856.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La question douanière, est actuellement à l'ordre du jour dans le monde industriel, commercial et agricole, s'il est encore quelques esprits timorés, repoussant toute modification, dans leurs tarifs, il en est aussi un grand nombre, qui comprennent que ces tarifs ont fait leur temps, et que le moment est venu de réviser en entier la législation douanière.

C'est donc une heureuse initiative que prend la Belgique, en convoquant toutes les intelligences à produire leurs idées sur un sujet, si intéressant, et dont la solution dans un sens libéral, se rattache à la prospérité de toutes les nations.

La France s'en préoccupe vivement, et son gouvernement, en ouvrant une enquête, montre son désir d'abolir les prohibitions et de les remplacer par des droits protecteurs : déjà de nombreuses plaintes se sont fait entendre à l'aspect de ces améliorations, et une croisade des intérêts privés, d'ordinaire si cupides, s'est élevée, dans nombre d'industries ; les Conseils généraux, ont ou gardé le silence, sur cette question, ou émis des vœux pleins de timidité, si quelques-uns sont entrés dans une voie plus large, il faut bien reconnaître que c'est la minorité. En effet, comment en serait-il autrement dans ces corps constitués, où les membres exclusivement préoccupés des intérêts départementaux, se prononcent bien plus volontiers pour une route, un pont, et des emprunts destinés à satisfaire aux exigences cantonales, que sur les grandes questions industrielles ou sociales, qui font la vie et l'avenir des nations. La trop grande brièveté des sessions est aussi un obstacle à un examen approfondi des réformes douanières, et si l'intelligence de quelques hommes spéciaux en aperçoit la portée, le temps leur manque pour faire partager leurs convictions à leurs collègues.

Le Conseil général de l'Hérault est le seul qui ait développé avec un grand éclat, ce qu'il faudrait faire, en fait de réforme ; si d'une autre part celui du Nord a émis des idées diamétralement opposées, on doit d'autant plus s'étonner de cette délibération que ce département semblait être la contrée d'industriels intelligents et de manufacturiers éclairés, il faudra donc maintenant avoir une autre opinion à son égard.

Les intérêts privés, toujours si constants dans ce qui maintient leurs privilèges, s'insurgent à l'envi contre des réformes douanières,

qui tendraient à s'occuper ainsi de la généralité des consommateurs trop longtemps oubliés, disons-nous, et pour lesquels la vie à bon marché est une question capitale. Le bas prix des houilles, des fers, apporterait surtout à l'agriculture de nombreux avantages; et qui ne connaît ses minimes ressources, ses dépenses, ses rudes labeurs, pour se procurer seulement le strict nécessaire!

Matières premières de toutes sortes, libres à l'entrée, marchandises étrangères frappées de droits protecteurs, plus de primes à la sortie. Tel est le Programme qui semblerait devoir être adopté, en laissant aux diverses industries, le temps de se préparer à ces changements. Quant à la quotité des droits protecteurs, ils devraient être établis, seulement dans ce but, et non pour protéger encore les manufactures existantes, 20 à 25 p. % paraissent être une prime assez forte, pour le travail national, et si ce chiffre était plus ou moins dépassé, ou réclamé par les producteurs, ne pourrait-on pas assurer alors qu'une industrie demandant davantage serait placée dans de mauvaises conditions d'existence.

Le produit général des douanes en France s'est élevé en 1853 à 200 millions (sans la taxe sur les sels), il faut déduire de ce total :

41 millions payés en primes de sortie,
25 millions aux employés de la douane.
66 id.

Le produit net a donc été de 134 millions et les frais de perception d'administration 1/3.

Que ne pourrait-on pas attendre d'un autre système, et n'est-il pas de principe reconnu que l'abaissement ou la suppression des droits, augmente la consommation dans une proportion indéfinie.

Colbert inventa, pour ainsi dire les douanes. Napoléon 1^{er} les continua par le blocus continental, ces deux mesures efficaces dans leur temps doivent disparaître peu à peu, et on s'étonnera un jour que ce système ait pu continuer presque intact jusqu'à nos jours. Il faut lui faire une guerre pacifique, on ne demande plus aujourd'hui aux hommes d'État, quels sont vos Dieux? Mais on leur demande d'avoir l'amour du pays qui se traduise utilement par la réalisation d'une sage liberté commerciale?

Voilà, Monsieur, ce que je me serais efforcé de prouver au Congrès, si j'avais pu laisser de laborieuses occupations et alors j'aurais demandé à ses membres autant d'indulgence que de bienveillance.

J'espère, Monsieur le Président, que vous voudrez bien leur transmettre ces sentiments, et mon adhésion pleine et entière aux délibérations et résolutions qu'ils seront appelés à prendre, dans cette réunion qui déjà a les sympathies les plus vives de ceux qui aiment leur pays et leur prochain.

Veillez, Monsieur le Président, agréer l'assurance de ma haute considération.

HENRI ALLEON, *négociant en laines.*

Ex Président du tribunal de commerce.

Vice-Président honoraire de la société des Arts et de l'Industrie à Londres.

Nancy, le 24 septembre 1856.

A Monsieur Corr-Vander-Maeren, président du comité d'organisation du Congrès international, à Bruxelles.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le projet de loi présenté au Corps législatif, tendant à supprimer les prohibitions, dans le Code des douanes françaises, ayant soulevé des réclamations assez vives, j'ai eu devoir exposer mes convictions, en ce qui concerne la broderie de coton (article que je fabrique depuis vingt-deux ans), dans une modeste brochure que j'ai publiée il y a quelques jours; ⁽¹⁾ à ce sujet je viens de recevoir de M. Michel Chevalier, notre célèbre économiste, une lettre de félicitation dont je suis très-flatté, et surtout très-honoré. Il m'engage à me rendre au Congrès qui va s'ouvrir, sous vos auspices, ou à vous envoyer quelques exemplaires de mon opuscule.

J'aurais été bien heureux d'assister à vos réunions, mais il m'est impossible d'entreprendre ce voyage à l'improviste, n'ayant pas eu connaissance de l'époque fixée pour la réunion, et étant fort occupé, en ce moment, par la mise à l'œuvre de machines nouvelles.

Veillez, Monsieur, croire à mes regrets d'être ainsi privé des lumières que vous allez faire jaillir sur une question aussi importante,

(¹) La brochure de M. Barbe Schmitz, intitulée *un mot sur la broderie en présence de la levée des prohibitions*, est parvenue trop tard au comité pour être mentionnée dans l'annexe n° 4, nous réparons ici cette omission.

et qui intéresse à un si haut degré les industriels progressistes de tous les pays; j'ai l'honneur de vous envoyer, aujourd'hui même, six exemplaires de mon ouvrage, trop heureux si vous daignez l'accueillir favorablement, et surtout s'il est jugé digne d'apporter un faible contingent aux travaux du Congrès.

Daignez agréer, Monsieur, l'expression de mon entière considération,

J. BARBE-SCHNITZ.

Président-fondateur du syndicat de la fabrique de broderie de Nancy.

Vice-président du conseil des prud'hommes de Nancy.

Ex membre du jury assermenté, près le ministère de l'agriculture et du commerce à Paris.

Lyon, le 25 septembre 1856.

A Monsieur Corr-Vander-Maeren, à Bruxelles.

MONSIEUR ET TRÈS-HONORABLE PRÉSIDENT,

Ma santé, qui m'a empêché de me rendre au Congrès de Bruxelles, m'a aussi empêché de vous écrire plus tôt. Arrivé seulement hier des eaux, je m'empresse de vous apporter le faible tribut de mon expérience.

J'ai suivi pas à pas, depuis trente-deux ans, les expériences en grand, commencées par Huskinson, et si glorieusement continuées par mon honorable ami Richard Cobden; je ne les avais pas attendues pour croire que la liberté des échanges est utile aux hommes et dans les voies de Dieu.

A l'appui de la théorie générale, je vous sou mets les faits suivants, relatifs à ma spécialité :

Il y a peu d'années, en 1839, les soies de France, considérées avec raison comme les plus belles du monde, étaient frappées à la sortie d'un droit prohibitif, et, par compensation, les soies étrangères supportaient un droit d'entrée élevé.

Vous dire les luttes soutenues par la Chambre de commerce de Lyon contre la routine, l'ignorance ou l'intérêt privé pour obtenir le changement de cet absurde système, serait trop long; ce sont d'ailleurs les

mêmes que toute réforme, toute innovation raisonnable et rationnelle suscite en tous pays.

La libre entrée des soies étrangères, avec un simple droit de balance, devait ruiner nos agriculteurs, nos fileurs et nos mouliniers.

Depuis son adoption, la production séricicole de la France a plus que doublé, la réputation de ses soies s'est encore élevée et étendue, et leurs prix n'ont jamais été aussi bien soutenus et aussi relativement supérieurs à ceux des soies étrangères.

La libre sortie des soies de France (aussi avec un simple droit de balance), qui devait priver nos fabricants de leur principal élément de supériorité, n'a pas empêché le nombre de nos métiers de doubler dans l'espace de quinze ans, et le chiffre de nos exportations de s'élever de 120 millions à 300 millions. Tout le monde a pu d'ailleurs juger aux expositions de Londres et de Paris des progrès accomplis dans la fabrication des soieries françaises, non pas malgré, mais à cause de la liberté dont jouissent les transactions des matières premières. J'ajouterai que l'on doit aussi attribuer leurs progrès incessants à l'absence de protection sous forme de prohibition, de droits protecteurs ou de primes d'exportation, etc., etc., faveur aussi funeste aux producteurs qu'aux consommateurs.

Excusez le négligé de cette rédaction et recevez l'assurance de ma haute et bien sincère estime.

ARLÈS-DUFOUR.

(Fabricant de soieries, membre de la Chambre de commerce de Lyon.

ANNEXE N° 9,

LISTE

DES MEMBRES DÉLÉGUÉS ET ADHÉRENTS.

ÉTRANGER.

MEMBRES DÉLÉGUÉS.

A. — Par les gouvernements étrangers.

Pour l'Espagne. — M. Figuerola, ancien député aux Cortès, professeur à l'université de Madrid, délégué par le ministère *del fomento*; — Manuel Colmeiro, docteur en droit, professeur à l'Université de Madrid, délégué par le ministère des finances; — Gabriel Rodriguez, ingénieur des ponts et chaussées, chef de division au ministère *del fomento*, délégué par ce ministère.

Pour la Saxe royale. — M. le docteur Ernest Engel, chef de bureau de statistique au ministère de l'intérieur, à Dresde.

Pour la Suisse. — MM. Cherbuliez, professeur d'économie politique à l'École polytechnique de Zurich; — Peyer im Hof Neher de Schaffhouse; — François Borel, consul de la Confédération à Bruxelles.

Pour la Sardaigne. — M. Antonio Scialoja, ancien ministre du commerce à Naples, conseiller du cadastre, professeur à l'Université de Turin, délégué du ministère des finances du Piémont.

B. — Par diverses Associations et Chambres de commerce.

ANGLETERRE.

Société des Arts, du Commerce et de l'Industrie :

MM. le colonel Sykes, président de la Compagnie des Indes, vice-

président de la Société des Arts; — Th. Twining, jun., vice-président;
— Thom. Winkworth, membre du bureau, banquier,

Association pour la réduction des droits sur les vins :

MM. Benj. Oliveira, membre du Parlement et de la Société des Arts, président; — James Heywood, membre du Parlement; — John Mac Gregor, membre du Parlement, ancien membre du *board of trade*; — major Reed, membre du Parlement; — Th. Barnes, membre du Parlement; — Lawr. Heywood, membre du Parlement; — lieutenant colonel Macdonald; — Apsley Pellatt, membre du Parlement; — H. Gore Langton, membre du parlement.

Association pour l'uniformité du système métrique :

MM. W. Ewart, membre du Parlement; — Leone Levi, professeur de droit commercial à King's College; — John Bennett, ingénieur-mécanicien, horloger; — G. Lawford, agent de change; — Walter Winning, avoué; — James Yates, F. R. S., vice-président de l'Association; — George Buchanan, médecin; — Edwin Chadwick, chevalier de l'Ordre du Bain, ancien secrétaire du *board of health*.

Association pour l'établissement de tribunaux de commerce :

MM. Francis Lyne, président; — Henry Dix Hutton, secrétaire.

Association pour la réforme financière à Liverpool :

M. Francis, Boulton, Esquire.

Association commerciale de Manchester :

M. J.-A. Turner, Esquire, président.

Chambre de commerce de Liverpool :

MM. Ch. Holland, président; — John Lorr, vice-président; — John Aikin, trésorier; — William Brown, membre du Parlement, ancien membre du bureau de la Ligue.

Chambre de commerce de Manchester :

MM. Th. Bazley, président ; — Henry Ashworth, vice-président ;
T. Boothman, secrétaire ; — John Slagg, membre.

Chambre de commerce de Birmingham :

M. Scholefield, membre du Parlement, fabricant.

Chambre de commerce de New-Castle :

M. Allhusen, négociant.

Chambre de commerce de Bradford :

MM. Titus Salt, président ; — Henry W. Wickham, membre du
Parlement ; — Jacob Behrens, négociant ; — John Darlington, secrétaire.

Chambre de commerce de Burslem (poteries du Staffordshire) :

M. Thom Pinder, esquire.

Chambre de commerce de Belfast :

M. James Mac Adam, secrétaire du comité pour le commerce
des lins.

Chambre de commerce de Leeds :

M. Samuel Swan, secrétaire.

Chambre de commerce de Kendale :

M. John Witwell, esquire.

Chambre de commerce d'Edimbourg :

M. Ch. Lawson, président.

Association des charbonnages du Yorkshire :

M. Sam. Plimsoll, négociant.

ALLEMAGNE.

Chambre de commerce d'Aix-la-Chapelle :

MM. Bischoff, président du Tribunal de commerce ; — Scheibler, président de la Chambre de commerce.

ESPAGNE.

Société des éleveurs du royaume :

M. Gomez de Villaboa, publiciste.

FRANCE.

Chambre de commerce de Bordeaux :

M. Duffour-Dubergier, négociant, ancien maire de Bordeaux.

Chambre de commerce de Marseille :

M. Séb. Berteaut, secrétaire.

Chambre de commerce de Montpellier :

M. Danjou, rédacteur du *Messager du Midi*.

Société d'économie politique à Paris :

MM. Victor Modeste, publiciste ; — Léon Say, propriétaire ; — B. de Fontenay, publiciste ; — V. Baudrillard, professeur suppléant au collège de France ; — Dussard, ancien préfet, ancien conseiller d'État ; — Jos. Garnier, professeur à l'École impériale des ponts et chaussées.

PAYS-BAS.

Société néerlandaise pour le développement de l'industrie :

MM. P.-P. Van Bosse, ancien ministre des finances, membre des États-Généraux ; — Elink Sterck, junior, membre des États provinciaux de la Hollande méridionale ; — de Bruyn-Kops, publiciste ; — Vissering, professeur à l'Université de Leyden ; — H.-J. Koenen, secrétaire de

l'Académie des Sciences, membre des États provinciaux de la Hollande septentrionale et du conseil communal d'Amsterdam; — Metmann, ancien membre des États-Généraux; — Ackersdyk, professeur à l'Université d'Utrecht.

Société Félix Meritis à Amsterdam :

M. Th. Liotard, consul de Suisse et de Sardaigne.

SUISSE.

Institut Genèveis (section d'agriculture et d'industrie) :

MM. Nakwaski; — Baron de Grenus, consul général de Belgique à Berne.

MEMBRES ADHÉRENTS.

AMÉRIQUE.

MM. Mali, consul de Belgique à New-York; — R.-C. Calzadilla à Porto-Cabello (Venezuela).

ANGLETERRE.

MM. Daniel Salomons, lord-maire de Londres; — J.-J. Mechi, sheriff de Londres et de Middlesex, juré aux Expositions de Londres et de Paris, membre du conseil de la Société des Arts, gouverneur de l'Unity Bank, à Londres; — W. Bird, négociant en fer, directeur du London joint Stock Bank, juré à l'Exposition universelle, chevalier de la Légion d'honneur, à Londres; — Sir Cusack Roney, directeur du Great trunk Railway au Canada, ancien secrétaire de l'Exposition universelle de Dublin; — le général Thompson, ancien membre du Parlement, membre du bureau de la Ligue; — Sir W. Gore Ouseley, membre du Parlement; — Milner Gibson, membre du Parlement, ancien vice-président du Board of trade, à Manchester; — Neill, esq., publiciste, consul de Montevideo, à Londres; — Alfred Tylor, esq., à Londres; — Rob. Carleton, esq., à Londres; — Henry Bohn, éditeur,

à Londres ; — Dr Hodgson, homme de lettres, à Édimbourg ; — Duncley, homme de lettres, rédacteur de l'*Examiner and Times*, à Manchester ; — Blanchard Jerrold, édit. de l'*International*, à Londres ; — W.-G. Lumley, esq., à Londres ; — Graham Lawson, esq., à Édimbourg ; — R.-R.-R. Moore, avocat, à Londres ; — Stephen Lewis, négociant, à Londres ; — John Bull, négociant en laines, à Londres ; — J.-R. Jefferey, esq., à Liverpool ; — Rich Burn, esq., à Manchester ; — Const. Mertens, négociant, à Londres ; — Sir Fred. Forster, rentier, à Londres ; — Alb. Buchanan, étud., à Londres ; — George Buchanan, étud., à Londres ; — Baron Stenitze, propriétaire, à Londres ; — Passmore Edwards, esq., à Londres ; — Hopkinson, esq. ; — F.-O. Ward, ingénieur, à Londres ; — Henry Ayres, rédacteur du *London Banker's Gazette* ; — Comte Charles Arrivabene, publiciste, à Londres ; — Benjamin Cork, industriel, à Burslem ; — Howitt, commissionnaire, à Bradford.

ALLEMAGNE.

MM. Hartwig-Hertz, publiciste et négociant, à Hambourg ; — Docteur Asher, secrétaire du département de la navigation, à Hambourg ; — N.-D. Wichman, industriel, à Hambourg ; — Rittinghausen, publiciste, à Cologne ; — Schemmer, négociant et conseiller communal, à Cologne ; — Michel Berend, homme de lettres, rédacteur de la *Gazette de Cologne* ; — Grutzmaeher fils, négociant, à Stettin ; — Adolphe Reinach, consul de Belgique à Francfort ; — Docteur F.-W. Schubert, conseiller intime du gouvernement et professeur à Königsberg ; — Docteur Friedlander, conseiller d'État et professeur à l'Université de Heidelberg ; — Docteur Carl Helm, de Vienne ; — Docteur Maurice Stubenrauch, professeur de droit administratif à l'Université de Vienne, membre du conseil communal de Vienne ; — Kuranda, administrateur du chemin de fer du Sud-Nord d'Allemagne, directeur de l'*Ost-Deutsche-Post*, à Vienne.

ESPAGNE.

MM. José Echegaray, ingénieur de chemins de fer, directeur de l'*Economista*, à Madrid ; — Ramon de la Sagra, publiciste, à Paris ; — Quijano, négociant, membre de la Société des Économistes, à Paris ; — Andres Borrego, de Madrid ; — Ferd. Guerrero, intendant de S. M. Catholique, à Paris.

EUROPE SEPTENTRIONALE.

MM. Félix Measkowski, conseiller d'État, à Varsovie; — André Zamoycki, propriétaire; — Prince Jean Lubomirski, de Varsovie; — Comte Paul Zwierkowski, rentier à Sucha (Pologne); — Wyhowski; — Antonewski; — Iwanicki; — Comte Cieszkowski, ancien député de Posen à la Diète de Prusse.

MM. H. Lopatine, conseiller de collège de S. M. l'Empereur de Russie; — de Hagemeister, conseiller d'État au service de S. M. l'Empereur de Russie, à Saint-Petersbourg; — Andréeff, aide inspecteur d'études à l'Institut technologique, à Saint-Petersbourg; — Th. Grass, professeur à Riga.

MM. Émile Rosenorn, gentilhomme de la Chambre du Roi de Danemark; — David, conseiller d'État, à Copenhague.

FRANCE.

MM. de Lamartine, homme de lettres, à Paris; — Duc d'Harcourt, ancien pair de France, ancien président de l'Association pour la liberté des échanges, à Paris; — M. Wolowski, membre de l'Institut de France, correspondant des Académies de Turin, de Naples, de Cracovie et de la commission de statistique de Belgique, à Paris; — Ad. Blaise (des Vosges), membre de la Société d'économie politique, ancien secrétaire du jury de l'Exposition universelle; — N. Bourgeois, propriétaire, à Paris; — A. Courtois fils, publiciste, à Paris; — L. Berr, de la maison Berr et fils, fabricant de broderies, à Nancy; — Clavée, propriétaire, à Paris; — Félix Belly, rédacteur du *Pays*; — Alfred Darimon, rédacteur de la *Presse*; — H. de Boë, avocat, à Paris; — A. Campan, ancien secrétaire de la Chambre de commerce de Bordeaux; — Charles d'E. Polican, homme de lettres; — Pascal Duprat, ancien représentant du peuple, directeur de la *Libre Recherche*; — Jules Duval, rédacteur des *Annales de la colonisation algérienne*, à Paris; — Fréd. Passy, membre de la Société d'économie politique, à Paris; — Docteur Bamberg, à Paris; — Blandin, avocat, à Pau; — Jean Dollfus, manufacturier et président de la Chambre de commerce

de Mulhouse; — Lamil, rentier, à Paris; — Vicomte Gardi, ancien préfet, directeur du journal *le Centre Algérien*; — de Lavergne, membre de l'Institut; — Comte de Kergorlay, membre du Corps législatif; — Bazille, propriétaire, consul de Belgique à Montpellier; — Henri Al-léon, négociant en laines, à Annonay (Ardèche), ancien président du tribunal de commerce; — Philippe, négociant à Lyon; — Docteur Basch, à Paris; — Des Rosiers, propriétaire, à Paris; — Ed. Simon, homme de lettres, à Paris; — Moynier, propriétaire, à Genève; — Edouard Montefiore et G.-B. Montefiore, propriétaires, à Paris; — Juste Viel, négociant, au Havre; — Lajard, négociant, à Bordeaux.

ITALIE.

MM. S. Ferrara, professeur d'économie politique à l'Université de Turin; — Comte J.-B. Michellini, membre du Parlement sarde, à Turin; — Paul de Scalzi, agent de change, à Gênes; — Antonio Casati, propriétaire, à Turin; — Docteur Benoit Trompeo, membre de l'Académie de médecine, à Bielle (Piémont); — Guido Susani, ingénieur, professeur de mécanique industrielle à la Société d'encouragement des arts et métiers, de Milan; — Emmanuel Martinengo, négociant, juge au tribunal de commerce, vice-consul ottoman, à Savone; — Cipri, membre de plusieurs académies, à Naples; — Jérôme Boccardo, avocat et professeur d'économie politique, à Milan; — P.-V. Basano, de Mantoue.

PAYS-BAS.

MM. Van Ryckevorsel, membre de la première Chambre des États-Généraux et président de la Chambre de commerce de Rotterdam; — F.-W. Blom, négociant et membre des États provinciaux, du conseil communal et de la Chambre de commerce de Rotterdam; — Reep-maker, avocat, secrétaire de la Chambre de commerce de Rotterdam; — Sprengle, président de la Chambre de commerce d'Amsterdam; — H.-A. Wynne, négociant et membre de la Chambre de commerce de Groeningue; — Schillhuys, membre des États provinciaux, à Groeningue; — De la Bassecour-Caan, avocat à la Haute-Cour de justice à La Haye; — P.-N. Muller, armateur, à Amsterdam; — H. Muller, négociant-armateur, consul de la Nouvelle-Grenade, à Rotterdam; — V. Baumhauer, chef de bureau de statistique générale au ministère de l'intérieur, à La Haye; — Van Beeck-Vollenhoven, mem-

bre de la première Chambre des États-Généraux, négociant à Amsterdam; — de Monchy, négociant, membre de la Chambre de commerce de Rotterdam; — J. Rueb, négociant et membre du conseil de la Banque javanaise de Batavia, à Rotterdam; — F.-J. Plate, négociant-armateur, vice-président de la Chambre de commerce, membre du conseil municipal, à Rotterdam; — C.-W. Eeckhout, fabricant et bourgmestre, à Oldenzaal; — C.-T. Storck, fabricant et membre de la Chambre de commerce, à Oldenzaal; — J.-E. Storck, fabricant, à Hengeloo; — Suringar, propriétaire, à Zutphen; — Verduchène, avocat, à Maestricht; — H.-P. Van Heukelom, directeur de la Société anonyme l'*Atlas*, à Amsterdam; — E. Van Voorthuysen, propriétaire, à Utrecht; — J. Van Heukelom junior, industriel, à Leyde; — W. de Sitter, membre des États provinciaux et conseiller communal, à Groningue; — Ochsner, industriel, ancien consul suisse à Amsterdam; — Joh. Graadt Van Rogge, négociant, à Nimègue; — Pabst, propriétaire, à Utrecht.

BELGIQUE.

MEMBRES DÉLÉGUÉS.

Société belge d'économie politique :

MM. le comte Arrivabene, ancien vice-président du Congrès de 1847, président; — chev. Charles de Cocquiel, professeur à l'Institut du commerce d'Anvers, secrétaire; — Eug. de Molinari, avocat, secrétaire; — Dereine-Idstein, négociant en manufactures, trésorier.

Association belge pour la réforme douanière. — Comité central de Bruxelles :

MM. Coor-Vander-Maeren, négociant, ancien juge au Tribunal de commerce de Bruxelles, président; — Barbier-Hanssens, fabricant de bonneteries et de papier, vice-président; — Aug. Couvreur, homme de lettres, secrétaire; — G. Jottrand fils, avocat, secrétaire; — G. de Molinari, professeur d'économie politique au Musée de l'industrie, archiviste; — Keutter, négociant en draps, trésorier.

Comité de l'Association à Verviers :

MM. Lucien Masson, avocat, secrétaire de la Chambre de commerce, président ; — Gouvy, filateur de laine, vice-président ; — Victor Deheselle, fabricant de draps, membre ; — Suoeck, fabricant de draps, membre ; — Jules Mali, trésorier ; — Bède, secrétaire ; — Vandermaesen, secrétaire.

Comité de l'Association à Liège :

MM. Ch. Lesoigne, industriel, membre de la Chambre des Représentants, président ; — Geoffroy père, industriel, vice-président ; — Ulysse Capitaine, secrétaire ; — H. Clochereux, avocat, secrétaire ; — A. Cudelle, avocat ; — Ch. Digneffe, président du Tribunal de commerce ; — Dawans-Orban, industriel ; — L. Bronne, industriel, membre du Conseil communal ; — baron de Selys-Longchamps, sénateur.

Comité de l'Association à Mous :

MM. Ch. Lehardy de Beaulieu, professeur à l'École des mines, président ; — Wyvekens, professeur à l'Athénée, secrétaire.

Comité de l'Association à Charleroi :

MM. Isaac, avocat, président ; — Dom. Jonet, maître de verreries, vice-président ; — de Fontaine, docteur en sciences, secrétaire.

Comité de l'Association à Huy :

MM. D'Autrebande, industriel, membre du Conseil communal, président ; — Em. Brixhe, industriel, directeur de *Corphalie* membre ; — Eug. Godin, fabricant de papier, membre.

Chambre de commerce d'Anvers :

MM. C. Agie, négociant, président ; — J.-J. Cateau-Wattel, négociant et armateur ; — H.-F. Matthysens, négociant, consul général de Costa-Rica.

Chambre de commerce d'Audenarde :

MM. Liefmans Delagache, président ; — Joseph Vanspieren, négociant.

Chambre de commerce de Bruges :

MM. Aug. Valckenaere-Thomas, négociant ; — Ernest Marlier, industriel.

Chambre de commerce de Dixmude et d'Ypres :

MM. Pierre Beke, président ; — Vanalleynes-Schokeel, vice-président ; — Louis Rabau, membre.

Chambre de commerce de Namur :

MM. Kegeljan, industriel ; — Henry, industriel ; — Royer père, conseiller communal et échevin.

Chambre de commerce de Nivelles :

MM. L. Gilain, mécanicien-constructeur et filateur de laine ; — Alex. Solway, saunier, membre ; — Durieux, industriel, secrétaire.

Chambre de commerce de Verviers :

MM. Mullendorf, manufacturier, président ; — Lucien Renard, directeur de la Société de *Membach*, membre ; — Henri Laoureux, fabricant de draps, membre ; — Henri Lieutenant, fabricant de draps, membre.

Société centrale d'agriculture de Belgique :

MM. Bortier, propriétaire ; — de Chentignes, propriétaire, ancien membre du Conseil provincial du Brabant ; — Daumerie, propriétaire ; Jooris, avocat ; — Van den Broeck, professeur de chimie ; — Jacquet, propriétaire.

Province du Brabant.

MEMBRES ADHÉRENTS.

Bruxelles : MM. Charles de Brouckere, bourgmestre de Bruxelles, ancien membre de la Chambre des Représentants, ancien Ministre, ancien président du Congrès de 1847; — Ad. Lehardy de Beaulieu, ingénieur, ancien secrétaire du Congrès de 1847, membre du comité central de l'Association belge pour la réforme douanière; — N. Reynstiens, publiciste et propriétaire, membre du comité central; — Mayer-Hartogs, fabricant, membre du comité central; — Vanden Broeck, négociant en métaux, membre du comité central; — J. Becquet, négociant, juge au Tribunal de commerce, membre du comité central; — Kustohs-Devleeschouder, négociant en manufactures, membre du comité central; — d'Hauregard, négociant, membre du comité central; — Hyac; — Deheselle, propriétaire et publiciste, membre du comité central; — H. Schuster, juge au Tribunal de commerce, administrateur de la Société de l'*Union du Crédit*, membre du comité central; — Lemaieur-Detige, fabricant de passementeries, membre du comité central; — Custer, négociant en drogueries; — Dereine-Idstein, négociant en manufactures; — A. Lorsont, négociant en tapis et papiers peints, membre du comité central; — Aug. Jones, fabricant de carrosseries, membre du comité central; — Eug. Prévinair, membre de la Chambre des Représentants, administrateur de la Banque Nationale; — F. Fortamps, propriétaire et juge au Tribunal de commerce; — Herry de Cocquéau, conseiller provincial, membre de la députation permanente du Brabant; — A. Visschers, membre du Conseil des mines; — Raph. Bisshoffsheim, banquier, administrateur de la Banque Nationale; — comte Goblet, membre de la Chambre des Représentants; — comte Léon de Borchgrave d'Altena, propriétaire; — A. Quetelet, directeur de l'Observatoire royal, membre de l'Académie; — Ed. Ducpetiaux, inspecteur général des prisons et des établissements de bienfaisance; — Jottrand père, avocat, ancien membre du Congrès national; — Toussaint, notaire, ancien membre de la Chambre des Représentants; — S. Da Mota, consul général du Brésil; — de Bonne, ancien représentant, membre du conseil provincial; — A.-J. Adan, banquier; — E. Brugman, banquier; — M. Veydt, avocat et conseiller provincial; — Ed. Perrot, membre de la commission centrale de statistique; —

Jacobs fils, négociant en draps, président du Tribunal de commerce; — A. Fontainas, avocat, échevin, membre du Conseil provincial; — Oulet-Dupont, fabricant et conseiller communal; — Mariazo E. Derivero, consul général du Pérou; — S. Riche, brasseur et conseiller communal; — H. Davignon, propriétaire; — Max. Carez, ingénieur de première classe des ponts et chaussées; — Émérique, directeur de l'*Union du Crédit*; — Funck, avocat; — Bourson, homme de lettres; — Fr. Van Dyck, négociant; — Bruzetto, membre de la commission d'agriculture à Uccle; — Capouillet, raffineur de sucre; — Émile Allard, négociant, administrateur de l'*Union du Crédit*; — Devadder, conseiller communal; — G. Deory, inspecteur du gaz continental; — M.-B. Dejonghe, propriétaire; — Dejonghe-Petit, propriétaire; — Beka-Dubois, propriétaire; — Tillière, avocat; — Delaveleye, directeur du *Moniteur des Intérêts matériels*; — Banck, fondeur; — Ch. Van Imschoot, rentier; — H. Richmond, propriétaire; — Vallée, négociant; — Forster M. B. F. R. A. L. S., rentier; — Brixhe, industriel; — Zaman, propriétaire; — Levy Prins, consul de Turquie; — Sterckx, directeur de l'*Observateur*; — Faure, avocat, directeur de l'*Etoile Belge*; — Léopold Coclers, professeur de mathématiques; — Victor Vanderborght, carrossier; — A. Deby, industriel; — A. de Baecker, propriétaire; — Van Heck, négociant en métaux; — Dellattre et Waucquez, négociants; — Semet, entrepreneur du gaz; — Ch. Lelong, imprimeur; — Mills, négociant en quincaillerie; — Ed. Wolff, fabricant d'armes et de boutons; — Bouquié-Lefebvre, propriétaire; — Haeck, employé au ministère des finances; — Demeur, avocat; — H. Goetvinck père, négociant en bois; — G. de Kouinck, sténographe à Bruxelles; — Rappard, négociant; — Riepe, négociant; — Gottschalk, fabricant de tabac; — Philipps, fabricant de tabac; — Aug. Decq, libraire-éditeur; — Ph. de Molinari, médecin, membre de plusieurs sociétés savantes; — Gust. Plétain, fabricant; — J.-B. Bonnevie, avocat; — Van Cutsem, propriétaire; — A. de Latour, de la maison Vandenberghe et C^e, industriel à Schaerbeek lez-Bruxelles; — Olin et Robert, négociants en papiers; — Labrousse, ancien représentant du peuple; — Malherbe fils, fabricant de papier; — Lammens et C^e, fabricant de papier; — Wattecamp fils, fabricant de tulles et mousselines; — Hochstaedter, négociant; — Cluzeau aîné, négociant en nouveautés; — Victor Faider, avocat, ancien secrétaire du Congrès de 1847; — Waring, ingénieur; — A. Bascou, négociant; — Ferd. Veldekens, négociant en vins et liqueurs; — B. Pia, négociant; — Weil-Picard, négociant en horlogerie; — Gérard Sanders, commissionnaire en

marchandises; — Landrior, commissionnaire eu marchandises; — A. Lebermuth, professeur à l'Athénée; — Deguelle, employé; — Keymolen, brasseur; — Asselbergs-Lequime, négociant; — docteur J. Parigot, professeur honoraire de l'Université; — Alph. Bodart, industriel; — Ed. Jonniaux, négociant; — F. Washer, fabricant de tulles; — Caillet Halot, fabricants de marchandises; — C. Van Goethem, mécanicien constructeur; — Aug. Beernaets, avocat; — Tarte, ingénieur; — Houyet, fabricant à Molenbeek lez-Bruxelles; — F. Delcroix fils, négociant; — A. Thoreau, négociant; — Ant. Bassompierre, négociant en bougies; — Alfred Renson, rédacteur de la *Gazette du Village*; — F. Goetvink fils, négociant en bois; — F. Coenaes, négociant; — A.-J. Le Pas, publiciste, commissaire du gouvernement près des sociétés de chemins de fer; — Pelgrims, négociant; — Degroux, négociant; — C. Aelterman, industriel; — Hanno, homme de lettres; — Deprez, négociant; — Brunard, négociant; — F. Pastur, négociant en draps; — P. Annemans fils, négociant; — Ch. Goffin, maître de forges; — A. Bémont, négociant; — A. Ghesquière, négociant; — Polet Bienaimé, négociant; — D. Streel, négociant; — Maus Poncelet, négociant; — Van Moorsel Devis, fabricant; — G. Becquet, négociant; — Léon Gauchez, de la maison Michel de Keyser, fabricant d'étoffes et de couvertures de laines; — Neuhaus, négociant, consul de Prusse; — Fix, négociant.

Louvain : MM. Carleer, conseiller communal; — Eugène Stappaerts, propriétaire, membre de la Chambre de commerce.

Province de Liège.

Liège : MM. Ch. Lesoinne, industriel, membre de la Chambre des Représentants, président; — Geoffroy père, industriel, vice-président; — Ulysse Capitaine, secrétaire; — H. Clochereux, avocat, secrétaire; — A. Cudelle, avocat; — Ch. Digneffe, président du Tribunal de commerce; — Dawans-Orban, industriel; — L. Bronne, industriel, membre du conseil communal; — Baron de Selys-Longchamps, sénateur; — F. Capitaine, président de la Chambre de commerce; — P.-A. de Thier, membre de la commission d'agriculture; — J.-B. Kaufmann, directeur du Trésor; — F. Behr, directeur-gérant de la Société l'Espé-

rance; — Ad. Lesoinne, professeur à l'Université de Liège; — Louis de Quarta, propriétaire.

Seraing : M. Pastor, directeur de la société *John Cockerill* et ancien juge au Tribunal de commerce.

Verviers : MM. F.-J. Leroy, mécanicien; — J.-J. Ortmans, fondeur en cuivre; — Ed. Ortmans-Wasson, fondeur en cuivre; — P. Moxhet, commis-négociant; — J.-L. Troupin, mécanicien; — P. Angenot, foulon; — Laurent Beaurang, négociant; — J.-H. Vandresse, meunier; — Joseph Zurstrassen, négociant; — Ed. Zurstrassen, négociant; — L.-J. Adam-Bourgard, fabricant; — J.-J. Olivier, fabricant de draps; — Ch. Lefort, fabricant de draps; — Clément Ortmans, brasseur; — P.-J. Cormeau aîné, mécanicien; — Closset fils aîné, fondeur; — Ant. Lexhène, serrurier-navetier; — Nicolas Lejeune, cardier; — J. Sakée, ébéniste; — A.-J. Ziane, négociant; — V. Weerts-Sacré, chaudronnier; — Bonvoisin fils, filateur; — M.-J. Godbelle, plombier; — Édouard Georges, fabricant de cartes; — Vandersavel-Arnoldy, ex-fabricant de draps; — Joseph Olivier fils, fabricant de draps; — Boniver frères, fabricant de cartes; — Richard Sirtaine, marchand de laines; — Louis de Harenne, marchand de laines; — O.-J. Kretz, commissionnaire; — G. Toussaint, fabricant de draps; — Julien Grandjean, fabricant de draps; — E. Grandjean, fabricant de draps; — Ortmans-Hauzeur, teinturier; — S. Vervier, négociant; — Martin Vervier, marchand de laine; — Victor Doret, fabricant de draps; — W. Herve, architecte; — Henry Laoureux, fabricant de draps; — L.-J. Fischer, négociant; — Pierre Grosfils, brasseur; — Pirenne et Duesberg, industriels; — H. Dardenne, industriel; — F. Latard, négociant; — Roba, receveur communal, à Andrimont; — H.-F. Grandjean, échevin; — Ed. Mineur, industriel; — Frédérici frères, industriels; — J.-N. Yonck, industriel; — P.-J. Legrand, négociant; — Ed. Graizer, négociant; — Colsoul, directeur de la Compagnie du gaz; — A. Muller, banquier; — F. Sirtaine, fabricant de draps; — Fischer et Cornet, commissionnaires; — E.-A. Grenade fils, marchand de laines; — P.-J. Grofils-Gérard, représentant; — Charles de Brus, marchand de laines; — O.-C. Duesberg, industriel; — H. Leschorn, commis-négociant; — Feye fils, brasseur; — P. Lardi-

nois, teinturier; — L.-J. Bosard, négociant; — Gilon-Grayet, négociant; — H. Guiaotte-Renaud, négociant; — Aug. Vivroux, architecte; — Jules Grosfils, ingénieur; — Jules Vivroux, architecte; — Armand Collet, membre de la Députation permanente; — Lobet-Simon, négociant; — Étienne Chapuis, pharmacien; — Ch. Mullendorff, négociant; — Jules Hauzeur, négociant et commissionnaire; — Henry Grandjean, négociant; — Armand Couvreur, négociant; — Wauters frères, négociants; — Félix Delrez, négociant; — A. Frédirici, négociant; — François Loupart, négociant; — Gilon-Francotte, négociant; — Ed. Herla, avoué licencié; — P.-Eug. Mullendorff, négociant; — Armand Simonis, fabricant de draps; — Iwan-H. Simonis, fabricant de draps; — Victor Simon, directeur de la *Société métallurgique*; — J.-J. Bossau, mécanicien; — Dh. Feitweis, teinturier; — N. Rousseau, fabricant de draps; — Ed. Pollet, fabricant de draps; — Ed. Pollet fils, fabricant de draps; — M.-J. Dubois, fabricant de draps; — G. Clermont, publiciste; — Goffin, rédacteur en chef du *Courrier de Verviers*; — Mathieu Chautin, fabricant de draps.

Hodimont : MM. Bettonville et Despa, fabricants de draps et étoffes; — J.-J. Arnoldy, ex-marchand de laines; — Frères Grégoire, ex-fabricants de draps; — Rüfer et Frostorff, négociants; — L. Masson, fabricant de draps et étoffes; — L. Couvreur, négociant; — N.-Aug. Arnoldy, rentier; — J.-J. Nokin, fabricant de laine; — H. Garot, commissionnaire en laines; — Dechaineux-Moreau, fabricant; — Baras-Navaux, fabricant de draps et étoffes; — Grosset-Winand, négociant; Jacques Cornet, entrepreneur; — T. Deleval, négociant; — H. Systemans et C^e, fabricants.

Dison : MM. F.-J. Bleyfuez et fils, fabricants; — Eugène Baar, notaire; — Chandelle-Hanotte, fabricant; — F. Lincé, fabricant; — Closset-Jetteur, fabricant; — Lekeu-Dehenau, fabricant; — N. Rensonnet et C^e, presseurs; — M. Lassaut fils, fabricant; — Henri Lincé fils, fabricant; — Victor Gauthy, fabricant; — Armand Fabry, fabricant; — M. Demonty fils, fabricant; — Lejeune de Baar, fabricant; — D.-J. Closset, notaire; — Jardinot-Bellefontaine, presseur; — Aug. Desmarests, fabricant; — Ad. Sagehomme de Baar, fabricant; — Gérard Jetteur, fabricant; — Rensonnet-Deux, presseur; — N.

J. Hotermans, fabricant ; — G.-H. Leclercq-Lutaster, fabricant ; — J.-E. Lejeune-Vincent, fabricant ; — S.-E. Lejeune-Vincent, fabricant ; — Veuve H. Scuvée, fabricante ; — B. Jupsin fils, fabricant ; Devosse-Blaise, fabricant ; — J.-J. Baguette, fabricant ; — P.-J. Driesman, fabricant ; — Debeve-Blaise, fabricant ; — Arnould Desvèrighas, fabricant ; — S. Sagehomme fils, fabricant ; — M.-J. Molinghen, fabricant ; — D.-D. Mathieu, fabricant ; — Winandy-Veuster, fabricant ; — Loudemant-Robert, fabricant ; — P. Mouhy, fabricant ; — Olivier frères, fabricants ; M. Chatten, fabricant.

Ensival : MM. Piron-Thimister, fabricant de draps et étoffes ; — Ferd. Del Marmol, fabricant de draps et étoffes ; — V^e Pierre Tassin, fabricante de draps et étoffes ; — Henrotay frères, fabricants de draps et étoffes et filateurs ; — C.-F. de Leau, notaire ; — J.-L. Gigot-Jacquemart, raffineur de sel ; — Ferbeck-Faucheur, fabricant de produits réfractaires ; — Ch. Bertrand, mécanicien ; — J.-J. Valentin, filateur ; — Dorman-Boverie, directeur de fabrique ; — J.-J. Grégoire, commis-négociant ; — G. Funcken, commis-négociant ; — F. Doutrew, serrurier-mécanicien ; — Gustin, commis-négociant ; — H. Boverie, marchand de verres ; — B. Pauly, négociant ; — J. Debrus, commis-négociant ; — P.-J. Houard, négociant ; — P.-J. Batta, fabricant de draps ; — C.-E. Gilkinet, échevin ; — H. Angenot, marchand de bois ; — J.-M. Mâréchal, négociant ; — L.-J. Jehin, mécanicien ; — Henri Piron, négociant ; — M. Bertrandet fils, marchands de bois ; — V^e P. Corman et fils, filateurs.

Province d'Anvers.

Anvers : MM. baron Cogels, membre du Sénat ; — Ch. Pecher, négociant, membre de la Chambre de commerce ; — Dumoulin père, rédacteur du *Précurseur* ; — Félix Grisar, courtier en marchandises ; — Ch. Nauts, négociant, membre de la Chambre de commerce ; — Everaerts-Jacobs, de la maison Havenith ; — J. Joostens, avocat ; — Léon Vercken, secrétaire de la Chambre de commerce ; — P.-J. de Caters, banquier ; — Havenith, banquier ; — Bunge, négociant, membre de la Chambre de commerce ; — Vanden Nest, négociant, membre de la Chambre de commerce ; — Alex. Joffroy, négociant, de la maison Joffroy et Van Hal ; — Van Hemelryck, avocat.

Turnhout : M. Van Broeckhoven, propriétaire.

Province du Hainaut.

Tournai : MM. F. Crombez, propriétaire; — Lemaire-Dupret, fabricant de bonneterie, vice-président de la Chambre de commerce; — Benolt Allard, fabricant de tissus; — Alfred Allard, fabricant de tissus.

Mons : MM. Jules Bourlard, avocat et conseiller provincial; — Alb. Toillier, ingénieur des mines; — Vincent Wery, avocat.

Jemmapes : M. Louis Rénart, ingénieur civil et entrepreneur.

Charleroi : MM. Fabry, ingénieur civil et industriel; — H. Boens, docteur en médecine et en sciences.

Lodelinsart : M. L. de Dorlodot de Morialmé, propriétaire de verreries.

Andennes : M. F. Bertrand, industriel, directeur d'usine.

Fayt : M. F. Dupont, maître de forges; — Victor de Quanter.

Courcelles : M. Const. Vander Elst, maître de verreries.

Province de la Flandre orientale.

Gand : MM. Ch. Cateau, industriel; — Jules Guequier, propriétaire

à Wachtebeke; — Ad. Neyt, raffineur de sucre; — Émile de Laveleye, avocat.

Alost : MM. Albert Boom, membre de la Chambre de commerce; — Tamont-Deelerq, président; — Deryek, secrétaire; — A. Van Langenhoven, membre.

Termonde : M. de Bruyn, fabricant d'huile, membre de la Chambre de commerce.

Province de la Flandre Occidentale.

Courtrai : MM. Henri Deroubaix, fabricant, membre de la Chambre de commerce.

Ostende : M. Auguste Duclos, armateur, membre de la Chambre de commerce.

Roulers : M. Tant-Verlinde, industriel, membre de la Chambre de commerce.

Province de Namur.

Namur : M. A. Royer de Behr, échevin.

Province de Limbourg.

Tongres : MM. Michiels, rentier; — Schaetzen, juge d'instruction.

Spalbeek : M. Eug. Pollenus, ancien membre de la Chambre.

Se sont excusés de ne pouvoir assister aux délibérations du Congrès, pour cause d'occupations ou d'indisposition :

MM. le colonel Sykes, président, et Twining, junior, vice-président et délégués de la Société des Arts, etc., à Londres ; — Farr, du *General Register Office*, Henry Alcock esq., Henry Dunckley, de Manchester, etc.

MM. Duffour-Dubergier, président et délégué de la Chambre de commerce de Bordeaux ; — Jean Dollfus, manufacturier, président de la Chambre de commerce de Mulhouse, — de Lavergne, membre de l'Institut ; — comte de Kergorlay, membre du corps législatif et de la Société des Économistes ; — Bazile, propriétaire, consul de Belgique, à Montpellier ; — Henri Alléon, négociant en laines, à Annonay (Ardèche), ancien président du tribunal de commerce, vice-président honoraire de la Société des Arts et de l'Industrie de Londres, etc. ; — V. Philippe, négociant à Lyon, membre de la Société des Économistes de Paris ; — Clavée, propriétaire à Paris ; — Carlès-Dufour, fabricant de soieries à Lyon, membre de la Chambre de commerce de Lyon ; — Barbe-Schmitz, fabricant de broderie à Nancy (Meurthe), etc., etc.

MM. Van Bosch, membre des États-Généraux des Pays-Bas, ancien ministre des finances ; — Van Ryckevorsel, membre de la première Chambre des États-Généraux, président de la Chambre de commerce de Rotterdam ; — Beeck-Vollenhoven, membre de la première Chambre des États-Généraux, négociant, à Amsterdam ; — Sprengler, président de la Chambre de commerce d'Amsterdam ; — Schiltbuys, propriétaire et membre des États provinciaux, à Groningue ; — Ameshoff, propriétaire, à Amsterdam ; — Ochsner, ancien consul suisse, à Amsterdam, etc.

MM. Maurice de Stubenranch, professeur de droit administratif à l'Université de Vienne ; — Asher, secrétaire du département de la navigation, à Hambourg ; — Fréd. Gruenhagen, publiciste à Königsberg ; — Fréd. Holst, professeur de médecine, à Christiania.

MM. Lehardy de Beaulieu, ingénieur, membre du comité central de l'Association, à Bruxelles ; — Eug. Stappaerts, propriétaire, à Louvain ; — Isaac, avocat, président du comité de Charleroi ; — Albert Toillier, ingénieur au Corps des mines à Mons, etc.

STATISTIQUE DU CONGRÈS ⁽¹⁾.

S'étaient fait représenter au Congrès :		Membres.
I. — 4 gouvernements (officiellement).		8
16 institutions, sociétés savantes, d'économie politique, de navigation, de commerce et d'industrie.		56
21 Tribunaux et Chambres de commerce (14 de l'étranger, 7 de la Belgique).		43
Membres de Tribunaux et de Chambres de commerce, assistants sans mandat spécial.		20
		127
II. — On remarque parmi les membres et adhérents (belges ou adhérents étrangers) au Congrès :		
Ministres ou anciens ministres d'États		7
Lord-maire de Londres.		1
Bourgmestre de Bruxelles.		1
Membres d'assemblées parlementaires (lords, sénateurs, représentants, députés).		35
Anciens ambassadeurs et chargés d'affaires.		5
Officiers généraux.		2
Conseillers d'état de divers pays.		10
Préfets ou gouverneurs de province.		6
Nombres d'illustres académies ou professeurs émérites, ingénieurs.		28
Avocats et médecins.		11
Consuls de commerce.		15
		121
Soit membres délégués officiels, fonctionnaires, etc.		248
III. — Industriels, manufacturiers belges et étrangers.		191
Négociants divers id.		121
Propriétaires agriculteurs id.		41
		353
Journalistes, hommes de lettres, professeurs non déterminés.		41
Total des membres délégués ou adhérents.		642

(1) En raisonnant ce chiffre global, on est conduit à reconnaître que les deux tiers au moins doivent être restitués à l'agriculture, à l'industrie et au commerce. Les Chambres de commerce et les consuls y figurent au nombre de soixante et quinze, on y compte aussi beaucoup de membres des assemblées parlementaires qui appartiennent à l'une ou l'autre de ces trois sources de la richesse matérielle.

IV. — Si l'on décompose ces chiffres on trouvera :

Pour l'Étranger. 194

Pour la Belgique 448

Si l'on classe par catégories les membres du Congrès, pour la Belgique seulement, il ressort :

1^{re} Industriels 172

2^e Négociants 96

3^e Propriétaires agriculteurs. 32

4^e Autres professions. 448 (1)

Chiffre égal. 448

ANNEXE N° 10.

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

AU CONGRÈS INTERNATIONAL

POUR LES RÉFORMES DOUANIÈRES.

MM. Ch. de Brouckere, bourgmestre.	Bruxelles.	Fr. 100 »
Corr.-Vander-Maeren.	Id.	» 100 »
N. Reyntiens.	Id.	» 100 »
Ad. Le Hardy de Beaulieu.	Id.	» 50 »
G. Jottrand, fils.	Id.	» 25 »
Mayer-Hartogs.	Id.	» 50 »
P. Florent. Vandenbroeck.	Id.	» 50 »
Julien Becquet.	Id.	» 50 »
Kuhstohs-Devleeschouder.	Id.	» 50 »
J. D'Hanregard.	Id.	» 100 »
P. Keutter.	Id.	» 25 »
G. De Molinari.	Id.	» 25 »
Aug. Couvreur.	Id.	» 25 »
Hyacinthe Deheselle.	Id.	» 50 »
F. Fortamps.	Id.	» 50 »
Eug. Prévinaire.	Id.	» 50 »
Henry Schuster.	Id.	» 50 »
C. Lemaieur-Detige.	Id.	» 25 »
J.-G. Custers.	Id.	» 25 »
Dereine-Jostein.	Id.	» 25 »
A. Lorisot.	Id.	» 25 »
Barbier-Haussens.	Id.	» 50 »
Ed. Duepetiaux.	Id.	» 25 »
Le comte Arrivabene.	Id.	» 25 »
Toussaint.	Id.	» 25 »
Quetelet, directeur de l'observatoire.	Id.	» 25 »
A reporter.		Fr. 1200 »

	Report.	Fr.	1200	»
MM. Ch. Lelong.	Bruxelles.	»	25	»
A. Fontainas.	Id.	»	25	»
De Bonne.	Id.	»	25	»
Aug. Beernaert.	Id.	»	25	»
X. Tarte.	Id.	»	25	»
Ch.-A. Campan.	Id.	»	25	»
Aug. Visschers.	Id.	»	25	»
F. Deleroix, fils.	Id.	»	25	»
A. Houyet, fabricant.	Id.	»	25	»
A. Thoreau.	Id.	»	25	»
Ed. Jonniaux et C ^{ie} , fabricant.	Id.	»	25	»
Edouard Wolff, négociant.	Id.	»	25	»
J.-J. Cail, Halot et C ^{ie} , constructeurs de machines.	Id.	»	50	»
G. Van Goethem, construct. de machines.	Id.	»	25	»
T. Keymolen, brasseur.	Id.	»	25	»
Asselbergs-Lequime, négociant.	Id.	»	25	»
P. Capouillet, raffineur.	Id.	»	25	»
V ^e F. Washer, tulle.	Id.	»	25	»
Thomé et Hochstaedter.	Id.	»	25	»
Otlet-Dupont.	Id.	»	25	»
Émile Allard.	Id.	»	25	»
Rappard et Riepe, frères, négociants.	Id.	»	25	»
Gottschalk et Philips.	Id.	»	25	»
G. Drory.	Id.	»	100	»
Ad. Bascon, commission. marchandises.	Id.	»	25	»
Ferd. Veldekens, négociant.	Id.	»	25	»
P. Jacobs, fils, président du tribunal de commerce.	Id.	»	25	»
Cluseau, aîné.	Id.	»	25	»
Victor Faider.	Id.	»	10	»
Waring, frères.	Id.	»	25	»
C ^{ie} Goblet, représentant	Id.	»	25	»
A. Van Cutsem.	Id.	»	25	»
A. de Latour, directeur de la maison de Vandenbrande et C ^{ie} .	Id.	»	25	»
Olin, fabricant.	Id.	»	25	»
Malberbe et fils.	Id.	»	25	»
Lamniens et C ^{ie} .	Id.	»	25	»
F. Pastur.	Id.	»	25	»
Bischoffsheim, banquier.	Id.	»	100	»
P. Annemans, fils.	Id.	»	25	»
A reporter.				Fr. 2355 »

	Report.	Fr. 2335	"
MM. Ch. Goffin, maître de forges.	Bruxelles.	" 25	"
A. Bemont.	Id.	" 25	"
M.-A. Ghesquière.	Id.	" 25	"
Polet-Bienaimé.	Id.	" 25	"
D. Strel.	Id.	" 25	"
Maus-Poncelet.	Id.	" 25	"
Bruzetto.	Id.	" 25	"
Ay Adan.	Id.	" 25	"
G. Becquet, négociant métaux.	Id.	" 25	"
E. Brugmann, banquier et industriel.	Id.	" 50	"
Alfred Renson.	Id.	" 40	"
H. Goetvinck, fils.	Id.	" 15	"
F. Coennes.	Id.	" 25	"
Pelgrims et De Groux.	Id.	" 25	"
C. Aelterman.	Id.	" 25	"
Herg-Cocquéau.	Id.	" 25	"
J. Borel et fils, consul de Suisse.	Id.	" 25	"
E. Perrot.	Id.	" 50	"
B. Fix, fabricant.	Id.	" 25	"
F. Seneet, établissement du gaz.	Saint-Josse-ten-Noode.	" 25	"
A. Deby.	Bruxelles.	" 25	"
Delattre et Wauquez.	Id.	" 25	"
G. Pletain.	Id.	" 25	"
G. Sanders.	Id.	" 10	"
P.-N. Mills.	Id.	" 25	"
J. E. Zaman, industriel.	Id.	" 25	"
J. Goetvinck, père.	Id.	" 25	"
C. Deradder.	Id.	" 25	"
L. Riche.	Id.	" 25	"
Bika-Dubois.	Id.	" 10	"
G. De Koniuk.	Id.	" 25	"
P. Vandenbroeck.	Id.	" 10	"
C. Van Imschoot, propriétaire.	Id.	" 25	"
Emérique.	Id.	" 50	"
L. Jottrand, père.	Id.	" 25	"
G. Funck, avocat.	Id.	" 10	"
W.-H. Richmond.	Id.	" 10	"
G. Dumoulin.	Id.	" 25	"
P. Bortier.	Id.	" 100	"
Ad. Demeur.	Id.	" 10	"
Labrousse.	Id.	" 10	"
A. Fleury.	Id.	" 10	"

A reporter. . . . Fr. 3370 "

	Report.	Fr.	3370	»
MM. Amand De Baecker.	Bruxelles.	»	10	»
Max. Carez	Id.	»	25	»
Neubaus, consul de Prusse.	Id.	»	25	»
C. Van Moorsel-Devis.	Id.	»	10	»
T. Forster, M. B. F. R. A. et L. S.	Id.	»	25	»
J.-B. Bonnevie.	Id.	»	10	»
H. Banduin, directeur d'hôpital.	Id.	»	15	»
Le comte Léon de Borchgrave d'Altena.	Id.	»	25	»
A. Jones, frères	Id.	»	35	»
Haeck.	Id.	»	10	»
M. E. De Rivero, consul général du Pérou.	Id.	»	20	»
Levy-Prins,	Id. de Turquie.	Id.	20	»
Total.				Fr. 5600 »

MM. D'autrebande.	Huy.	»	30	»
Smal-Delloye.	Id.	»	25	»
Ed. Seny.	Id.	»	25	»
Sepulchre.	Id.	»	25	»
Godin Gillard.	Id.	»	25	»
Franquinet-Delloye.	Id.	»	25	»
A. Godin.	Id.	»	50	»
Delloye-Matthieu.	Id.	»	25	»
Vincart.	Id.	»	25	»
Delloye-D'Autrebande.	Id.	»	25	»
Total.				Fr. 280 »

MM. Lucien Massou.	Verviers.	»	25	»
F.-H. Leroy.	Id.	»	10	»
S.-H. Troupin.	Id.	»	25	»
Georges Clermont.	Id.	»	25	»
Laurent Beaurang.	Id.	»	10	»
Joseph Zurstrassen.	Id.	»	20	»
J.-J. Olivier.	Id.	»	15	»
Ch. Lefort.	Id.	»	10	»
Cl. Otermans.	Id.	»	10	»
Ant. Lexhème.	Id.	»	10	»
M. Bonvoisin, fils.	Id.	»	10	»
Arna. Simonis.	Id.	»	50	»
Jules Mali.	Id.	»	25	»

A reporter. . . . Fr. 245 »

	Report.		Fr.	245	"
MM. Victor Simon.	Verviers.		"	10	"
J.-J. Bosson.	Id.		"	5	"
Ed. Pollet.	Id.		"	10	"
Ch. Fittwin.	Id.		"	10	"
M.-J. Dubois.	Id.		"	10	"
V ^{ie} Em. de Biolley.	Id.		"	25	"
J.-J. Voos.	Id.		"	10	"
Severin Fayard.	Id.		"	25	"
N.-C. Léonard.	Id.		"	5	"
H. Licotte.	Id.		"	10	"
J.-P. Troupin.	Id.		"	5	"
E. Offerman.	Id.		"	10	"
Ad. Houget.	Id.		"	25	"
Ch. Testou, frères.	Id.		"	25	"
Hauzeur-Gérard, fils.	Id.		"	25	"
C. Nicolai.	Id.		"	10	"
Dukins-Lejeune.	Id.		"	10	"
Il. Lieutenant.	Id.		"	10	"
J.-L. Secret.	Id.		"	10	"
A. Peltzer.	Id.		"	10	"
D.-J. Kritz.	Id.		"	10	"
Martin Vervier.	Id.		"	10	"
H. Laoureux.	Id.		"	10	"
Richard Sirtaine.	Id.		"	10	"
Pierre Grosfils.	Id.		"	25	"
F. Latard.	Id.		"	10	"
P.-M. Bède.	Id.		"	25	"
Il. Grandjean.	Id.		"	10	"
J. J. Gouvy.	Hodimont.		"	25	"
Arm. Masson.	Id.		"	25	"
Cl. Bettonville.	Id.		"	25	"
Jean Despa.	Id.		"	10	"
Rüfer.	Id.		"	5	"
H. Garot.	Id.		"	10	"
Duchaineux-Moreaux.	Id.		"	5	"
Il. Systermans et C ^{ie} .	Id.		"	10	"
Dukerts-Navaux.	Id.		"	10	"
A. Navaux, fils.	Id.		"	10	"
Marbais, père et fils.	Id.		"	10	"
Claudoir et Houssat.	Id.		"	10	"
Jacques Franchamps, fils.	Id.		"	10	"
V. Deheselle.	Id.		"	25	"

A reporter. . . . Fr. 805 "

	Report.	Fr	805	»
MM. Eug. Snoeck.	Hodimont.	»	25	»
F.-J. Bleyfuerz et fils.	Bison.	»	10	»
Eug. Baar.	Id.	»	10	»
Chandelle-Haunotte.	Id.	»	10	»
François Lincé.	Id.	»	10	»
Closset-Jetteur.	Id.	»	10	»
Lekeu-Dehennaux.	Id.	»	10	»
N. Rensonnet et C ^{ie} .	Id.	»	10	»
M. Lassaut, fils.	Id.	»	10	»
H. Lincé, fils.	Id.	»	10	»
Victor Gauthy.	Id.	»	25	»
Armand Fabert.	Id.	»	10	»
M. Demonty, fils.	Id.	»	10	»
Lejeune-De-Baar.	Id.	»	10	»
D.-J. Closset.	Id.	»	10	»
Jardinot-Bellefontaine.	Id.	»	10	»
Aug. Desmarets.	Id.	»	10	»
G. Jetteur.	Id.	»	10	»
Reussonnet-Donaux.	Id.	»	10	»
N.-J. Hotermans.	Id.	»	10	»
G.-H. Leclercq-Lutaster.	Id.	»	10	»
J.-E. Lejeune-Vincent.	Id.	»	10	»
S.-E. Lejeune-Vincent.	Id.	»	10	»
V ^e H. Scuvée.	Id.	»	10	»
B. Jupsin, fils.	Id.	»	10	»
Devosse-Blaise.	Id.	»	10	»
J.-J. Baguette.	Id.	»	10	»
P.-J. Driesmans.	Id.	»	10	»
Debeffe-Blaise.	Id.	»	10	»
Arne. Desverishas.	Id.	»	10	»
S. Sagehomme, fils.	Id.	»	10	»
M.-J. Molinghen.	Id.	»	10	»
D.-D. Mathieu.	Id.	»	10	»
Winandy-Veuster.	Id.	»	10	»
Loudemant-Robert.	Id.	»	10	»
P. Mouby.	Id.	»	10	»
Olivier, frères.	Id.	»	10	»
M. Chatten.	Id.	»	25	»
Piron-Thimister.	Ensival.	»	10	»
G. Funcken.	Id.	»	10	»
Ann. Collet.	Verviers.	»	10	»
Jules Grosfils.	Id.	»	25	»
Total.	Fr.	4285	»	

M.M. George Berdolt.	Auvers.	»	25	»
J. Michiels, rentier.	Tongres.	»	30	»
Schaetsen, juge.	Id.	»	30	»
Léon Van Hemelryek.	Anvers.	»	25	»
Ch. De Cocquiel, professeur.	Id.	»	25	»
J. Joostens.	Id.	»	25	»
Léon Vereken, sec. ch. de comm. d'Anvers.	Id.	»	25	»
Jules Bourlard.	Mons.	»	25	»
Wyvekens.	Id.	»	25	»
Ch. Le Hardy de Beaulien.	Id.	»	25	»
François Cromber, représentant.	Tournai.	»	25	»
Vincent Wery.	Mons.	»	25	»
L. Kinart.	Jemmapes.	»	10	»
Eugène Pollénus.	Spaelbeek (Limbourg).	»	25	»
P.-G. Vander Elst, maître de verrerie	Courcelly.	»	5	»
C.-F. Waelbroek.	Gand.	»	10	»
G. Pastor, directeur des établissements de Cockerill.	Seraing.	»	100	»
P.-J. De Caters.	Anvers.	»	50	»
Bunge et Co, membre ch. commerce.	Id.	»	100	»
Ch. Havenith.	Id.	»	25	»
J. Everaerts.	Id.	»	25	»
Al. Joffroy.	Id.	»	25	»
Ch. Nauts.	Id.	»	25	»
B ^{re} Ed. Cogels, sénateur.	Id.	»	25	»
Victor Misson.	Mons.	»	25	»
Jules Guéquièrre.	Gand.	»	25	»
A. Neyt.	Id.	»	25	»
Edm. de Selys-Longchamps, sénateur.	Waremmé.	»	25	»
Hubert Boëns.	Charleroi.	»	10	»
J.-B. Kaufmann.	Liège.	»	25	»
Agie, président de Ch. de commerce.	Anvers.	»	25	»
Catteaux-Wattel, id.	Id.	»	25	»
Matthyssens, id.	Id.	»	25	»
Valekenaeer-Thomas.	Bruges.	»	10	»
T. Luefmans-Delagaëhe.	Audenaerde.	»	10	»
H. De Roubaix.	Courtrai.	»	25	»
G. De Laveleye.	Gand.	»	25	»
Dervaux.	Id.	»	10	»
A. Royez.	Namur.	»	10	»
Tant-Verlinde.	Roulers.	»	12	»
J.-C. Verspieten.	Audenaerde.	»	10	»

A reporter. Fr. 1057 »

	Report.	Fr.	1057	»
MM. P. Beke.	Ypres.	»	10	»
J. De Laet.	Anvers.	»	10	»
François Bertrand.	Andennes.	»	25	»
Vau Broukhoven.	Turnhout.	»	10	»
L. Broune.	Liège.	»	25	»
Ch. Lesoinne, repr ^t .	Id.	»	25	»
Georges Clermont.	Id.	»	25	»
Jean Schul.	Anvers.	»	10	»
Kegelman.	Namur.	»	25	»
D. Jonet.	Couillet.	»	10	»
Ad. Lejoinne.	Liège.	»	25	»
Edouard Hauzeur.	Id.	»	25	»
L. De Dorlodot de Marianni.	Lodelinsart.	»	25	»
Total.				Fr. 1507

FRANCE.

MM. Quijano.	Paris.	Fr.	40	»
Jules Duval.	Id.	»	10	»
Vicomte Garbi.	Id.	»	10	»
H. De Boe.	Id.	»	25	»
Juste Viel.	Havre.	»	10	»
R. C. Calzadilla de Venezuela (P ^{te} Cabello).	Id.	»	10	»
P. J. Lajard.	Bordeaux.	»	15	»
E. L. Monteliore.	Paris.	»	10	»
S. Berteaut.	Marseille.	»	25	»
F. Guerrero.	Paris.	»	25	»
Le Dr Ramberg.	Id.	»	25	»
Jean Dollfus.	Nulhouse.	»	200	»
Ch. Dollfus, fils.	Id.	»	25	»
P. Danjon.	Montpellier.	»	25	»
Dr R. Basch.	Paris.	»	10	»
A. Des Rosiers.	Id.	»	25	»
L. Wolowski.	Id.	»	25	»
G. C. Guillaumin.	Id.	»	25	»
Victor Modeste.	Id.	»	25	»
Lamil.	Id.	»	25	»
A. Courtois, fils.	Id.	»	25	»
Fréd. Passy.	St-Germain en Laye.	»	25	»
Blandin.	Pau (Basses pyrénées).	»	10	»
Joseph Garnier.	Paris.	»	25	»
Total.				Fr. 675

ANGLETERRE.

MM. Sir Frederick Foster.	Londres.	Fr.	25 »
B ^{re} Stenita.	Id.	»	25 »
Chambre de commerce.	Edimbourg.	»	100 »
H. Graham Lawson.	Id.	»	25 »
James Yates.	Londres.	»	25 »
Henry Bohn.	Id.	»	50 »
T. Chadwick.	Richemond.	»	25 »
Francis Boulton.	Liverpool.	»	25 »
C. Allhusen.	Newcastle u/Tyne.	»	25 »
T. Winkworth.	Londres.	»	25 »
J. Darlington.	Bradford.	»	25 »
Samuel Swan.	Leeds.	»	25 »
B. Oliviera (du Parlement).	Londres.	»	25 »
H. W. Wickham (id.).	Bradford.	»	50 »
Albert Buchanam. B. A.	Londres.	»	25 »
Henry Dix Hutton, au nom de l'association pour l'établisse-			
ment des Tribunaux de commerce de Londres.	10 liv.	»	202 50
Th. P.	Londres.	»	25 »
S. Plimssoll.	Sheffield.	»	25 »
Bradbee.	Londres et Bruxelles.	»	25 »
Alfred Tylor.	Londres.	»	25 »
W. Ewart (du Parlement).	Id.	»	25 »
T. Oward.	Id.	»	25 »
C. Holland (Ch. commerce).	Liverpool.	»	25 »
T. Boothman.	Manchester.	»	25 »
Jacob Behrens.	Bradford.	»	25 »
Benj. Cook.	Burslem.	»	10 »
George Howitt.	Bradford York.	»	25 »
W. Scholefield.	Londres.	»	25 »
J. Mac Adam.	Belfast.	»	25 »
Stephane Lewis.	Londres.	»	25 »
Total.		Fr.	1097 50

HOLLANDE.

MM. Verduchène, avocat.	Maestricht.	Fr.	25 »
M. M. De Baumhauer.	La Haye.	»	25 »
W. De Sitter.	Groeningue.	»	10 »
A reporter.		Fr.	60 »

	Report.	Fr.	60 »
MM. J. Ackersdyck.	Utrecht.	»	25 »
J.-L. De Bruyn-Kops.	La Haye.	»	25 »
C. Elink-Sterk, jon.	Id.	»	25 »
J. Théophile Liotard.	Amsterdam.	»	25 »
F.-W.-G. Blom.	Rotterdam.	»	25 »
J.-C. Reepmaeker.	Id.	»	25 »
H.-J. Koenen.	Amsterdam.	»	10 »
Joh.-H. Graadt-Van Rogge.	Nimègue.	»	25 »
J. Van Heukelom.	Leyde.	»	25 »
H. Muller, fils.	Rotterdam.	»	25 »
H.-P. Van Heukelom.	Amsterdam.	»	10 »
M.-M. Suringar.	Zutphen.	»	20 »
J.-J. De la Bassecour-Caen.	La Haye.	»	10 »
B.-G.-A. Pabst.	Id.	»	25 »
E. Van Voorthuysen.	Id.	»	25 »
Total.		Fr.	385 »

ESPAGNE.

MM. A. Borrego.	Madrid.	Fr.	25 »
Echagaray.	Id.	»	50 »
Colmeiro.	Id.	»	25 »
Figuerola.	Id.	»	25 »
Rodriguez.	Id.	»	25 »
M.-G. De Villaboa.	Id.	»	25 »
Total.		Fr.	175 »

DANEMARCK.

MM. C.-N. David.	Copenhague.	Fr.	25 »
Emil De Rosenörn.	Id.	»	40 »
Total.		Fr.	65 »

POLOGNE.

MM. Félix Miaskowski.	Varsovie.	Fr.	50 »
André Zamoyski	Id.	»	25 »
A reporter.		Fr.	55 »

	Report.	Fr.	55 »
MM. J.-T. Labomirski.	Varsovie.	»	10 »
C ^{te} Paul Cieskowski.	Socha.	»	25 »
C ^{te} Cieskowski.	grand-duché de Posen.	»	25 »
J. Zamoycki	Varsovie.	»	25 »
	Total.	Fr.	140 »

ALLEMAGNE ET VILLES LIBRES.

MM. Hartwig S'Hertz.	Hambourg.	Fr.	25 »
G. Grützmaacher.	Stettin.	»	25 »
Friedlander.	Heidelberg.	»	15 »
Schubert.	Königsberg.	»	10 »
Bischoff.	Aix-la-Chapelle.	»	15 »
Scheibler.	Id.	»	15 »
N.-C. Wichmann.	Hambourg.	»	25 »
D ^r Ernest Engel.	Saxe.	»	15 »
J. Kuranda.	Vienne.	»	10 »
Helm.	Id.	»	10 »
	Total.	Fr.	165 »

GENÈVE.

MM. A. E. Chervuliez.	Zurich.	Fr.	25 »
Peyer Imhoff.	Schaffhausen.	»	25 »
G. Moynier.	Genève.	»	10 »
B ^{te} de Grenus consul belge.	Id.	»	25 »
C ^{te} M.-H. Nakwaski.	Id.	»	25 »
	Total.	Fr.	110 »

RUSSIE.

MM. C ^{te} E. Andreefs, industriel.	St-Petersbourg.	Fr.	25 »
Th. Grass	Riga.	»	10 »
H ^{te} Lopatine.	St-Petersbourg.	»	25 »
De Hagemeister.	Id.	»	25 »
	Total.	Fr.	85 »

ITALIE.

MM. Guido Susani.	Milan.	Fr.	25	»
Prince Bassano.	Mantoue.	»	25	»
C ^{te} A. Casati.	Turin.	»	25	»
Paul de Scalzi.	Gènes.	»	25	»
Anto. Scialoja.	Milan.	»	25	»
Total.	.	.	.	Fr. 125 »

ÉTATS-UNIS.

M. H.-W.-T. Mali, consul de Belgique, à New-York.	Fr.	50	»
Divers.	»	128	»
Total général.	Fr.	9672	50

RÉCAPITULATION.

RECETTES.

BELGIQUE :				
Bruzelles	Fr.	3600	»	
Auvers et différentes autres villes	»	1207	»	
Huy	»	280	»	
Verviers	»	1285	»	
Total.	.	.	.	Fr. 6572 »
FRANCE	Fr.	675	»	
ANGLETERRE	»	4097	50	
HOLLANDE	»	385	»	
ESPAGNE	»	175	»	
DANEMARCK	»	65	»	
A reporter.	.	.	.	Fr. 8769 50

	Report.	Fr. 8769 50
POLOGNE.	»	140 »
ALLEMAGNE.	»	165 »
SUISSE.	»	110 »
ROMME.	»	85 »
ITALIE.	»	125 »
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	»	50 »
DIVERS.	»	128 »
TOTAL.		Fr. 9572 50

DÉPENSES.

Frais de publicité, impressions, correspondances, etc.	Fr. 4012 71
Banquet et frais y relatifs	» 4953 45
Médailles, par Alexandre Geefs.	» 1275 »
Impressions du volume des débats du Congrès de 1856.	» 1825 »
Total.	Fr. 12066 14

RÉSUMÉ.

Dépenses	Fr. 12066 14
Recettes	» 9572 50
Excédant des dépenses transféré au débit de l'Association internationale pour les réformes douanières.	Fr. 2493 64

ANNEXE N° 44.

Résolution prise en assemblée publique le 17 février 1856.

« Vu l'état suranné, les complications inouïes et le manque total d'unité de vues et de principes du tarif douanier de la Belgique;

« Attendu que cette situation a été reconnue par le gouvernement lui-même, dans l'exposé des motifs annexé au dernier projet de loi déposé par M. Liedts, ministre des finances, à la séance du 19 janvier 1855, de la Chambre des représentants;

« Attendu que notre tarif, ainsi qu'il est dit dans ce document, présente, dans beaucoup de ses parties, le caractère trop prononcé d'instrument de prohibition;

« Attendu que le progrès industriel n'est pas un fait particulier à la Belgique; qu'à mesure qu'il se développe ailleurs, la concurrence pour nous devient plus difficile à soutenir sur les marchés étrangers, et qu'à moins de renoncer à la lutte, il y a lieu de poursuivre le dégrèvement des matières premières;

Attendu que les négociants et la plupart des consuls belges à l'étranger, auxquels le tarif s'adresse, ne parviennent pas toujours à se reconnaître au milieu de la multiplicité des taxes qu'il consacre;

Attendu qu'il en résulte une cause d'incertitude dans les combinaisons commerciales et un obstacle sérieux à l'extension des échanges internationaux;

Attendu que l'intérêt général de la Belgique réclame impérieusement une révision générale et définitive de notre législation douanière au point de vue de sa simplification, de l'abaissement des droits exagérés sur les objets fabriqués, et du dégrèvement de tout ce qui peut être considéré comme matière première;

L'assemblée déclare :

Que toutes les classes de la nation ont un vif intérêt à la réforme du tarif, et qu'elles doivent s'associer pour concentrer et diriger leurs forces éparses vers ce but.

ANNEXE N° 12.

Composition des Comités de l'Association Belge.

Comité de Bruxelles.

BUREAU.

Président : MM. Carr-Vander-Maeren, négociant, ancien juge au tribunal de commerce.

Vice-Président : Barbier-Hanssens, fabricant de papier et de bonneteries, commissaire de la Société l'Union du Crédit.

Treasorier : Julien Bezquet, fabricant de elous.

Archiviste : G. de Molinari, publiciste, professeur au Musée Royal de l'Industrie.

Secrétaires : Aug. Couvreur, journaliste.

Gust. Jottrand, fils, avocat.

Membres du comité.

MM. Bortier, cultivateur agriculteur, à Ghislelles.

Custers, ancien membre de la Chambre de commerce.

Hyacinthe Deheselle, propriétaire.

D'Hauwregard, négociant en manufactures.

Auguste Jones, fabricant de voitures.

Keutter, négociant en draps.

Kuhstols-Devleeshouder, négociant en draps.

Ad. Le Hardy de Beaulieu, ingénieur civil.

Lemaieur-Detige, fabricant de passementeries.

A. Lonsont, négociant en tapis et papiers peints.

Mayer-Hartogs, fabricant de maroquineries.

Reyntiens, propriétaire.

H. Schuster, juge au tribunal de commerce, administrateur de la société l'Union du Crédit.

P.-F. Vandenbroeck, négociant en métaux.

Victor Vandenbroeck, membre du Conseil administratif de la Société centrale d'agriculture.

Comité de Charleroi.

Président : MM. F. Isaac, père, avocat.

Vice-Président : D. Jonet, maître de verreries.

Trésorier : Bernus, fondeur.

Secrétaire : de Fontaine, docteur en philosophie et lettres.

Secrétaire-adjoint : Isaac, négociant.

Membres : Vander Elst, industriel.

Fabry, industriel.

J. Paris, industriel.

M. Delire, négociant et industriel.

Ch. Lambert, sous-ingénieur.

C. Lambert, maître de verreries.

Comité de Huy.

Président : MM. H. Dautrebande, conseiller communal et industriel.

Trésorier : Eug. Godin-Gillard, fabricant de papier.

Secrétaire : Jos. Sepulere, ingénieur.

Membres : Em. Brixhe, directeur de la société de Corphalie.

Delloye-Mathieu, maître de forges.

Smal-Delloye, maître de forges.

Seny-Lhoneux, marchand de bois.

Comité de Liège.

Président : MM. Ch. Lesoinne, industriel, membre de la Chambre des représentants.

Vice-Président : Geoffroy, père, fabricant.

Trésorier : Cudell, avocat.

Secrétaire : H. Clochereux, avocat.

Secrétaire-adjoint : Ulyse Capitaine, fabricant.

Membres : Charles Digneffe, président du tribunal de commerce.

Adrien Dawans, fils, fabricant de clouteries.

Louis Bronne, industriel, membre du conseil communal.

Comité de Mons.

Président : MM. Ch. Le Hardy de Beaulieu, professeur à l'École des Mines.

Secrétaire : Wyvekens, professeur à l'Athénée.

Comité de Verviers.

Président : MM. Lucien Masson, avocat, secrétaire de la Chambre de commerce.

Vice-Président : Florent Gouvy, filateur.

Secrétaire : S. Vander Maesen, avocat licencié.

Trésorier : Jules Mali, industriel.

Membres : Victor Deheselle, fabricant de flanelles.

Eugène Snoeck, fabricant de draps.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
PREFACE	3
Composition du Comité central de l'Association internationale pour la Réforme douanière.	xix
Noms des correspondants de ce Comité.	xx
Séance du lundi 22 septembre 1830.	1
Discours de M. Corr-Vander-Maeren, président du Comité central de l'Association belge pour la réforme douanière	2
Nomination de M. Ch. De Brouckere appelé à la présidence	5
Nom des vices-présidents et secrétaires pour les divers pays :	
Allemagne	16.
Angleterre	6
Europe septentrionale	16.
Espagne	16.
France.	16.
Italie	16.
Pays-Bas	7
Suisse.	16.
Belgique	16.
Installation du bureau	8
Discours de M. De Brouckere.	16.
Ouverture de la discussion sur la première question	16.
Discours de M. Elink Sterk, membre des États provinciaux de la Hollande.	9
Discours de M. Mathyssens, négociant à Anvers.	10
Discours de M. Reepmaker, avocat et secrétaire de la Chambre de commerce de Rotterdam	17
Discours de M. Winkworth, vice-président, délégué de la Société des arts, des manufactures et du commerce de Londres	20
Discours de M. Hartwig S. Hertz, négociant et publiciste à Hambourg. .	30
Discours de M. Cherbuliez, professeur à l'Institut fédéral polytechnique de Zurich, délégué de la Confédération suisse	54
Discours de M. Figuerola, ancien député aux Cortès, délégué du ministère del fomento à Madrid	41
Discours de M. Agie, président et délégué de la Chambre de commerce d'Anvers.	45

	Pages.
Organisation des trois comités de <i>législation</i> , de <i>statistique</i> et de <i>propositions</i> . Nomination de leurs présidents et secrétaires.	53
Lecture de diverses propositions.	56
Deuxième séance du mardi 23 septembre 1856	55
Lecture du procès-verbal de la séance du 22	56
Rapport de M. Couvreur, secrétaire	56
Lettre de M. Daniel Salomons, lord-maire de Londres.	56
Lettre de M. Richard Cobden MP.	58
Discours de M. Scialoja, ancien ministre du commerce à Naples, délégué du ministère des finances du Piémont	62
Discours de M. le comte Arrivabene, président de la Société d'Économie politique belge.	72
Discours de M. J. Garnier, professeur à l'École impériale des Ponts-et-Chaussées, secrétaire et délégué de la Société d'Économie politique de Paris	73
Discours de M. Wolowski, membre de l'Institut de France.	76
Discours de M. Gustave De Molinari, professeur au Musée royal de l'Industrie à Bruxelles.	84
Discours de M. le docteur Bamberg (Prusse).	87
Proposition de M. Canipan pour la clôture de la discussion sur la première question et adoption de cette proposition	92
Ouverture de la discussion de la deuxième question.	96
Discours de M. Pascal Duprat, ancien représentant du peuple, directeur de la <i>Libre Recherche</i>	96
Discours de M. Vanden Broeck, délégué de la Société centrale d'agriculture de Belgique.	97
Discours de M. Mullendorf, industriel, président et délégué de la Chambre de commerce de Verviers.	100
Discours de M. Benj. Oliveira, membre du Parlement d'Angleterre, président et délégué de l'Association pour la réduction des droits sur les vins.	105
Discours de M. Bohn, éditeur à Londres.	106
Troisième séance, mardi 24 septembre 1856.	109
Lecture et adoption du procès-verbal.	109
Discours de M. le président (incident F.-A. Dupont).	109
Documents manuscrits et imprimés adressés au Congrès.	110
Discours de M. Cattaux-Wattel, négociant, délégué de la Chambre de commerce d'Anvers	111
Discours de M. Ackersdyck, professeur à l'Université d'Utrecht, délégué de la Société néerlandaise pour le développement de l'industrie.	114
Discours de M. Nakwaski, ancien nonce à la Diète polonaise, délégué de l'Institut national de Genève	119
La parole est offerte à M. Dupont du Fayt, maître de forges. On apprend qu'il a quitté Bruxelles.	121

	Pages.
Discours de M. Mathias Gomez de Villaboa, publiciste et ancien juge, délégué de la Société générale des Ganaderos (éleveurs) d'Espagne.	122
Discussions des propositions	127
Rapport de M. Gust. De Molinari, sur la proposition de M. Corr-Vander-Maeren, ayant pour objet la création d'une Association internationale pour les réformes douanières.	Ib.
Adoption de cette proposition.	130
Rapport de M. Sages sur diverses propositions relatives à l'unité des monnaies, des poids et mesures, etc., sur les tribunaux et les Chambres de commerce	Ib.
Renvoi au Comité de l'association internationale de la proposition sur l'institution des tribunaux et des Chambres de commerce	133
Proposition de M. le président de se réunir pour une quatrième séance dans la grande salle du Cercle artistique et littéraire. — Cette proposition est adoptée.	134
Discours de M. Yates sur l'uniformité des poids, mesures et monnaies.	Ib.
Discours de Jules Duval, rédacteur en chef des <i>Annales de la Colonisation algérienne</i>	136
Discours de M. Guido Susani, ingénieur, professeur de mécanique, à Milan	Ib.
Discours de M. Demeur, avocat à Bruxelles.	137
Vote sur la proposition relative à l'uniformité des poids, mesures et monnaies.	Ib.
Vote sur la proposition de la Chambre de commerce d'Anvers, relative au régime colonial.	138
Vote sur la proposition relative à la liberté de navigation des fleuves et détroits	Ib.
Vote sur la proposition relative à la législation des passeports. . . .	139
Vote sur la proposition relative aux formalités de douane.	Ib.
Rapport de M. Tillière, avocat à Bruxelles, sur la proposition de M. De Cocquiel, relative à l'enseignement de l'économie politique. . . .	Ib.
Observation de M. Colmeiro.	144
Amendement de M. Ch. d'É. Polican.	Ib.
Discours de M. Berteant, secrétaire de la Chambre de commerce de Marseille.	Ib.
Proposition de M. Ewart, membre du Parlement d'Angleterre, relative à une adresse à S. M. le Roi des Belges	146
Adoption de cette proposition.	147
Quatrième séance, du jeudi 25 septembre 1850.	149
Lecture et adoption du procès-verbal	Ib.
Lettre de M. Ch. d'É. Polican.	Ib.
Incident Dupont	Ib.
Lecture du projet d'adresse au Roi	150

	Pages.
Adoption de ce projet.	150
Proposition de M. le président d'élargir de la proposition de M. Garnier, les deux amendements relatifs aux droits sur le sel et aux octrois. — Adoption.	Ib.
Rapport de M. Vanden Broeck sur la question des octrois.	151
Discours de M. Wolowski.	156
Discours de M. Victor Faider, avocat à Bruxelles.	158
Discours de M. Ch. De Brouckere.	161
Adoption de la proposition de M. Ch. De Brouckere.	162
Proposition de M. Van Allyn Schokeel, relative aux droits sur le sel	163
Proposition finale de M. Garnier.	Ib.
Proposition de M. Berteaut, secrétaire de la Chambre de commerce de Marseille, sur le commerce des grains.	Ib.
Proposition de M. Danjou sur les vins	164
Proposition du second comité sur les houilles, les fontes et les fers.	Ib.
Priorité donnée à la proposition de M. Berteaut.	Ib.
Discussion et adoption de cette proposition.	165
Discussion et adoption de la proposition de M. Danjou.	168
Discussion et adoption de la proposition du second comité.	169
Discussion de la proposition de M. Garnier.	Ib.
Discours et amendement de M. Auguste Couvreur.	Ib.
Continuation de la discussion.	172
Discours de M. Burn de Manchester.	Ib.
Adoption de la proposition	177
Discours de M. Kuranda sur la situation économique de l'Autriche	178
Rapport de M. Corr-Vander-Maeren sur la formation du comité central international pour les réformes douanières.	182
Discours de M. Ch. d'É...-Polican	184
Proposition de M. Cipri sur la réunion d'un Congrès douanier italien à Florence	185
Clôture du Congrès	186
Discours de M. le président	Ib.
Réponse de M. Scialoja	187
Banquet du Congrès international pour les réformes douanières.	189
Description de la salle	Ib.
Toast de M. le comte Arrivabene, président du banquet	190
» de M. Scialoja	191
» de M. Corr-Vander-Maeren.	192
» de M. Masson	Ib.
» de M. le chevalier Charles de Cocquiel.	194
» de M. Auguste Couvreur	Ib.
Réplique de M. Heepmaker	195

	Pages.
Toast de M. J. Garnier	196
» de M. Pascal Duprat	Ib.
» de M. le comte Cieszkowski	197
» de M. Ch. Le Hardy de Beaulieu	198
» de M. Gabriel Rodriguez	199
» de M. Hartwig S. Hertz	Ib.
» de M. Beuj. Oliveira	200
» de M. Lesoinne	Ib.
» de M. Campan	202
» de M. Ackersdyck	Ib.
ANNEXE N° 1. — Procès-verbaux des comités réunis de législa- tion et de propositions	207
Procès-verbal N° 1.	Ib.
» N° 2.	215
ANNEXE N° 3. — Procès-verbal du comité de statistique.	219
ANNEXE N° 3. — Discours et Notes déposés sur le bureau.	225
A. — Rapport de M. Ernst Engels	Ib.
B. — Note de M. Henri de Roubaix	Ib.
C. — Discours de M. David	227
D. — Discours de M. Colmeiro	230
E. — Note de M. Elink Sterk	Ib.
F. — Discours de M. le baron de Grenus	232
G. — Discours de M. Ch. Lawson	236
H. — Note de M. Liefmans-Delagache	238
ANNEXE N° 4. — Liste des documents manuscrits et imprimés adressés au Congrès	241
Manuscrits. — Grande-Bretagne, 18 numéros	Ib.
» Pays-Bas, 6 »	245
» Allemagne, 5 »	244
» Italie, 4 »	245
» Belgique, 5 »	Ib.
Imprimés. — Grande-Bretagne, 17 numéros	246
» France, 9 »	248
» Pays-Bas, 12 »	Ib.
» Allemagne, 15 »	249
» Autriche, 5 »	251
» Danemark, 1 »	Ib.
» Suisse, 14 »	Ib.
» Espagne, 8 »	255
» Italie, 5 »	254
» Belgique, 21 »	Ib.
ANNEXE N° 5. — Pouvoirs déposés par divers délégués.	257
ANNEXE N° 6. Correspondances. — Chambres de commerce étrangères	267

	Pages.
Lettre de la Chambre de commerce de Bordeaux	267
» » » de Montpellier	268
» » » de Lyon	269
» » » de Rotterdam	270
ANNEXES N° 3. — Correspondances. — Chambres de commerce	
belges.	275
Lettre de la Chambre de commerce de Bruxelles	16.
» d'un membre de la Chambre de commerce d'Alost	274
Lettre de la Chambre de commerce de Bruges	275
» » » d'Ostende	16.
» » » de Nivelles	276
» » » de Saint-Nicolas	277
» » » de Charleroy	278
» » » d'Audenarde	279
» » » de Bouslers	16.
» » » de Tournay	280
» » » de Louvain	16.
» » » de Termonde	281
» » » d'Ypres	282
» » » de Namur	16.
» » » de Gand	283
ANNEXES N° 4. — Correspondance générale.	
Lettre de M. Dunckley	16.
» de M. Beek Vollenhoven	288
» de M. Van Bosse	289
» de M. T. Clavé	16.
» de M. Benj. Oliveira	292
» de M. le vicomte Eug. de Kerekhove	293
» de M. Twining jun ^r	294
» de M. Ameshoff	16.
» de M. le duc d'Harcourt	295
» de M. T. Clavé	296
» de M. C. ^W . Asher	297
» de M. R. Sprengler	298
» de M. Michel Chevalier	299
» de M. le marquis Louis de Ridolfi	300
» de M. T. Aspinall-Turner	302
» de M. Van Heukelom	303
» du colonel Sykes	304
» de M. Jean Dolfus	16.
» de M. Louis Bazille	305
» de M. Ramon de la Sagra	306
» de M. G. Ochsner	310
» de M. Lavergne	16.

	Pages.
<u>Lettre de M. Le Comte de Kergorlay.</u>	341
» de M. J.-E. Horn	Ib.
» de M. V. Philippe.	343
» de M. Henri Alléon	344
» de M. Barbe-Schmitt.	346
» de M. Arlès-Dufour	347
ANNEXE N° 9. — Liste des membres délégués et adhérents.	349
Etranger. — Membres délégués	Ib.
Par les gouvernements étrangers	Ib.
Par diverses Associations et Chambres de commerce.	Ib.
Membres adhérents. — Étrangers	323
Amérique	Ib.
Angleterre	Ib.
Allemagne	324
Espagne.	Ib.
Europe septentrionale	325
France	Ib.
Italie.	326
Pays-Bas.	Ib.
Belgique.	
Membres délégués	327
Membres adhérents.	330
Statistique du Congrès	339
ANNEXE N° 10. — Liste des souscripteurs au Congrès.	341
Récapitulation.	352
Recettes.	Ib.
Dépenses.	353
Résumé.	Ib.
ANNEXE N° 11. — Résolution prise en assemblée publique.	355
ANNEXE N° 12. — Composition des Comités de l'association	
Belge	356



PAR FACETTE MONTAUDO

RECUEIL DES DOCUMENTS

COMITÉ DE L'UNION

REFORMES DOUANIERES.

1 ou 2 volumes in-8 à 5 fr. le volume